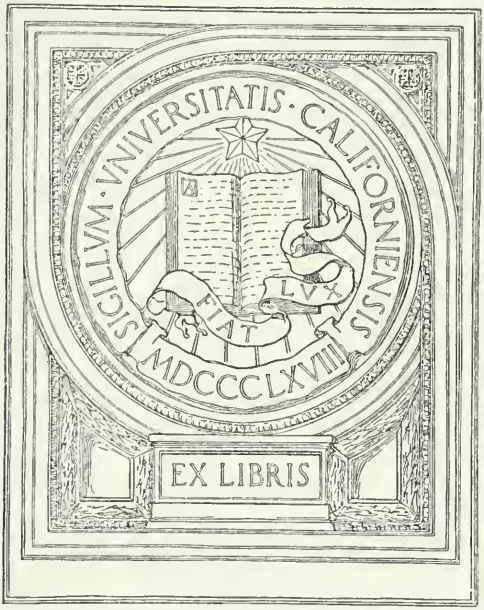
UNIVERSITY OF CALIFORNIA
AT LOS ANGELES



MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT

SUR

LES CAUSES SECRÈTES QUI ONT DÉTERMINÉ LA POLITIQUE DES CABINETS DANS LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TOME SEPTIÈME.

A PARIS,
CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE,
RUE RICHELIEU, N° 67.

1834

IMPRIMERIE DE E. DUVERGER, RUE DE VERNEUIL, N. 4.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

285217

IMPRIMERIE DE E. DUVERGER,
rue de Verneuil, n. 4.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT

SUR

LES CAUSES SECRÈTES QUI ONT DÉTERMINÉ LA POLITIQUE
DES CABINETS DANS LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TOME SEPTIÈME.

A PARIS,

CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE,

RUE DE RICHELIEU, N° 67.

1834

DC
145
A44m
v. 7

AVERTISSEMENT NÉCESSAIRE.

Il s'est glissé dans le sixième volume de cet ouvrage deux fautes d'impression échappées à la correction des épreuves, et qu'il est indispensablement nécessaire de rectifier ici.

La première est page 103, lignes 9, 10 et 11, où il est dit que le contrepoids de la France, opposé à la puissance des co-partageans de la Pologne, *s'accrut inopinément par la neutralité de la Prusse qui abandonna le champ de bataille*; et le manuscrit portait: *S'accrut par la neutralité de la Prusse qui abandonna le champ de bataille dès que la guerre eut changé d'objet.* Cette première version imprimée, mais fautive, aurait prêté à l'homme d'état dont le portefeuille a fourni la matière de ces Mémoires, des opinions très inconvenantes, et qui certes n'ont jamais été les siennes; elle renferme d'ailleurs

une notion historique des plus inexactes; car, comme l'a très judicieusement observé l'abbé de Pradt, dans sa brochure intitulée *La Prusse et sa neutralité*, « Il est faux que la Prusse ait « abandonné la coalition; c'est au contraire la « coalition qui a abandonné la Prusse... La coa- « lition avait un objet primitif... celui... de réta- « blir la royauté en France : tout ce qui s'écartait « de ce but la rompait. »

Chercher à affaiblir la France sans l'intention d'une restauration monarchique, et uniquement pour servir les projets ambitieux du cabinet autrichien, eût été de la part de la Prusse un tort impardonnable contre ses propres intérêts et ceux du corps germanique. Hardenberg voyait ainsi; il ne croyait pas le contrepoids de la France trop *accru* : et tels furent les motifs qui dictèrent le traité de Bâle.

Aussi loyal lors de cette détermination pacifique qu'il s'était montré désintéressé dès l'origine de la guerre, le roi de Prusse, dans un mémoire remis de sa part au cabinet de Vienne, après l'exposé des services qu'il avait rendus,

notamment par la reprise de Mayence, s'exprimait ainsi : « Quel était le but direct de la con-« vention de Pilnitz et de l'association des deux « principales puissances de l'Allemagne ? n'était-« ce pas le rétablissement de la monarchie fran-« çaise *dans son intégrité ?* Sa Majesté prussienne « ne s'y est-elle pas portée avec tout le zèle qu'on « devait attendre de sa loyauté ? N'a-t-elle pas « dû être surprise de voir son allié dévier de ses « intentions primitives, et paraître s'en occuper « moins que du projet de faire des conquêtes « et de s'enrichir des dépouilles d'opprimés ? « Dans cette hypothèse, Sa Majesté prussienne a « dû prendre un intérêt moins vif à l'état poli-« tique, au gouvernement intérieur de la France, « et préférer à tout autre soin celui de délivrer « ses propres sujets du fléau de la guerre. » Cette politique restauratrice des finances prussiennes, protectrice de la Basse-Allemagne et observatrice des puissances belligérantes, fut constamment celle du cabinet de Berlin.

La seconde faute d'impression, beaucoup moins importante, se trouve page 447, lignes 11

et 12, où l'homme d'état n'exprime pas encore son opinion personnelle sur le compte du général Mack; il y est dit: « *Dans le fait, Mack* « *n'était qu'un intrigant militaire, un de ces* « *faiseurs de plans*, etc., etc.;» et, conformément au texte manuscrit, l'on aurait dû imprimer: « *Mack, au dire de ses envieux, n'était* « *qu'un intrigant militaire*, etc., etc.;» car cet homme rapidement parvenu, et victime d'une jalousie haineuse ou d'une opinion trompée, n'était pas aussi médiocre qu'on s'est plu à le faire croire, en citant surtout son affaire de Ulm, sur laquelle on fournira par la suite des notions plus exactes.

Les éditeurs feront en sorte que de telles fautes ne se reproduisent plus dans la suite de ces Mémoires.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

1798.

Présage d'une lutte générale. — Situation politique de la Prusse. — Motifs de la levée de boucliers du roi de Naples. — Fausse modération du directoire. — Faiblesse de l'armée de Rome. — Ferdinand IV compte sur l'Autriche. — Arrivée d'un agent autrichien. — Entrée à Livourne d'un corps napolitain. — Le grand duc de Toscane. — Sa conduite. — Ses négociations à Vienne. — Nazelli. — Belleville. — Thugut. — Mack. — Son plan de campagne. — Défaite de ses divisions. — Sa retraite. — Conduite brillante de Roger de Damas. — Le roi se défie de Mack. — Ferdinand repart pour Caserte. — Rentrée des Français à Rome. — La surprise de Rome échoue. — Damas se rembarque à Orbitello. — Le roi accuse ses généraux. — Sa proclamation. — Intrigues des grands et des révolutionnaires. — Invasion du royaume. — Fermeté de la reine. — Assassinat d'un courrier autrichien. — Le roi veut se retirer en Calabre. — Il s'embarque pour la Sicile. — Mack et Pignatelli laissés à la défense de Naples. — Championnet devant Capoue. — Insurrection des paysans. — Détresse de l'armée française assaillie de toutes parts. — Elle est sans ressources.

Tous les cabinets européens devaient fixer les yeux sur cette lutte qui acquérait une haute im-

portance comme prélude d'une lutte bien plus sérieuse encore, dont les indices se remarquaient, tant dans les préparatifs militaires de la France, de l'Autriche et de la Russie que dans les négociations publiques ou secrètes de ces trois gouvernemens.

La Prusse, surtout, était vouée à une neutralité menaçante, mais pacifique, aussi ferme qu'inébranlable, qui s'appuyait, d'une part sur un revenu de plus de 120 millions de fr., dont son excellent système économique triplait la valeur; et sur une armée de deux cent vingt-cinq mille hommes, qui pouvait rapidement être portée beaucoup au-delà de ce nombre; d'une autre part, sur la double sécurité que lui inspiraient et le besoin que la France avait de la respecter et l'indissoluble lien d'intérêts réciproques qui, par le partage de la Pologne, l'unissait à cet égard, dans un système de conservation, avec les deux autres puissances du nord. Véritable protectrice de l'Allemagne depuis la paix de Teschen, la monarchie prussienne l'était devenue plus spécialement depuis le traité de Bâle, de cette vaste portion du corps germanique que, seule, elle pouvait préserver des plus grands désastres après les stipulations machiavéliques de Campo-Formio. Cette puissance, avant et durant le con-

grès de Rastadt, se sacrifiant elle-même et défendant ses co-états, s'opposait à la fois à toute occupation par la France de postes militaires sur la rive droite du Rhin, et aux vues ambitieuses du cabinet de Vienne sur la Bavière qu'il cernait de toutes parts. Elle ne voyait pas sans inquiétude la position formidable qu'avait obtenue l'Autriche par un accroissement de territoire qui, liant ses états héréditaires à ceux que sa maison possédait en Italie, lui donnait de puissans moyens pour envahir la nouvelle république cisalpine, qu'elle ne reconnaissait pas; les États romains, que dès long-temps elle convoitait; le Piémont, dont elle avait osé demander la cession; ce qui l'aurait fait régner ou dominer sur toute la péninsule italique. Enfin la Prusse sentait combien une puissance aussi monstrueuse rendait illusoire la liberté germanique; elle pouvait voir dans l'invasion napolitaine un moyen d'atteindre à ce but; surtout elle devait, et avec une inquiète curiosité, en suivre la marche et tous les détails. C'est pourquoi nous allons nous étendre ici, plus qu'on ne l'a fait dans toute autre circonstance, sur tout ce qui a trait à cette guerre, suscitée par une politique peu loyale, et préparée, entamée, accompagnée par un sentiment de terreur qui calcule mal et opère bien plus mal encore.

Certes, les considérations les plus puissantes semblaient commander et justifier l'expédition dans laquelle le roi Ferdinand venait de se précipiter. Les menées sourdes, constantes et agitatrices du gouvernement français; la protection qu'il accordait hautement aux rebelles échappés à la rigoureuse justice de ce souverain, et qu'il voulait faire planer sur ceux même qui étaient détenus dans les prisons de Naples; l'insolence et le choix révoltant de ses ambassadeurs; ses exigences toujours croissantes; les grossières injures vomies contre le roi et la reine de Naples par le consulat romain, blâmées publiquement et applaudies en secret par le directoire; l'esprit inquiet de cette république éphémère qui n'était encore légitimée auprès d'aucune des puissances européennes; des reconnaissances militaires faites dans une intention évidemment hostile, où l'on signalait tous les points vulnérables de ses frontières et dont ses agens lui avaient fait passer copie *; l'envoi enfin d'un général connu par ses passions révolutionnaires; toutes ces choses eussent fourni dans tous les temps de très légitimes motifs de guerre. Si le gouvernement français semblait momentanément revenir à des senti-

* Voyez la pièce justificative A.

mens plus modérés, l'on connaissait assez les ruses de sa politique pour juger que, redoutant une rupture avec l'Autriche, et ne pouvant obtenir de la Prusse un traité d'alliance offensive, il ne faisait qu'ajourner les coups qu'il eût voulu porter au gouvernement napolitain, et cherchait à l'endormir par des négociations, jusqu'à l'époque où il serait en mesure de l'abattre par ses armes. C'était ainsi qu'il en avait agi envers la Suisse, envers quelques états italiens, et qu'il se proposait d'en agir avec tous ceux renfermés dans la péninsule italique, tout en leurrant l'Autriche d'un partage qu'il ne pensait point à lui accorder, mais qui suspendait les coups redoutés de cette puissance.

Ce qui justifiait subsidiairement les funestes prévisions du cabinet de Naples et son intempestive levée de boucliers, c'est que des rapports journaliers, les plus exacts, lui avaient appris combien, vu les vides de ses cadres, l'armée de Rome était plus faible qu'on ne l'avait cru d'abord, en ne la calculant que sur le nombre des corps qui la composaient ; on savait de plus qu'elle manquait d'artillerie, la cupidité des agens financiers leur ayant fait vendre presque toutes les bouches à feu trouvées à Rome, et l'expédition d'Égypte lui ayant enlevé tout ce qu'à cet égard

elle possédait de mieux. Cette armée, d'ailleurs, que la friponnerie des fournisseurs et des états-majors élevait faussement au-dessus de l'effectif, était mal payée, mal vêtue, et péniblement nourrie dans un pays totalement ruiné par les plus impudentes spoliations.

Il y a plus; un développement militaire commandé par des dangers trop réels, mais qui outrepassaient de beaucoup les ressources pécuniaires de l'état de Naples, eût promptement hâté sa totale impuissance si on l'avait indéfiniment prolongé, et c'était peut-être vers cette catastrophe que les astucieux directeurs eussent voulu la conduire.

Puis le roi de Naples, ou plutôt son cabinet, récemment rassuré sur l'issue de son expédition par un agent secret autrichien qui, ayant traversé toutes les provinces occupées par les Français, avait annoncé le mécontentement général des peuples, ainsi que les préparatifs du prince Frédéric d'Orange, chef désigné de l'armée autrichienne d'Italie, et l'ardeur belliqueuse de ce prince, jeune, intrépide, plein de génie; rassuré en outre par le traité qui lui promettait secours et diversion de la part d'une puissance à qui celui de Campo-Formio, conclu tout à son profit, donnait intérêt et moyen de la seconder, comp-

tait, non sans raison, sur une insurrection dans la Toscane; car le grand-duc, quel que fût le masque dont il se couvrît, n'en voyait pas moins avec plaisir la ville de Livourne occupée par le corps napolitain que commandait le lieutenant général Naselli.

Ferdinand III, fils de l'empereur Léopold, et son successeur dans le grand-duché de Toscane entièrement dirigé par le spirituel et très adroit marquis de Manfredini, qui prévit de bonne heure les succès futurs de la France et son invasion victorieuse en Italie, avait été le premier des souverains de l'Europe à reconnaître la république française et à recevoir un ministre accrédité par elle. Il maintenait péniblement sa neutralité, en dépit des menaces de l'Angleterre et des injurieuses plaintes de la Russie, quand une force majeure le contraignit à s'en désister, sans lui faire prendre néanmoins une part active à la coalition; et, dès que cela lui fut possible, il se hâta de renouer des relations diplomatiques avec la convention nationale, par un traité signé le 5 février 1795. Mais le comte Carletti, son envoyé, ayant paru s'intéresser à Madame Royale détenue au Temple, il fut chassé et remplacé par le prince Corsini, qui désavoua l'honorable démarche de son prédécesseur.

Tant de condescendances, commandées par la peur et dont l'archiduc espérait un accroissement de territoire aux dépens de l'Etat de l'église, ou du moins une parfaite sécurité personnelle, n'empêchèrent pas l'invasion de la Toscane, l'enlèvement à main armée des marchandises anglaises dans le port de Livourne, et l'arrestation du général Spanocchi, commandant militaire dans cette ville.

Bonaparte, auteur de ces violences, n'en fut pas moins bien reçu par le prince, qu'il dépouilla cependant de quelques-uns de ces chefs-d'œuvre de l'art qui enrichissaient son musée, et dont il projetait le détrônement pour en accroître l'importance de la république cisalpine.

Tourmenté par des menées révolutionnaires qui troublaient ses états, en froid avec l'empereur son frère, et menacé par la France, tandis qu'il était en butte à l'animadversion des puissances coalisées, les préliminaires de Léoben, que les deux cabinets de Vienne et du Luxembourg défendaient également de faire connaître, lui inspiraient de vives craintes sur son propre sort; mais le prince Corsini parvint, par très peu d'argent, à obtenir copie de ce document secret, et Manfredini fut envoyé à Vienne au moment où, sous prétexte de se mettre en mesure contre les

intentions hostiles de la république cisalpine, le grand-duc portait son état militaire à seize mille hommes. Ce ministre parvint à former de nouveau des nœuds d'intérêts, de confiance et de vues ultérieures, entre le grand-duc et la cour impériale. Peu après, et au moment où le directoire adressait à l'archiduc de nouvelles menaces, le général Naselli vint occuper Livourne *, et agissant comme dans une ville conquise, il y ordonna l'expulsion de tous les étrangers non recommandés par les agens de leurs gouvernemens respectifs, et qu'il désignait sous la qualification de *gens sans aveu*.

Cet ordre rigoureux ne pouvait frapper alors que les émigrés de Toulon ; mais le consul républicain Belleville, celui-là même qui avait insulté le roi Ferdinand dans sa capitale, voulant se montrer envers les royalistes plus généreux qu'un monarque Bourbon, leur fit dire qu'il les prendrait sous la protection de la France, n'en exigeant que l'inscription de leurs noms sur ses registres et le port de la cocarde nationale; car Naples continuait à ne point se regarder comme en guerre avec les Français et respectait encore ses agens commerciaux.

* Décembre 1798.

Quant à l'Autriche, par l'échange de ce qu'elle ne possédait plus contre ce qu'elle ne cessa de convoiter, elle n'avait cédé que ses droits sur des provinces éloignées, difficiles à défendre quand elle y régnait, presque impossibles à reconquérir depuis qu'elle les abandonna plutôt qu'elle n'en fut expulsée. Elle avait acquis, avec de riches contrées et un long littoral sur l'Adriatique, des sujets plus nombreux, des revenus plus considérables, et en rendant sa monarchie plus compacte, elle occupait tous les débouchés sur la haute Italie. Enfin, la tortueuse politique du baron de Thugut, naguère si favorable aux progrès de la révolution française, semblait se frayer une route nouvelle et libératrice des puissances continentales, depuis que le gouvernement directorial cherchait à briser en lui un instrument qui lui avait long-temps été utile ; car ce gouvernement ne voyait pas sans terreur les avantages acquis par l'Autriche et que venait d'accroître encore l'occupation du pays des Grisons.

Le cabinet de Vienne, pour rendre son invasion projetée plus facile, avait excité Naples à prendre l'initiative, ce mouvement hostile devant retenir au loin une partie des troupes qu'on aurait eues à lui opposer. Quant au choix du général Mack, il était suffisamment motivé par la haute

réputation dont il jouissait alors; celui du général Hotz, militaire actif, entreprenant, accoutumé à commander en face de l'ennemi, eût sans doute beaucoup mieux convenu, sinon par la grandeur et la hardiesse des plans, du moins pour leur exécution; mais il refusa sagement une telle mission, et Mack possédait de véritables talens, plus théoriques pourtant que pratiques, dans un art où le général doit savoir, par la justesse de son coup d'œil et une rapide décision, remédier aux échecs qui pourraient contrarier les combinaisons les mieux conçues.

Mack avait commencé par être simple soldat; sa valeur audacieuse lui valut ses premiers grades et lui acquit l'estime du célèbre maréchal de Laudon qui, en mourant, le recommanda à l'empereur comme officier des plus distingués; mais employé depuis 1793 dans les états-majors de l'armée autrichienne, il y perdit l'habitude du champ de bataille, à une époque et dans un grade élevé où il eût pu s'y éclairer de ces illuminations qui créent et fécondent le génie militaire. Ses plans, alors, peut-être trop vastes, furent tronqués ou rejetés; et leur non-exécution, regrettée plus tard, lui procura une renommée exagérée. On lui confia donc, après la paix de Campo-Formio, la réorganisation de l'armée im-

périale, besogne dont il était éminemment capable; aussi s'en acquitta-t-il, avec un succès complet et rapide. Mais ses talens naturels s'étaient rétrécis dans des occupations presque matérielles, et il était entièrement neuf au commandement en chef d'une armée quand il fut chargé de conduire à l'ennemi celle très peu militaire du roi Ferdinand.

Thugut, qui plus tard blâma son invasion prématurée de l'État romain, lui avait dit, lors de son départ pour Naples, que l'Autriche en donnerait le signal par l'occupation militaire du pays des Grisons; or cette occupation avait eu lieu le 18 octobre, et Mack n'entra sur le territoire de l'église que le 24 novembre; mais Thugut ne cherchait qu'à gagner du temps, espérant toujours effrayer la France de la marche des Russes, et trouver les moyens de s'en débarrasser dès que la crainte de leur intervention aurait déterminé le directoire à des concessions nouvelles.

Rien cependant de plus admirable que les dispositions stratégiques du plan de campagne conçu par le général Mack; rien de mieux combiné que la direction, la marche, et le développement de ses différentes colonnes; et ses succès eussent été aussi prompts que brillans si les troupes à la tête desquelles il se trouvait avaient

manifesté la moindre vigueur, si, hors un seul, ses généraux n'eussent pas perdu la tête au premier coup de feu. Puis le général qui lui était opposé ne possédait ni talens, ni esprit, ni peut-être même une grande bravoure personnelle, quoiqu'il en eût montré au début de sa carrière militaire; car il paraissait ne vouloir plus compromettre une fortune acquise, et l'odeur de la poudre lui donnait des nausées que ses affidés attribuaient à la sensibilité de son cœur, genre de faiblesse qui n'est pas sans exemple chez des hommes dont le patriotisme n'est qu'un métier, et qui sont mus par des passions que ne fécondent point les nobles sentimens d'un véritable honneur. Aussi Championnet aurait-il été totalement incapable de résister à son adversaire sans l'appui des talens distingués du général Macdonald, qu'il remplaçait et employait, mais qu'il haïssait mortellement en raison de l'extrême différence existante entre les exagérations révolutionnaires de l'un et la généreuse modération de son prédécesseur.

On a blâmé le général Mack de n'avoir pas promptement et vivement donné suite à ses premiers succès; mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que le roi de Naples était le véritable chef de l'armée; qu'il voulait jouir de son triomphe;

que ce monarque ne pensait pas être réellement en guerre avec la France. Maître déjà d'une grande partie de l'État pontifical et connaissant la faiblesse numérique de l'armée ennemie, il ne croyait pas sans doute qu'elle pût songer à autre chose qu'à une prompte retraite, persuadé lui-même qu'elle allait tomber sous les coups des Autrichiens dans les plaines de la Lombardie. Il la vit donc paisiblement s'éloigner, jugeant qu'elle se conformait à la notification qui lui avait été adressée en son nom, et ne s'occupa que du rétablissement du gouvernement papal. L'inaction de Mack fut néanmoins une faute grave, mais qui, plus politique que militaire, doit être imputée à tout autre qu'à lui, et que lui révélèrent seulement les positions prises par l'armée française ; il sentit alors la nécessité de commencer réellement la guerre, et son véritable début donna autant de confiance aux Français qu'il jeta de troubles dans les rangs des Napolitains.

Mack, dans une inaction volontaire ou forcée, s'était contenté, dans les quatre jours qu'il passa à Rome sans rien entreprendre, de faire sommer le château Saint-Ange, où commandait le chef de bataillon Walter, et contre lequel les Romains, qui n'osaient en approcher, tiraient timidement et de loin quelques coups de fusil. Burckardt,

né Suisse et général napolitain, chargé d'envoyer cette sommation, y déclarait : « que tous les Fran-
« çais malades dans les hôpitaux de Rome, ainsi
« que les gardes que le général en chef y avait
« laissées, étaient considérés comme otages, et
« que chaque coup de canon tiré sur les troupes
« napolitaines serait marqué par la mort d'un
« soldat français qu'on livrerait à la *juste indigna-*
« *tion des habitans.* »

Mack adressa cette espèce de sommation au général Championnet, et Macdonald se chargea d'y répondre. Il notifia au général napolitain que le moindre attentat commis sur les malades français serait l'arrêt de mort de l'armée napolitaine.
« Les Français républicains, disait Macdonald, ne
« sont point des assassins; mais les prisonniers
« qui seront entre nos mains répondront sur leur
« tête des Français qui sont à Rome..... Votre
« lettre sera connue aujourd'hui de toute l'armée
« pour ajouter encore à l'indignation et à l'hor-
« reur que nous ont inspirées des menaces que
« nous méprisons autant que nous en craignons
« peu l'effet. »

Cependant Mack avait résolu de manœuvrer sur les deux rives du Tibre, en portant ses principales forces sur la rive droite. L'ensemble de son projet consistait à couper l'armée française,

à la priver de toutes ses communications et à la cerner pour l'obliger à rendre les armes. En conséquence sa droite reçoit l'ordre de marcher sur Macerata et Ancône, le centre de se porter entre le Tibre et la mer, sur Civita-Vecchia, Sienne et Florence, où il compte sur la division napolitaine débarquée à Livourne. Mack n'avait alors devant lui en première ligne que cinq mille Français armés de quatre pièces de canon et commandés par Macdonald dont les avant-postes observaient les trois routes qui débouchent sur Rome. Après avoir divisé en cinq colonnes d'attaque la moitié de ses forces, Mack, à la tête de sa réserve forte de quinze mille hommes, établit son quartier général à Baccano. Là il attend l'événement de ses attaques partielles, au lieu de se porter avec la masse de ses troupes par Cantalupo sur Terni que le général Lemoine avait défendu avec une poignée de troupes et où se trouvait le quartier général de Championnet, uniquement couvert par trois à quatre cents hommes. En manœuvrant ainsi il eût coupé l'armée française en deux et probablement causé sa perte, car le général en chef n'avait encore donné que deux ordres absurdes, ruineux et contradictoires; c'était de tracer un camp à Foligno, pour attendre du secours, ce qui compromettait la division Macdonald en l'en sé-

parant par la Somma, et de prescrire à Macdonald de garder la route de Florence. Mais cette opération vraiment stratégique demandait un général plus habitué à la pratique de la guerre que ne l'était Mack, livré à des plans gigantesques. Il arriva que trois de ses colonnes furent repoussées à Nepi, à Magnano, à Falori, et que les deux autres se replièrent. Battu sur tous ces points, il perdit le 5 décembre un tiers de ses soldats engagés et quinze pièces de canon. Ainsi dans cette journée, Macdonald avait repoussé avec cinq mille hommes toutes les attaques dirigées contre lui par un général qui en commandait quarante mille, et il s'était assez avancé sur Rome pour que son canon annonçât à cette ville sa délivrance. A la vérité les Napolitains n'avaient montré ni énergie ni courage.

Après cinq jours d'inaction, pendant lesquels il n'avait poussé que de fortes reconnaissances, Mack mit en mouvement une colonne de huit à dix mille hommes dirigés sur Cantalupo, que Championnet, qui ne songeait qu'à sa sûreté personnelle, avait négligé d'occuper. L'objet de Mack était de jeter des détachemens dans les montagnes, de s'assurer un passage sur le Tibre et de se porter de là sur Terni, pour essayer, en enfonçant le centre de l'armée française, de

couper de nouveau ses communications ; mais il était trop tard. Averti à temps par des transfuges et par ses intelligences secrètes des mouvemens que préparait son adversaire, Championnet avait concentré ses troupes et fait occuper Rieti et Civita-Ducale par le général Lemoine.

Cependant une forte colonne de troupes napolitaines, commandée par le général autrichien Mœsk, descendait de Calvi sur Otricoli, manœuvrant pour tourner la division Macdonald et s'emparer du pont de Borghetto. Macdonald ainsi coupé, ne recevant pas d'ordre du quartier général, et heureusement abandonné à son propre génie, défait d'abord un détachement de Mœsk et lui fait quatre cents prisonniers. Cet échec ne détourne point Mœsk du dessein de couper les communications de Macdonald. Il se porte avec toutes ses forces sur Otricoli : le poste français est surpris, et le détachement de cinquante hommes qui l'occupait est impitoyablement massacré. Les Napolitains montrèrent dans cette circonstance une rage et une animosité telles qu'après avoir traité la ville comme si elle eût été prise d'assaut, ils mirent le feu à l'hôpital où se trouvaient réunis les blessés des affaires précédentes, Français et Napolitains. Cette atrocité, jointe à la menace précédemment faite d'égorger

tous les malades que les Français avaient laissés dans les hôpitaux de Rome, exaspéra tellement les soldats républicains contre l'armée napolitaine que depuis ils ne respirèrent plus que vengeance et montrèrent dans tous les combats subséquens une fureur que le général en chef se vit dans l'obligation de réprimer par un ordre du jour.

L'occupation d'Otricoli par les Napolitains compromettait la sûreté des communications de l'armée française. Non-seulement le général Mœsk tenait la ville, mais il couronnait les hauteurs qui l'avoisinent; en un mot la position des Napolitains était formidable. L'attaque n'en est pas moins résolue. Le général Maurice Mathieu la dirige avec un plein succès ; il s'empare d'Otricoli, fait deux mille prisonniers, enlève huit drapeaux, trois pièces de canon et une soixantaine de chevaux. Les débris du corps de Mœsk se replient sur Calvi et s'y retranchent. Le général Mathieu et le général polonais Kniazewitz viennent attaquer Calvi, culbutent tout ce qui se présente, bloquent cette ville et somment les Napolitains de se rendre. Ceux-ci parlementent ; ils veulent temporiser pour recevoir les renforts qu'ils attendent. Macdonald envoie alors au général Mœsk son ultimatum ainsi conçu : « La co

« lonne prisonnière à discrétion, ou passée au fil « de l'épée. » Quatre à cinq mille hommes épouvantés mettent bas les armes et livrent ainsi deux généraux, Mœsk et le brigadier don Carello, vingt officiers supérieurs, cent officiers subalternes, trois cents chevaux, quinze drapeaux et huit pièces de canon.

Cette reddition parut d'autant plus inouïe que Mœsk était instruit que le général en chef Mack marchait à son secours. Celui-ci informé de l'événement revint sur ses pas à son camp de Cantalupo. Là, délaissant son dernier projet qui consistait à couper le centre de l'armée française, et voyant l'impossibilité d'agir offensivement avec les troupes et les officiers qu'il avait sous ses ordres, il fit ses dispositions pour une retraite générale. Voici ce qui hâta cette détermination. L'un de ses lieutenans, le chevalier Micheroux, commandant une forte division de l'aile droite, s'étant imprudemment engagé dans d'étroits défilés pour tourner la position de Civitella, une avant-garde française de quinze cents hommes fondit des hauteurs qu'elle occupait sur l'avant-garde napolitaine qui lâcha pied aussitôt. Le corps de bataille à son tour, ne pouvant se déployer, fut défait et mis en fuite. Trois à quatre mille hommes mirent bas les armes, le reste fut

dispersé, les bagages et l'artillerie restèrent au pouvoir des vainqueurs. Voilà comment quinze cents hommes de la division du général Lemoine défirent dix à onze mille Napolitains livrés à l'inexpérience d'un général ignorant qui fut le premier à prendre la fuite. Ainsi s'étaient fait battre presque tous les généraux que Mack avait mis en mouvement, entre autres Mœsk, Colli, don Carello, le chevalier de Saxe, Micheroux, le prince de Tarente. Toutefois le chevalier de Saxe montra personnellement beaucoup de valeur et fut blessé sur le champ de bataille. Déployant aussi une valeur brillante, le comte Roger de Damas, avec une partie de l'aile gauche, alla toujours en avant, et prit plusieurs villes de la Romagne, tandis que tous les autres corps étaient défaits : tant les soldats, quels qu'ils soient, deviennent ce que les fait le général qui les mène au feu !

Mais l'échec de l'aile droite était irréparable.

Déjà le général Lemoine s'était rendu maître d'Aquila et de Civita-Ducale, et une autre colonne française s'avançant vers Monte-Rotondo jetait l'alarme dans Rome. Mack d'ailleurs ne comptait plus guère que vingt mille hommes sous les armes; il en avait perdu douze mille dans les différens combats qu'il avait livrés de-

puis sept à huit jours. Ses soldats étaient découragés. Il se trouvait débordé par sa droite depuis la défaite de Micheroux, et chaque jour son adversaire se renforçait des secours qui lui arrivaient de la haute Italie. Enfin l'Autriche ne prenait point l'offensive sur l'Adige, ce qui rendait la position des Napolitains singulièrement critique.

Mack, le 11 décembre, leva le camp de réserve qu'il avait formé à Cantalupo et commença sa retraite. Arrivé au pied des montagnes de Frascati et d'Albano, il envoya ordre aux généraux Roger de Damas et Burckardt de suivre son mouvement par la rive droite du Tibre. Le général duc de Salandra se retira par la route de Terni.

Le roi Ferdinand s'occupait à rétablir le gouvernement pontifical à Rome, lorsque lui parvinrent à la fois les nouvelles de la défaite de l'aile droite et du centre de son armée, et celle de l'approche des Français. Bientôt il ne lui est plus permis de douter que l'empereur n'a pas encore fait avancer à son aide un seul soldat. Il s'imagine alors être entouré de traîtres ; il croit que le ministre de la guerre Ariola l'a trompé; que les défaites de Micheroux et de Mœsk ne doivent pas être attribuées au hasard ou à la seule inexpérience de ces généraux; il enveloppe dans

ses soupçons accusateurs et les commissaires aux vivres qui laissent ses soldats sans pain, et le général Mack lui-même à qui il reproche, non-seulement de ne pas se faire obéir de ses subalternes, mais de n'avoir pas même rempli ses devoirs de général en chef : tel est le sort d'un général étranger, mal secondé de tous, et à qui tous les malheurs sont attribués.

Telles étaient les pensées du roi au moment où le général français Rey, à la tête de sa division, débouchait de Cantalupo pour suivre l'arrière-garde des Napolitains à travers la Sabine jusqu'à Rome. La division Macdonald suivit le mouvement du général Rey et vint bivouaquer le même jour sous Monte-Rotondo où l'avant-garde française engagea le combat avec l'arrière-garde ennemie. Celle-ci fut si vivement poussée qu'elle arriva sous les murs de Rome en même temps que le corps d'armée du général Mack dont les troupes traversant rapidement la ville, de la porte de Salara à celle Latina, en sortirent pour aller camper sur l'autre rive du Tibre.

Rome alors se remplit d'alarmes chez les uns, d'espérances chez les autres. Les adhérens des Français, restés dans la ville comme étant les moins compromis, commençaient à lever la tête, et le roi reçut l'avis qu'ils complotaient de l'en-

lever. Dissimulant ses projets, il sort par la porte du Peuple, l'ancienne porte Flaminia, accompagné d'un petit nombre d'officiers, et là il ordonne des dispositions pour soutenir avec le reste de ses troupes la retraite de Roger de Damas, à qui l'on vient de prescrire de faire sa contre-marche sous les murs de Rome ; puis, accompagné du seul duc d'Ascoli, le roi se rend à la porte Saint-Jean, l'ancienne porte Celi-Montana qui conduit à Naples, et là il trouve un cabriolet de poste qui le fait voler à Caserte. Mack n'en chercha pas moins à surprendre Rome, déjà évacuée par les Napolitains et où Macdonald ne commandait qu'une poignée de troupes ; il rassemble de dix à douze mille hommes, et profitant d'un épais brouillard, avance jusqu'à la porte Saint-Jean ; mais le bataillon qui y bivouaquait le reçoit à coup de mitraille, disperse ses troupes qui fuient à la hâte, et l'oblige de s'éloigner avec les restes de son armée, laissant Roger de Damas abandonné à son destin, avec toute sa division.

Les troupes françaises étaient rentrées le 15 décembre dans la capitale du monde chrétien, après dix-sept jours d'absence pendant lesquels elles avaient tué ou fait prisonniers quinze mille Napolitains, pris quarante pièces de canon, vingt drapeaux et presque tous les équipages dont

cette armée était si abondamment pourvue. Ainsi la promesse qu'avait faite Championnet à la garnison du château Saint-Ange reçut son accomplissement, grace à la vigueur et aux talens de ses généraux, instrumens d'un triomphe dont il était peu digne.

Au moment même où l'aile droite de l'armée s'avançait pour entrer dans Rome, un incident singulier vint retarder cette occupation. On reçut l'avis qu'une colonne de six mille Napolitains, commandée par Roger de Damas, émigré français, s'avançait sur Rome et demandait à traverser la ville pour rejoindre l'armée ennemie. Le général Macdonald envoie aussitôt le chef d'état-major Bonnami pour reconnaître l'état des choses et prendre les mesures qu'exige la prudence. Ce général, à qui Macdonald dit : « Sachez que vous « allez combattre un général russe au service de « Naples, » se met à la tête d'un fort détachement de cavalerie, et traversant Ponte-Molle marche à l'encontre de Damas et de sa colonne. Il l'a bientôt atteint, et s'avançant en parlementaire: « Que désirez-vous, lui dit-il? — Obtenir « passage pour ma division, répond le Français « émigré, ou me l'ouvrir l'épée à la main..... » Bonnami s'étudie à lui en démontrer l'impossibilité et finit par le sommer de mettre bas les

armes... « Quand on a sept mille hommes et des « cartouches, réplique Roger de Damas, on ne « pose pas les armes. — Eh bien! dit Bonnami, « nous nous battrons... » Damas demande alors le délai de six heures pour assembler un conseil de guerre et délibérer sur la proposition qui lui est faite ; on ne lui accorde qu'une heure. L'heure écoulée, Damas ne donne point de réponse. Il a mis à profit ce délai pour faire ses dispositions de retraite et opère un mouvement oblique vers Civita-Vecchia. Poursuivi d'abord par plusieurs généraux et deux forts détachemens, il leur oppose son arrière-garde qui se bat avec courage et lui donne le temps, à la faveur de la nuit et de la connaissance qu'il a des localités, d'échapper ainsi aux troupes françaises. Celles-ci bientôt harassées de fatigue reviennent sur leurs pas et rentrent le soir même avec leurs généraux dans Rome délivrée du joug napolitain.

Quant à Roger de Damas, coupé désormais de la grande armée napolitaine, il conçut le hardi projet de faire sa retraite jusqu'à Livourne, s'il le fallait, plutôt que de se rendre. D'abord il marcha vers Civita-Vecchia où il avait déjà organisé une insurrection qui, pendant trois mois, défendit la ville contre les Français; mais poursuivi bientôt à outrance par le général Keller-

mann que Macdonald venait de lancer à ses trousses, il se vit forcé de changer de direction, se replia, toujours en combattant, sur Viterbe, excitant partout les habitans des campagnes à l'insurrection, répandant la nouvelle que les Français avaient été complètement battus, et que ceux qui étaient aux prises avec lui allaient se trouver enveloppés. C'est ainsi qu'en électrisant ses soldats et les paysans, il parvint à se frayer un passage à travers les ennemis qui l'assaillaient de tous côtés, et atteignit, non sans avoir fait de grandes pertes, le préside napolitain d'Orbitello, où il s'embarqua avec le reste de ses troupes. — Le contraste fait voir ce que peuvent le courage et le caractère.

Cependant Mack, qui avait évacué les États romains, continue sa retraite. Dans la situation critique où se trouve l'armée napolitaine, il ne peut espérer de la rallier entièrement que lorsqu'elle sera derrière le Volturne et à couvert dans les fortifications de Capoue. Il lui fait suivre cette direction en laissant des postes intermédiaires et une garnison de trois mille hommes dans la forteresse de Gaëte. Il donne même aux généraux qui commandent les divisions de l'aile droite dans les Abruzzes et la Sabine l'ordre de se replier, en se conformant aux mouvemens de

la gauche, et de défendre les passages les plus difficiles pour donner aux grands équipages le temps de filer.

Quand les nouvelles de tous ces revers se répandirent dans Naples, elles y jetèrent le trouble et la consternation. Apprenant que l'armée avait pris la fuite et abandonné armes et bagages, « les « officiers napolitains, dit Nelson, n'ont pas perdu « beaucoup d'honneur, car Dieu sait qu'ils n'a- « vaient pas beaucoup de choses à perdre de ce « côté; mais enfin ils ont perdu ce qu'ils pouvaient « perdre... »

Livré à la plus profonde tristesse, le roi s'était rendu pendant la nuit de Caserte à Naples, pour prendre conseil de la reine qu'il ne trouva ni abattue ni découragée. Gallo, Nelson, Hamilton, Caracciolo et Pignatelli ayant été mandés au palais, le roi leur dit devant la reine que les Français devaient leurs succès en grande partie à des trahisons et à des complots. « N'est-il pas « affreux, poursuivit-il, qu'après m'être montré « comme libérateur de Rome et de l'État romain, « mes troupes aient été obligées de les abandon- « ner plus promptement encore qu'elles n'y « avaient pénétré, et que leur retraite ait été « marquée par des déroutes si honteuses? Il faut « pourtant pénétrer la cause d'un aussi prompt

« changement de scène; rien ne m'ôtera de l'i-
« dée que j'ai été trahi et par mes propres gé-
« néraux et par quelques-unes des autres per-
« sonnes qui m'environnaient. Une grande partie
« de mes troupes ne m'a pas été fidèle; les unes
« ont été gagnées par l'ennemi, d'autres ont cédé
« par lâcheté. Il est très vrai que la désorganisa-
« tion la plus complète s'est répandue comme la
« contagion parmi les nouvelles levées, et que
« plus d'un commandant, plus d'un corps a re-
« fusé de combattre. Croirait-on que, d'un corps
« de onze mille Napolitains, six mille ont mis bas
« les armes et que les autres cinq mille ont pris
« la fuite devant un corps de quinze cents Fran-
« çais? Et c'est Micheroux, en qui j'avais pleine
« confiance, qui commandait ce corps d'armée!
« Mais voici un fait encore plus grave et sans
« exemple : dans l'action près de Calvi contre les
« troupes du général français Macdonald, l'avant-
« garde napolitaine était commandée par un of-
« ficier général, émigré français d'une très grande
« famille, le prince de Tarente enfin, qui, comme
« vous savez, était entré à mon service. Eh bien!
« aussitôt que les Français furent à portée d'un
« engagement avec lui, il dépeignit à ses troupes,
« avec les couleurs les plus exagérées, le danger
« qui les menaçait; il fut le premier à leur inspi-

« rer de la frayeur, et il finit par les exhorter à « ne pas faire une inutile résistance. On n'avait « pas encore brûlé une amorce; officiers et sol- « dats murmuraient; plusieurs voulaient se bat- « tre; mais le coup était porté : le désordre « ayant été provoqué par le général lui-même, « il fut impossible de rallier la troupe : une par- « tie se rendit; le reste se voyant abandonné « chercha son salut dans la fuite. Le général qui « l'a séduite ou trahie est allé se réfugier en « Toscane; on lui suppose le dessein de s'em- « barquer à Livourne pour passer dans les pays « étrangers. — L'ordre a déjà été donné par la « reine, dit Gallo, de l'arrêter, à la réquisition de « votre ministre en Toscane*. — Je vous ai mis « sur la voie, reprit le roi, d'une trahison orga- « nisée qui demande des recherches ultérieures. « Quant à Mack, qu'on a tant vanté, il a fait la « faute énorme de trop diviser mes forces et de « se fourvoyer dans un plan vague d'opérations « inexécutables. Il a d'ailleurs perdu la tête dans « les premiers revers. L'amiral ne l'avait que trop « bien jugé!..... » Nelson leva les yeux au ciel et poussa un soupir.

* Le prince de Tarente fut en effet arrêté le 16 décembre, à Florence, et conduit à la forteresse à la réquisition du ministre des Deux-Siciles.

Gallo, sans oser prendre ouvertement la défense de Mack, assura qu'il parviendrait à rallier l'armée à Capoue, et que là on aurait le temps de négocier ou d'adopter des mesures fortes ou salutaires, pour attendre le moment où l'Autriche prendrait enfin la résolution d'agir. Mais le roi ainsi que la reine s'en prenaient au cabinet autrichien des malheurs qui les accablaient; le monarque accusait le conseil aulique de l'avoir imprudemment compromis par ses insinuations, et en ne faisant point soutenir les opérations de l'armée napolitaine par des mouvemens de troupes dans la haute Italie.

Gallo fit observer qu'on ne tarderait pas sans doute à recevoir des réponses positives du baron de Thugut, mais que les Français ayant intercepté les communications directes, les courriers étaient obligés de faire un détour qui entraînait des retards fâcheux; que, par exemple, le courrier expédié le 30 novembre par ordre de la reine, et le major baron de Reischach, aide-de-camp du général Mack, partis l'un et l'autre de l'armée avec des dépêches pour l'empereur, ayant été obligés de faire le trajet par mer de Manfredonia à Zara, n'étaient peut-être pas encore arrivés à Vienne.

Le résultat de ce conseil privé fut que, tout en

essayant de rallier l'armée, on armerait le peuple des provinces, et, au besoin, celui de la capitale, afin d'opposer à l'invasion une résistance nationale.

Voici en conséquence la proclamation que le roi fit publier le 19 décembre.

Mes chers, feaux et amés sujets,

« A peine ai-je vu que l'ennemi se dirigeait « pour attaquer mes états, que je suis aussi venu « au milieu de vous pour pourvoir énergique- « ment à votre défense, et disposer les moyens les « plus efficaces pour conserver la religion, l'hon- « neur, la vie et vos propriétés. Je suis allé moi- « même au-devant du danger pour vous éviter « ces pertes que les ennemis de la religion et « des trônes avaient dès long-temps décidées. Le « salut commun dépend maintenant de vous, « mes très chers et fidèles sujets. L'ennemi n'est « qu'en très petit nombre; si vous le voulez vous « serez sauvés. Que tous ceux qui ont du cou- « rage, qui aiment Dieu et notre sainte religion « et ce qu'ils possèdent, prennent donc les ar- « mes pour se défendre. Rappelez-vous que des « milices provinciales peu nombreuses, mais bra- « ves, levées à la hâte et tirées de la charrue, « ont maintenu sur la tête de mon auguste père

« la couronne de ses royaumes qu'un ennemi « habile et expérimenté voulait lui ravir. Jamais « le Napolitain ne fut poltron; et aujourd'hui « qu'il s'agit de la cause de Dieu, de votre roi « et de la vôtre même, vous pourriez vous lais- « ser vaincre! Non, mes amis, mes frères, non, « ne vous faites pas illusion; si vous n'accourez « pas pour vous défendre, vous perdrez tout, la « religion, la vie, vos propriétés; vous verrez « déshonorer vos épouses et vos filles et vos « sœurs. Levez-vous donc, mes fidèles sujets, « armez-vous, défendez-vous; marchez brave- « ment contre l'ennemi, empêchez-le d'entrer « dans le royaume, ou faites qu'il y trouve la « mort. Marchez; appelez à votre aide notre « grand protecteur saint Janvier; ayez con- « fiance en Dieu qui protége toujours la cause « pour laquelle chacun de vous doit combattre, « à moins qu'il ne veuille renier sa foi. »

Mais déjà les grands éperdus, parce qu'ils connaissaient les dispositions de la cour, nouaient entre eux des intrigues pour amener le roi à un arrangement avec les Français, tandis que le parti révolutionnaire agissait sourdement pour faire éclater une révolution à la faveur de l'état de crise dans lequel on se trouvait, et il y avait tout à craindre de la terreur et de l'agitation qui

se manifestaient dans la capitale. Chaque jour y était marqué par une nouvelle plus alarmante que celle de la veille ; on voyait déjà les Français à ses portes, car tout annonçait leur intention d'envahir le royaume. Le général Rey s'était mis avec sa cavalerie à la poursuite du général en chef napolitain, tandis que Championnet, qui s'était directement porté à Frascati, suivait son mouvement, après avoir un moment laissé reposer son infanterie et renvoyé le commandeur de Ruffo, qui protestait des intentions pacifiques de son maître. Cependant les Napolitains avaient fui à une grande distance, et la cavalerie du général Rey était parvenue jusqu'à Terracine, ramassant sur son chemin un grand nombre de traîneurs et de fuyards. L'arrière-garde se trouvait encore campée sur la rive droite du Garigliano. La brigade du général Maurice Mathieu attaque cette troupe, la chasse de ses retranchemens et entre dans Ceprano pêle-mêle avec les Napolitains. Toutefois, ceux-ci traversent le pont, protégés par un autre corps et par l'artillerie placée en batterie sur la rive opposée ; mais au point du jour les Français attaquent ces Napolitains, franchissent le pont au pas de charge, les culbutent et les poursuivent jusque sur les bords de la Melfa. Le passage de cette rivière est

aussi forcé et les Français continuent leur marche. Le temps était affreux; tous les chemins étaient rompus ou défoncés par la pluie et sillonnés par des torrens; les soldats avançaient ayant souvent de l'eau jusqu'à la ceinture; mais surmontant tous les obstacles, ils continuèrent leur marche sur San-Germano dans la direction de Naples.

Là régnait une confusion déplorable, effet de toutes les défiances et de toutes les terreurs; mais rien n'ébranlait encore la fermeté du roi ni la force de caractère qui avait toujours distingué la reine. On en était là dans Naples, quand un spectacle horrible vint présager à ce roi si populaire ce qu'il pourrait avoir à redouter d'une populace ignorante et fanatique. Un courrier du cabinet de Vienne venait d'apporter une lettre de l'empereur qui, mécontent de ce que le roi eût commencé la guerre sans s'être, y était-il-dit, concerté avec son allié, désapprouvait sa levée de bouclier et refusait d'agir avant d'avoir achevé tous ses préparatifs. La reine, s'étant emparée de la lettre évidemment surprise à l'empereur et dictée par l'astucieux Thugut, la déchira de dépit, pour forcer le roi à continuer la guerre en s'appuyant sur le peuple qui déjà éclatait très vivement contre les Français dans les

provinces et dans la capitale. Voulant ensuite se délivrer d'un témoin importun, la reine envoya le courrier à Nelson qui mouillait dans la baie. Cet homme ayant demandé une chaloupe pour passer à bord de l'amiral, le peuple déjà ému s'aperçoit que c'est un étranger. « C'est un Français! » s'écrient quelques marins et une foule de lazzaroni rassemblés sur le port. Sans écouter les gestes négatifs, les signes supplians de l'étranger, cette populace furieuse le traîne en le frappant et à demi mort sous les fenêtres du roi qui, voyant massacrer ce malheureux, est saisi d'horreur et se couvre le visage de ses mains. En même temps d'autres bandes de lazzaroni parcouraient les divers quartiers de la ville pour découvrir et tuer les Français. Tous les étrangers, de quelque nation qu'ils fussent, étaient recherchés, poursuivis, forcés de se cacher pour se mettre à l'abri de la fureur populaire.

Les grands et les ministres, voyant qu'il y avait tout à craindre de cette violente fermentation et de la terreur imprimée à la capitale, se coalisèrent pour amortir la crise, s'il était possible; ils redoutaient singulièrement les partis extrêmes adoptés par le roi et la reine. Mack, consulté par les ministres et placé sous l'influence du marquis de Gallo, déclara qu'il ne pouvait ré-

pondre de la sûreté du roi. Alors Ferdinand, ne comptant plus sur l'armée, voulut se retirer dans la Calabre et là se mettre à la tête du peuple et des troupes qui lui resteraient fidèles; mais les grands et les ministres s'efforcèrent de l'en dissuader. « Nous avons pour nous le peuple, dirent le roi et la reine, et nous sommes décidés à nous en faire un rempart. »

Cette disposition à la résistance contraria excessivement la plus grande partie de la noblesse, qui, donnant au peuple l'exemple de la sottise et de l'effroi, conspirait dans la vue de contraindre le roi à capituler avec les Français et à passer sous les Fourches Caudines. Le roi résista avec énergie à cette dégradation qui lui eût fait incessamment partager le sort qu'éprouvait dans le même moment le roi de Sardaigne. Ce complot prit bientôt un caractère tellement grave qu'il différait peu d'un attentat sur la liberté du monarque et de sa famille.

Par suite d'une délibération des ministres, le premier ministre marquis de Gallo, l'ambassadeur d'Espagne, l'ambassadeur cisalpin furent députés au général Championnet pour négocier un accommodement. A la veille de se voir ainsi livré dans son palais à la discrétion de l'ennemi, soit par la lâcheté des grands, soit par l'efferves-

cence du peuple qu'on travaillait en sens contraire, le roi crut devoir céder aux instances de l'ambassadeur Hamilton et de l'amiral Nelson ; il résolut d'abandonner une capitale si orageuse et de se retirer en Sicile, d'où il pourrait revenir avec une nouvelle armée. Les préparatifs de l'embarquement et du départ furent clandestins, car le roi s'échappa plutôt qu'il ne partit librement. Après avoir fait armer les deux vaisseaux de ligne napolitains le *Parthenope* et le *Tancrède*, il s'embarqua, suivi de la reine, de ses enfans et de ses domestiques, dans la nuit du 24 décembre, à bord du *Vanguard*, vaisseau amiral de lord Nelson, conduisant enchaîné le ministre de la guerre Ariola et emportant les diamans de la couronne, dix-sept millions de ducats napolitains et une partie des antiquités de Portici.

Le jour parut, et le peuple plus calme n'avait aucune idée de ce qui s'était passé à la cour, lorsque bientôt le bruit du départ de la famille royale fit renaître la fermentation et le trouble. Si la résolution de se retirer en Sicile parut désespérée, la situation à laquelle cherchait à se soustraire le roi ne l'était pas moins ; un plus long séjour à Naples l'eût entouré de périls de toute espèce. Le vent étant contraire, ce prince se vit forcé de rester avec la flotte dans la rade,

où des députés de toutes les corporations allèrent le supplier de ne point les abandonner dans une circonstance aussi critique ; mais leurs prières ne purent ébranler sa résolution. Le roi redoutait surtout les révolutionnaires de sa capitale ; il en remarqua parmi les députés qui vinrent, au nom du peuple, le presser de débarquer. Il rassura le peuple par une lettre affectueuse, où il l'exhortait à se défendre courageusement, tandis qu'il s'occuperait en Sicile à lever des troupes pour venir à son secours. Il désigna pour vicaire général du royaume en son absence Don François de Strongoli, prince Pignatelli, qui reçut les instructions nécessaires pour le salut de l'état. Bien qu'on reconnût à Pignatelli un caractère inflexible et un attachement inviolable à la personne du roi, il était peu estimé de la noblesse qui l'accusait d'hypocrisie, et il était abhorré du peuple qui lui reprochait ses rapines et sa cruauté.

Après deux jours d'attente, le roi sortit enfin de la rade de Naples, sous la garde de l'amiral Nelson qui emmenait avec lui les vaisseaux napolitains en état de le suivre. Avant de s'éloigner du port, l'amiral fit mettre le feu aux autres, ainsi qu'à soixante et dix barques canonnières, et enclouer toute l'artillerie qui défendait l'entrée du

port, laissant au blocus de Naples quelques vaisseaux de guerre portugais.

A peine la flotte royale fut-elle en haute mer qu'une tempête furieuse l'assaillit. Le dernier fils du roi, le prince Albert, âgé de sept ans, ne pouvant y résister, expira dans le trajet au milieu de la tourmente. Si cette maison royale fugitive eût pu être consolée alors de tant de disgraces et de douleurs, elle l'eût été par l'accueil loyal et affectueux qu'elle reçut des habitans de Palerme.

Le lendemain du départ du roi, le prince Pignatelli prit quelques mesures de sûreté et fit arrêter plusieurs individus suspects. Gallo de retour annonça que, s'étant présenté aux avant-postes français avec l'ambassadeur d'Espagne et l'ambassadeur cisalpin, le général Championnet, informé du sujet de leur mission, n'avait pas même voulu les recevoir, et qu'il leur avait fait dire qu'il avait ordre de marcher en avant.

On tint conseil en présence du vicaire général et il fut résolu que Gallo se rendrait à Vienne pour demander l'intervention et l'assistance de l'empereur. On ordonna ensuite toutes les dispositions pour la défense de la ville. Les lazzaroni offrirent de se former en bataillon, ce qui fut accepté. Enfin, à la suite d'un conseil de guerre

tenu à Naples même, il fut résolu de proposer un armistice au général français.

Cependant l'armée républicaine s'avançait en deux colonnes, l'une par les Abruzzes, l'autre par la route de San-Germano. A l'entrée de Championnet dans cette dernière ville, on lui annonça l'adjudant général Pignatelli venant, de la part du général Mack, proposer un armistice, et alléguant pour motif que, dans une saison aussi rigoureuse l'humanité commandait aux généraux en chef de donner quelques repos à leurs troupes. Mack n'avait d'autre but que d'achever ses préparatifs de défense à Capoue. Le général de l'armée française ne consentit qu'à une suspension d'armes de quarante-huit heures. Ce terme si court expiré, la brigade Girardon, qui dans son trajet de Frosinone à San-Germano, s'était emparée d'un parc d'artillerie napolitaine de quatre-vingts pièces de canon, suivit le mouvement du général Maurice Mathieu et vint camper à sa droite, entre Calvi et Capoue.

Tandis que la division Macdonald arrivait ainsi devant Capoue, la cavalerie du général Rey faisait replier sur la route de Terracine à Gaëte les Napolitains chargés de la défense des postes de Torella, de Fondi et d'Istrie. Les bataillons polonais qui soutenaient la cavalerie française s'em-

parèrent des redoutes et restèrent maîtres des passages. Vivement poursuivis de tous côtés, les Napolitains abandonnèrent leurs bagages, leurs canons, et coururent se jeter en désordre dans la forteresse de Gaëte.

Cependant, le général Mack, qui n'avait su d'abord où retrouver son armée battue et dispersée, était enfin parvenu, grace à son intelligente activité, à réunir encore près de trente mille hommes et à les porter sur Capoue, dans un camp retranché miraculeusement construit et armé. Le Volturne, encaissé et sans un seul point guéable, lui procurait en outre la plus formidable ligne de défense. Enfin les paysans, obéissant à la proclamation royale, s'armaient de toutes parts et devenaient par leur zèle, leur activité, leur audace, aussi redoutables à l'armée française que les troupes napolitaines l'avaient été peu.

La situation militaire de Championnet allait donc devenir de jour en jour plus critique, et s'il se refusa aux propositions faites par le marquis de Gallo, s'il en repoussa successivement d'autres plus favorables, c'est qu'il ne connaissait pas encore toute la gravité des circonstances dans lesquelles il s'était aveuglement jeté. Après avoir désobéi aux ordres de l'implacable directoire, en ne se retirant pas sur la Cisalpine, il ne pouvait

se justifier que par un triomphe éclatant et complet ; il était flatté de l'espoir d'une prompte insurrection de la ville de Naples par son secrétaire intime Bassal, prêtre marié, régicide, très irrité alors contre le gouvernement français, dont il avait été l'agent révolutionnaire en Suisse et à Rome, et qui, sans existence et sans fortune, espérait acquérir l'une et l'autre sous les auspices d'un général conquérant et législateur. Aussi Bassal, qui avait été mêlé aux sourdes intrigues de Bonaparte, leurrait-il Championnet d'un rôle semblable à celui qu'avait joué ce général, lui dévoilant, pour l'entretenir dans cet espoir, les menées des révolutionnaires de Naples, dont les uns entretenaient d'actives correspondances avec lui et les autres étaient venus le joindre au quartier général. Au reste, ce qui ajoutait aux dangers qui menaçaient Championnet, c'est que sa marche offensive s'exécutait sans plan, sans ordre, sans combinaison stratégique, et qu'elle avait été le résultat de circonstances aussi incalculées qu'incalculables, car chacun des généraux commandant les diverses colonnes ayant culbuté les ennemis qui lui étaient opposés et suivi sans relâche les fuyards, sans leur donner le temps de se réunir, se trouvaient éloignés les uns des autres, séparés par de hautes montagnes. Ces colonnes, extrêmement

faibles pour la plupart, étaient sans accord, sans communication possible entre elles, marchant isolément, avec plus ou moins de rapidité, en raison du plus ou moins d'obstacles qu'elles rencontraient. Elles avaient ainsi atteint et franchi la frontière napolitaine, entourées sans cesse par des insurrections populaires, en avant, en arrière et sur leurs flancs; car les paysans, se conformant partout à une instruction imprimée et traduite de celle répandue en Angleterre à l'époque où le gouvernement britannique fut menacé d'une descente de la part de la France; dirigés d'ailleurs par des prêtres et par quelques officiers napolitains, avaient rompu les routes, détruit les ponts, coulé bas les bateaux, fait des abatis et fortifié tous les lieux susceptibles de défense.

Qu'était-ce, parmi tant d'obstacles, auxquels se joignaient la nature même du pays et des neiges très épaisses dans les montagnes, que le corps du général Monier, longeant l'Adriatique, séparé de la principale armée par toute la largeur du royaume et la chaîne des Apennins? que celui du général Duhesme, fort tout au plus de quinze cents hommes, enfermé dans les Abruzzes insurgées sans rapport avec les corps marchant à sa droite et à sa gauche, affaibli journellement et ignorant le point où il trouverait le quartier général? Què-

tait-ce enfin que le corps principal de l'armée, ne montant guère qu'à cinq ou six mille hommes, avant l'arrivée du général Rey qui n'en amenait pas plus de deux à trois mille, et auquel n'était pas encore réuni le général Lemoine qui flanquait sa gauche? Voilà pourtant tout ce que le général en chef avait pour attaquer une position défendue par trente mille hommes.

Ce fut en perçant les nombreuses insurrections qui aussitôt se reformaient sur ses derrières, que Championnet s'avança successivement, par Velletri, Cisterno, Sessa, Piperno, Frosinone, Veroli, Arpino, Roca-Secca, passa le Garigliano à San-Germano, position formidable que les Napolitains ne tentèrent même pas de défendre, et vint s'établir à Téano, tandis que Macdonald se portait en vue d'un camp retranché, appuyé de droite et de gauche au Volturne, ayant, outre une nombreuse artillerie, celle dominante des remparts de Capoue, pour surcroît de défense.

Durant la marche pénible des faibles divisions françaises, Mack avait fortifié toute sa ligne jusqu'à Caserte, dont il venait de confier le commandement au duc de la Salandra. Deux corps de cavalerie étaient campés dans la plaine en avant de Capoue; l'un commandé par le prince de Moli-

terno, l'autre par le duc de Roccaromana. Moliterno, fils du prince Narsico-Novo long-temps ambassadeur à Turin, était jeune, plein de graces, d'esprit et de valeur; il avait fait la guerre de la coalition en Lombardie sous les ordres du prince Frédéric d'Orange et s'y était attiré l'admiration de toute l'armée. Alors capitaine de cavalerie et couvrant, à la dernière bataille, la retraite des Autrichiens, il s'était jeté avec tant d'ardeur à travers les bataillons ennemis qu'il avait reçu plusieurs blessures et perdu un œil. Le roi l'en avait récompensé en le nommant gentilhomme de sa chambre. La guerre se renouvelant, il leva à ses frais deux régimens de cavalerie qu'il commandait en personne; mais sans cesse auprès du roi depuis l'ouverture de la campagne, il n'avait pu trouver encore une nouvelle occasion de se signaler. On le croyait ardent royaliste, mais dévoré de la soif des charges et des honneurs. Roccaromana, son ami, le plus beau jeune homme du royaume, n'était célèbre que par ses conquêtes galantes; présomptueux, frivole, ignorant, ambitieux, il avait aliéné son patrimoine pour former aussi deux régimens de cavalerie qu'il n'eût pu compléter si la reine, qui s'intéressait à lui d'une manière toute particulière, ne l'eût aidé de sa cassette.

L'armée française s'étant présentée devant Capoue, les deux jeunes commandans de la cavalerie firent, pour l'en éloigner, plusieurs charges avec un courage d'autant plus remarquable qu'ils avaient peu d'imitateurs dans une armée découragée, mécontente et travaillée par des sociétés secrètes ; car sur l'avis des premiers revers et de la désorganisation de l'armée, une nouvelle conjuration révolutionnaire s'était formée à Naples et venait de jeter de profondes racines par l'effet de la fuite du roi. Elle comptait pour principaux chefs l'avocat Fasuolo, Dominique Cirillo médecin célèbre, Flavio Pirelli président de la chambre royale, le prince de la Rocca, le prince de la Torella, le curé de Procida, le major Spano, le capitaine Bonacaro, le major d'artillerie Oronzo-Massa, le père franciscain Bellonc, la duchesse de Casano-Serra et la célèbre Éléonore Foncesca, républicaine exaltée. Tous les meneurs s'étant concertés rassemblèrent dans divers comités clandestins les patriotes les plus décidés et les plus fermes qu'ils savaient avoir pris part aux premières conjurations. Après avoir procédé à une espèce de recensement, ils jugèrent qu'on pourrait mettre en mouvement une affiliation de près de vingt mille personnes.

Pour l'exécution de leurs projets, ils résolu-

rent de gagner d'abord la plupart des chefs de l'armée rassemblée à Capoue; on commença par Moliterno. Sa popularité faisait de lui une conquête d'autant plus précieuse que lui seul était capable de maîtriser la populace dont on se défiait. Son faible étant le commandement militaire, on lui offrit de le nommer généralissime, sous condition d'employer son zèle et toute son énergie à la défense de la cause commune. Persuadé qu'on ne pourrait résister long-temps aux Français, jaloux d'ailleurs de parvenir à un poste éminent dans le nouvel ordre de choses, Moliterno n'hésita pas à prendre parti. Roccaromana aussi fut bientôt gagné par des caresses et des espérances dont on le flatta. Peu à peu beaucoup d'autres chefs de l'armée suivirent cet exemple, soit par découragement, soit par amour de la nouveauté.

Deux personnages étaient seuls en mesure de s'opposer aux desseins des conjurés : le vicaire général prince Pignatelli et le général Mack. Comme on ne pouvait tenter de les corrompre, on résolut de s'en débarrasser par des moyens violens. L'on arrêta donc que, dans la nuit du 30 décembre, Mack serait assassiné à Capoue au milieu même de ses troupes, et que Moliterno prendrait le commandement de l'armée, enverrait en toute hâte sous les murs du palais

royal de Naples Gabriel Manthoué, officier d'artillerie, lequel y trouverait un des principaux conjurés qui, sur la nouvelle de la mort de Mack, se rendrait au palais, et là, sous le masque d'une communication amicale et pressante, égorgerait Pignatelli; qu'on s'emparerait ensuite du château neuf, dont le commandant était du complot, et qu'on procéderait à changer la forme du gouvernement et à conclure avec les Français une paix avantageuse.

Tout était ainsi réglé, quand Mack, soupçonnant de la part de Moliterno des intrigues coupables, le fit arrêter; mais le peuple, travaillé par les conjurés, et, d'un autre côté, les soldats ayant de Moliterno la plus haute opinion, s'écrièrent que Mack trahissait les intérêts du roi en leur enlevant sans motifs un si généreux appui; tous menacèrent de se soulever si Moliterno n'était pas immédiatement rendu à la liberté. Il fallut en effet le délivrer pour apaiser le tumulte; mais en même temps Mack l'envoya avec ses deux régimens à Sainte-Marie, forteresse située à plusieurs milles de Naples.

Il changea aussi la répartition de l'armée, renvoyant sur les derrières les troupes suspectes, et plaçant en face des Français les Calabrois et le régiment de Terra-la-Voce dont il

était sûr. Les chefs de la conjuration, voyant que Mack soupçonnait quelque chose, convinrent d'une assemblée générale pour aviser à d'autres résolutions.

Cependant Championnet ayant ordonné à Macdonald de reconnaître la place de Capoue, afin qu'on pût en commencer le siége, plusieurs colonnes furent dirigées contre le camp retranché des Napolitains ; on aborda successivement plusieurs redoutes avec plus ou moins de succès ; mais le canon des remparts et le feu croisé des bastions firent rebrousser chemin aux assaillans. Toutefois, Macdonald allait donner l'ordre d'aborder à la baïonnette les retranchemens de l'ennemi, lorsque Mack, persuadé que les troupes qu'il a devant lui sont appuyées par d'autres qui se succéderont dans l'attaque, et redoutant surtout dans son camp l'effet de la conjuration intérieure dont les troupes sont travaillées, se sert d'une ruse de guerre pour écarter le danger momentanément. Il envoie de nouveau son aide-de-camp prince Pignatelli au général français, pour lui demander une suspension d'armes. Macdonald refuse séchement cette proposition ; mais Pignatelli insiste, il représente que l'ambassadeur de la république cisalpine, arrivant de Naples, demande passage

pour se rendre à Milan, et ajoute que ce passage ne peut être accordé qu'autant que les Français consentiront à la suspension d'armes. Championnet, par égard pour la république cisalpine, veut bien accorder l'armistice, mais seulement pour laisser le temps à l'ambassadeur de traverser les avant-postes des deux armées. Les hostilités ainsi suspendues, Mack en profite pour distribuer ses troupes dans de meilleures positions et pour rallier ses détachemens, et il se rend à Naples à l'effet de conférer avec le vicaire général et de concerter avec lui les mesures ultérieures de défense et de sûreté. Partout se manifestaient des signes de la dissolution du gouvernement. Le roi était en fuite; Gaëte, dont la défense avait été confiée au vieux gouverneur Tisudi, était livrée au général Rey, qui avait à peine avec lui deux à trois mille hommes, devant lesquels, au premier obus, quatre mille Napolitains mettaient bas les armes et se rendaient prisonniers. A la vérité, le gouverneur et soixante-trois officiers obtenaient la honteuse faveur de rentrer dans leurs foyers. La forteresse procurait aux Français un matériel immense, vingt mille fusils, des magasins, et, dans le port, sept chaloupes armées en guerre. De l'autre côté du royaume les places de Chietti et de Pescara,

sur l'Adriatique, étaient conquises sans coup férir à la première sommation du général Duhesme; le brigadier napolitain Breschard faisait mettre bas les armes aux garnisons, et leurs commandans livraient ces places pourvues d'une nombreuse artillerie et de munitions de toute espèce. Tout cela, arrivé coup sur coup, rendait épouvantable la situation du général Mack.

Revenons au camp devant Capoue. A peine l'ambassadeur cisalpin eut-il dépassé les avant-postes que les combats recommencèrent sur toute la ligne. Championnet voulait attendre cependant, pour attaquer Capoue dans les règles, que les autres divisions de son armée l'eussent rejoint. Celle du général Rey était arrivée la première; vint ensuite Kellermann avec les troupes qui avaient poursuivi Roger de Damas. Quant aux divisions Duhesme et Lemoine, le général en chef n'en avait point encore reçu de nouvelles depuis que, de Frascati, il leur avait transmis ses ordres. Les deux Abruzzes, citérieure et ultérieure, étant en insurection ouverte, vingt courriers envoyés à ces divisions n'avaient pu les joindre ou avaient été enlevés. Qu'on remarque bien que, dans cette campagne, les difficultés commencèrent lorsqu'il n'y eut plus d'armée napolitaine. Alors on eut sur

les bras des rassemblemens armés, plus redoutables dans ces contrées que des troupes régulières. Championnet pouvait craindre que ses deux divisions ne se trouvassent bloquées, lui-même se voyant entouré d'un peuple armé, qui ne supportait qu'en frémissant le joug de l'invasion. Il envoya un parti de cavalerie pour s'ouvrir une communication avec les divisions attendues et ordonna en même temps des dispositions pour resserrer la place de Capoue.

Mais déjà le tocsin sonnait de toutes parts ; il appelait dans les campagnes les paysans à la révolte. Les populations entières des bords du Garigliano et de la chaîne des Apennins couraient aux armes; elles se saisirent des ponts du Garigliano, surprirent le parc de la division Rey, ainsi que le train de pontons amené de Gaëte, et le seul qu'on eût pour passer le Volturne, massacrèrent tous les détachemens isolés, enlevèrent tous les postes de Fondi à Cascano, lieu voisin du quartier général, et s'établirent à Sotto. Des troupes envoyées pour soumettre les insurgés furent repoussées avec perte, et cet échec faillit compromettre le quartier général, qui ne dut son salut qu'à l'intrépidité de deux bataillons de la 97^{e} demi-brigade. Toutes les communications de l'armée étaient coupées;

l'insurrection s'étendait de proche en proche, et divers avantages, jusqu'alors peu importans en eux-mêmes, exaltaient l'audace populaire.

Si Mack et Pignatelli avaient pu profiter d'une telle situation, nul doute que l'armée de Championnet n'eût couru les plus grands dangers, bloquée ainsi à deux cents lieues de la grande armée française de l'Adige ; mais ils avaient alors plus d'ennemis autour d'eux que devant eux ; puis d'un côté, Mack, devenu odieux à l'armée, craignait d'être victime d'une conjuration militaire, et de l'autre, Pignatelli redoutait un mouvement révolutionnaire dans Naples, et jusqu'à l'effervescence royaliste des lazzaroni, dont il ne se sentait pas capable de diriger le dévouement pour la couronne. A vrai dire, il commençait à être effrayé du système d'insurrection populaire ordonné par la cour, et auquel lui-même avait prêté les mains ; en un mot, déjà circonvenu par les grands qui désiraient avant tout mettre fin à la guerre, il penchait fortement pour un arrangement avec les Français. Voilà comment ces deux chefs, entre les mains desquels on avait remis les destinées du royaume et de l'Italie entière, désespérant d'échapper à cette foule d'embûches dont ils étaient entourés, crurent sauver la monarchie en provoquant une

négociation par un armistice. Voilà dans quel but le vicaire général, de concert avec Mack, envoya au camp français, sous Capoue, pour y entamer des négociations, le duc de Gesso et le prince Migliano, dont il connaissait l'attachement sincère au parti du roi.

Les deux négociateurs proposèrent un armistice, afin, dirent-ils, d'arriver à la conclusion d'une paix solide et durable. Ils offraient de rendre la ville de Capoue; et demandaient seulement qu'une ligne militaire fût tracée, pour que les deux armées pussent y attendre la décision de leurs gouvernemens respectifs. Ces propositions, faites dans la circonstance critique où se trouvait l'armée française, étaient sans doute acceptables. Toutefois Championnet, soutenu par Bassal, et pour en imposer encore plus aux parlementaires et dissimuler les difficultés de sa situation présente, refusa d'entrer dans aucune discussion, à moins que les parlementaires ne fussent autorisés à traiter de la soumission et de la reddition de Naples. Les négociateurs se retirèrent et revinrent le lendemain faire les mêmes propositions: ils furent éconduits comme la veille, d'après les intrigues et les promesses des révolutionnaires de Naples.

Cependant les attaques contre Capoue recom-

mencèrent; la redoute San-Antonio et les retranchemens ayant été enlevés, il s'ensuivit, lorsque les troupes napolitaines furent toutes retirées dans la ville, un assaut intempestif, où le canon des remparts tira avec tant de vivacité que trois cents soldats français furent mis hors de combat, et que le général Maurice Mathieu qui les commandait eut un bras fracassé d'un biscayen. Convaincu de l'impossibilité de pénétrer de vive force dans la place, sans un siége en règle, Macdonald ordonna la retraite. Championnet protesta contre cette action malheureuse, qui avait eu lieu sans son ordre : il en résulta une vive altercation entre lui et Macdonald. D'un autre côté, la dissension était au comble entre Championnet et le commissaire du directoire, Faypoult.

De retour à son quartier général de Téano, Championnet le trouva occupé par les insurgés. Les officiers qu'il y avait laissés, se voyant assaillis par eux, avaient pris la fuite pour ne pas tomber en leur pouvoir. Déjà un grand nombre de paysans en armes couronnaient les hauteurs, et se préparaient à attaquer le général en chef et son escorte. Championnet fit alors avancer quelques troupes de la réserve qui mirent les insurgés en fuite. Le soir on apprit que le soulèvement

était général, que toutes les communes avaient pris les armes, et que des officiers de ligne napolitains s'étaient mis à la tête de ces milices. D'un autre côté, le général Lemoine mandait qu'il était assailli au-delà du Volturne, et que sa position devenait très critique. Quant au général Duhesme on n'en recevait aucune nouvelle, non plus que de Planta, général romain, engagé dans les Abruzzes : détachemens, ordonnances, émissaires, rien n'avait pu pénétrer jusqu'à ces divisions. San-Germano et toutes les communes environnantes étaient sous les armes ; les équipages du général en chef et du quartier général venaient d'y être pillés et brûlés. L'ordre de faire aux Français une guerre d'extermination n'était que trop bien exécuté par les paysans. On n'osait plus sortir que par gros détachemens du camp français, qui déjà manquait de vivres, et l'incendie du parc de réserve avait réduit les soldats à un seul paquet de cartouches. Les communications avec Rome étaient fermées, et la jonction avec le général Duhesme devenait de plus en plus problématique. On reçut en même temps l'avis que les sept mille Napolitains débarqués à Livourne par l'escadre de Nelson, et qui jusqu'alors s'étaient tenus dans une inaction complète, allaient

s'embarquer, pour venir descendre à l'embouchure du Garigliano, et que là, réunis aux insurgés, ils devaient marcher sur les derrières de l'armée française, tandis que Mack, débouchant de Capoue, l'attaquerait de front.

Dans cette position, l'une des plus critiques où puisse jamais se trouver une armée, Championnet commença à désespérer de son salut et à regretter de n'avoir pas accepté les propositions qui lui avaient été faites. Il s'était vainement adressé à l'évêque de Téano, dont il occupait le palais épiscopal, pour lui demander, avec menaces, de calmer l'effervescence du peuple ; il avait fait composer par Bassal, et traduire en italien par un Napolitain nommé Piatti, des proclamations que, faute d'imprimeur, on multipliait en copies à la main, et jetait par les fenêtres à des paysans qui ne savaient pas lire. Il ne comptait même plus sur les révolutionnaires aussi abattus que lui, qu'il voyait déjà avec crainte et dégoût ; et, pénétré de terreur, il attendait son sort, tandis que le courageux Macdonald rassurait seul les esprits par son calme, sa valeur et ses talens. Telle était la situation où un général des plus médiocres avait conduit ses braves troupes en se laissant guider par des passions révolutionnaires

sans frein, et par une ambition démesurée, mais totalement dénuée des lumières qui peuvent la faire triompher.

Voyons maintenant ce qui se passait, à la même époque, dans la haute Italie, sous le commandement du général Joubert.

Inaction de l'Autriche. — Situation observatrice de la Prusse. — Préparatifs de la France. — Ambition des généraux. — Joubert. — Le Piémont. — Ses souverains. — Fermens révolutionnaires. — Charles Emmanuel. — Son portrait. — Défendu par Bonaparte. — Conspiration. — Insurrection apaisée. — Lutte avec les républiques ligurienne et cisalpine. — L'expédition d'Égypte laisse le roi sans protecteur. — Nouvelle insurrection. — Le roi veut abdiquer. — Il reprend de la vigueur. — La France protége les rebelles. — Elle exige leur grace et la citadelle de Turin. — Nouvelles insurrections. — On les réprime. — Brune s'en plaint. — Il fait chasser tous les fidèles serviteurs du roi. — Insulte au monarque. — Ginguené rappelé. — Joubert. — Grouchy. — Ses rapports confidentiels. — Toutes les places du Piémont surprises et occupées. — Le roi prisonnier. — Il signe une abdication. — Il est conduit hors de ses états. — Prétexte dont le directoire colore sa conduite.

Tandis que, dans une courageuse insouciance, l'armée de Championnet attendait son sort, que l'Autriche négligeait le moment le plus favorable de commencer une guerre inévitable, mais à laquelle se refusaient encore l'opinion de l'archiduc Charles, les sentimens pacifiques de l'empereur, les espérances illusoires de presque tout le ministère; tandis que le cabinet prussien, dirigé par Haugwitz, qui craignait également la France

et la Russie, demeurait observateur inquiet des événemens prêts à éclore ; le directoire français, dont l'expédition insurrectionnelle d'Irlande avait manqué *, acquérait de toutes parts de nouvelles forces, à l'aide de la conscription militaire, ce ressort terrible qui devait un jour ébranler l'Europe. Il plaça Jourdan à la tête de l'armée prématurément dite du Danube, et confia à Masséna celle de Suisse; Brune fut envoyé en Hollande et Joubert à Milan **.

Occupons-nous ici des opérations plus politiques que militaires, plus ambitieuses que politiques de ce dernier, homme révolutionnaire à qui rien n'était sacré, et dont le caractère, ployant avec peine sous le joug du pouvoir civil, cherchait, ainsi que tous ses collègues, les moyens de s'en affranchir; car les brillans succès de la France avaient inspiré aux chefs de l'armée un violent amour de l'autorité et un esprit d'indépendance personnelle, incompatible avec un solide état de paix intérieure ou extérieure; espèce d'anarchie morale qui ne pouvait cesser que par la puissance militaire d'un seul.

Voilà ce que, dans l'avenir, et surtout depuis la révolution militaire du 18 fructidor (4 septem-

* 8 septembre. — ** 1er novembre.

bre 1797), le gouvernement prussien pensait et attendait comme issue nécessaire de la crise qui depuis plus de six ans agitait l'Europe.

Cette crise, cependant, dont l'Italie allait devenir le principal théâtre, devait se prolonger encore, et y recommencer par la chute de la maison de Savoie. Ce n'est pas que le directoire français songeât alors à l'abattre, car il la berça long-temps de l'espoir d'un accroissement de territoire en Lombardie, voulant, disait-il, créer en sa faveur une monarchie assez puissante pour combattre les vues ambitieuses de l'Autriche; c'est même ce qui avait ajouté aux motifs que le cabinet de Turin eut de conclure et de conserver la paix avec la république française. Mais Bonaparte fit cesser cette illusion par la création des républiques transalpine et cisalpine, réunies ensuite sous le dernier de ces deux noms.

Le directoire leurra alors l'Autriche de l'occupation du Piémont, qu'il se promettait bien lui-même de dominer ou d'envahir; mais il voulait retarder encore cette catastrophe; non que le gouvernement pentarchique eût quelques sentimens de bienveillance pour Charles-Emmanuel IV, mais parce que des motifs d'intérêt plus général guidaient alors sa politique. Aussi le général Joubert doit-il être considéré comme l'au-

teur de la chute prématurée, mais instantanée, de cette maison souveraine. C'est ce qui va être éclairci par la connaissance exacte, non-seulement des rapports de la cour de Turin avec la république française, mais aussi des particularités de ce drame historique dont nous avons à exposer ici le dénouement.

Parmi les différentes maisons souveraines qu'a frappées la république française, aucune peut-être ne méritait plus d'intérêt que la maison de Savoie. Le rôle qu'elle avait joué en Europe, l'importance de sa position, l'habile emploi de ses ressources, et le caractère du plus grand nombre de ses souverains, avaient jeté un certain éclat sur sa politique et sur ses armes. La considération dont jouissait cette monarchie secondaire était bien supérieure à sa puissance.

A Charles-Emmanuel III, dont la carrière illustra le dix-huitième siècle, et dont l'histoire particulière serait une école de l'art de régner, avait succédé, en 1773, Victor-Amédée III. Ce prince trouva sa monarchie florissante et sur la route de tous les genres de perfectionnement; mais il n'avait ni les connaissances, ni l'activité, ni la fermeté de Charles Emmanuel. Bientôt le relâchement se glissa dans toutes les parties de l'administration; le trésor fut dissipé; des ré-

formes dispendieuses furent introduites dans l'armée par esprit d'imitation et d'innovation. La bonté du roi, son indulgence, sa piété même facilitèrent le retour de ces intrigues de cour, bannies sous son prédécesseur ; de fréquens changemens de ministres altérèrent la confiance et rompirent l'unité monarchique. Cette décadence se révéla surtout en 1792, au commencement de la guerre allumée par la révolution française. Privé, dès la première campagne, des revenus de la Savoie et du comté de Nice, le roi n'en soutint pas moins un état militaire de quarante à cinquante mille hommes. Moyennant un médiocre subside de l'Angleterre et un mince appui auxiliaire de l'Autriche, la force de l'armée piémontaise suffit pendant trois ans à couvrir la frontière, du Col-de-Tende au Grand-Saint-Bernard. La fidélité du roi dans ses alliances égala son désintéressement dans cette guerre où il risquait tout sans ambitionner la conquête d'un hameau. Une conduite si généreuse ne fut pas réciproque, et, malheureusement pour la cour de Turin, ses opérations se trouvèrent assujéties à la marche de celles de Vienne. De 1792 à 1793, les secours de cette puissance ne furent que de six à sept mille hommes; dans les deux campagnes suivantes, ils ne s'élevèrent pas à vingt mille de troupes médio-

cres, commandées par des généraux dont plusieurs ne dissimulaient pas leurs regrets d'être ainsi engagés dans une guerre contre les meurtriers mêmes d'une archiduchesse. Le mystère de leurs instructions, l'influence qu'exerçait sur leurs opérations le gouvernement intimidé de la Lombardie; enfin cette défensive dans laquelle, en 1795, ils s'obstinèrent à Vado, où ils furent honteusement forcés, rendirent inutiles nombre de circonstances heureuses et le zèle des nationaux piémontais.

Cependant, bien que ces derniers montrassent en général des sentimens d'attachement et de dévouement à leur souverain, il n'est pas moins vrai que le Piémont recéla de bonne heure un parti révolutionnaire, toujours prêt à seconder les desseins des troupes françaises. Il s'y était formé, dès 1794, une conspiration tendante à changer la forme du gouvernement. Les conjurés étaient en correspondance avec Tilly, alors ministre de la république française à Gênes; c'est d'après ses excitations qu'ils s'étaient hasardés dans une entreprise aussi hardie que périlleuse, et qui devait éclater au moment où les gorges des Apennins seraient forcées. Elles le furent, mais la conjuration avait été découverte et déjouée. Un grand nombre de personnes distinguées par

leurs talens et les places qu'elles occupaient dans le civil et le militaire, furent jetées dans les cachots. Junod et Chantel subirent le dernier supplice; d'autres, plus heureux, parvinrent à se réfugier en France, en Suisse et à Gênes. Mais pour ne pas voir renaître ce parti, il eût fallu une garantie contre les revers dont l'armée était menacée.

Les plaintes, les remontrances, les exposés les plus persuasifs, rien ne tira le cabinet de Vienne de l'ambiguité de son système, de son insouciance sur les dangers du Piémont, de ses lenteurs et de sa répugnance à envoyer en Italie d'autres forces que de simples détachemens. Beaulieu lui-même ne commandait pas plus de trente mille Autrichiens en 1796, y compris les garnisons de la Lombardie et de Mantoue. On a vu que les revers des Autrichiens, au début de cette campagne, entraînèrent la déroute des Piémontais. Le roi avait repoussé jusqu'alors les ouvertures insidieuses de la France; mais telle était à Turin la défiance à l'égard des Impériaux, que les plus fidèles serviteurs du roi opinèrent à se séparer de ces dangereux auxiliaires, pour se livrer, sur des insinuations brillantes mais perfides, à une paix non moins pernicieuse que la guerre elle-même. Quels qu'aient été les motifs

secrets de l'opposition constante du cabinet de Vienne aux plans, aux mesures, aux demandes justes et nécessaires de Victor-Amédée, cette opposition décida du sort de l'Italie.

Ce prince se soumit aux conditions les plus dures. En vertu de la convention de Cherasco, du 15 mai 1796, les Français furent mis en possession, *jusqu'à la paix générale*, des citadelles d'Alexandrie et de Tortone, de Suze et de Céra; des garnisons de leurs troupes occupèrent Coni, Château-Dauphin et Valence. Toute l'artillerie et les magasins de ces places de guerre restèrent entre leurs mains. En livrant ainsi ses forteresses, son pays, sa sûreté, le roi de Sardaigne livra l'Italie et se livra lui-même à discrétion; encore un pas et son trône était renversé.

Ouvrage du découragement, des défaites et de l'effroi de Turin, cette capitulation inspirée par la trahison et par la haine universelle dont les Autrichiens étaient l'objet ne suffit pas aux vainqueurs. Abusant de l'abaissement où ils venaient de réduire le roi de Sardaigne, ils le contraignirent, par un article du traité interprété et amplifié, à sacrifier près de trois millions à la démolition des ouvrages de Suze, de la Brunette, d'Exiles, de Demonte, qui couvraient le Piémont du côté de la France. Frappé de tant d'infortunes,

Victor-Amédée descendit dans la tombe, laissant sa couronne mutilée au prince de Piémont, proclamé roi sous le nom de Charles-Emmanuel IV.

« La nation française et le directoire n'oublie-« ront jamais ce que le prince de Piémont a fait « pour la France. » Telle fut la réponse que le directoire exécutif adressa à l'ambassadeur de Charles-Emmanuel lorsqu'il lui annonça l'avénement de son maître au trône de Sardaigne *.

Jamais espérance fondée sur une promesse aussi solennelle ne fut plus complètement déçue. Et pourtant cette promesse n'avait été exprimée que d'après la connaissance qu'avait le gouvernement français du caractère politique et moral du nouveau roi. Le ministre des relations extérieures, Charles Delacroix, avait mis sous les yeux du directoire le portrait du prince de Piémont, tiré d'un rapport secret sur la situation de la cour de Turin au 15 janvier 1795, rapport adressé au comité de salut public par Félix Desportes, résident français à Genève. « Le « prince de Piémont, disait-il, doué d'un juge-« ment sain et profond, annonce toute la sa-« gesse, toute la mesure qui manquent à Victor-« Amédée. Juste et bienfaisant, il a blâmé sou-

* Le 16 octobre 1796.

« vent en secret les opérations désastreuses de « l'administration de son père. L'amour du peu- « ple qu'il va commander l'appelle depuis long- « temps au trône; objet de toutes les espérances, « de tous les vœux de la nation, c'est sur ses « qualités qu'elle fonde la restauration de la for- « tune publique. Un espoir si flatteur ne serait « pas trompé peut-être, si Charles-Emmanuel, « moins paresseux et moins dévot, pouvait triom- « pher de cette inactivité à laquelle ses pré- « jugés religieux semblent le condamner, mais « dont la véritable source est plutôt dans la fai- « blesse extrême de sa vue, qui lui permet à « peine de se livrer aux moindres travaux du ca- « binet. Au surplus, il déteste ses deux beaux- « frères *, qu'il regarde comme les auteurs de « la dissolution de sa puissance; il méprise la « coalition, dont le système perfide et déprédа- « teur répugne à sa délicatesse et à sa loyauté. « Son penchant naturel autant que l'amour de « sa dignité l'éloigne des Anglais que leur ambi- « tion et leur hauteur rendent partout insuppor- « tables; et sa reconnaissance devance en secret « les efforts que nous allons tenter pour arracher « à ces corsaires le sceptre de la Méditerranée;

* Depuis, Louis XVIII et Charles X.

« enfin, né populaire et bon, s'il n'était pas fils « de roi il aimerait la république. »

Telle était la récompense qu'on destinait à la fidélité de ce prince que, sans l'appui de Bonaparte, il n'eût pas régné six mois. On a vu que ce général avait pris des engagemens secrets avec la cour de Turin pour la préserver de toute subversion par l'influence française. Lui-même avait négocié à Bologne, avec cette cour, un traité d'alliance qui fut signé par Clarke le 5 avril 1797. Mais ce traité existait et n'existait pas. Le directoire évitait de s'expliquer ostensiblement; il était évident qu'il ne voulait pas ratifier une alliance qui eût donné au roi de Sardaigne un peu plus de consistance et de sécurité; on entendait le laisser dans une fausse position. Au contraire Bonaparte persistait à regarder cette ratification comme indispensable, et déjà plusieurs fois il s'était plaint dans ses rapports de n'avoir pas sous ses ordres les dix mille soldats piémontais que lui auraient donnés la ratification et l'exécution du traité de la part du directoire.

Mais déjà dans l'intérieur le règne de Charles-Emmanuel n'était pas tranquille. Chaque jour on découvrait de nouvelles conspirations tendantes à changer la forme du gouvernement; les premières victimes furent le jeune Royer et

Berteux ; officiers de cavalerie , rien ne put les sauver. Dans le courant de l'été plusieurs insurrections se manifestèrent sur divers points du Piémont. La ville d'Asti désarma un régiment entier et se déclara république. L'insurrection gagna Montcalier et se communiqua jusqu'aux portes de Turin. Toutefois les révolutionnaires livrés à eux-mêmes, et n'étant nullement soutenus par les Français, ne purent résister aux troupes royales; Montcalier et Asti furent soumis. A Montcalier, Tenivelli, auteur de la Biographie Piémontaise, fut condamné à mort; à Asti les deux frères Berut et un grand nombre d'autres subirent la même peine, et beaucoup de réfugiés trouvèrent un asile sur le territoire des républiques cisalpine ou ligurienne. Durant cette crise, Bonaparte se regardant comme personnellement engagé envers la cour de Turin, avait employé tous ses moyens pour garantir la tranquillité intérieure des états du roi. Cette position devint pour ce général extrêmement délicate; elle excita au plus haut degré le mécontentement et les clameurs des révolutionnaires de France et d'Italie; aussi, dès que le parti du roi eut triomphé à Turin, les arrestations et les vexations auxquelles il se livra devinrent, de la part de ces agitateurs, le texte constant des décla-

mations les plus violentes adressées au quartier général de Bonaparte à Montebello.

Vers la fin de septembre, le directoire, en signant *l'ultimatum* pour les négociations de Campo-Formio, fit connaître à Bonaparte qu'il persistait dans sa résolution de ne point ratifier le traité d'alliance avec la Sardaigne. Le ministre des relations extérieures Talleyrand, en lui communiquant les instructions du directoire, l'engageait à faire débaucher les soldats sardes par les recruteurs italiens, ce qui lui procurerait, écrivait-il, les moyens d'avoir le secours de dix mille hommes du contingent piémontais stipulé par le traité, sans en avoir l'obligation à la cour de Turin. Bonaparte a avoué depuis que cette conduite du directoire fut une des causes qui le décidèrent à signer la paix de Campo-Formio sans avoir égard à *l'ultimatum* du gouvernement français, qui, dans son opinion, ne pouvait être inséré au protocole sans amener une rupture.

Cependant le directoire, cédant aux représentations de Bonaparte, avait fini par comprendre l'importance de renforcer l'armée d'Italie des dix mille hommes du contingent piémontais, et s'étant décidé dans l'intervalle à ratifier le traité de Turin, il l'avait envoyé, le 21 octobre 1798, au corps législatif; mais dès le 17, la paix

avait été signée à Campo-Formio avec l'Autriche.

Ainsi, après les campagnes de Bonaparte en Italie, Charles-Emmanuel conservait encore son trône, affaibli il est vrai de la Savoie, du comté de Nice et de la perte de ses places fortes, dont une partie était démolie et l'autre au pouvoir des Français, qui y tenaient garnison, mais ayant acquis au moins l'avantage d'être l'allié de la république, qui lui garantissait la conservation intégrale du reste de ses états.

Ce prince ne s'abusait pourtant pas sur sa position; il savait qu'il ne devait le maintien de son trône qu'à Bonaparte, mais il sentait combien peu était sincère l'alliance apparente du directoire. Entouré de tous côtés des démocraties française, ligurienne et cisalpine, il avait encore à combattre l'opinion d'une partie de ses peuples qui appelaient à grands cris la révolution. Ne partageant en aucune manière les illusions dont on se berçait à Turin, il avait jugé le présent et l'avenir. *Je ne porterai pas long-temps ma couronne d'épines*, répondait-il à ceux qui cherchaient à lui rendre des espérances. En un mot, ayant le pressentiment de sa chute prochaine, il regardait déjà l'île de Sardaigne comme un lieu de refuge.

Le fait est que l'existence du Piémont, comme état intermédiaire entre la France et la république cisalpine, gênait les vues du directoire.

N'étant plus retenu par la présence de Bonaparte, il fit mouvoir tous les ressorts secrets qui étaient à sa disposition pour se débarrasser du voisinage d'un prince qu'il semblait prendre plaisir à abreuver de dégoûts. Tantôt il fomentait la sédition parmi ses sujets ; tantôt il excitait les républiques cisalpine et ligurienne à le braver ; tantôt il en exigeait des contributions que le mauvais état des finances du Piémont ne permettait pas de lever sans épuiser et mécontenter le pays.

A peine l'expédition d'Egypte fut-elle décidée que la monarchie piémontaise, privée de l'appui de Bonaparte, fut livrée à des agressions combinées et hostiles. Les révolutionnaires du Piémont qui, depuis leur déconfiture, s'étaient réfugiés à Milan, à Gênes, et sur les frontières de France, étant ouvertement soutenus tant par les républiques ligurienne et cisalpine, que secrètement par la France elle-même, organisèrent divers rassemblemens qui menacèrent la cour de Turin d'une invasion armée. Ils publièrent d'abord *un manifeste aux soldats piémontais* pour les entraîner dans leur parti, qui se grossit en effet de déserteurs et de transfuges. Deux rassemblemens principaux se formèrent ; l'un à Pallance, ville du Haut-Novarais sur le lac Majeur ; l'autre à Carrosio, village piémontais enclavé dans le territoire ligurien sur la route de Novi

à Gênes. Des Français dirigeaient ces deux corps armés. Seras et Léotaud commandaient la colonne de Pallance ; Guillaume était à la tête de celle de Carrosio.

Ce genre de guerre détournée qu'on faisait au roi, et les circonstances politiques où se trouvait l'Europe, plongèrent la cour de Turin dans une grande perplexité ; la difficulté de faire face à la fois à tant d'ennemis et à des ennemis si dangereux porta le roi à envoyer au comte de Balbo, son ambassadeur à Paris, un courrier extraordinaire pour, s'il le fallait, offrir son abdication au directoire de la république française.

Le comte de Balbo fut chargé d'informer le gouvernement directorial « que le Piémont étant de « nouveau menacé par les révolutionnaires, le mi- « nistère de Turin ignorait encore de quelle impor- « tance pouvaient être leurs projets et si les républi- « ques environnantes y avaient quelque part indi- « recte ; mais que n'ignorant pas que son existence « politique dépendait de la république française, « le roi avait ordonné à son ambassadeur à Paris « de demander au directoire exécutif de vouloir « bien lui faire connaître ses intentions, étant « décidé à abdiquer la royauté, si tel devait être « son sort. »

Lié par un traité et n'osant pas détrôner lui-même le roi de Sardaigne, le directoire ne don-

na d'abord qu'une réponse évasive, mais où rien d'hostile n'était exprimé ; il attendait ainsi les événemens pour adopter un parti définitif.

De son côté le gouvernement piémontais prit avec assez d'énergie toutes les mesures que réclamait la sûreté de l'État. Dans la ferme volonté d'arrêter les progrès de l'insurrection qui se manifestait sur trois points à la fois, il avait fait de grands préparatifs à l'arsenal de Turin, à la citadelle et dans les quartiers militaires. Les troupes royales ayant été mises en mouvement, on en forma plusieurs colonnes mobiles, chargées de combattre et de repousser les insurgés. Un édit royal offrit « une amnistie pleine et entière à « tous ceux qui mettraient bas les armes et ren- « treraient dans le devoir. »

Ceux qui s'étaient emparés de Carrosio commencèrent à inonder les villages limitrophes de la Ligurie. Du côté de la Cisalpine ils avaient fait soulever le peuple de Novare en l'engageant, par une proclamation, « à reprendre ses droits usurpés; » ils se montraient aussi dans les montagnes de Pignerol. Dans les villes, bourgs et villages où ils pénétraient, ils plantaient *l'arbre de la liberté* et y installaient des municipalités révolutionnaires, faisant des prisonniers, prenant les caisses publiques et se faisant donner des otages.

Cependant le ministère avait d'abord dirigé les

troupes royales sur Arona pour combattre la petite armée révolutionnaire appuyée sur la Cisalpine, forte de sept à huit cents hommes, conduite par Léotaud, et qui venait de s'emparer du port de Domo d'Ossola ; la bataille eut lieu entre Gravelonne et Ornavas ; elle devint générale à midi. Déjà les troupes du roi avaient perdu du terrain, et les républicains se regardaient comme vainqueurs, lorsqu'ayant été tournés par six compagnies de grenadiers, le désordre se mit dans leurs rangs ; malgré tous les efforts de Léotaud, la déroute fut complète. Cent cinquante républicains périrent sur le champ de bataille ; quatre cents furent faits prisonniers; on en fusilla une centaine à Domo d'Ossola ; les autres furent conduits enchaînés au château de Casal.

La colonne d'insurgés de Carrosio se soutint plus long-temps. Le chevalier d'Osasco, nommé commandant des forces royales envoyées sur la frontière du territoire ligurien, avait d'abord publié la proclamation suivante :

« Une troupe d'hommes séditieux et armés me-
« nace ces provinces d'une invasion et d'y trou-
« bler la tranquillité par la force, par la sédition
« et la séduction. Pour mieux couvrir ses des-
« seins pervers, pour intimider et séduire, elle
« fait parade d'intentions amicales et avantageu-

« ses au peuple ; elle ose même répandre et faire « croire, par des impostures, que son entreprise « est approuvée et soutenue par la nation fran- « çaise ; mais les contributions en argent violem- « ment extorquées des habitans de Carrosio et « de Tagliolo, le pillage commis dans ces lieux et « tout l'ensemble de leurs procédés, ne laissent « aucun doute sur leur unique projet de boule- « verser l'État et d'envahir les propriétés particu- « lières. D'une autre part, la plus parfaite har- « monie continue de se maintenir entre le roi « notre souverain et la république française son « alliée, ainsi qu'avec les gouvernemens voisins, « et Sa Majesté est assurée de leurs dispositions « amicales. Tandis que le roi prescrit les mesures « les plus efficaces pour assurer la tranquillité « de l'État, l'on invite tous les amis de l'ordre à « ne pas se laisser tromper par de pareils pertur- « bateurs, mais à s'unir, pour la défense commune, « aux troupes royales, par le moyen desquelles, « sous l'assistance de la divine Providence, les « séditieux seront bientôt repoussés et la tran- « quillité des provinces assurée, ainsi qu'il en est « heureusement arrivé à Rocca-Grimalda et à « Capriata, où les habitans, par les preuves de « valeur et de zèle les plus distinguées, ont don-

« né un louable témoignage de leur fidélité et de « leur attachement au souverain. »

En effet les insurgés, à la suite de diverses rencontres, furent complètement battus dans toutes les directions par les troupes royales, qui firent un grand nombre de prisonniers. Le conseil de guerre établi à Casal en condamna plusieurs qu'on fusilla le 26 mai dans le château de Casal même ; il y eut aussi quelques exécutions à Turin. Le général en chef Brune et l'ambassadeur Ginguené se hâtèrent d'exiger la cessation des fusillades et une amnistie générale pour tous les insurgés qui mettraient bas les armes, faisant même entendre que ceux qui se soumettraient après l'expiration de l'amnistie seraient sous la protection de la France. Le gouvernement piémontais montra beaucoup de répugnance à céder à des ménagemens qui tôt ou tard pouvaient lui devenir funestes ; il n'écouta ces représentations qu'avec déplaisir, et, dans l'espoir qu'elles ne seraient pas obligatoires, il en référa au directoire français lui-même. De son côté le directoire, en raison de ses nouveaux différends avec l'Autriche, s'abstenait de porter les derniers coups à la monarchie piémontaise ; mais, voulant la maintenir dans un état précaire, il fit soutenir par le gouvernement ligurien les insurgés qui avaient été

chassés de Carrosio et de Montferrat, et ceux-ci revinrent en force. Le cabinet de Turin fut bientôt informé que cette fois les réfugiés se flattaient de révolutionner le Piémont et que la partie en avait été liée avec les chefs de la république cisalpine et ligurienne; que déjà l'insurrection acquérait une certaine consistance; que le quartier général des révolutionnaires était à Gavi; que leur nouveau général se nommait Colignon; qu'ils avaient un comité appelé *comité de gouvernement;* qu'ils dataient leurs actes de la première année *de la république piémontaise*, et que, dans leurs proclamations, ils prenaient le titre d'*armée infernale patriotique piémontaise, division indestructible du midi.*

Le roi fit donc marcher de nouvelles troupes vers cette frontière; mais ces troupes, pour reprendre Carrosio, ayant violé le territoire ligurien, le gouvernement de cette république déclara formellement la guerre au monarque sarde; il s'ensuivit des actes d'hostilités entre les deux nations piémontaise et ligurienne. La cour de Turin crut devoir exposer ses griefs et ses motifs dans une déclaration publique terminée ainsi: « Sa Majesté ne pouvant renoncer au droit de « rentrer en possession du territoire qui lui avait « été violemment usurpé; après avoir laissé à la

« république ligurienne tout le temps nécessaire « pour faire cesser ce désordre, dut enfin repren- « dre par la force ce qui lui appartenait. Lors- « qu'une puissance quelconque a un état enclavé « dans celui d'une autre puissance, elle a le droit « de le reprendre à main armée, en passant par « le territoire intermédiaire, et ce passage ne peut « lui être refusé; tel est le droit des gens univer- « sellement reconnu.

« Sa Majesté, constante dans sa détermination « de respecter le territoire ligurien, a donné les « ordres les plus précis à cet égard, et on n'a- « perçoit pas la moindre contradiction entre la « conduite de ses généraux et ses déclarations. « Ceux-ci n'ont pas envahi le territoire ligurien, « mais ils l'ont traversé; ils ont déclaré n'avoir « d'*autre but que d'aller reprendre Carrosio, ap-* « *partenant au roi.* La même nécessité qui leur « donna le droit de passer en armes à Carrosio « leur donna aussi celui d'occuper les hauteurs « qui le dominent et qui le défendent.

« Cependant le gouvernement ligurien ne se « contenta pas d'accuser Sa Majesté d'une viola- « tion supposée du droit des gens; il fit mettre le « séquestre sur tout ce qui appartenait au roi, « chassa du territoire ligurien les sujets de Sa « Majesté, ordonna l'arrestation de quelques-uns

« de ses agens, soldats, officiers, et arriva jusqu'à « mettre en état d'arrestation son chargé d'affaires « à Gênes. Sa Majesté n'ignorait pas l'arrestation « de ce chargé d'affaires lorsque celui de la ré- « publique, résidant à Turin, demanda ses passe- « ports; mais Sa Majesté, aimant mieux souffrir « que commettre une violation du droit des gens, « laissa partir librement ce chargé d'affaires, en « l'invitant à surseoir à son départ si ses instruc- « tions le lui permettaient.

« Malgré tout cela, Sa Majesté souhaite cons- « tamment la paix; elle n'épargne aucun des « moyens capables de la maintenir; elle a l'espoir « fondé d'y réussir. Se reposant d'ailleurs sur la « justice de sa cause, elle laisse au public éclairé « et impartial le jugement des imputations que « lui font ses ennemis, qui cherchent à troubler « la bonne intelligence entre lui et les gouverne- « mens voisins. »

La guerre ainsi allumée, les troupes royales se virent bientôt forcées à la retraite, par suite des mouvemens combinés des insurgés et des Liguriens, qui rentrèrent dans Carrosio et mirent le siége devant Séravalle. Les démarches des généraux français, qui se portaient hypocritement médiateurs entre les deux pays, contribuèrent aussi très puissamment à cette détermination.

Voyant que ces événemens répandaient la consternation à la cour de Turin, le parti français insinua aux ministres qu'on ne devait y voir que le résultat des combinaisons dont le foyer était à Gênes; qu'il était évident que les gouvernemens ligurien et cisalpin poussaient les insurgés à révolutionner le Piémont; qu'il fallait en tirer la conséquence que la cour n'avait d'autre moyen de salut que dans la protection ouverte du gouvernement français. Dans sa perplexité, le roi crut devoir se mettre de nouveau à la merci de ce gouvernement qui, en lui offrant son appui pour faire cesser les troubles du Piémont, ne lui imposait que la seule condition d'une amnistie générale et absolue. Après quelque hésitation, un arrangement fut convenu sur cette base entre la cour de Turin et l'ambassadeur Ginguené; mais avant la signature il fut question *d'une garantie* des bonnes dispositions du roi; et le général Brune consulté, ayant reçu des instructions secrètes du directoire, prétendit ne pouvoir accéder militairement à l'arrangement convenu, à moins que le roi ne donnât à la France pour gage de sa bonne foi la citadelle de Turin, l'un des plus beaux ouvrages de Vauban, que depuis longtemps le directoire convoitait comme moyen d'exécution de ses projets ultérieurs. Le malheu-

reux Charles-Emmanuel, donnant au monde une nouvelle preuve que la faiblesse ne sauve pas les trônes chancelans, ordonna à son ministre, le marquis de Saint-Marsan, de signer une convention en vertu de laquelle la citadelle de sa capitale, la clef de son royaume, serait remise aux troupes françaises. Cet accord ignominieux fut conclu à Milan le 28 juin 1798; et pour ne laisser aucun doute sur les véritables auteurs des troubles qui avaient éclaté en Piémont, les articles 10, 11 et 12 de la convention stipulèrent que le gouvernement français contribuerait au maintien de la tranquillité intérieure de ce pays et à empêcher qu'il ne fût donné, ni directement ni indirectement, secours et protection à ceux qui voudraient en troubler le gouvernement; que le général Brune ferait une proclamation pour ramener la tranquillité sur la frontière du Piémont, et se servirait à cet effet de tous les moyens qui seraient en son pouvoir; enfin que ce général emploierait son influence et son autorité pour faire cesser toute hostilité de la part de la république ligurienne et s'opposerait à toute agression du côté de la Cisalpine. En effet, immédiatement après que le roi eut consommé ce pénible sacrifice, le consul général de la république française, Belleville, écrivit au ministre des relations

extérieures ligurien *, pour le prévenir « que « l'intention du directoire de France *étant de « maintenir la paix en Italie*, la guerre commen- « cée entre la république ligurienne et le souve- « rain du Piémont devait cesser à l'instant même ; « que la cour de Turin, en conséquence, retirerait « ses troupes du territoire ligurien et le dir etoi re « génois les siennes de celui du Piémont. »

Une injonction à peu près semblable ayant été adressée au directoire cisalpin, les deux républiques parurent se désister de toute hostilité, et tout en Piémont rentra dans l'ordre pour un instant.

Le préambule de l'acte d'amnistie donné par Charles-Emmanuel **, et la proclamation royale relative à l'occupation de la citadelle de Turin, révélèrent l'assujétissement de ce monarque ; les voici :

« Après avoir déjà invité les transfuges et les « insurgés qui tentaient d'envahir nos provinces « limitrophes à rentrer dans leur devoir, nous « sommes maintenant disposés, par égard parti- « culièrement pour la république française qui « y a employé sa médiation, à leur accorder am- « nistie complète et générale... »

* Lettre du 1er juillet 1798.

** Le 29 juin 1798.

La proclamation royale était encore plus explicite : « Une nouvelle combinaison d'événemens « inattendus et extraordinaires a engagé tout à « coup le Piémont dans une guerre pénible qui « menaçait tout l'Etat par l'étrange circonstance « dont elle était accompagnée, l'ennemi aug- « mentant de moyens et de facilités tandis que « la défensive devenait difficile... La république « française, désirant ramener la tranquillité, a « cru ne pouvoir faire cesser une guerre si étrange « que par un moyen nouveau également extraor- « dinaire. Après avoir proposé d'autres condi- « tions, moyennant lesquelles elle offrait de s'em- « ployer pour ôter tout de suite les occasions de « nouvelles méfiances, de nouvelles plaintes et « de nouveaux troubles, soit intérieurs, soit ex- « térieurs, elle a demandé de mettre garnison « dans la citadelle de Turin, par mesure provi- « soire de sûreté commune. L'avantage inappré- « ciable de la paix et de la tranquillité publique « surpassant toute autre considération dans le « cœur d'un bon prince, Sa Majesté a dû prendre « le seul parti qui lui était présenté pour empê- « cher une guerre dont on ne pouvait calculer les « conséquences... »

La citadelle de Turin fut occupée le 3 juillet par les Français, au nombre de quinze cents

hommes. Sur tous les points du Piémont la sécurité commençait à renaître d'après les nouveaux arrangemens, lorsque, dans la nuit du 4 au 5 un corps de douze cents hommes, tant Liguriens qu'insurgés, fit, à la faveur des ténèbres, une tentative sérieuse pour s'emparer d'Alexandrie. Ce corps sortait de Séravalle. Parvenus à Marengo, et jusqu'au bord de la Bormida, les révolutionnaires, dont un avis secret avait annoncé les approches, furent chargés par la cavalerie royale et cernés ensuite par l'infanterie. Le combat fut court mais décisif; trois cents insurgés restèrent sur la place, on fit à peu près autant de prisonniers, et le reste prit la fuite. Cette tentative téméraire avait été évidemment concertée avec les généraux français, pour faire naître le prétexte d'occuper également Alexandrie, en qualité de médiateurs. La mauvaise foi perçait et la cour de Turin commença à ouvrir les yeux, mais trop tard.

La proclamation donnée par le général Brune à son quartier général de Milan le 6 juillet ne fit que confirmer de tels soupçons; elle était conçue en ces termes: « Il est ordonné que les « places et pays conquis, tant par les Piémon- « tais que par les Liguriens, seront évacués de « suite. Ces pays et ces places seront considérés

« *comme dépôts laissés entre les mains des troupes* « *françaises*, jusqu'au traité de paix définitif qui « sera conclu par les plénipotentiaires de la Li- « gurie et du Piémont. En conséquence de ces « dispositions, les généraux français, tant dans la « Ligurie que dans le Piémont, prendront des « mesures tant pour l'évacuation prescrite de ces « places, que pour leur occupation immédiate « par les Français... »

La mauvaise humeur et la malveillance de ce général en chef se décelaient surtout dans sa réponse à la note du chevalier Borghèse, ministre plénipotentiaire du roi de Sardaigne à Milan * : « Votre note d'hier, monsieur le ministre pléni- « potentiaire, a lieu de m'étonner ; vous réclamez « tous mes moyens pour dissiper les insurgés pié- « montais, tandis qu'en les attirant *dans des piè-* « *ges que l'exaltation leur dérobe,* on les massacre « encore par centaine ; tandis que les insurgés « depuis long-temps détenus dans vos cachots à « Turin et ailleurs sont encore dans les fers ; « tandis que votre gouvernement, s'exprimant « par votre organe, ose, immédiatement après « son amnistie, dire que le pays est exposé à de « nouvelles calamités. Votre amnistie serait-elle « un piége nouveau?

* En date du 8 juillet 1798.

« Vous avancez que le citoyen Augros, com-
« mandant français à Tortone, a permis le
« passage aux insurgés dans la forteresse; cette as-
« sertion n'a point de fondement; aucun corps
« n'a paru sous son canon.

« Vous récriminez contre la Ligurie en lui op-
« posant les griefs qu'elle vous impute. Votre gou-
« vernement a été l'agresseur; la Ligurie a été la
« première à se montrer sensible aux invitations
« du directoire exécutif; elle a déposé les armes
« au moment où son énergie lui promettait de
« nouvelles conquêtes.

« Votre cour a donné de la publicité à la con-
« vention signée par le colonel Saint-Marsan et
« moi, et uniquement relative à l'occupation de
« la citadelle de Turin; mais elle ne fait point pu-
« blier la convention antérieure qui établit les
« bases de l'amnistie et qui a été signée par le ci-
« toyen Ginguené ambassadeur de la république
« française, et monsieur de Priocca ministre de Sa
« Majesté sarde. Si vos insurgés ne sont pas mieux
« instruits que nous des dispositions de votre cour
« relatives à l'amnistie, je ne m'étonne pas qu'ils
« conçoivent encore des alarmes.

« Je ne vous parle pas d'une foule d'indices qui
« marquent une *perversité profonde* dans quel-
« ques conseillers de Sa Majesté sarde; il suffit des

« faits irrécusables que je viens de vous rappeler « pour juger de cette perversité. Il est temps encore de revenir à la bonne foi. La république « française veut que tout soit tranquille, heureux, « autour de son armée; elle ne doit plus souffrir « des séditions attisées par les combinaisons les « plus criminelles; et Sa Majesté sarde voudra bien « se rappeler *qu'elle m'a chargé d'assurer la tran-* « *quillité de ses états.*

« Je vous prie, monsieur le ministre plénipotentiaire, de notifier à votre cour les demandes « suivantes :

« 1° Liberté aux insurgés détenus.

« 2° Approvisionnement de la citadelle de Turin « pour deux mois et rétablissement des munitions « et autres objets nécessaires qui en ont été « extraits avant l'entrée des troupes françaises, et « dont la privation compromet la sûreté du dépôt.

« 3° Licenciement des milices et autres corps « qui excèdent l'état de paix ordinaire.

« 4° Rappel du comte de Solar, commandant « pour Sa Majesté sarde à Alexandrie.

« A ces conditions, qui sont toutes ou l'expression ou les conséquences des conventions si- « gnées à Turin ou à Milan, la république pourra « croire à la fidélité de son allié et bannir tout « soupçon, malgré des erreurs trop funestes. »

Les révolutionnaires rentrèrent dès lors en foule à l'ombre de la protection française et saisirent toutes les occasions de braver la cour et le gouvernement. A Turin, une fête militaire donnée en commémoration du 14 juillet par le commandant français de la citadelle les servit à souhait. L'ambassadeur Ginguené y avait été invité ainsi que tout l'état-major, et par députés les officiers de tous grades, ainsi que les plus ardens révolutionnaires. Des hymnes patriotiques s'y firent entendre; jamais la citadelle de Turin n'avait retenti d'accens pareils. Toutes les consignes ayant été levées, la citadelle se remplit de Français, de Piémontais, célébrant à l'envi une des fêtes de l'égalité sous les yeux du roi et de sa cour.

« Pour apprécier cette journée, manda offi-« ciellement à Paris l'ambassadeur *, et surtout « juger cette soirée ce qu'elle vaut, il faut se re-« présenter dans quel état est la ville de Turin, la « fureur qui y règne parmi les ennemis des Fran-« çais, les préparatifs sinistres, les propos san-« guinaires dont elle retentit tous les jours, les « assassinats dont on nous menace et ceux qui ont « déjà été commis sur neuf ou dix soldats fran-« çais, les bruits qu'on y répand contre eux, la

* Dépêche confidentielle du 15 juillet 1798.

« haine que l'aristocratie et le fanatisme s'étudient « à fomenter dans le peuple ; pour peindre en « deux mots cette situation singulière : *C'est une « fête sur un volcan.....* »

Il était impossible en effet, que, dans une pareille situation, les passions politiques ne fussent pas en présence et prêtes à faire explosion. Sur les plaintes de l'ambassadeur qui s'était rendu à Milan pour se concerter avec le général Brune, la cour de Turin donna la déclaration suivante : « Par suite des mesures adoptées, Sa Majesté se « flattait de voir la tranquillité parfaitement ré- « tablie dans ses états ; elle apprend avec peine et « surprise que plusieurs individus se sont intro- « duits dans le pays pour égarer le bon esprit du « peuple et l'entraîner dans leurs mauvais desseins, « en exagérant les malheurs publics, en en prédi- « sant de plus graves encore, en excitant des haines « contre les Français; leur profonde méchanceté « peut amener des effets funestes pour la sûreté « générale et particulière. Les Français sont en « Piémont sur la foi des traités solennels de paix « et d'alliance. Tout dessein contre eux serait « donc contraire aux engagemens contractés par « le roi et aux principes d'honneur qui dans tous « les temps ont été ceux de sa nation..... L'in- « tention du roi est donc que chacun s'abstienne

« de tenir des discours qui puissent exciter de la « fermentation parmi le peuple, l'irriter contre « les Français, et mettre en danger la tranquillité « publique. Tous ceux qui contreviendraient à « ces ordres seront regardés comme perturba- « teurs et punis comme tels, selon les lois. »

Mais le parti français méprisait ces déclarations et les proclamait insidieuses. En attendant l'occasion de bouleverser le pays, il ne demandait rien moins, par l'organe de l'ambassadeur Ginguené, que le renvoi des ministres et l'ordre d'expulser du Piémont tous les réfugiés du comté de Nice et du duché de Savoie, qui, dépouillés et proscrits comme émigrés de ces deux provinces, avaient cherché un asile au pied du trône de leur souverain. Le roi repoussa cette inhibition cruelle, alléguant d'ailleurs qu'elle était contraire à l'article V du traité de paix qui avait formellement réservé le droit du prince à accueillir ses anciens sujets fugitifs. Alors on se borna à demander l'éloignement du gouverneur de la cour et de son fils, le chevalier de Revel; enfin l'exil dans leurs terres d'une vingtaine de familles qu'on accusait d'avoir dirigé les exécutions contre les patriotes. Pour intimider ces familles et y jeter l'épouvante, les révolutionnaires obtinrent des Français l'arrestation du chef des Barbets, Coutin,

et sa tradition dans la citadelle. On affectait en même temps de répandre qu'il avait fait des révélations contre les serviteurs les plus dévoués de la maison royale.

C'était en promettant de contenir les ennemis dont on l'avait entouré qu'on avait amené le roi jusqu'à livrer sa citadelle. Ici ce fut en lui promettant de le laisser vivre dans la servitude qu'on le contraignit d'éloigner ses plus fidèles serviteurs.

Ainsi, l'enceinte du palais n'était plus respectée ; l'ambassadeur Ginguené lui-même affectait l'incivilité d'un démagogue, pour mieux contraster avec les usages de la cour. Depuis plusieurs mois il insistait pour la présentation de sa femme en costume contraire à l'étiquette. L'ayant enfin emporté dans cette dispute futile, et tout radieux de sa victoire, il expédia au directoire exécutif un courrier extraordinaire pour lui annoncer que madame l'ambassadrice avait paru à la cour de Turin en *pet-en-l'air*. *

Cependant le roi, un peu rassuré par son ambassadeur à Paris sur les intentions du directoire,

* Le *pet-en-l'air* était un petit corsage fort leste qui fut de grande mode avant la révolution, mais qui n'était plus alors véritablement qu'un costume de grisette.

n'ignorant pas les nouveaux embarras du gouvernement français, informé d'ailleurs que le général en chef Brune, le plus ferme appui des agitateurs, allait être rappelé, montra quelque assurance et l'intention même de mettre au grand jour les machinations secrètes des révolutionnaires piémontais en liaison ouverte avec ceux des républiques cisalpine et ligurienne. C'est ce qui donna lieu à l'édit royal du 4 septembre. On y renouvelait la défense de tenir des assemblées secrètes, et on y prescrivait diverses mesures de police envers les étrangers. Le gouvernement s'y plaignait des tentatives que les révolutionnaires, rentrés sous les auspices de la puissance française, faisaient pour ourdir de nouvelles trames; il y exprimait clairement qu'il se formait, sous le masque de complots contre les Français et la garnison de la citadelle, des projets pour renverser le trône; enfin que les agitateurs ne cherchaient que le prétexte d'une rixe qui pût compromettre le roi avec le gouvernement français.

Bientôt les indices de pareils desseins se manifestèrent, et voici à quelle occasion : la garnison française affectait de donner au public des sérénades, auxquelles semblait présider l'adjudant général Collin, commandant de la citadelle. Tous les soirs une bruyante musique se faisait

entendre sur le bastion attenant à la promenade la plus fréquentée, et était grossie par des révolutionnaires apostés qui mêlaient aux airs républicains les plus connus des chansons satiriques contre le roi et la nation piémontaise. Il fut impossible de ne pas les remarquer et de ne point en témoigner du ressentiment. Le peuple indigné éclata en murmures et le gouvernement se plaignit : il demanda qu'on fît cesser un divertissement interprété comme une provocation, et qui pouvait avoir les suites les plus graves.

Il se flattait qu'on aurait égard à ses représentations lorsque le dimanche 16 septembre, à l'heure même de la promenade, on vit un spectacle bien plus propre à susciter des troubles. Une espèce de mascarade distribuée dans plusieurs voitures, précédée par deux postillons et suivie par quatorze hussards à cheval, sortit de la citadelle et parcourut les rues, les places et promenades publiques. Des officiers français, travestis, remplissaient ces voitures découvertes, et figuraient des hommes et des femmes de condition bourgeoise; d'autres, montés derrière les voitures, en habit noir, l'épée au côté, le chapeau sous le bras, portaient l'habit de deuil de la cour, ainsi que le costume des hommes de loi et des employés de l'administration.

L'indignation fut au comble et une fermentation générale éclata ; il y eut des mouvemens, des rixes, des voies de fait entre les habitans de Turin et la garnison française. La force armée piémontaise s'interposa ; mais il ne fallut rien moins que la prudence du gouvernement d'une part, et de l'autre la fermeté du général Mesnard, commandant les troupes françaises, pour calmer une agitation qui pouvait amener un soulèvement. Le général Mesnard donna satisfaction au gouvernement piémontais, en destituant l'adjudant général Collin, et en punissant par les arrêts les militaires auteurs de l'insulte publique faite à tout un pays. L'ambassadeur Ginguené lui-même improuva leur conduite. Il fit partir deux courriers coup sur coup, pour rendre compte de ces troubles, et le roi de Sardaigne chargea son ambassadeur de porter ses plaintes au gouvernement français.

Le même agent politique, dont nous avons eu occasion de citer quelques rapports secrets, écrivit alors de Paris, à un ministre d'état prussien, en ces termes (27 septembre 1798) :

« Il paraît que les derniers événemens de Turin ne sont pas compris au nombre de ceux « qu'on regarde en France comme un grief qui « puisse faire dire que Sa Majesté sarde *a cessé de*

« *régner ;* c'est du moins ce qu'a dit hier M. de « Talleyrand à ses familiers. Trois courriers, « deux envoyés par l'ambassadeur Ginguené et « l'autre par le roi de Sardaigne, ont apporté au « directoire les détails des mouvemens qui ont « eu lieu à Turin contre la garnison française de « la citadelle. Autant qu'on en peut juger, d'a- « près les rapports contradictoires qui s'en sont « répandus, tout le tort n'est pas du côté du peu- « ple piémontais. Du moins, le directoire exécu- « tif a formellement improuvé la conduite de « quelques-uns des chefs militaires qui ont per- « mis, ou n'ont pas empêché, des scènes qui pou- « vaient causer de graves désordres et devaient « offenser un gouvernement qui, d'après les trai- « tés, a droit de se croire l'ami et l'allié de la ré- « publique française. Du reste, au départ des « courriers, tout était entièrement apaisé.

« Toutefois, l'ambassadeur Ginguené, qui est « tombé ici dans le ridicule, depuis l'envoi au di- « rectoire de son courrier extraordinaire au su- « jet de la présentation de sa femme à la cour, « en costume de grisette, est décidément rap- « pelé ; M. de Talleyrand l'a fait remplacer par « M. d'Eymar, ancien constituant, son collègue « du côté gauche, homme modéré, d'un esprit « doux et sage, mais sans force. Sa nomination

« est un indice que le directoire accorde un sur-
« sis au roi de Sardaigne... »

En effet, le gouvernement français, frappé du désastre d'Aboukir et du vide causé par l'éloignement de Bonaparte, désirait alors écarter toutes les causes de guerre continentale et ne pas être troublé dans ses négociations avec l'Autriche. Dans ce nouveau système, imaginé par M. de Talleyrand, et dont nous avons déjà fait mention, le sort du Piémont devait rester encore en suspens.

Ginguené eut le 12 octobre son audience de congé, et son successeur, d'Eymar, obtint sa première audience le même jour. Le discours de ce dernier sembla promettre au gouvernement sarde plus de sécurité qu'il n'en avait obtenu sous l'ambassadeur rappelé. La demi-brigade qui occupait la citadelle pendant les derniers troubles partit pour Tortone, et fut remplacée par une autre mieux disciplinée.

Mais cette apparente sécurité dura peu. Contraint à disgracier ses plus intrépides serviteurs, à punir ses sujets de leur attachement, à mettre en liberté les démagogues, dont la république française excitait l'activité, il ne restait au roi d'autre ressource que de subir avec résignation les outrages de ses ennemis. Toutes ses commu-

nications avec les autres états étaient à peu près coupées. Isolé au milieu des détachemens permanens de troupes françaises cantonnées dans le Piémont, son pays était, de plus, journellement traversé par des colonnes de ces mêmes troupes qui se rendaient à l'armée d'Italie ; en un mot Charles-Emmanuel avait placé toutes ses espérances dans le ciel. Ce prince n'ayant plus d'autre ressort dans l'ame que le mobile des sentimens religieux, ses ministres, avec la volonté la plus ferme, auraient-ils osé lui dicter une conduite différente? On touchait à la crise qui devait être sa dernière épreuve, et elle n'était pressentie ni par lui, ni par ses ministres. A la vérité l'orage se formait dans le lointain. Le directoire avait compris qu'il menaçait la France, quand Jourdan se rendit à Mayence à l'effet d'y prendre le commandement en chef de toutes les forces réunies sur le Rhin, et Joubert fut envoyé à Milan comme général en chef de l'armée d'Italie, en remplacement du général Brune.

Le directoire avait rappelé ce dernier sans disgrace apparente, mais au fond, à cause de sa tendance à s'emparer de tous les pouvoirs politiques et militaires, à l'imitation de Bonaparte. Le directoire prétendait ne plus subir le joug des généraux. Lorsqu'il envoya Joubert en Italie, en

lui laissant toute latitude pour réorganiser les armées, il ne lui donnait, sous le point de vue politique, que des instructions vagues et bornées. Joubert avait l'ordre, seulement en cas d'hostilités subites avec l'Autriche, de s'assurer du roi de Sardaigne; et l'occupation de la citadelle de Turin semblait d'ailleurs une garantie infaillible de la soumission de ce prince.

Mais il restait encore quelque espoir de paix au directoire, qui ne prévoyait d'ailleurs aucune hostilité avant l'issue des négociations d'hiver; il n'en était pas de même aux yeux de ses généraux. Ceux-ci, considérant la guerre comme leur patrimoine, épiaient les occasions de la faire naître. Quant à Joubert, il y était d'autant plus enclin qu'il n'avait pas moins d'ambition que de capacité. Il avait d'ailleurs une prédilection décidée pour les révolutionnaires qui, tant en France qu'en Italie, appelaient de tous leurs vœux la guerre et les bouleversemens. L'existence de Charles-Emmanuel lui semblait donc un contre-sens politique, et il n'était pas d'ailleurs dans la confidence des négociations secrètes du directoire avec l'Autriche. L'opinion de Joubert sur l'infaillibilité du renouvellement de la guerre avait été déterminée par une circonstance particulière très remarquable. A la veille de son départ pour Milan, M. de

Talleyrand lui communiqua le plan d'attaque combiné des Russes et des Autrichiens, et quoiqu'il n'eût point avec ce général de relations officielles, il crut devoir lui remettre ce plan lui-même. Voici comment M. de Talleyrand avait eu le bonheur de se le procurer. M. Otto, secrétaire de légation à Berlin, était parvenu à suborner un Français nommé Aubert, secrétaire intime du prince Repnin. Aubert suivit le prince à Vienne, et quand celui-ci reprit la route de Saint-Pétersbourg, le secrétaire infidèle s'esquiva avec une partie des papiers et des secrets de la légation russe. C'est dans ces papiers que se trouva le plan d'attaque combiné des Russes et des Autrichiens, plan que Repnin avait concerté lui-même à Vienne avec les généraux de l'empereur, et c'est celui que M. de Talleyrand remit à Joubert. Quant au prince Repnin, à son arrivée à Saint-Pétersbourg, Paul Ier le disgracia pour avoir échoué dans sa mission à Berlin, et pour avoir employé, comme secrétaire de confiance, un Français qui l'avait trahi. Repnin se retira à Moscou, où il mourut le 12 mai 1801.

Revenons à Joubert. A son arrivée à Milan, au mois d'octobre, il réorganisa l'armée et y rétablit la discipline, toujours dans la persuasion que l'Autriche commencerait les hostilités. Il se te-

nait sur ses gardes et combinait ses plans. Tout à coup, le 26 novembre, pendant sa tournée des divisions et des places de la Cisalpine, il apprend que les Napolitains viennent d'attaquer l'armée de Rome ; il reçoit en même temps, des chefs révolutionnaires piémontais, des avis multipliés que les intentions du roi deviennent de plus en plus douteuses; il sent alors la nécessité de prendre, à l'instant, des mesures décisives pour empêcher que son armée, si les Autrichiens rompent le traité de Campo-Formio, ne se trouve attaquée par eux sur la ligne de l'Adige et de l'Adda tandis qu'elle serait occupée sur les derrières par ces mêmes Autrichiens, descendant du pays des Grisons et se réunissant aux Piémontais.

Son plan arrêté, il commence par envoyer en toute hâte l'adjudant général Musnier porter au roi une espèce d'*ultimatum*, sur le contingent de dix mille hommes à fournir et la remise aux Français de l'arsenal de Turin, résolu, si la réponse est évasive, de marcher sur cette ville avec une partie de son armée, pour forcer le roi à se prononcer.

Au moment où des relations amicales vont se transformer en démonstrations hostiles, Joubert croit devoir changer les officiers qui commandent dans la citadelle de Turin, les mêmes hom-

mes ne pouvant convenir à des circonstances si différentes; il donne l'ordre en conséquence au général Grouchy de partir et d'aller prendre le commandement de cette citadelle : « que je re-« garde, lui dit-il, comme devant être mon avant-« garde. »

Joubert ne se trompait pas. Le roi éluda de fournir à l'instant même le contingent et de livrer l'arsenal. La levée de boucliers des Napolitains était, aux yeux de ses conseillers, une crise qu'il fallait voir se développer. Joubert alors se détermine à marcher avec diverses colonnes pour s'assurer de tout le Piémont, renverser le roi, et opérer la révolution républicaine que ni Bonaparte ni le directoire n'ont osé accomplir. A ses yeux, c'est punir une cour perfide qui jette enfin le masque, et il commence cette opération avec autant de prudence que de secret et de célérité.

Grouchy reçoit l'injonction de mettre la citadelle de Turin dans l'état de défense le plus respectable; secondé par les officiers du génie Henry, et de l'artillerie Alix, il y parvient promptement. Les instructions du général en chef lui prescrivent de ne négliger aucun moyen d'avoir des intelligences à la cour, chez les ministres, dans la ville, afin d'être parfaitement au courant des déterminations que prendrait le gouverne-

ment sarde. Joubert ajoutait : « Ne serait-il pas « possible, au premier mouvement de nos troupes, « de gagner le confesseur du roi et de l'engager « à déterminer son pénitent à abdiquer ; ce seul « acte de Sa Majesté opérerait la révolution. « Vous sentez combien il est essentiel, dans la « position où nous nous trouvons, que l'expédi- « tion projetée ne rencontre point d'obstacle et « soit promptement terminée ; il faudrait que « l'acte d'abdication portât ordre aux Piémontais « et à l'armée de se tenir tranquilles et d'obéir « au gouvernement provisoire ; sans cela il ne « ferait qu'inviter le peuple à la révolte. Donnez « votre attention à ce projet ; conférez-en avec « l'ambassadeur d'Eymar. »

Le caractère timide et incertain de l'ambassadeur était, pour le général en chef, un sûr garant qu'on l'entraînerait sans peine à donner son adhésion à des mesures qui lui seraient représentées comme pouvant seules, dans ces circonstances critiques, préserver l'armée et la puissance française en Italie.

Quant au général Grouchy, tout allait dépendre de l'adresse et de la fermeté de sa conduite. En voici la révélation d'après son propre témoignage, tiré de son *rapport secret* (13 septembre 1798) adressé au directoire.

« Le premier objet, celui d'obtenir des ren-
« seignemens, me fut facile à atteindre ; en arri-
« vant à Turin je m'étais tenu caché pendant
« deux jours, uniquement occupé à sonder l'es-
« prit public, à ménager des intelligences et à
« me rapprocher de quelques patriotes, d'au-
« tant plus disposés à nous seconder que, persé-
« cutés odieusement, ils brûlaient de servir qui-
« conque leur ferait entrevoir qu'il était possible
« que l'heure de la liberté sonnât bientôt chez
« les Piémontais.

« Je travaillai dès lors par eux, et notamment
« parmi des individus tenant à la cour même, à
« me ménager un accès jusqu'auprès du roi. De
« premières ouvertures lui furent faites; elles fu-
« rent absolument infructueuses quant au grand
« but. Ces résultats se bornèrent à obtenir d'exac-
« tes notions sur les moyens définitifs adoptés par
« le roi, tant dans Turin qu'au dehors.

« Je rendis plus hostile encore l'attitude prise
« dans la citadelle ; le front qui regarde la
« ville fut hérissé de bouches à feu, et l'effroi
« commença à se manifester chez les habitans.
« La cour cependant était calme, ne prévoyant
« peut-être pas dans toute leur étendue les dan-
« gers qu'elle courait; elle paraissait résolue à at-
« tendre les événemens.

« Le 3 décembre le général en chef me mar-
« qua que le moment était enfin venu ; qu'il allait
« agir et que je fisse entrer dans la citadelle tous les
« Français qui étaient en ville, l'ambassadeur d'Ey-
« mar et celui de la Cisalpine. Il était d'un grand
« intérêt d'y introduire une foule d'objets qui
« manquaient à l'approvisionnement et à la dé-
« fense de la place. Avec autant d'adresse que de
« zèle, le chef de brigade Alix trompa jusqu'au
« dernier moment la défiance piémontaise ; de
« la poudre, des artifices, des boulets furent
« versés de l'arsenal et introduits dans la cita-
« delle, alors même que la retraite de l'ambassa-
« deur et celle des Français annonçaient formel-
« lement que les hostilités étaient sur le point
« de commencer. . . . . »

En effet, au moment d'agir, Joubert publie une proclamation par laquelle, après avoir passé en revue les prétendus torts de la cour de Turin, il annonce qu'il s'est déterminé à occuper le Piémont. De son côté l'ambassadeur de France fait ôter les armes de la république de dessus sa porte et se retire dans la citadelle.

Le moment était décisif ; la cour le laissa échapper. Il y eut bien quelques avis énergiques fondés sur les dispositions favorables de l'esprit national. Il est certain qu'au moment où les

Français se préparaient à précipiter le roi du trône, tous les cœurs aspiraient à le défendre ; un signal de sa part eût entraîné un soulèvement général : il suffisait d'avertir les milices congédiées, les campagnes et l'armée. Des avis plus timides prévalurent et devaient l'emporter dans une cour dévote. La plupart des ministres et des courtisans ne virent dans les dispositions menaçantes des Français que les conséquences de l'agression napolitaine, l'appréhension de mouvemens offensifs de la part de l'Autriche et enfin le besoin de se mettre en garde, à tout événement, par des mesures de prudence et de vigueur. Prendre soi-même une attitude hostile, c'eût été se mettre dans son tort ; voilà comment raisonnaient les courtisans.

Grouchy, connaissant les dispositions de la cour où il avait des émissaires, agit d'après ces données ; la suite de son *rapport secret* ne laisse aucun doute à cet égard.

« L'intérêt, dit-il, dont il pouvait être pour le « roi de correspondre avec le général en chef « fut le prétexte d'une lettre que j'adressai au « gouverneur de Turin ; j'insinuai que les me- « sures que je prenais étaient toutes de précau- « tion ; j'insinuai que si, par suite des circon- « stances, on attentait à la liberté d'un seul pa-

« triote français ou piémontais, j'incendierais à « l'instant la ville et n'y laisserais pas pierre sur « pierre. Cette lettre fut portée par l'adjudant gé- « néral Clausel et remplit complètement mon ob- « jet; une proclamation du gouvernement sarde en « fut la suite. Il tranquillisa les habitans et assura « le peuple que les Français étaient les plus fidè- « les alliés du roi, *qu'on ne devait rien craindre de « leur part. . . . . ».

Le général en chef ayant pris toutes ses mesures pour tromper le gouvernement sarde sur la destination de deux divisions de l'armée française qui devaient, disait-on, rentrer en France en passant par le Piémont, une de ces divisions, dirigée sur Novarre, y arrive le 5 décembre pendant la nuit, et, s'approchant de la citadelle, un trompette en demande l'entrée pour un courrier extraordinaire très pressé. Plusieurs chariots couverts arrivent à la suite; tout à coup on en voit sortir des soldats armés qui se jettent sur le poste chargé de garder la citadelle. Au premier signal la division se précipite dans la forteresse, les casernes sont investies, la garnison piémontaise désarmée est faite prisonnière, avec toutes les autorités de la place. Dans le même temps une autre division s'empare d'Alexandrie par un stratagème à peu près semblable; Suze,

Chivasso, tombent de même au pouvoir des troupes françaises, ainsi que le poste d'Arona sur le lac Majeur, et Joubert se dirige rapidement sur Turin à la tête de deux divisions.

On affichait et l'on répandait à Turin la proclamation où le roi annonçait à ses sujets que les Français étaient ses plus fidèles alliés et qu'on ne devait rien craindre de leur part, au moment où la cour recevait la nouvelle de la surprise de ses places fortes et du désarmement de ses troupes. Le bandeau tomba et une indignation concentrée succéda à une confiance presque stupide. Mais comment donner subitement à l'esprit du peuple une direction entièrement opposée à celle qui venait de lui être imprimée en faveur des Français? L'opinion publique étonnée flottait incertaine; les troupes royales étaient ébranlées; toutefois le gouvernement donna le lendemain * une autre proclamation en sens contraire, signée, sur l'ordre du roi, par le premier ministre Damiani Priocca : c'était une protestation anticipée et authentique contre le dol et les impostures du gouvernement français. Voici cette pièce que les agens du directoire et le directoire lui-même parvinrent à soustraire à la connaissance d'une grande partie de l'Europe :

* 7 décembre.

NOTIFICATION.

« Depuis qu'on a fait connaître au public, par « le manifeste publié hier de la part de Sa Ma- « jesté, la déclaration du général français com- « mandant la citadelle de Turin et les intentions « toujours pacifiques et amicales du roi envers « la nation française, Sa Majesté a appris que di- « vers corps de troupes républicaines se sont em- « parés de Novarre, d'Alexandrie et de Suze, en « déclarant prisonnières de guerre les troupes « royales qui s'y trouvaient en garnison.

« Cet événement ne peut être attribué qu'à « l'effet des insinuations calomnieuses que les « ennemis de Sa Majesté ont répandues parmi « les Français, pour leur faire concevoir une « vaine terreur, en leur inspirant de la défiance « sur la fidélité du roi dans les traités publics, et « leur faire croire que Sa Majesté entrait dans des « projets contraires aux intérêts de leur républi- « que; cependant Sa Majesté a constamment « donné à la république française les preuves les « plus convaincantes et les plus notoires de sa « scrupuleuse fidélité à observer les traités con- « clus avec elle.

« Guidée constamment par l'esprit d'huma- « nité envers ses fidèles sujets, elle a tout sacri-

« fié pour éloigner d'eux de plus grands maux ;
« elle a accédé enfin à toutes les demandes de la
« république française, soit en contributions,
« soit en habillemens, soit enfin en munitions
« pour l'armée d'Italie, quoique toutes ces
« contributions et réquisitions surpassassent de
« beaucoup les obligations contractées par le roi,
« qu'elles fussent très onéreuses et épuisassent
« presque entièrement le trésor royal. Enfin, Sa
« Majesté, espérant assurer la tranquillité de l'É-
« tat, consentit encore à remettre entre les mains
« des Français la citadelle de Turin. Pressée de
« fournir à l'armée française le contingent de
« troupes convenu par le traité d'alliance, elle
« donna le jour même les ordres nécessaires
« pour les réunir. Dans le même moment le roi
« expédia à Paris un chargé d'affaires, muni de
« pouvoirs nécessaires pour traiter avec le gou-
« vernement français de plusieurs demandes aux-
« quelles il était impossible de souscrire, entre
« autres de la *remise des arsenaux*. On ne pouvait
« absolument accéder à de pareilles prétentions,
« ainsi qu'à plusieurs autres relatives à des objets
« d'intérêt commun, dans lesquels Sa Majesté,
« sans manquer toutefois au traité d'alliance,
« avait à soutenir ses intérêts particuliers.

« Pendant qu'on attendait le résultat des dé-

« marches que le roi venait de faire, le comman-
« dant de la garnison française établie dans la
« citadelle de Turin fit occuper par des voies de
« violence les villes de Novarre, d'Alexandrie, de
« Chivasso et de Suze. Sa Majesté, vivement tou-
« chée par des événemens aussi imprévus, mais
« cherchant toujours à prévenir des maux plus
« funestes encore, n'a pas négligé de tenter tous
« les moyens de conciliation avec l'ambassadeur
« français, soit par l'organe de ses ministres, soit
« par les bons offices d'une cour amie; et enfin,
« elle a envoyé vers le général en chef pour ar-
« rêter le cours des nouvelles calamités dont l'État
« se trouve menacé.

« Sa Majesté, forte de sa bonne conscience, de
« l'amour qu'elle a toujours voué à ses sujets, et
« convaincue qu'elle n'a manqué à aucun des de-
« voirs sacrés de la fidélité envers les Français ses
« alliés, a voulu faire connaître authentiquement
« par la présente notification sa conduite loyale
« et la protestation qu'elle fait de n'avoir donné
« aucun motif aux malheureux événemens qui
« viennent d'avoir lieu et qui affligent ses bien-
« aimés sujets, à la fidélité et à l'amour desquels
« elle s'empressera de répondre constamment par
« son attachement et sa tendresse paternelle. »

Cette déclaration eût suffi pour provoquer une

résistance universelle; aussi Grouchy et l'adjudant général Clausel forcèrent-ils le roi à la supprimer, menaçant de bombarder et d'incendier Turin au premier refus, et déclarant au roi qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour qu'il adoptât le seul parti propre à garantir sa personne et sa famille.

« Le moment était venu, dit Grouchy dans son « rapport secret, de faire jouer à la fois tous les « ressorts que j'avais préparés; je les mis en « mouvement, et bientôt un envoyé du roi ar- « riva. C'était un homme à gagner; il le fut. « D'autres personnes le furent également; mais « la grande difficulté était que les propositions « émanassent du roi, qu'il devinât ce qu'on vou- « lait, que sa volonté seule le lui fît faire, et que « rien d'écrit ne vînt de moi, afin que, dans tous « les cas, je ne pusse être désavoué. Cette con- « duite était d'autant plus nécessaire que la guerre « n'était pas déclarée au roi de Sardaigne, qu'on « ignorait le parti que prendraient le directoire « et le corps législatif, et qu'il fallait agir de telle « manière que l'abdication du roi, paraissant vo- « lontaire, ne pût pas ramener l'Europe contre la « république et faire rompre le congrès de Ras- « tadt. Je me bornai donc à redoubler l'effroi de « l'envoyé et je le fis sortir de la citadelle. Une

« demi-heure après on me le dépêcha de nouveau; « je le renvoyai encore, en raison de la demande « qu'il me fit de mettre par écrit les conditions « que j'exigeais; toutefois j'insinuai ce qu'elles « pourraient être, mais je défendis au député de « revenir, ajoutant que c'était au roi à sortir de la « position où il s'était mis, que la république « ne lui demandait rien, que son seul intérêt de- « vait l'éclairer, que quant à moi je serais cer- « tainement blâmé de celui que je pourrais lui « porter.

« Cependant mes autres agens cachés agissaient « de tous côtés; diverses lettres avaient été re- « mises, les membres de la famille royale et d'au- « tres familles puissantes avaient parlé. L'envoyé « me revint porteur, cette fois, d'ouvertures par « écrit; je les rejetai bien loin, elles ne remplis- « saient point entièrement mes vues; puis, j'an- « nonçai l'arrivée des colonnes (dont cependant « je n'avais aucune nouvelle), je donnai connais- « sance de la proclamation du général en chef du « 5 décembre, en déclarant que le moment de « la vengeance était venu, qu'il n'était aucune « ressource pour le roi, que tous les moyens d'é- « vasion lui étaient interdits, que Turin était « cerné de toutes parts, qu'enfin il était à peu près « impossible que j'entendisse à rien maintenant.

« Un quart-d'heure après l'envoyé reparut. Le « conseil du roi et toute sa famille étaient en per- « manence depuis le matin; les individus puis- « sans qui m'y servaient l'avaient emporté. Les « propositions qu'on m'envoyait touchaient le « but; on m'expédiait seulement un officier pour « traiter. Je chargeai l'adjudant général Clausel « de terminer cette importante négociation; je lui « donnai ordre d'exiger avant tout, et comme « préalable indispensable, que toutes les troupes « qui avaient été introduites dans la ville depuis « un mois en sortissent à l'instant et que la garnison « fût réduite *au minimum* de ce qu'elle est dans « les temps de paix la plus profonde.

« En présence de Clausel le roi signa l'ordre et « le fit porter aux divers corps. Huit bataillons, « dont plusieurs arrivaient à marche forcée, sor- « tirent de la ville et retournèrent aux points d'où « ils avaient été tirés pour venir défendre Turin.

« Après huit heures de continuelles allées et « venues du palais à la citadelle et après de vifs « débats, Clausel amena enfin le roi à signer tous « les articles que je voulais.....»

Prisonnier des Français dans sa capitale et dans son palais, Charles-Emmanuel détrôné n'avait plus que le choix de ratifier sa déchéance, ou de se voir enlevé de force de la demeure de ses pères

pour être livré au ressentiment des révolutionnaires de son pays, ou enseveli, lui et sa famille, dans le premier cachot que le gouvernement français eût désigné. Aucune évasion n'était exécutable.

La dérision et la nullité de toute abdication exigée d'un souverain descendu à une condition pareille n'arrêtèrent ni Grouchy ni Clausel qui, du reste, n'étaient que les exécuteurs des instructions du général en chef. Sans attacher aucune importance réelle au consentement forcé du roi, ils considérèrent néanmoins cette cession de sa couronne comme un moyen d'obéissance à obtenir des Piémontais, et comme le texte d'une jonglerie politique à faire valoir en temps et lieu, pour démontrer la libre et volontaire abdication de Charles-Emmanuel.

C'est sur une copie authentique que nous rectifions les traductions infidèles et controuvées, connues jusqu'ici, de cet acte inoui. En voici le texte sans aucune altération :

« Article 1^er^. Sa Majesté déclare renoncer à « l'exercice de tout pouvoir, et avant tout elle or- « donne à tous ses sujets, quels qu'ils puissent « être, d'obéir au gouvernement provisoire qui « va être établi par le général français.

« Art. 2. Sa Majesté ordonne à l'armée piémon-

« taise de se regarder comme partie intégrante de « l'armée française en Italie, et d'obéir au général « en chef comme à elle-même.

« Art. 3. Sa Majesté désavoue hautement la « proclamation répandue par son ministre, et or- « donne à M. le chevalier Damiani (M. de Priocca) « de se rendre à la citadelle de Turin, comme ga- « rant de sa foi et de sa ferme intention qu'aucun « recours quelconque ne puisse être porté contre « le présent acte, émané de sa propre volonté.

« Art. 4. Sa Majesté ordonne au gouverneur de « la ville de Turin de recevoir et de faire exé- « cuter tous les ordres que le général français « commandant la citadelle jugera à propos de lui « donner pour le maintien de la tranquillité pu- « blique.

« Art. 5. Il ne sera rien changé à tout ce qui a « rapport au culte catholique, et à la sûreté des « individus et des propriétés.

« Les Piémontais qui voudront transporter « leur domicile ailleurs auront la faculté de sortir « avec leurs effets mobiliers dûment constatés, « de vendre et liquider leurs biens et créances « pour en exporter le prix.

« Les Piémontais absens pourront librement « revenir en Piémont et y jouir des mêmes droits « dont jouiront leurs concitoyens.

« Les Piémontais ne pourront sous aucun pré-
« texte être accusés ni recherchés pour propos,
« écrits ou faits politiques antérieurs au présent
« acte.

« Art. 6. Le roi et toute la famille royale pour-
« ront se rendre en Sardaigne, passant par Parme.

« En attendant, il ne sera rien changé aux
« dispositions qui regardent la sûreté de sa per-
« sonne.

« Jusqu'à son départ ses palais et ses mai-
« sons de campagne ne seront point occupés par
« les troupes françaises; rien ne sera distrait
« de ce qui y existe, et la garde continuera à en
« être confiée à ceux qui y sont maintenant em-
« ployés.

« Art. 7. Les passeports et les ordres néces-
« saires seront donnés pour que Sa Majesté et
« toute sa famille arrivent sûrement au lieu où
« elle se retire.

« Elle sera accompagnée par des détachemens
« d'égale force de ses gardes et des troupes fran-
« çaises.

« Art. 8. Dans le cas où le prince de Carignan
« resterait en Piémont, il y jouirait de ses biens,
« maisons et autres propriétés; il pourra toujours
« en sortir, ainsi qu'il est réservé par l'art. 5
« pour les habitans du Piémont.

« Art. 9. L'état des caisses publiques et l'in-« ventaire des archives seront remis sur-le-champ, « et les scellés apposés sur les caisses.

« Art. 10. Les vaisseaux des puissances qui sont « ou seront en guerre avec la république fran-« çaise ne pourront jamais être reçus dans les « ports de l'île de Sardaigne. »

Cet acte fait et arrêté à Turin le 9 décembre 1798, par l'adjudant général Clausel et par le grand-écuyer Raymond de Saint-Germain, reçut la sanction du roi en ces termes : *Consenti et arrêté par moi, C. Emmanuel.*

« Ainsi que je l'avais exigé, ajoute Grouchy « dans son rapport secret, il fut également con-« senti par le duc d'Aoste, connu par sa haine « pour nous et capable de se mettre à la tête « d'un parti. Le ministre Priocca, que je deman-« dais pour otage et comme garant du désaveu « du roi de la proclamation qu'il avait fait ré-« pandre en son nom, me fut envoyé à la cita-« delle. Je dépêchai alors Clausel vers le général « en chef pour lui porter l'abdication ; il le trouva « à trois milles de Verceil. Les colonnes étaient « à près de douze lieues de Turin quand le roi « de Sardaigne se détermina à abdiquer. *Cet acte « que j'avais dicté* fut agréé à l'instant par le gé-« néral en chef ; il remplissait entièrement ses

« vues. De suite il se rendit à la citadelle, où il « arriva à une heure du matin ; il signa le traité « que l'adjudant général Clausel reporta au châ- « teau pour l'échanger, et aussi pour régler ce « qui était relatif au départ du roi, qui fut dé- « cidé pour neuf heures du soir.

« Pendant que ceci se passait et que Turin « flottait dans l'incertitude, je sortis de la cita- « delle à la tête d'une colonne de grenadiers et « de chasseurs à cheval, à l'effet de m'emparer « de l'arsenal. J'ordonnai aux troupes piémon- « taises, comme j'eusse ordonné à des soldats « français, d'évacuer à l'instant tous les postes et « de rentrer dans leurs quartiers... Les troupes « étaient ébranlées; mon assurance les déter- « mina. Je m'emparai aussitôt de l'arsenal et je le « mis en état de défense. Peu de temps après « j'occupai de la même manière la porte suzine ; « de là je me rendis, en traversant toute la ville « et suivi d'une foule immense, à la porte du Pô, « confiée aux volontaires de Turin, espèce de « garde monarchique. J'annonçai, au nom du « général en chef, que je confiais cette porte de « la ville aux braves volontaires de Turin, qu'ils « seraient aussi chargés du maintien de la tran- « quillité dans l'intérieur, que je comptais sur « leur attachement pour les Français, qui n'é-

« taient pas faits pour être leurs ennemis. Cette « marque de confiance produisit le plus heureux « effet; elle circula de bouche en bouche, gagna « les volontaires, et ce fut au milieu des cris de « *vivent les Français! vive la liberté!* que je re- « tournai à la citadelle rendre compte au géné- « ral en chef de l'état des choses...

« Cependant il importait que les troupes fus- « sent confirmées dans les heureuses disposi- « tions préparées par le général en chef; diverses « mesures furent prises à cet effet; la plus déci- « sive fut celle de faire ordonner par le roi « lui-même, aux divers corps qui étaient à Tu- « rin, de prendre la cocarde tricolore et de prê- « ter le serment de fidélité à la république fran- « çaise. Je le déterminai, avant son départ, à « envoyer vers eux, à cet effet, les officiers de « la couronne qui l'entouraient; ils s'acquittèrent « loyalement de cette mission... »

C'est ainsi que Joubert s'empara inopinément, par une véritable surprise, et contre la foi des traités, de Turin et des principales villes du Piémont, et qu'il expulsa militairement de ses états Charles-Emmanuel et sa famille. Le départ de ce monarque, effectué la nuit même (11 décembre 1778) aux flambeaux, au milieu des groupes de ses sujets désolés et fondant en larmes, offrit la

triste image des funérailles de la monarchie piémontaise. Au mépris de la capitulation, son escorte française le promena d'abord de contrée en contrée, de Parme à Modène, de Modène en Toscane. Nonobstant l'article 5 de cette même convention, qui laissait à tout Piémontais la liberté de s'expatrier, le Bailli de Saint-Germain, ami personnel et intime du roi, le comte de Saint-André, l'un de ses plus héroïques serviteurs, lui furent enlevés, arrêtés à Parme et enfermés à Pizzighitone. Le comte Saint-Marsan et le comte Alfiéri eurent le même sort. Enfin le roi s'embarqua avec sa famille pour la Sardaigne, et à son arrivée devant Cagliari il protesta solennellement contre les violences du gouvernement français et de ses généraux.

A la suite de l'acte d'abdication du roi Charles-Emmanuel, le général en chef Joubert, par son arrêté du même jour, créa le gouvernement provisoire, composé de vingt-cinq membres pris dans l'élite des révolutionnaires et républicains piémontais. En voici la nomenclature : Saint-Martin, de la Motta, Favrat, Fasella, Bertolotti, Bossi, Colla, Fara, Bon, Galli, Braida, Cavalli, Baudisson, Rocci, Sartonis, Balbis, Chiabrera, Capriata, Botta, Simian, Avogadro, Brunic, Bellini, Cerise et Geymet. Ce gouvernement, qui réunis-

sait le pouvoir législatif et exécutif, se divisa en cinq comités, savoir : de sûreté publique, de finances, de l'intérieur, des relations extérieures et de la guerre, et de la justice.

Mais ce n'était là qu'une commission de la puissance française en Italie. Une municipalité, dont les magistrats les plus éminens furent un sellier et un cordonnier, administra Turin sous les ordres du général Grouchy qui, tenant le sceptre du pouvoir militaire en Piémont, proclama la peine de mort contre quiconque garderait chez lui *un fusil ou de la poudre à tirer*. « Les « nobles et les riches qui auront, dit-il, excité le « peuple à la révolte seront arrêtés, transférés en « France, et la moitié de leurs biens sera con- « fisquée. »

Le directoire reçut presque en même temps les deux nouvelles si importantes de l'agression des Napolitains et du détrônement du roi de Sardaigne ; il en fut déconcerté ; car par-là s'écroulait tout son échafaudage de négociations mystérieuses avec l'Autriche. Naples faisait revivre la guerre continentale ; il fallait la soutenir. Quant à la révolution piémontaise opérée par le général en chef de l'armée d'Italie, le directoire y vit de prime abord une sorte de compensation à l'échec de Rome, d'autant plus que Joubert et

l'ambassadeur d'Eymar, que Grouchy avait circonvenu, lui présentèrent l'événement comme un coup d'état indispensable pour le soutien des armes de la puissance française dans la Haute-Italie. Dans sa dépêche au directoire*, Joubert prétendit que le roi de Sardaigne, ou du moins ses ministres, s'entendaient avec la nouvelle coalition qui se formait et qu'ils n'attendaient que le moment favorable pour exécuter leurs desseins sinistres quand il les avait prévenus; que le plan était formé de manière que les Autrichiens seraient tombés dans le même temps sur les Français, du côté de l'Adige, les Napolitains du côté de la Romagne, et les Piémontais sur les derrières de l'armée républicaine. Il ajouta que ce plan avait été découvert par une correspondance des ministres sardes avec le prince de Starhemberg, ministre de l'empereur, correspondance qui aurait été communiquée secrètement par un premier commis suborné à l'ambassadeur français à Turin; c'était une véritable déception.

Dupe d'abord de cette grande intrigue qui s'étayait d'apparences spécieuses, le directoire demanda au corps législatif une déclaration de

* Dépêche confidentielle du 11 décembre 1798.

guerre officielle contre le roi de Naples et le roi de Sardaigne, sans aucune intention néanmoins de renverser à la fois deux couronnes, car l'Autriche n'ayant pas bougé jusqu'alors, il restait encore quelque espoir d'arrangement, facilité même par l'entière occupation du Piémont.

Le corps législatif reçut avec joie et décréta sans examen cette double déclaration de guerre ; pas une explication ne fut demandée, aucune objection faite, nul débat. On eût dit que les deux conseils formaient tout au plus une chambre consultative du pouvoir exécutif, et qu'on ne requérait leur adhésion que par pure formalité. C'est ainsi que l'année précédente avait été jugée la république de Venise, et qu'en deux heures on avait résolu, sans contradiction d'une seule voix, d'anéantir cette ancienne alliée de la France.

Aussitôt l'affaire expédiée dans les conseils, il émana du directoire un double manifeste * dont la dérision et l'audace au sujet du roi de Sardaigne excitèrent l'étonnement de toute l'Europe.

Quant aux griefs élevés contre la cour de Naples, le directoire les faisait remonter à l'épo-

* Du 14 décembre 1798.

que même du traité de Paris, signé le 10 octobre 1797. Après avoir récapitulé tous les torts de cette cour : « Et cependant, ajoutait le manifeste, le directoire exécutif a retardé aussi « long-temps qu'il a pu le moment où il devait « *exercer* la vengeance de la nation. Fidèle à son « désir de conserver la paix, même avec Naples, « il voulait encore espérer la possibilité de son « repentir. Cette honorable illusion a pourtant « été dissipée par le gouvernement napolitain, « qui a mis le comble à la longue suite de ses « parjures. Il a osé attaquer soudainement l'armée française et accompagner cette agression « des mesures les plus insolentes. L'énergie républicaine long-temps comprimée va maintenant éclater avec la force du tonnerre ; et cette « cour trop long-temps épargnée, qui a osé se rendre coupable de rompre les lois de la paix sans « avoir le courage de déclarer la guerre, recevra « enfin la récompense de sa déloyauté... »

Le gouvernement français ne savait pas alors que le lendemain même l'armée de Championnet rentrait dans Rome, et qu'étant parvenue sans obstacles jusque sous les murs de Capoue, elle s'y trouverait à la fin du mois dans une détresse telle que son entière destruction paraîtrait inévitable.

1799.

Position désespérée de Championnet. — Capitulation inespérée. — Proclamation du général français aux Napolitains. — Promesse d'une république. — Relation avec les révolutionnaires. — Pillage du château de Caserte. — Proclamation de Pignatelli. — Arcambal envoyé à Naples. — Émeute. — Mack se réfugie au quartier général français. — Les lazzaroni. — Rapport d'un agent toscan. — Moliterno chef du peuple. — Il va trouver Championnet. — Pignatelli s'enfuit à Palerme. — Anarchie dans Naples. — Marche des lazzaroni sur Capoue. — Attaque de Naples le 21 janvier. — Sa prise le 23. — Les Français reçus comme des libérateurs. — *Te Deum.* — Saint Janvier. — Gouvernement provisoire. — Fuite de Rocca-Romana. — Moliterno ambassadeur en France. — Ses instructions. — Rapport secret. — Retraite de Macdonald. — Massacre de l'Isola.

Nous avons laissé, avec tout au plus huit à dix mille hommes manquant de tout, le général Championnet séparé de ses plus puissans alliés, les révolutionnaires de Naples, par un fleuve qu'il n'avait aucun moyen de franchir, une forteresse qu'il était hors d'état d'assiéger, une armée réorganisée trois fois plus forte que la sienne

et couverte par une ligne de défense inattaquable.

Il se trouvait d'ailleurs, comme nous l'avons dit, bloqué jusque dans son quartier général par des paysans armés qui le privaient de tous secours, de vivres même ; il fallait, dans une situation aussi désespérée, qu'avant trois jours il se décidât, soit à mettre bas les armes, soit, en abandonnant à leur cruelle destinée ses divisions de gauche dont il n'avait aucune nouvelle, à tenter une périlleuse retraite d'environ quarante lieues et à travers des populations généralement insurgées, que ce mouvement rétrograde eût rendues plus audacieuses encore, et qui auraient été favorisées dans leurs agressions continuelles par mille obstacles naturels et artificiels, comme par les rigueurs de la saison.

C'est alors qu'on lui annonça le retour des plénipotentiaires que son absurde entêtement lui avait fait repousser, et dont il eût accepté des conditions infiniment moins favorables que celles précédemment rejetées par les conseils de Bonami et de Bassal.

Cette erreur diplomatique des hommes à qui la défense du royaume de Naples était confiée fut sans doute le résultat de la fausse position dans laquelle avaient été placés ces chefs civil et militaire. Ils jugeaient tous deux ce qu'elle avait

de périlleux et se l'exagéraient peut-être : Mack surtout ; et il écrivit à Pignatelli * : « Quoique le « général français ait été repoussé dans les deux « attaques qu'il a dirigées sur Capoue, je juge ce- « pendant que les dispositions des esprits à Naples, « et la méfiance dont je suis moi-même l'objet « dans l'armée, ne me permettent plus de servir « utilement la cause du roi et qu'il faut se hâter « de conclure l'armistice. Je crois d'ailleurs ce « moment favorable pour l'obtenir et je prends « sur moi d'envoyer de nouveau les deux négo- « ciateurs. »

En effet tout avait contribué à ruiner les affaires de Ferdinand IV ; ce prince lui-même jeta sur la conduite du général Mack cette extrême défaveur dont les révolutionnaires surent si habilement profiter pour le perdre dans l'esprit du peuple ; ce fut lui qui autorisa l'armement de la populace, que dans une ville de cinq cent mille ames on ne saurait diriger à son gré, et dont les factieux, en irritant les aveugles passions, parvinrent à faire, sans qu'elle s'en doutât, le terrible instrument de leurs projets. Puis Mack était Allemand et les Napolitains les exècrent ; Pignatelli de son côté n'avait pas une tête assez forte pour

* Lettre confidentielle du 9 janvier 1799.

résister victorieusement à des hommes audacieux, unis et persévérans dans leurs vues. Les deux chefs de l'état ne pouvaient donc le sauver d'une ruine prochaine!

Le prince de Migliano et le duc de Gesso demandèrent une nouvelle audience au général en chef francais, qui se rendit aussitôt aux avant-postes pour les recevoir, tandis que son quartier général, assiégé par les insurgés, ne résistait à leurs attaques que grace à l'armement des employés de l'armée qui ne les repoussèrent qu'avec peine.

Cette démarche de Mack et des plénipotentiaires était un événement aussi heureux qu'inespéré. Par un nouveau bienfait de la fortune, au moment où les négociateurs résistaient encore à livrer Capoue et ne semblaient consentir qu'à un armistice, à l'effet de traiter d'une paix mutuelle, un aide-de-camp dépêché par le général Duhesme arrive et annonce que sa division, que l'on croyait perdue, n'est qu'à deux journées de Téano. Championnet, excité par Macdonald, déclare alors aux plénipotentiaires napolitains qu'ayant reçu un puissant renfort, il va renouveler l'attaque et que tout sera passé au fil de l'épée.

A cette menace, les négociateurs tremblans

acceptent les propositions qui leur sont faites, quand eux-mêmes ils étaient dans une situation propre à n'en faire ni n'en accorder aucune; et la convention suivante a lieu entre les deux parties contractantes. Nous la citons en entier comme une des plus stupides qui aient jamais été conclues :

« Article 1^er^. La ville de Capoue, telle qu'elle « se trouve, avec ses magasins de tous genres, « sera remise demain 11 janvier à dix heures « du matin à l'armée française. Il est bien en- « tendu que l'artillerie et les munitions de guerre, « qui auraient pu en être tirées pour le camp « retranché, lui seront restituées. Un officier « d'état-major et le commissaire des guer- « res français entreront ce soir dans la place « pour vérifier l'état des magasins et des mu- « nitions et les recevoir.

« Art. 2. L'armée française, appuyant sa « droite à la Méditerranée, occupera la rive « droite de l'embouchure des lacs napolitains, « Acerra et la chaussée de Naples qui passe « par Acerra, Acinzo et Benevente; elle tien- « dra garnison dans toutes les villes et villages « de ce pays.

« Art. 3. La ligne de démarcation se con- « tinuera depuis Benevente jusqu'aux bouches

« de l'Afanto, prenant la rive gauche de cette « rivière et la rive droite du Lombardo.

« Art. 4. Les troupes napolitaines qui pour- « raient se trouver encore sur le territoire de « la république romaine l'évacueraient aussitôt.

« Art. 5. Les ports des Deux-Siciles seront « déclarés neutres; ceux du royaume de Na- « ples aussitôt après la signature du présent « acte, et ceux de la Sicile aussitôt que le « roi de Naples aura envoyé son ambassadeur « à Paris pour traiter de la paix. En consé- « quence, il ne sortira des ports des deux « royaumes aucun vaisseau de guerre Napoli- « tain, de même qu'il n'y sera reçu aucun « vaisseau des puissances en guerre avec la « république française; et tous les vaisseaux « de ces puissances qui s'y trouveraient en ce « moment en sortiront aussitôt.

« Art. 6. Pendant tout le temps que durera « l'armistice, il ne sera fait aucun changement « aux autorités administratives sur le territoire « occupé par les Français.

« Art. 7. Aucun individu ne sera inquiété « pour ses opinions politiques.

« Art. 8. Le roi des Deux-Siciles paiera à « la république française dix millions de li- « vres tournois, dont cinq le 26 nivôse, pré-

« sent mois, correspondant au 15 janvier 1799, « et les cinq autres au 6 pluviôse, correspon- « dant au 25 janvier même année. Ces paiemens « se feront à Capoue, et le ducat sera reçu à « raison de quatre livres de France.

« Art. 9. Les relations ordinaires de com- « merce entre Naples et le territoire occupé « par l'armée française subsisteront comme par « le passé, avec la réserve que l'approvisionne- « ment de cette armée n'en souffrira pas : il est « également convenu que la réciprocité du com- « merce de l'armée française avec le territoire « occupé par les Napolitains aura lieu avec « exemption de tout droit.

« Art. 10. Le présent traité d'armistice sera « soumis à l'acceptation du gouvernement des « deux puissances. Si l'un ou l'autre refuse de « le ratifier, les généraux commandans s'en don- « neront réciproquement avis trois jours avant « de recommencer les hostilités.

« Fait au camp sous Capoue, le 21 nivôse, « an VII de la république française (10 jan- « vier 1799).

« *Signé*, Championnet, le prince de Migliano, le duc de Gesso. »

En vertu de ce lâche et ruineux accord, inexécutable de la part des chefs napolitains, et où les Français se ménageaient des moyens d'arriver à leurs fins, un tiers du royaume était déjà livré à l'armée française, et toute hostilité cessa momentanément sur tous les points, jusqu'au retour du courrier expédié au directoire qui, loin d'applaudir au traité qui sauvait son armée des plus inévitables désastres, blâma le général assez heureux pour l'avoir obtenu. Quant au roi de Naples, on était certain d'avance qu'il ne pourrait ni ne voudrait l'accepter, et voilà sur quoi comptait fermement le général en chef français.

Néanmoins, immédiatement après la signature, un général napolitain se rendit au camp français et remit les clés de Capoue ; de retour dans la ville il annonça la reddition et accorda à tous les soldats de la garnison la faculté de quitter le service ; un grand nombre profita de cette autorisation. Le même jour, le général français Eblé entra dans la place avec un corps de neuf mille hommes, et en prit possession ; ce corps était l'armée tout entière.

Du reste cette convention de Capoue, ayant encore mis plus à découvert la mésintelligence entre Macdonald, qui donna sa démission, et le

général en chef, celui-ci fit passer le commandement de la division du héros de Monterossi et de Calvi sous les ordres du général Dufresse.

Délivré de la terrible position dans laquelle son imprudence l'avait jeté et dont la fortune le tirait comme par miracle, Championnet, profitant de l'armistice qu'il venait de conclure, après avoir porté son quartier général à Caserte, réprima et désarma, autant que possible, les bandes de paysans insurgés qui le menaçaient de toutes parts. Il emporta d'abord Itrie et Fondi leurs principaux postes, et assujétit à ses armes les villes et les villages qui l'en séparaient. Le rassemblement de Traeta fut ensuite dispersé, et enfin on prit d'assaut la position de Castel-Forte; là il y eut un grand carnage, et la division du général Duhesme, combattant avec succès la levée en masse des deux Abruzzes, la dispersa enfin, après un combat sanglant à Isernia. Dès lors atteignant Venafro, il fit sa jonction avec le corps de bataille, au moment où Championnet préparait sourdement une révolution complète dans le royaume de Naples. Ce ne fut que pour la forme qu'en envoyant le général Lemoine à Paris, pour communiquer au directoire la convention de Capoue, il chargea

cet officier général de pressentir les intentions du gouvernement français, à l'égard du roi de Naples et relativement à la forme de gouvernement qu'il conviendrait de donner aux Napolitains; son parti était déjà pris. Dès le 1er janvier il avait, de son quartier général de Monte-Casino, adressé à la nation napolitaine la proclamation suivante :

« Si l'armée française est entrée sur votre ter-« ritoire, c'est parce que le roi de Naples était « entré le premier sur le territoire romain occupé « par les troupes françaises; c'est le roi de Na-« ples qui est le premier et seul auteur de la « guerre dont votre pays est aujourd'hui le théâ-« tre; mais cette guerre même, commencée par « un *tyran*, doit se terminer au profit de la li-« berté. Celui qui se disait votre roi nous a lâ-« chement attaqués, et aujourd'hui, plus lâche « encore, il fuit devant nous et il vous aban-« donne. Mais soyez tranquilles; nous ne som-« mes pas vos ennemis. Les Français *punissent* « *les rois injustes et superbes*, mais ils ne portent « pas leurs armes contre les peuples. Ceux qui « se montreront les amis de la république fran-« çaise éprouveront les effets de sa puissance et « de sa protection. La religion, les personnes et « les propriétés seront respectées. Si quelques

« excès ont été commis, s'il se commettait en-
« core des désordres malheureusement inévita-
« bles à la suite d'une armée, adressez vos plain-
« tes aux généraux français qui me les transmet-
« tront; je punirai les coupables et j'indemniserai,
« sur les biens du roi et des grands seigneurs de
« Naples, tous ceux qui auront essuyé des pertes.
« Envoyez des députations aux commandans des
« colonnes françaises qui passeront dans vos vil-
« les et villages ; fournissez des vivres et des four-
« rages à l'armée, afin que les soldats ne soient
« pas réduits à piller pour avoir leur subsistance.
« Organisez vous-mêmes des corps de députés
« ou magistrats chargés de pourvoir aux besoins
« des troupes françaises, de prévenir les désor-
« dres et de dénoncer ceux qui auraient lieu.
« Faites désarmer les agens perfides qui compro-
« mettaient votre sûreté en voulant s'opposer à
« la marche d'une armée victorieuse, dont les
« victoires mêmes n'ont d'autre objet que de
« vous assurer la liberté, la jouissance de vos
« droits, et de punir vos tyrans. Sous peu de
« jours j'organiserai un gouvernement provi-
« soire populaire, pour maintenir la tranquillité
« et l'exécution des lois dans toute la contrée.
« En attendant, continuez d'obéir aux magistrats
« établis et à ceux que vous leur adjoindrez, et

« ne regardez comme rebelles que ceux qui vous « exciteraient contre les Français. Vous change- « rez de gouvernement pour en avoir un libre et « républicain ; mais vous conserverez votre reli- « gion et les prêtres que nous avons également « conservés dans la république romaine et dans « les autres pays occupés par nous. Et vous, prê- « tres, bornez-vous à la seule mission qui vous « convient, de maintenir l'ordre et le calme, « et d'employer votre influence à garantir vos « concitoyens des malheurs qu'attirerait sur « eux la moindre rébellion. Vous tous enfin, « habitans du territoire napolitain, fiez-vous « à la république française ; elle protégera ses « amis et s'occupera de leur bonheur ; elle « sera implacable et terrible envers ses enne- « mis. . . . . »

Il y a plus; Championnet, pour assurer ses succès et accroître ses forces, avait ordonné, dès son entrée dans le royaume de Naples, que les patriotes napolitains, qui déjà commençaient à affluer à son quartier général, formeraient d'abord des *compagnies libres* et ensuite des légions, près desquelles les officiers qui abandonneraient le service du roi conserveraient leurs grades.

Enfin il avait organisé et attaché à son quartier général un comité de révolution à la tête

duquel se trouvait placé ce même Charles Laubert, patriote napolitain réfugié dont il a déjà été fait mention, et qui exerçait une grande influence sur les mécontens du pays. Toutefois, les ressorts principaux de toute cette machine révolutionnaire étaient dans les mains et sous la direction de l'ex-conventionnel Bassal, secrétaire général du consulat romain, que le directoire exécutif avait fait révoquer, en ordonnant qu'il fût éloigné de Rome, précisément à cause de sa philippique contre le roi de Naples. On s'était contenté, pour avoir l'air de complaire au directoire, de l'envoyer dans les départemens, avec la qualité de commissaire extraordinaire. Ses passions révolutionnaires lui avaient acquis l'entière confiance du général en chef, qui d'ailleurs l'avait connu en France, où, dès l'année 1793, ils avaient concouru à assurer dans les départemens de l'Est le triomphe de Robespierre.

Une correspondance active fut dès lors établie entre les patriotes napolitains et le comité-directeur attaché au quartier général; par là, Championnet était journellement informé de ce qui se passait à Naples, et des émissaires secrets portaient aux mécontens des instructions sur la conduite qu'ils avaient à tenir, et la recommandation expresse

de recruter pour augmenter le nombre des adhérens qui se préparaient à seconder les vues de la France. Cependant le début de Championnet à Caserte ne devait pas inspirer une grande confiance; tout y avait été mis au pillage; l'état-major en donna l'exemple, en s'emparant de la collection de pierres précieuses qui enrichissait le cabinet d'histoire naturelle; une momie même fut brisée à coups de sabre pour y chercher de l'or, et tous imitèrent les entours du général en chef, en dépit des représentations de l'agent des finances Faypoult, que le général et ses affidés ne voyaient qu'avec déplaisir.

Cependant, dans l'état de troubles et de désorganisation où était le royaume de Naples, la convention de Capoue ne pouvait être en réalité qu'un traité dérisoire. Dès que les révolutionnaires de la capitale en eurent connaissance, ils se concertèrent à l'effet de prévenir les suites d'un accommodement qu'ils regardaient comme aussi contraire à leurs vues que nuisible à leurs intérêts, et ils prirent la résolution de soulever le peuple, aux risques d'en être eux-mêmes écrasés. D'abord ils semèrent parmi les lazzaroni les plus graves imputations contre le général Mack, qui était venu conférer à Naples avec le vicaire général; ils l'accusèrent, et aussi Pigna-

telli lui-même, de trahir Ferdinand et le pays. Voilà comment ils excitèrent au plus haut degré la fermentation et préparèrent le peuple à refuser de reconnaître l'armistice. Le moindre incident pouvait amener un soulèvement général, et l'occasion s'en présenta bientôt. Nous allons entrer dans le détail des faits.

Par un *ordre du jour* daté de Caserte le 14 janvier*, le général en chef Championnet s'exprima ainsi : « Malgré la conclusion de l'armistice, il faut continuer à se tenir sur ses « gardes. Les généraux commandans tiendront « toujours leurs troupes prêtes ; les chefs seront « personnellement responsables. Le commissaire « ordonnateur en chef prendra des mesures pour « approvisionner Capoue pour trois mois, et le « général Eblé augmentera, s'il est nécessaire, les « ouvrages qui défendent la ville du côté de Na- « ples. En concluant la suspension d'armes, le « général en chef a pensé à ses frères d'armes. Le « roi de Naples doit verser dix millions dans la « caisse du payeur, et par ce moyen la solde sera « mise au courant et l'arriéré sera payé. L'or- « donnateur en chef part aujourd'hui pour Na- « ples, où il achètera tous les objets nécessaires « à l'habillement des troupes. »

* 1799.

De son côté le vicaire général Pignatelli publia une proclamation qui enjoignait aux habitans de Naples de respecter les Français qui viendraient dans cette capitale. Dans la soirée même du 14, l'ordonnateur en chef Arcambal y arriva escorté par six dragons ; il venait recevoir les cinq millions stipulés par l'armistice comme premier terme du paiement. A la vue du commissaire français les lazzaroni s'attroupent et éclatent en injures, excités par les révolutionnaires qui sèment adroitement le bruit que le commissaire français vient prendre possession de Naples, que décidément le roi est trahi et qu'il faut songer à le venger. C'est ainsi qu'est préparé le soulèvement général du peuple. Bientôt un immense attroupement se forme et parcourt les rues en criant : *Mort aux Français !* puis va droit à la vicairerie, croyant y trouver le commissaire Arcambal, qu'il veut massacrer. Un autre rassemblement court à la salle de spectacle, où l'on assure que le commissaire vient de se rendre, et le peuple veut incendier la salle. Averti à temps et protégé par Pignatelli, Arcambal quitte Naples précipitamment, regagne par des détours le chemin de Capoue et rentre enfin sain et sauf à Caserte ; mais le feu de la sédition est allumé dans Naples, et Naples va éprouver le même

sort que la Suisse, où la défiance et la jalousie, excitées et répandues contre les gouvernans et les généraux comme s'ils voulaient livrer la patrie aux Français au moment de leur entrée dans le pays, achevèrent d'effectuer cette même révolution que la foule égarée s'imaginait éloigner ou prévenir par ses fureurs. Ici la catastrophe se présente sous un aspect plus imposant encore et plus terrible.

En vain le général Mack s'est décidé à une démarche extraordinaire et inattendue ; en vain il s'est démis, dès le 12 janvier, de sa charge de général napolitain. Les lazzaroni, considérant Mack et ses officiers comme des traîtres corrompus par les Français, forment un rassemblement redoutable dans l'intention d'immoler, non-seulement le général autrichien, mais le prince Pignatelli même, qui plus tard a peine à leur échapper en se sauvant en Sicile. Mack de son côté n'a plus d'autre ressource que dans la générosité du général Championnet. Dès le 15 janvier il lui fait demander un asile, et, l'émeute devenant menaçante, il arrive au quartier général de Caserte le lendemain même du jour où il y avait envoyé son aide-de-camp. Championnet, ne pouvant le considérer comme prisonnier de guerre, lui donne passeport et escorte pour Milan, d'où

il pourra se rendre à Vienne. Les lazzaroni, furieux de voir échapper leurs victimes, attaquent les avant-postes français ; on les charge et on les rejette sur la ligne de démarcation. Cette agression des lazzaroni et le non-acquittement des premiers cinq millions stipulés rompaient nécessairement l'armistice. Au fond de l'ame, Championnet ne fut pas fâché de voir la convention de Capoue ainsi rompue, et il fit ses dispositions pour attaquer Naples. Se mettant de suite en mouvement, il porte son quartier général à Averse, place hors de la ligne tracée par la convention du 10 janvier, et, par les conseils du régicide Bassal, il attend le 21 de ce mois pour commencer ses opérations offensives, croyant que l'anniversaire de l'assassinat d'un roi portera bonheur à ses armes.

Cependant les lazzaroni se sont levés en masse dans la ville de Naples, tous résolus à désarmer les soldats dont ils se défient, à s'emparer des châteaux et à repousser eux-mêmes les Français ; déjà leur nombre est incalculable. Vainement le cardinal-archevêque de Naples, Capocezurlo, paraît au milieu d'eux avec son clergé pour les faire rentrer dans l'ordre ; les cris répétés de : *Vive la sainte foi ! Vive saint Janvier ! Mort aux Jacobins !* interrompent son allocution. Le car-

rosse du cardinal-archevêque est entouré de plus de trente mille hommes armés de couteaux, de broches et de bâtons, qui l'accompagnent en poussant des hurlemens de joie. Toutes les troupes royales qu'ils trouvent sur leur route ils les désarment en criant qu'ils *ne veulent pas d'armistice*, et ils jurent qu'ils défendront la capitale et leur roi jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Puis s'étant portés à l'arsenal, ils en tirent toutes sortes d'armes, courent attaquer le Château-Neuf qui, après une courte résistance, leur ouvre ses portes. Là, ils trouvent encore des armes et y laissent un chef pris dans leurs rangs. Ils passent ensuite à l'attaque des châteaux de l'Œuf, des Carmes, de Saint-Elme, et s'en emparent. Voilà les lazzaroni maîtres en un seul jour de la ville entière. Ils choisissent les premières victimes de leur puissance dans les rangs de ces mêmes révolutionnaires qui viennent de les soulever, et que cette populace, demi-nue, proscrit sous le nom de *Jacobins*. Plusieurs patriotes, signalés comme tels, sont massacrés, et quelques maisons sont pillées.

Alors les plus courageux parmi les patriotes prennent le costume des *lazzaroni*, et, se mêlant parmi eux, leur conseillent adroitement d'ouvrir toutes les prisons pour accroître leurs forces de

tant de braves plébéiens qui languissent dans les cachots, victimes de la tyrannie ministérielle. Cet avis court aussitôt de bouche en bouche, et en un clin d'œil les prisons sont ouvertes. Mais en même temps qu'on délivre les prisonniers d'état, la liberté est rendue à plus de six mille scélérats, avides de sang et de pillage, qui sillonnent la ville et établissent des postes dans divers quartiers. Pour compléter l'anarchie, les galériens rompent leurs chaînes et s'arment également. Mais le but des patriotes est rempli ; la noblesse, la riche bourgeoisie, le commerce, s'effraient du pillage et grossissent par leur mécontentement le parti qui désire et appelle les Français.

On jugera encore mieux le caractère de cette révolution en prenant connaissance des deux rapports suivans, adressés par des agens secrets au marquis de Manfredini, ministre du grand-duc de Toscane, qui avait tant d'intérêt à être exactement informé de ce qui se passait alors à Naples; l'un, daté du 16 janvier, était conçu en ces termes :

« Naples est plongée dans toutes les horreurs « qu'une guerre étrangère, réunie aux discor- « des civiles et à l'anarchie la plus complète, peu- « vent verser sur tout un peuple. C'est la haine

« et une aversion décidée contre l'ennemi du de-
« hors qui en a été la cause naturelle, bien que
« cette haine n'ait été qu'instrumentale entre les
« mains de ceux qui s'en sont servis pour un but
« bien opposé aux inclinations des Napolitains;
« en un mot les patriotes ont été les premiers ar-
« tisans de cette révolution. Elle a éclaté lundi
« 14 janvier au soir, aussitôt que le peuple fut
« instruit du parti qu'avait pris le prince Pigna-
« telli d'envoyer des députés au général français
« Championnet, ainsi que de l'armistice signé
« par eux le 10 janvier et en vertu duquel Ca-
« poue, qui s'était défendue jusqu'alors, avait été
« remise entre les mains des Français. Le peu-
« ple, qui était déjà dans une grande fermenta-
« tion, se leva en masse, courut aux armes et
« fut joint par les paysans et autres habitans de
« la campagne autour de la capitale. Cette foule
« innombrable, sans ordre ni direction, prit
« sur elle de défendre Naples et toute la con-
« trée environnante; tous jurèrent de repousser
« les Français ou de périr tous. Sous cet enga-
« gement et avec le projet de se maintenir jus-
« qu'à l'extrémité, ils se sont emparés des pos-
« tes fortifiés et des ouvrages. Comme plusieurs
« des militaires et généraux leur sont suspects,
« ils les menacent de tous les effets de la fureur

« populaire, et la plupart de ces personnes pu-
« bliques s'y sont soustraites par la fuite ou en
« se cachant. Quelques-unes sont arrêtées. Tous
« les départemens, colléges, tribunaux, la ban-
« que, la poste, les maisons de commerce sont
« hors d'activité ; les magasins et boutiques sont
« fermées. Les corps militaires ont été dissous,
« chassés, désarmés, et les soldats renvoyés chez
« eux. C'est hier matin qu'a eu lieu ce désar-
« mement et que toutes les troupes royales ont
« eu leur congé. Que peut-on dire d'un pays ou
« la populace est courageuse et les soldats pol-
« trons, sinon que les plus hautes classes, parmi
« lesquelles on choisit les officiers, n'ont plus
« ni fidélité ni courage.

« De même que les lazzaroni, les habitans de
« la campagne prennent les armes et se lèvent de
« proche en proche; cependant au milieu de ce
« désordre vraiment anarchique, il a été peu at-
« tenté aux propriétés ; les biens et la vie des in-
« dividus ont été généralement respectés. Mais
« sur une mer aussi orageuse, on peut faire nau-
« frage à chaque instant, et l'on ne saurait comp-
« ter sur sa sûreté individuelle du jour au lende-
« main. »

Le second rapport confirma ces faits et y ajouta quelques particularités nouvelles. « Naples, li-

« vrée aux fureurs des deux partis, se trouve dans « la situation la plus déplorable. La révolte éclata « le 15 janvier, aussitôt que la conclusion de l'ar- « mistice fut connue ; on se servit de ce prétexte « pour persuader au peuple qu'il était trahi et « que ses gouvernans étaient d'accord avec l'en- « nemi. Aussitôt la foule courut aux armes, les « lazzaroni et tout ce qu'on put rassembler « d'hommes de la condition la plus vile se réuni- « rent au nombre de plus de trente mille ; ils « allèrent s'emparer de l'arsenal. Pourvue ainsi « de fusils et même de quelques pièces d'artille- » rie, cette multitude sans chef, sans ordre « sans plan de conduite, sans dessein fixe, tourna « sa fureur d'abord contre quelques victimes qu'on « tenait pour partisans du système français ; en- « suite (et c'était sans doute le vrai but des au- « teurs de l'insurrection) contre ceux qui avaient « le gouvernement en mains. Les ministres, Pi- « gnatelli lui-même, en un mot, toutes les auto- « rités publiques durent prendre la fuite ou se « cacher ainsi que l'état-major de la ville. Plu- « sieurs maisons furent pillées, et l'archevêque « eut toutes les peines possibles pour empêcher « que des palais ne fussent réduits en cendres. Je « regarde comme certain que le peuple de Na- « ples a été excité à une révolution, sous le pré-

« texte de s'armer contre les Français et de les re-
« pousser, et qu'à présent qu'il est sous les armes,
« que toutes les autorités ont été renversées,
« chassées, abolies, les troupes désarmées et l'a-
« narchie complète, je regarde comme certain
« qu'on travaille à une seconde révolution dans
« un sens contraire pour l'établissement du nou-
« veau gouvernement projeté... »

En effet, la ville de Naples était depuis trois jours livrée à l'anarchie, lorsque, par l'impulsion du parti français, des députés du peuple, voulant remédier à tant de maux, s'assemblèrent dans l'église de Saint-Laurent. C'était vouloir faire revivre une espèce de parlement, source de disputes entre la noblesse et le peuple, mais qui jadis avait joui des plus grands priviléges et balancé même l'autorité royale. Quoi qu'il en soit, les députés exigèrent d'abord que le prince Moliterno, qui était l'idole du peuple, secondât leurs vues. Le peuple courut à sa rencontre, l'appelant à grands cris son roi, son bouclier, son défenseur. Après avoir conféré avec les députés pour mettre fin à l'anarchie, Moliterno fut proclamé représentant de la nation entière et chef suprême du peuple napolitain, investi des plus grands pouvoirs.

Pignatelli, dont trois jours d'anarchie avaient

déjà neutralisé le pouvoir, reçut communication immédiate de cet acte d'investiture, auquel était joint un écrit signé de tous les députés, dans lequel on lui signifiait que la ville ne voulant pas obéir à d'autres chefs qu'aux siens, il eut à reconnaître un pouvoir dont on ne ferait usage que pour le bien de l'État. Que pouvait-il au sein d'une telle confusion, au milieu de tant de partis différens, et au moment même où, déclarant l'armistice rompu, les Français s'avançaient sur Naples? Il reconnut tacitement les pouvoirs de Moliterno.

Le nouveau généralissime fut reçu par le peuple sur la place Saint-Laurent, avec les démonstrations de la joie la plus vive. Il était à cheval, le sabre à la main, haranguant le peuple pour l'engager à déposer les armes dans un couvent voisin destiné à servir de quartier, et ordonnant, sous peine de mort, d'obéir à toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires pour le rétablissement de la tranquillité publique. Il nomma en même temps pour général en second le duc de Rocca-Romana, et confia à ses officiers le commandement des châteaux; enfin il publia une proclamation portant que quiconque oserait attenter à la vie ou à la propriété d'un habitant de Naples serait pendu sur-le-champ. Cette pro-

clamation rétablit l'ordre. Le peuple jura de sauver *la religion et le roi* et de ne donner quartier à aucun Français. Ne voulant pas se borner à de vaines paroles, Moliterno, accompagné d'un peuple immense, fit dresser dans toutes les rues des échafauds, et distribua dans toute la ville des patrouilles composées de gens qui lui étaient dévoués, avec injonction de pendre sans forme ni délai le premier qui troublerait l'ordre public.

Toutes ces mesures prises, les patriotes, ayant à leur tête Moliterno, se réunirent pour aviser au moyen d'écarter le vicaire général. On s'était défait de Mack, il ne restait plus qu'à renvoyer Pignatelli ; tout fut mis en œuvre à cet effet. Ce prince ne se dissimulait point qu'il n'était plus en sûreté parmi les ennemis déclarés du pouvoir royal. Averti par des avis secrets que le peuple, excité contre lui, l'immolerait à sa fureur s'il ne ratifiait pas son triomphe en se joignant ouvertement à sa cause, il résolut d'abandonner un pays qu'il lui était impossible de sauver ; ayant fait secrètement embarquer ses trésors sur un vaisseau portugais, il s'embarqua dans la nuit accompagné de quelques royalistes et fit voile vers la Sicile. Arrivé à Palerme, le roi le fit arrêter et l'envoya prisonnier au château de Girgenti.

Ainsi débarrassés des deux chefs militaire et civil, les révolutionnaires se réunirent aux principaux députés du peuple convoqués par Molitorno, pour aviser aux opérations ultérieures. On arrêta dans cette assemblée, où l'esprit national l'emporta sur les vues du parti français, qu'on amènerait le peuple à substituer les drapeaux de la nation aux étendards royaux; qu'on déclarerait libre le peuple napolitain, au nom duquel on demanderait aux Français une paix honorable et l'évacuation de tout son territoire; mais que s'ils s'y refusaient ou s'ils cherchaient à restreindre par des conditions humiliantes l'intégrité et l'indépendance nationales, alors on tenterait le sort des armes, en levant contre eux le peuple en masse; que l'on engagerait les provinces par des proclamations et des distributions d'argent à s'armer pour la défense commune; mais que dans aucun cas on ne souffrirait l'entrée des Français dans la ville. Quant aux députés, il leur fut recommandé de cultiver dans leurs relations ceux de leurs concitoyens qui penchaient pour la démocratie, sans négliger en même temps de caresser le parti de la noblesse, surtout le prince de Canoza, qui en était le meneur et le soutien; on devait persuader aux uns et aux autres qu'une fois délivrés

de l'ennemi extérieur on seconderait leurs projets.

L'assemblée s'étant séparée, Moliterno essaya, par un discours étudié, d'amener la multitude à seconder ses vues secrètes; mais sa harangue produisit un effet tout contraire, en jetant des soupçons dans l'esprit du peuple qui entendait se battre et ne pas traiter avec les Français. En vain Moliterno tenta de détourner les lazzaroni de leur résolution ; il s'en sépara mécontent et rejoignit ses amis pour changer ou modifier le plan convenu.

Pendant que ceci se passait à Naples, les différentes divisions de l'armée française se concentraient à Averse, d'où Championnet faisait mouvoir les ressorts secrets qui devaient lui assurer la conquête du royaume.

D'après ses instructions, ses partisans dans la ville de Naples devaient seconder son attaque par l'occupation du château Saint-Elme ; mais les adhérens du parti français n'étaient, à vrai dire, qu'une fraction du parti révolutionnaire, qu'on pouvait regarder comme le parti national, parti qui avait alors le dessus, mais sans pouvoir ni maîtriser ni contenir les intraitables lazzaroni. Que de chances pouvaient naître de la combinaison ou du conflit de ces factions diverses ! Championnet espérait les neutraliser l'une par

l'autre ; il n'attendait que le moment pour commencer l'attaque ; son avant-garde n'était plus qu'à une lieue de Naples. Les patriotes, n'ayant plus de temps à perdre dans de vaines discussions, lui envoyèrent secrètement le prince Moliterno, accompagné de deux députés du peuple, avec des pouvoirs illimités, signés par l'universalité des députés, pour conclure la paix au nom de la nation.

Instruit par les révolutionnaires napolitains dont son camp regorgeait, et parmi lesquels se trouvait jusqu'au comte Reario, beau-frère du chevalier de Saxe, de la situation réelle des partis, Championnet, sous prétexte que le drapeau royal était encore arboré sur les forêts, refusa de reconnaître les pouvoirs des députés du peuple ; il se contenta de les inviter à cesser les hostilités et à retenir la population dans le devoir, s'ils voulaient épargner à leur malheureuse ville les horreurs du pillage et les fureurs du soldat victorieux. Moliterno et ses députés discutèrent longtemps ; ils ignoraient qu'une autre révolution venait d'éclater à Naples.

Les lazzaroni, déjà pleins de défiance et informés du départ de Moliterno, se crurent trahis et coururent une seconde fois aux armes. En un instant, furent enlevées toutes celles qui avaient

été déposées à Saint-Laurent. Puis les lazzaroni, s'étant rendus maîtres des châteaux, se choisirent deux chefs, l'un nommé Poggio, marchand de farine, l'autre dit Michel-le-Fou; celui-ci était porte-faix. Ces deux chefs commencèrent par ordonner la mort de tous ceux qui étaient soupçonnés de *jacobinisme*, déclarant ennemis du roi les signataires de l'armistice et ceux qui voudraient le faire exécuter; parcourant la ville avec du canon, ils donnèrent la chasse à tous les partisans des Français ou à ceux qui passaient pour tels dans leur opinion. Le peuple assaillit d'abord la maison de l'avocat Fasuolo, l'un des chefs de la conjuration révolutionnaire; on y trouva une boîte remplie de cocardes françaises. La vue de ces cocardes confirma le peuple dans ses soupçons et redoubla sa fureur. L'avocat et son frère s'étaient sauvés par-dessus les toits, pendant que leur sœur, après avoir brûlé la liste des conjurés qu'elle gardait précieusement, comme une autre Fulvie, se jetait aux pieds des lazzaroni, tenant à la main un crucifix qu'elle prenait à témoin de son innocence. Sa présence d'esprit la sauva. Les lazzaroni n'en pillèrent pas moins sa maison et y mirent le feu. Arrêtant indistinctement les innocens et les coupables, ils les suspendaient à ces mêmes potences que, deux jours auparavant,

Moliterno avait fait dresser pour les intimider et les contenir. Le duc della Torre et son frère Clementi, l'un aussi célèbre par ses poésies que l'autre par ses connaissances en mathématiques, furent massacrés impitoyablement. On livra au pillage et aux flammes leur maison, l'une des plus riches de la ville. Sur ces entrefaites, un certain nombre de patriotes se réunit dans le couvent des Célestins et s'y retrancha avec du canon, comme dans une forteresse. Les lazzaroni les attaquèrent avec fureur; essuyèrent plusieurs décharges à mitraille, et, après avoir perdu beaucoup de monde, pénétrèrent dans le couvent où ils égorgèrent tous ceux qui leur tombèrent sous la main. Après cet exploit, ils se rendirent de nouveau dans la ville, pillant et massacrant sans distinction quiconque leur était désigné pour patriote.

Moliterno, instruit à son retour de ces scènes d'horreur par ceux qui les avaient fui, a recours au seul expédient qui puisse calmer la multitude. Il ordonne au cardinal-archevêque, sous peine de mort, de faire sonner, sur les dix heures du soir, toutes les cloches de la ville, de rassembler son chapitre avec tout son clergé et d'exposer le sang et la tête de saint Janvier à la vue du peuple. En même temps, il fait avertir les pa-

triotes de se trouver en armes, au milieu de la nuit, sur la place du couvent de la Trinité ; leur donnant pour mot d'ordre : *Liberté et Patrie.*

Bientôt le bruit des cloches, à une heure indue, met toute la ville en émoi ; les uns disent que les Français épouvantés ont pris la fuite; d'autres assurent, au contraire, qu'ils occupent déjà une partie de la ville. On se rend en foule à la cathédrale. Le cardinal-archevêque, revêtu de ses habits pontificaux, est au milieu de son clergé dans l'église rendue resplendissante par la clarté de mille cierges. Le sang et la tête de saint Janvier sont exposés avec pompe, et le peuple accoutumé à trembler devant ces objets de sa dévotion sent diminuer sa fureur. Au moment où la procession va se mettre en marche, arrivent Moliterno et Rocca-Romana, qui, les cheveux épars, couverts d'habits de deuil, et les pieds nus, se présentent pour accompagner processionnellement l'archevêque. Cette scène religieuse fait couler des torrens de larmes. La procession suivie de la foule rentre dans l'église, et reçoit au milieu de la nuit la bénédiction de l'archevêque en personne ; alors Moliterno, dans un discours pathétique qu'interrompent ses sanglots, engage le peuple à tout espérer de la protection de saint Janvier qui ne permettra pas,

dit-il, que la ville tombe au pouvoir des ennemis; il invite le peuple à aller réparer ses forces dans le sommeil et à se trouver le lendemain au point du jour sur la place Saint-Laurent, pour aller tous ensemble livrer la bataille aux ennemis de la religion et de la patrie; « Car, ajoute-t-il, ce « n'est pas en restant dans la ville que nous pour- « rons combattre l'ennemi avec avantage; il s'a- « git d'aller à sa rencontre pour le vaincre et l'a- « néantir. » Un murmure d'approbation se fait entendre, et chacun se retire, admirant les vertus d'un tel chef, qu'un instant auparavant on aurait immolé à la vengeance populaire.

A l'heure fixée pour la réunion des patriotes sur la place de la Trinité, Moliterno, suivi de Rocca-Romana, y trouve cinq à six cents jeunes gens bien armés et décidés à le suivre. Il leur fait part du dessein qu'il a formé de s'emparer du fort Saint-Elme et de se mettre ainsi à couvert de la fureur des lazzaroni, en même temps qu'il protégera l'entrée des Français, seuls capables de délivrer la ville d'une affreuse anarchie. Tous applaudissent et se dirigent silencieusement vers le fort où l'on a des intelligences; le fort est ainsi surpris et occupé.

Au point du jour, une multitude de lazzaroni, réunis à un grand nombre de militaires de l'armée

royale, prennent la route de Capoue, d'après les instructions de Moliterno et l'impulsion de ses agens. Tous marchent avec intrépidité dans cette direction, pour aller combattre les Français ; mais aussitôt que cette troupe mutine et furieuse est hors de Naples et parvenue à une certaine distance, les patriotes, qui se sont partout concertés dans la ville, s'emparent du château de l'Œuf et du Château-Neuf, après un combat rude et sanglant contre les partisans de la royauté.

Le peuple se voyant trahi reprit à l'instant ses propres chefs et menaça de se venger par la mort de tous les nobles et par l'incendie de leurs maisons ; mais son attention fut presque aussitôt attirée au dehors par les mouvemens de l'ennemi.

Voici ce qui se passait en même temps au quartier général français. Le 20 janvier il y arriva une députation du club central organisé à Naples ; elle exposa au général en chef qu'après quelques mouvemens populaires les patriotes napolitains s'étaient emparés du fort Saint-Elme ; qu'ils avaient ensuite occupé le château de l'Œuf, ainsi que tous les autres forts et batteries qui défendent Naples ; que les lazzaroni divisés étaient, les uns désarmés, les autres en expédition hors de la ville ; que tous les membres du gouvernement nommé

par le roi au moment de son embarquement pour Palerme avaient disparu ; que le moment était décisif pour sauver Naples de la ruine totale dont cette ville était menacée, et que la députation était envoyée pour se concerter avec le général en chef sur les moyens qu'il conviendrait d'employer à cet effet.

Elle fit avec le général Championnet une espèce de convention par laquelle il fut arrêté, que l'armée française marcherait sur Naples et s'y présenterait du côté de Capo-di-Chino et de Poggio-Réale, pendant que les lazzaroni, sortis de la ville par les quartiers du Petit-Mole et de Sainte-Lucie, effectueraient leur projet d'aller attaquer les Français sous Capoue. Après avoir entendu les députés et tout réglé avec eux, le général en chef fit faire à son armée un mouvement pour occuper les hauteurs qui dominent Naples.

Le même jour il fit partir l'officier Belpussy avec ordre d'escorter jusqu'à Milan le général Mack ainsi que plusieurs officiers de son état-major. Mack arriva le 24 janvier à Rome, escorté par un détachement de dragons français ; le 25 il continua sa route pour Milan ; mais arrivé à Bologne, il fut déloyalement arrêté, par ordre du directoire exécutif, et transféré en France.

Pendant que le général en chef s'avançait sur Naples, les lazzaroni s'étaient répandus dans cette ville pour y exterminer les patriotes ; mais ceux-ci déjà sur leurs gardes, et voyant le drapeau tricolore flotter sur le fort Saint-Elme, s'étaient mis sous la protection du château et avaient formé une espèce de camp, à la portée du canon de ses remparts. A défaut de victimes, les lazzaroni s'étaient jetés sur les maisons de leurs adversaires et les avaient livrées au pillage.

Le 21, le général Championnet menaça la ville sur trois points différens ; l'attaque principale fut dirigée sur le Grand-Pont, situé près du quartier de la Madeleine, et qui sépare la ville de Naples du faubourg de Portici ; mais le pont était protégé par le château des Carmes, qui était resté au pouvoir des lazzaroni ; les approches en étaient défendues par un bataillon d'Albanais, un corps de lazzaroni et six pièces de canon. Après six heures d'un combat opiniâtre, une charge au pas de course et à la baïonnette, faite par six compagnies de grenadiers, décida la victoire en faveur des Français ; le bataillon albanais demanda quartier et fut reçu prisonnier de guerre.

Pendant ce combat, les lazzaroni étaient occupés sur un autre point à repousser la garnison patriote du fort Saint-Elme, qui, n'ayant pas de

vivres, faisait des sorties désespérées; mais là tout l'avantage resta au peuple, qui repoussa une double attaque des patriotes et des Français. Vers le soir néanmoins les patriotes, réfugiés sous le canon du fort et réunis en grand nombre, taillèrent en pièces un corps d'observation des lazzaroni et s'ouvrirent un passage vers le camp français.

Tous ces combats et la perte de quatre mille hommes n'avaient point abattu les lazzaroni, ni leurs commandans, Poggio et Michel-le-Fou; retranchés derrière les canons qu'ils avaient tirés en hâte des châteaux, ils tenaient encore la victoire en suspens, lorsqu'un renfort des leurs vint accroître leur confiance.

C'étaient les lazzaroni qui avaient marché sur Capoue, s'imaginant qu'ils prendraient d'assaut cette place. Ils avaient été criblés dans leurs tentatives, le 19 et le 20 janvier, par le canon de la forteresse; mais apprenant, le 21, qu'une colonne française qui avait tourné Naples est aux portes de la ville, à l'instant ils rebroussent chemin et volent à la défense de leurs camarades restés dans la capitale, qui en disputaient les approches avec autant de courage que d'opiniâtreté. Grossis par ce renfort, les lazzaroni songent à rendre la plupart des rues impraticables, en les encombrant

de gros meubles de toute espèce qu'ils enlèvent dans les maisons; après avoir pris ces précautions, ils se forment et se distribuent en plusieurs troupes, pour essayer de repousser les attaques des Français sur tous les points. Mais ceux-ci, à la vue de cette multitude d'ennemis, semblent hésiter à s'engager dans la ville, bien que ses principales approches se trouvent déjà en leur pouvoir.

Le 22 janvier, Championnet détache, sous les ordres de Kellermann, une forte colonne du côté de la mer, dans le dessein de s'emparer du Château-Neuf et du château de l'Œuf, au moment où la colonne de Rusca se rendra maîtresse du château des Carmes, et il fait avancer l'artillerie; mais prêt à foudroyer la ville, il veut prévenir la résistance par un parlementaire. Cependant à qui le faire parvenir? Les magistrats de cette ville effrayés, cachés, dispersés par l'effet de la fureur populaire, n'ont plus d'autorité. L'anarchie la plus effrénée règne dans l'intérieur de la ville. Les habitans honnêtes et paisibles, renfermés dans leurs maisons et dans des transes continuelles, gémissent sur les malheurs de la patrie. Les seuls lazzaroni, qui n'ont rien à perdre, restent encore armés contre les vainqueurs, et leurs chefs ont juré de se défendre jusqu'à la mort.

Championnet, dans l'espoir que l'appareil des

forces déployées et la crainte d'un sac général amèneraient les habitans à la soumission, remit l'attaque au lendemain, et ne l'ordonna qu'après avoir su les partisans des Français solidement établis dans le fort Saint-Elme.

Au sein du désordre effroyable auquel Naples était livré, la populace déployait un imperturbable courage ; sa rage était au comble ; cependant, en dépit de son activité, de son zèle et de sa vigueur, le château des Carmes et le Château-Neuf sont successivement ou enlevés ou livrés. Ruscа fait mettre le feu au superbe palais du marquis de Solimen, où les lazzaroni tenaient encore et dont il n'avait pu les déloger; le chef de la douzième demi-brigade, Girardon, qui escalada si vaillamment Capo-di-Monte, balaye les rues de Naples jusqu'à la place de Constantinopoli; mais là il est arrêté par les Macédoniens, seule troupe réglée qui fût encore dans Naples et qui, réunie à la populace, y tient ferme. Ils avaient du canon, mal servi à la vérité, mais on tirait des caves, des fenêtres, des terrasses, et c'était une véritable fournaise. Girardon était là sans une seule pièce d'artillerie, il en demandait; Léopold Berthier, pâle, égaré, sans chapeau, en amène une; elle est sans caisson, mais elle est chargée à mitraille; elle tire, fait trouée; on s'y précipite. Ce secours,

l'incendie de quelques maisons, les cris : A la trahison ! dès qu'on a vu le drapeau tricolore arboré au château Saint-Elme, agissent sur les imaginations, et, en un clin d'œil, tout fuit, tout disparaît. L'entrée de la rue de Tolède, qui traverse en ligne droite toute la ville, demeure libre et déserte. L'on marche en hâte au palais; bientôt le général en chef paraît, à la grande joie des habitans paisibles, car il ne faut pas se le dissimuler, dit « l'agent secret à qui nous empruntons ces dé- « tails, le triomphe des Français devait produire « une véritable ivresse parmi cette classe très « nombreuse de propriétaires, doublement op- « primée par la lâcheté du gouvernement et par « l'impunité de la populace armée, dévastatrice et « sanguinaire; l'on ne vit donc d'abord que des « libérateurs inespérés dans ceux qui allaient « bientôt faire peser leur joug sur tous.

« Les classes principales, animées de ces senti- « mens si utiles à ménager, étaient celles qui « avaient quelque chose à perdre, les nobles, les « négocians, les prêtres même; c'est-à-dire la « fleur de la population napolitaine, que le départ « du roi avait irritée et que faisaient trembler les « lazzaroni; gens aveugles sur leur sort, et que « les vrais révolutionnaires surent entraîner dans « la révolte, comme seule planche de salut. »

Par suite de ces bizarreries qui caractérisent le peuple, ces lazzaroni si acharnés contre les Français et tous ceux soupçonnés d'être leurs partisans, après leur avoir opposé une résistance si intrépide, passèrent subitement à leur égard de la fureur à l'enthousiasme. Championnet, soufflé par un des révolutionnaires napolitains, produisit ce rapide changement de scène. Le chef des lazzaroni, bien accueilli par lui, rassuré sur la vénération du général en chef pour saint Janvier, à la statue duquel il attacha respectueusement son écharpe, parcourut les rues, sans bas ni souliers, sur un cheval qu'il montait à poil, cria: vive Championnet! et ce cri fut aussitot répété par tous les siens.

Enfin aux brillantes promesses de liberté, de tranquillité, de prospérité, Championnet joignant quelques distributions d'argent, les vaillans défenseurs de la royauté crièrent bientôt vive la république!

Championnet fit publier et afficher des proclamations injurieuses au roi de Naples, œuvres trop sales de son secrétaire Bassal * pour être rap-

* Dans l'une de ces proclamations affichées en français et en italien sur les murs de Naples, on lisait la phrase suivante, bien digne d'un tel rédacteur: « Quel est ce « Capet qui prétend régner en vertu de l'investiture du

portées ici : mais en voici une d'un caractère moins odieux.

« Citoyens, j'ai suspendu pour un moment la « vengeance militaire provoquée par l'horrible « licence et la frénésie de quelques individus sti- « pendiés par vos assassins. Je sais combien le « peuple est bon, et je gémis dans mon cœur « des maux inévitables qu'il a soufferts. Profitez « donc, citoyens, de ce moment; rentrez dans « l'ordre, déposez les armes au Château-Neuf, et « la religion, les propriétés et les personnes se- « ront conservées. Les maisons d'où il partira « un coup de fusil seront brûlées et les habitans « fusillés; mais si le calme se rétablit, j'oublierai « le passé et le calme renaîtra dans ces riantes « contrées. »

D'un autre côté, Moliterno et Rocca-Romana, chefs des patriotes et assurés d'être reconnus généraux dans le nouvel ordre de choses, adressèrent également un ordre conçu dans le même esprit, pour enjoindre de déposer les armes. « Quiconque, disaient-ils, ne se sera pas con-

« pape? quel est ce fripon à diadème qui ose encore vous « dominer? Qu'il redoute le sort de son parent qui écra- « sait de son despotisme les Gaules maintenant affran- « chies! etc., etc. » Voilà ce qu'admirait, signait et publiait le général en chef de l'armée de Naples!...

« formé à cette disposition sera fusillé sur « l'heure. »

Le lendemain, tous les châteaux furent livrés à l'armée française ; le calme renaquit ; la population fut réduite au silence, et enfin la guerre de Naples fut terminée, après soixante heures de combat dans les rues, sur les terrasses des maisons, au milieu des flammes, contre une masse de soixante mille lazzaroni.

Les rues se couvrirent d'habitans qui, renfermés depuis neuf jours dans leurs maisons, se jetaient dans les bras les uns des autres et se racontaient les événemens dont ils avaient été les témoins ou les victimes. Les églises regorgèrent de personnes pieuses qui venaient remercier la Providence de les avoir soustraites à tant de dangers; la joie commune était telle, qu'on oubliait, après de si violentes convulsions, l'occupation étrangère.

Un *Te Deum* fut chanté. Le sang et la tête de saint Janvier furent exposés dans la cathédrale. Accompagné de son état-major et de ses guides, Championnet s'y rendit à cheval ; le cardinal-archevêque le reçut avec les cérémonies usitées pour le roi. Le peuple y courut en foule, pour voir si leur nouveau maître était un *bon chrétien*, et si saint Janvier ferait pour lui le

miracle de la liquéfaction du sang qu'il avait refusé au roi la dernière fois qu'il s'était rendu à la cathédrale pour implorer, avant son départ, son assistance et sa protection. Le clergé aurait voulu aussi cette fois refuser le miracle qui dépend d'un procédé chimique connu. Le cardinal-archevêque hésitait à donner le signal ; il penchait même à le donner contraire à l'attente des Français et des patriotes, lorsque le prince Moliterno, s'approchant, lui dit à voix basse, en lui montrant un poignard : « Vous êtes mort si le miracle ne s'opère ! » Et le miracle tant désiré s'accomplit. Championnet et les généraux qui l'accompagnaient jouèrent parfaitement leur rôle. Remplis de dévotion et d'un saint recueillement, ils parurent frappés d'admiration, ce qui devint pour les spectateurs crédules une preuve convaincante que leur saint protecteur, par ce miracle, approuvait et légitimait la conquête des Français. Le général en chef fit don à la statue de saint Janvier d'une mitre enrichie de diamans, et, au sortir de l'église, jeta quelques pièces de monnaies aux lazzaroni qui le couvrirent d'applaudissemens.

Le même jour il publia une proclamation dans laquelle il déclarait Naples libre et indépendante. « Le peuple napolitain, disait-il, ne

« doit pas craindre que les Français attentent à « la liberté du culte public, ni aux droits sacrés « de la propriété. . . . . Si l'armée française prend « aujourd'hui le titre d'*Armée de Naples*, c'est « l'effet de son engagement solennel de ne ser- « vir désormais que votre cause, de ne prendre « les armes que pour maintenir et consolider « votre indépendance. . . . . »

Le même jour il institua le gouvernement provisoire de la *république napolitaine* et l'investit de l'autorité législative et exécutive. Furent nommés membres de ce gouvernement : Raymond Gennaro, Nicolas Fasuolo, Ignace Ciaja, Bassal, Charles Laubert, Melchior Delfico, Stanislas Rensis, Luigo Telli, Mathias Zarillo, Moliterno, Dominique Biceglia, Marius Pagano, Joseph Abbemonti, Sevère Caputo, Flavio Pirelli, Dominique Cirillo, Forges, Davasanti, Vicenzo Porta, Raphaël Doria, Gabriel Macdone, et Jean Riario.

Ces vingt-cinq hauts fonctionnaires de la république dite parthénopéenne étaient divisés en cinq comités dont voici les attributions : 1° Guerre et Marine; 2° Justice et Police; 3° Commerce et Intérieur; 4° Finances et Domaine; 5° Relations extérieures. Chaque comité avait un président renouvelé tous les mois par élection, et un se-

crétaire pris hors de son sein ; ce secrétaire était l'organe exécutif du département, dont le comité auquel il appartenait avait la direction. Les cinq présidens réunis formaient un conseil supérieur, pouvoir exécutif de la république ; il se nommait un président, et chacun de ses membres y rapportait les affaires traitées dans le comité qu'il présidait, et auquel il transmettait les ordres à exécuter. Enfin, la réunion complète des cinq comités administratifs était, sous la présidence du président du conseil supérieur, le pouvoir législatif de l'état ; et ce pouvoir législatif était mis en action sur la demande de la majorité de l'un des cinq comités, sur celle de la majorité du conseil exécutif supérieur, ou, en vertu de sa convocation, par le président de la république. Ce président fut le révolutionnaire Laubert.

Tout cela semblait copié du gouvernement provisoire établi en Piémont par le général Joubert, et n'était à Naples, comme à Turin, qu'une jonglerie propre seulement à effacer ce qui précédemment existait ; aussi dès cet instant tout ce qui constituait l'ancien gouvernement de l'état, hommes et choses, disparut ; tout ce qui, dans les traditions et les connaissances locales, eût pu servir de guide aux agens de l'administration nou-

velle cessa d'être consulté ; tout fut complètement et journellement bouleversé par un ordre du jour que Bassal dictait, que Championnet se contentait de signer aveuglément, et que publiaient les vingt-cinq comme actes préparatoires de la régénération sociale. A cet ordre de choses le directoire français substitua ensuite copie de sa propre organisation.

Ce Bassal, homme emporté, brouillon, haineux, faisant tout et ne doutant de rien, pour compléter ce qu'il nommait une constitution, découpa sur le patron des départemens français, comme il l'avait fait à Rome, le territoire entier de ce royaume qu'il ne connaissait en aucune façon et que l'armée française était loin d'occuper en totalité. Une carte bonne ou mauvaise et de grands ciseaux suffirent à cette opération politico-économique ; et comme, dans les vues du prétendu législateur, il valait mieux appartenir à des objets physiques qu'à des intérêts moraux, tout cours d'eau dont on put lire le nom, suppléant à l'étude des convenances ou des habitudes, devint la qualification d'un fragment administratif. Dans cette division nouvelle, substituée à celle des anciennes provinces, les départemens, les districts, les municipalités furent désignés en une seule matinée et sans avoir consulté les hom-

mes instruits du pays; ce travail ridicule excita l'admiration du général, et Bassal gonflé d'orgueil crut compléter la création de sa république en lui donnant le calendrier français, un drapeau, une cocarde tricolore et une garde nationale, accompagnemens obligés d'une révolution à la française.

Malgré tant de stupides jongleries, le gouvernement napolitain, si toutefois on peut lui donner ce nom, n'était autre chose en réalité que l'action influente de Bassal appuyée sur le despotisme militaire de Championnet; celui-ci ordonnait arbitrairement d'après les conseils de celui-là, et le prétendu gouvernement constitutionnel ne faisait qu'obéir en paraissant commander.

En effet, la police appartenait en entier à l'état-major de l'armée, et tout pouvoir résidait en la personne de Championnet, qui bientôt nomma Arcambal ministre de la guerre, quoique la rapsodie constitutionnelle supposât qu'il n'y en aurait pas; et le pouvoir du général en chef s'accrut encore par le renvoi de Faypoult et de la commission des finances.

Cette commission était haïe des principaux officiers de l'armée qui voyaient en elle les usurpateurs des fruits de leur triomphe; des affidés

du général qui voulaient, sous ses auspices, régner et s'enrichir; de Bassal qui ne pardonnait point au directoire sa destitution; enfin de Championnet lui-même qui, sous le masque d'un bon révolutionnaire, recélait un excellent despote.

Tout se réunit donc pour suggérer au général l'idée de se défaire d'une autorité rivale: il profitait triplement de cette opération hardie, en rejetant sur elle tous les torts dont on commençait à murmurer assez hautement; en paraissant aux Napolitains l'ennemi déclaré des fripons qui les pressuraient; en satisfaisant les passions de l'armée; en s'affranchissant de toute autorité civile. Son arrêté du 8 février ordonna donc à la commission des finances de quitter Naples et son territoire; il fit de plus arrêter quelques-uns des employés et les traduisit devant une commission militaire, comme prévenus de malversations; et tandis que tout cela présageait à l'observateur une désorganisation qui se manifestait déjà sur d'autres points, Championnet croyait par-là renouveler le rôle brillant que Bonaparte avait joué avec tant de succès dans la Haute-Italie. Il ne se montrait cependant qu'une grotesque caricature de ce général, alors en Egypte, où tous les Français échappés à la croisière anglaise et arri-

vés à Naples prétendaient qu'il voulait fonder à son profit un état souverain.

Le gouvernement français s'était lourdement abusé aur l'inportance de la conquête de Naples. Croyant le pays un puits d'or et un moyen d'accroître encore sa puissance dominatrice, il avait ordonné le ravitaillement de Corfou, déjà bloqué dès le 4 novembre 1798 par la flotte combinée russe et turque, et celui de Malte, que les Anglais bloquaient depuis le combat naval d'Aboukir; et il avait envoyé Pléville-le-Pelley pour y préparer une expédition contre la Sicile, espoir totalement imaginaire. Il envoya même, plus tard, un nouvel agent chargé de l'enlèvement des objets d'arts; et cet homme, nommé *Chante-Loup*, n'imagina-t-il pas d'assembler les artistes pour aviser aux moyens de rendre le Taureau Farnèse plus transportable en l'évidant!

Quant à Championnet, ce qui l'encourageait dans ses vues d'indépendance, c'est que son entrée à Naples avait été le triomphe des grands contre le trône, l'espoir de tous les ambitieux subalternes, la réalisation du rêve philosophique de quelques théoriciens, le salut enfin de tous ceux qui possédaient quelque chose. Le peuple même, revenu des craintes qu'on lui avait suggérées à l'égard de son culte, de ses prêtres, de son saint

patron, paraissait, sinon aimer les vainqueurs, du moins supporter leur joug avec patience et résignation dans la ville de Naples; car la haine, qui ne fermentait encore que sourdement dans ses murs, éclatait déjà hors de son enceinte, et surtout là où les troupes françaises n'avaient encore pu pénétrer; et elles n'étaient pas assez nombreuses pour contraindre toutes les provinces du royaume à cette obéissance forcée et muette que contemplaient dans la capitale le général en chef avec une imprévoyante satisfaction, les révolutionnaires observateurs avec de prophétiques inquiétudes, et les agens de la cour de Palerme avec de raisonnables espérances.

Tout, sans qu'il s'en doutât, menaçait donc la souveraineté passagère de Championnet, qui fondait son pouvoir discrétionnaire sur un accord mutuel de tous les généraux en chef; car ils s'étaient promis réciproquement d'agir chacun avec indépendance dans les divers commandemens; mais Brune en Suisse, Joubert dans le Piémont, n'avaient point osé accomplir ce projet, se trouvant trop près du siége du gouvernement pentarchique et dénués d'un empire assez absolu sur leurs troupes. Championnet seul fut fidèle à cet accord commun et devait nécessairement en devenir la victime, d'autant que bientôt il s'aliéna

un grand nombre même de ses partisans dans la ville de Naples.

Le peuple, en effet, vit promptement combien peu il avait gagné au renvoi de la commission des finances; car de nouveaux agens nommés par le général exploitèrent le pays avec d'autant plus de rapidité et d'impudence que leur commission pouvait ne pas durer, qu'ils se trouvaient sans chef régulateur et contrôleur, que l'autorité militaire les soutenait, et que l'état-major lui-même pillait sans terme et sans frein. Puis le général, très généreux du bien d'autrui, épuisait la faible caisse de l'armée en se prêtant aux demandes les plus exagérées. Ainsi le nouvel ordonnateur Dubreton, envoyé de Paris, ayant été arrêté et pillé à Itri, osa prétendre à 64,000 fr. de dédommagemens qui, d'après l'ordre du général, lui furent payés sur les contributions de guerre imposées au gouvernement napolitain.

Cependant Championnet, qui n'avait pas calculé les suites de son audacieuse démarche suscitée par Bassal et Bonami (et dont l'ambassadeur à Rome, Bertolio, qui y avait en cette qualité remplacé la commission dont il fut membre, était l'ennemi mortel), ne put jouir long-temps de son usurpation sur le pouvoir civil, car il ne possédait pas, comme Bonaparte, un de ces ca-

ractères dominateurs qui créent et assurent seuls la fortune d'un ambitieux. Sans force d'ailleurs contre le gouvernement français, il perdait de jour en jour dans l'esprit des Napolitains ; au lieu de se faire chez eux des partisans dans les classes influentes de la société, il les mécontentait, sans parvenir à s'en faire craindre ; aussi, Rocca-Romana, à qui il devait en grande partie ses succès, s'échappa-t-il, et chercha-t-il à mériter son pardon en courant servir son légitime souverain ; et Moliterno, voulant aussi éviter le sort que lui eût préparé une catastrophe qu'il prévoyait, sollicita-t-il l'ambassade de France.

Dans les instructions remises à Moliterno se dévoilait l'un des plus puissans obstacles à la réunion de toute l'Italie en un seul et même état, car ses diverses métropoles ne souffriraient pas qu'on les soumît les unes aux autres ; et des peuples long-temps divisés par des passions et des rivalités héréditaires, autant que par des démarcations de territoire, s'y refuseraient également ; aussi le gouvernement napolitain demandait-il expressément de demeurer puissance indépendante, et surtout de n'être pas réuni à la république romaine.

Tandis que les esprits fermentaient dans la capitale, les provinces étaient en feu, et ce

feu était encore attisé soit par des exécutions militaires, sources de révoltes et de représailles mutuelles qui rendaient atroces les soldats français, soit par des outrages à la religion et à la pudeur que se permettaient même des officiers, entre autres le général Rusca dont on aurait honte de retracer ici l'odieuse et sale conduite. La discipline, dont on parlait beaucoup et dont on s'occupait fort peu, se relâchait de jour en jour. Les ordonnances ne faisaient plus leur service qu'en cabriolet; les généraux et les employés même exigeaient chez leurs hôtes qu'on fournît à leur luxe et à celui de leurs maîtresses; l'arsenal, riche en armes rares, bizarres mais inutiles, avait été pillé par l'état-major; on irrita le peuple en brisant le modèle de la statue de Charles III, dont la mémoire était vénérée des Napolitains et qui se trouvait sur la place nommée *Largo del Spiritu santo;* celle en bronze, placée devant le beau palais Gravina, fut remise au payeur pour la convertir en argent; il en fut de même de l'artillerie napolitaine, vendue et fondue. Cependant, en dépit des promesses du général et des énormes contributions payées, les hôpitaux manquaient de tout, la solde était arriérée, et les soldats, à peine vêtus, montaient parfois la garde en habits de toutes couleurs et pris partout. La

garde nationale napolitaine eut enfin beaucoup meilleure mine que les soldats français, et quoique le peuple aimât peu la cocarde bleue, rouge et noire, il n'en jouissait pas moins de cette comparaison très défavorable au respect que l'armée française lui avait d'abord inspiré.

Cependant le général Championnet sommeillait paisiblement sur un trône militaire dont il ne soupçonnait pas la fragilité, quand un arrêté du directoire, en date du 25 février 1799, vint mettre un terme à ce rêve, en le destituant et le traduisant devant un conseil de guerre, ainsi que Bassal et quelques autres. Ils partirent, et, pour comble d'ignominie, Bertolio fit arrêter à Rome, confisquer et vendre comme objets volés tout ce que contenaient leurs équipages.

Le retour de Macdonald fut un triomphe pour ceux qui avaient été persécutés avec lui, mais non d'abord pour lui-même; car si tout avait favorisé Championnet, tout était défavorable à son successeur, celui-ci ayant été précédé par d'outrageantes calomnies, et celui-là par de brillans éloges. Puis le succès de l'expédition s'attachait au nom du premier et point à celui du second à qui il était cependant dû. Enfin les ressources financières, presque épuisées, exigeaient des mesures rigoureuses dont il portait tout le

blâme, quoiqu'il ne les ordonnât point; car son autorité, plus restreinte que celle de Championnet, se réduisait au commandement des troupes; mais il fallait qu'il protégeât les opérations de la commission des finances, dont on redoutait l'avidité.

Les Napolitains avaient supporté avec patience un pillage instantané dont on espérait bientôt la fin; ils ne supportèrent pas de même un pillage organisé et à forme permanente, que soutenait la force militaire. Puis ce qui étonna et indigna le commerce de Naples, ce fut la confiscation, ordonnée par le directoire, des propriétés et créances des négocians habitant les provinces non soumises aux Français, avec qui ceux de la capitale étaient liés d'intérêts; mesure qui produisit une inquisition fatigante et ruineuse, qui, de plus, en entravant le commerce nuisit à l'apport même des subsistances; mal dont la ville et l'armée se ressentirent bientôt.

En vain Macdonald cherchait-il à rassurer les esprits par ses actions et ses discours; la méfiance ne diminuait pas à Naples et la haine croissait dans les provinces. Tout cela était d'autant plus menaçant que l'enceinte très resserrée de la capitale contenait alors au-delà de cinq cent cinquante mille ames; population immense com-

parativement aux forces militaires destinées à la contenir dans l'obéissance.

Cette population se composait : 1° de quatre-vingt mille lazzaroni, gens vifs, sobres, braves, superstitieux de religion et de royauté, capables de conjurer dans le silence, de patienter jusqu'au jour marqué pour l'exécution d'un complot, et à qui le nouveau gouvernement ne pouvait rien accorder qui leur rendît ce que l'ancien faisait pour eux; 2° de plus de vingt-cinq mille paglietti, dont l'esprit était démocratique, mais tous les intérêts monarchiques; ils voulaient de l'argent et des places; or celles-ci se trouvaient moins nombreuses que les prétendans à les occuper, et les avantages procurés à ceux qui les obtinrent très inférieurs à ceux qu'ils recueillaient auparavant de l'administration des biens d'une noblesse ruinée, proscrite, ou séparée d'eux par des insurrections populaires; 3° des prêtres extrêmement nombreux, tenant à toutes les classes, influens sur toutes, dont on menaçait les propriétés; ennemis par conséquent d'un ordre de choses incompatible avec l'existence d'un puissant clergé; aussi couvaient-ils une profonde et redoutable haine; 4° des négocians que la fiscalité française tourmentait, et dont toutes les spéculations étaient suspendues, tant par les troubles du

royaume que par le blocus du port de Naples; 5° des nobles, principaux chefs de la révolte, mais pressurés par l'avidité française, déchus de leurs coupables espérances, en voyant des gens de classes inférieures obtenir toutes les places qu'ils avaient jadis occupées seuls, et humiliés d'un désarmement fait dans des formes très acerbes et qui portait principalement sur eux; 6° un peuple enfin qui, après avoir défendu ses droits municipaux contre les barons et le fisc, se les voyait enlever au nom même de la liberté.

Cette disposition rétrograde des esprits dans les différentes classes sociales, où l'intérêt réel et calculateur combattait une vanité spéculatrice, mais trompeuse, sous un gouvernement purement militaire que sa position rendait oppresseur, n'avait rien de rassurant pour le général en chef; il ne conservait de partisans inébranlables que parmi des hommes fortement compromis, autant privés, pour la plupart, de véritables talens que de crédit sur un peuple qu'ils avaient trompé et que leur révolte ruinait. Aussi l'agent secret dont nous avons déjà cité un rapport, et qui observait tout pour le transmettre à ceux que l'issue des événemens politiques devait soumettre au joug de la France ou en affranchir,

écrivait-il en ces termes sur l'état dans lequel se trouvait l'armée de Naples* :

« Il s'en faut de beaucoup que l'armée fran-
« çaise soit dans une situation aussi florissante
« que son gouvernement voudrait peut-être le
« faire croire, et tout fait présumer qu'elle ten-
« tera bientôt d'évacuer ce pays si on lui en laisse
« le pouvoir. Cette armée, faible d'abord et qui
« dut ses succès à la lâcheté de quelques-uns et
« aux coupables intrigues d'un grand nombre,
« sans quoi elle eût misérablement péri, s'est ac-
« crue en nombre à la vérité, mais a considé-
« rablement perdu en crédit, outre qu'obligée
« de se répandre dans les provinces, ce qui en
« reste à Naples n'y dort que sur un volcan. Le
« général français ne doit donc pas voir sans de
« vives inquiétudes les mouvemens insurrection-
« nels qui, dans la Pouille et surtout dans la Ca-
« labre, ont succédé à ce calme plus apparent
« que réel, effet naturel de la terreur et de l'é-
« tonnement produits par la nouvelle de la prise
« de Naples. Bientôt ces provinces en furent ti-
« rées par les nombreux commissaires royaux
« qui les parcouraient; ils firent remarquer aux

* Lettre confidentielle du 1er mars.

« peuples la faiblesse numérique des Français,
« leur inaction forcée, leurs actes d'oppression
« et de cupidité, leurs insultes à la religion, aux
« mœurs, aux habitudes; aussi tout y fermenta
« d'une violente haine; elle s'accrut encore
« quand deux colonnes françaises eurent été di-
« rigées vers la Calabre et la Pouille. La première
« n'eut d'autre effet que d'exaspérer de plus en
« plus des paysans presque sauvages; la seconde
« dispersait, partout où elle se trouvait, des in-
« surrections qui recommençaient après son pas-
« sage. Une foule de paysans furent massacrés à
« San-Severino; mais Duhesme, qui commandait
« cette colonne, ayant été rappelé, l'incendie
« monarchique qu'il étouffait dans le sang n'en
« devint que plus violent et plus rapide. Le gou-
« vernement français cache soigneusement leurs
« progrès, mais la nouvelle nous en est trans-
« mise par les amis de la royauté, qui chaque
« jour deviennent plus nombreux. Nous savons
« donc que leur zèle est encouragé par l'armée
« navale turco-russe qui, après avoir pris Cor-
« fou*, croise avec quelques bâtimens anglais
« sur les côtes napolitaines de l'Adriatique. Ce-
« pendant les Français paraissent n'avoir pas
« voulu quitter cette malheureuse province sans

* Le 3 mars 1799.

« y laisser une longue trace de cendres sanglan-
« tes; car la prise d'Andria* fut signalée par le
« massacre de tous les habitans et l'incendie de
« cette valeureuse cité. Trani et Bari éprouvè-
« rent bientôt le même sort. Mais de tels ex-
« ploits n'ont fait que redoubler la haine du peu-
« ple et ajouter aux dangers de l'armée française.
« La plus funeste catastrophe pourrait donc avoir
« lieu, d'un moment à l'autre, dans Naples mê-
« me; et celui qui, comme moi, a vu la popu-
« lace napolitaine enflammée par un inaltérable
« zèle pour la cause royale et par un courage
« que rien n'étonnait, quoique livrée à la trahi-
« son qui l'enveloppait de toutes parts, résister
« sans ordre et sans chefs durant trois jours à des
« attaques habilement combinées et vaillamment
« exécutées, n'a aucun doute sur ce qu'elle est
« capable d'entreprendre, si elle est secondée
« par une force extérieure et dirigée par des
« hommes en qui elle aurait confiance. Qu'on
« les lui envoie donc et promptement!

« Mais il faut, pour se faire une idée de cette
« vaste fourmilière d'hommes, l'avoir contem-
« plée dans un moment de troubles, le seul où
« le peuple soit réellement lui-même; il faut

* Le 21 mars.

« aussi s'être rendu compte de son caractère, « trop peu observé encore pour être sainement « jugé.

« Le Napolitain est instantané dans ses affections, « avide d'émotions, plus colère que méchant, fa- « cile à porter au mal comme au bien. D'autant « plus malléable entre les mains d'agitateurs ha- « biles, que l'immense population de Naples offre « toujours et partout de grandes réunions favori- « sées par le peu d'occupation nécessaire aux be- « soins de la vie, par le bas prix des alimens, la « sobriété du peuple, la douce température du « climat, enfin par l'habitude du loisir, ce qui « donne celle de la critique à l'égard de ceux qui « gouvernent. Il faudrait, pour qu'il demeurât in- « offensif, une police active, une répression « prompte et frappante, une agitation perpé- « tuelle et bien dirigée, nulles craintes pour les « subsistances, et surtout des spectacles de son « goût. Or la religion, qui lui donne du pain, lui « présente dans les cérémonies brillantes des « processions, des confréries, tout ce qui plaît « à ses yeux qu'elle éblouit, à son imagination « qu'elle enchaîne. Sa dévotion est toute super- « stitieuse ; il lui faut des miracles, quoiqu'il se « mette à peine à genoux dans une église; mais « il aime son culte comme une jouissance, son

« roi comme le compagnon de sa vie inactive ; « car Ferdinand IV, quoique plus par goût que « par calcul, a suivi la voie que ses intérêts eussent « pu lui tracer en se montrant extrêmement po- « pulaire.

« Si la cour alla imprudemment beaucoup plus « loin que lui, en persécutant nombre de sei- « gneurs napolitains qu'il aurait fallu se conten- « ter de surveiller, et qui finirent par se décla- « rer contre elle, le gouvernement français agit « plus inhabilement aujourd'hui en sacrifiant « dans ceux-ci ses plus zélés partisans à une « classe du peuple qui ne le deviendra jamais « sincèrement, et la persécution qu'il fait peser « sur les grands, le désappointement de la classe « intermédiaire, les regrets du peuple, amène- « ront tôt ou tard une crise aussi terrible qu'in- « évitable. Sauvée miraculeusement à Capoue, « l'armée française pourra-t-elle l'être ici? J'en « doute; et pour arriver à ce résultat, qui ra- « mènerait ici le roi des Deux-Siciles et favorise- « rait en même temps les opérations des Autri- « chiens dans la Haute-Italie, il faudrait qu'atta- « qué dans la ville de Naples, le général f anç is « se vît forcé de renoncer à la retraite qu'il mé- « dite, ou se vît continuellement harcelé dans « sa marche rétrograde. . . . »

Ces réflexions, faites par un ennemi de la France, n'avaient pas échappé au général Macdonald; il savait en outre, vu l'état politique de l'Europe et la situation périlleuse de son armée, qu'il serait d'un jour à l'autre obligé d'évacuer le territoire napolitain; aussi, craignant avec raison des mouvemens populaires propres à contrarier ses vues, il s'étudia à inspirer de la confiance aux amis des Français et à rétablir la discipline considérablement altérée. Heureux s'il pouvait masquer une retraite prochaine et inévitable, et la parer même de quelques lauriers! Sa loyauté, ses talens, sa profonde habileté, sa sérénité habituelle, l'adresse avec laquelle il sut faire mouvoir ses différens corps, préparèrent ce difficile succès; une attaque intempestive des Anglais fit le reste.

Ces derniers bloquaient depuis long-temps le port de Naples, et Macdonald avait fait construire des batteries à boulets rouges qui rassuraient ses partisans sur une attaque contre la capitale. Sa situation personnelle n'en était pas moins embarrassante; l'armée qu'il commandait s'était successivement élevée jusqu'à vingt-cinq mille hommes, en y ralliant les divisions de la Calabre et de la Pouille; mais il se trouvait jeté au fond de l'Italie, sans argent, presque sans

subsistances, entouré d'ennemis audacieux, et dans une ville où quelque fermentation commençait à se faire sentir. Des désastres avaient déjà eu lieu dans la Haute-Italie; il le savait, et quelque soin qu'il prît pour cacher ces nouvelles, elles n'en circulaient pas moins sourdement dans la ville.

Macdonald depuis près d'un mois avait reçu du directoire l'ordre de se retirer; mais comment l'exécuter au sein d'un peuple nombreux prêt à se soulever? Puis la route que l'armée aurait à parcourir était faiblement jalonnée par l'armée de Rome réduite à quelques dépôts, dans une ville livrée à la disette, et cette retraite devait s'opérer par des pays ruinés et en grande partie révoltés ou prêts à l'être. Enfin l'armée de Naples elle-même ne se trouvait pas encore réunie et le général ne pouvait la mouvoir sans manifester ses projets, ni la tenir divisée sans contrevenir aux ordres qu'il avait reçus.

Dans ces circonstances si critiques, Macdonald retarda ce mouvement de retraite pour en mieux assurer le succès; il se plaignit hautement de l'indiscipline de ses soldats, de la corruption dans laquelle les plongerait un plus long séjour à Naples, forma en conséquence des camps entre Caserte et Capoue, et fit mouvoir ses troupes sous

prétexte de les occuper et de les exercer. C'est ainsi qu'il parvint, par des marches fréquentes, à les rapprocher du point vers lequel s'effectuerait sa retraite ; il chercha de plus à séduire le peuple en supprimant quelques impôts, cajola le gouvernement provisoire, se fit demander par lui la garde de la ville et des forts et les leur remit, à l'exception du fort Saint-Elme qui les domine tous et dans lequel il laissa une faible garnison ; accordant ainsi, comme une faveur, ce qu'il désirait bien plus que ceux qui l'en sollicitaient. Mais deux circonstances dont il sut habilement profiter secondèrent l'exécution de ses plans ; ce furent la descente des Anglais à Castel-a-Mare, et le retour de la fête de saint Janvier. Celle-ci lui donna l'occasion de satisfaire la populace par la représentation du miracle auquel il assista ; celle-là, de frapper un coup de vigueur qui intimiderait les royalistes.

Les Anglais, débarqués avec une division sicilienne et secondés par des insurrections, s'étaient emparés du fort de Castel-a-Mare et en avaient massacré la garnison. Quelques patriotes napolitains tenaient encore dans la ville ; mais que pouvaient-ils contre cinq à six mille hommes ? Macdonald n'avait plus sous la main que huit cents hommes ; il les fait partir sur-le-champ, en y joi-

gnant huit cents hommes de nouvelles troupes napolitaines, donne un déjeuner aux membres du gouvernement qu'il invite à dîner pour le même jour, part, bat l'ennemi qu'il force à se rembarquer, reprend la forteresse et rentre triomphant dans Naples, pour y recevoir ses convives.

Mais tandis que les Napolitains, enthousiasmés ou consternés de cette brillante affaire, perdent de vue l'armée française, celle-ci, laissant de faibles garnisons à Capoue, Gaëte et Pescara, pour couvrir sa retraite, marche sur deux colonnes, par Itri et San-Germano, et elle avait déjà évacué le territoire parthénopéen avant qu'à Naples on l'eût soupçonné. Il avait été en même temps évacué par la division des Abruzzes, dirigée sur Florence.

Cette dernière colonne, arrivée à Arezzo, trouva les habitans de cette ville et des environs rassemblés en grand nombre, armés et disposés à lui disputer le passage. Ils étaient long-temps demeurés paisibles, en vertu des ordres exprès de leur souverain ; mais les Français ayant, dès le 29 mars, occupé la Toscane sous le commandement des généraux Gautier et Miollis, et chassé Ferdinand III de ses états pour le punir de l'asile momentané qu'il avait donné au roi de Sardaigne

détrôné, les fidèles Toscans s'étaient généralement insurgés. Ils résistèrent donc à Arezzo aux attaques vives et plusieurs fois renouvelées que leur livra la colonne française, lui firent perdre beaucoup de monde, ne purent être forcés, et la contraignirent à chercher péniblement une autre et plus longue route.

Quant à la colonne commandée par le général Olivier, elle prit, en se retirant, la route qu'avait suivie Championnet pour pénétrer dans le royaume de Naples; cette colonne était la même qui sous les ordres du général Duhesme commit tant d'horreurs dans la Pouille; les soldats qui la composaient, devenus des tigres, semblaient principalement altérés du sang des prêtres; mais tout individu, homme ou femme, qui se montrait à leur portée, était à l'instant percé de balles. Cette colonne incendiaire, dévastatrice, sanguinaire, était devenue l'objet de la terreur et de l'animadversion générales; les bandes napolitaines disposèrent donc tout pour l'arrêter dans sa marche, et chaque jour, des excès et des représailles ajoutaient à la fureur des soldats et à la haine des habitans.

Voici, entre mille, un trait qui fera voir à quel point la soldatesque peut quelquefois devenir atroce. Un petit nombre de Trapistes français, ar-

bitrairement exilés de leur patrie, occupaient un humble asile sur les frontières napolitaines. L'avant-garde y arrive, demande des vivres ; on livre tout. Les soldats, mécontens de n'en pas trouver davantage, murmurent, menacent, injurient, et finissent par égorger tous ces pauvres cénobites. Thiébaut accourt pour faire cesser le massacre, ne trouve encore vivant que le prieur seul, et cherche à lui prodiguer des secours. « Il est trop « tard, dit le moribond, mais je vois du moins « avec plaisir que tous les Français ne sont pas « des barbares. »

Cette colonne réduisit en cendres San-Germano qui lui avait opposé une légère résistance. Celle qu'elle éprouva à l'Isola fut plus vive et amena des crimes plus atroces encore. Le Gagliano est sans gué ; il était grossi par des orages et défendu par un rassemblement considérable de paysans armés ; on n'avait pas même de pontons pour le passer et les ponts étaient rompus ; mais l'audace intelligente de Thiébaut et la valeur des troupes surmontèrent tant d'obstacles ; l'action eût été brillante si elle n'avait été déshonorée par le meurtre, le viol, le pillage et l'incendie ; égorgeant les femmes tout en les outrageant, le soldat, par un raffinement de dépravation, cherchait un surcroît de jouissance jusque dans les convulsions de la mort.

Olivier, Vatrin, Thiébaut, dont les voix sont méconnues, tentent au moins de sauver quelques-unes de ces déplorables victimes; on les leur arrache, on les frappe, on les viole expirantes, et cette colonne infernale ne quitte l'Isola qu'en y laissant des ruines, des cendres, et des cadavres souillés. Ce fut sous ces auspices et accueillie par un lugubre silence que, les 16 et 17 mai 1799, elle traversa Rome, en s'y réunissant aux troupes commandées par Macdonald en personne. Celles-ci formaient la colonne de gauche qui avait contrasté avec celle du général Olivier par une exacte discipline; aussi sa retraite avait-elle été des plus paisibles.

Macdonald marchait vers la Haute-Italie, avec ordre, ardeur et confiance; il croyait et devait croire à de brillans succès contre les Autrichiens et les Russes, car jamais combinaison militaire ne fut plus belle que celle conçue par lui et adoptée par Moreau. L'armée de Naples, qui ne montait alors qu'à environ vingt mille hommes, mais qui devait dans sa marche en réunir neuf à dix mille autres, s'emparerait par une marche rapide de tous les débouchés des Apennins, dont la garde n'était confiée qu'à de petits corps ennemis; ouvrirait ainsi la voie à l'armée de Gênes qui s'y joindrait entre Parme et Plaisance, avant que les

Austro-Russes eussent pu rassembler leurs divisions dispersées alors; se précipiterait au nombre de cinquante mille hommes réunis, sur le centre de leur ligne, la couperait et, frappant du fort au faible, quoique avec une grande infériorité numérique, battrait en détail des troupes qui eussent ainsi perdu les fruits du double avantage de leur masse supérieure, et de leur direction par une seule et même pensée.

Du 17 au 26 mai, Macdonald était parvenu de Rome à Florence, après avoir laissé dans la ville pontificale plutôt des dépôts que des corps de troupes en état de la défendre; il avait réuni trente mille hommes et Moreau en commandait vingt mille. Déjà maître de Pontremoli après plusieurs combats heureux, il pouvait communiquer avec Moreau par sa gauche, tandis que sa droite débloquait Bologne et le fort d'Urbin. Son centre, repoussé par le prince d'Hohenzollern, l'avait repoussé à son tour jusqu'à Tidone, où le général autrichien prit position, en évitant une nouvelle bataille que Macdonald eût voulu livrer; celui-ci, arrivé à Plaisance le 15 juin, après avoir été blessé devant Mantoue, fut étonné de n'y pas recevoir de nouvelles du général Moreau, et rencontra le général Souvoroff, déjà arrivé sur les bords de la Trébia. Croyant que Moreau proje-

tait en sa faveur une diversion puissante, et voulant lui donner le temps d'arriver, il osa, avec une armée de trente mille hommes, en attaquer quarante-cinq mille, dont dix mille hommes de cavalerie. Mais retardons la peinture de cette lutte sanglante, soutenue si héroïquement de part et d'autre sur un point où la victoire devait momentanément décider du sort de l'Italie, et remontons vers les événemens qui la précèdent. Mais remarquons, avant de nous en occuper, que si nous avons parlé avec tant de détails des événemens politiques et militaires de Naples et du Piémont, c'est qu'en mettant à nu la perfidie du directoire français, l'ambition effrénée de ses généraux et l'esprit dévastateur de ses armées, choses qui indignèrent l'ame généreuse de Paul I, inquiétèrent vivement l'Autriche, exaspérèrent au plus haut degré les populations italiennes, notre but a été de dévoiler les causes de quelques négociations secrètes, ainsi que les moyens puissans et infaillibles qui facilitèrent au cabinet de Saint-James la formation contre la France d'une nouvelle et redoutable coalition.

Situation réciproque de l'Autriche et de la France. — Préparatifs de guerre. — Mort du prince d'Orange. — Plan de campagne des Français. — Vues politiques de l'empereur Paul. — Son projet de réunir les diverses communions chrétiennes. — Son caractère. — Souvoroff — Reprise des hostilités en Allemagne. — Campagne et défaite de Jourdan. — Bataille de Véronne et de Magnano. — Arrivée de Souvoroff en Italie. — Assassinat des ministres français à Rastadt. — Lettre confidentielle à ce sujet. — Combat de Cassano. — Retraite de Moreau. — Turin ouvre ses portes. — Prise de Pignerol, de Suse, etc. — Les Cosaques insultent le Dauphiné. — Mésintelligence entre les Autrichiens et les Russes. — Lettre de Souvoroff à Rastapchine. — Les Russes veulent rétablir le roi de Sardaigne. — La seur de Vienne s'y oppose. — Bataille sur la Trebia. — Révolution dans le gouvernement français. — Lettre d'un agent prussien. — Sieyes. — Barras. — Bernadotte. — Fouché. — Joubert. — Bataille de Novi. — Souvoroff quitte l'Italie. — Sa proclamation aux Suisses.

Le congrès de Rastadt, rassemblé depuis le 28 novembre 1797, n'avait fait durant ses conférences si multipliées, et souvent si vides ou si astucieuses, que manifester, tant dans les négociations, soit patentes, soit secrètes, que dans celles plus secrètes encore momentanément entamées à Seltz, l'insatiable ambition de l'Au-

triche et celle non moins machiavélique du directoire français. Ces négociations, dans lesquelles en définitif l'on n'avait pu s'entendre et concilier des prétentions de part et d'autre exagérées, ne faisaient plus que se traîner de notes en contre-notes dont la teneur était également dilatoire. Cette longue trève, car en fait cela n'avait pas été autre chose, fut utile du moins à la réorganisation de l'armée autrichienne et au recrutement de celle de France. Elle procura d'ailleurs aux deux parties opposées des avantages bien plus précieux encore. La cour de Vienne s'était, en cas de rupture, assuré la coopération d'une armée russe, et si le cabinet du Luxembourg avait profité de cette longue suspension des hostilités pour faire tomber entre ses mains Rome, Naples, la Suisse, le Piémont, ainsi que le fort du Rhin et Mayence, il attendait de plus à chaque instant la reddition de la forteresse d'Ehrenbreitstein étroitement bloquée en dépit des réclamations du corps germanique qui regardait cette forteresse comme son boulevard le plus puissant. De cette manière la France régnait sur toute la Péninsule italique et depuis les frontières de la Cisalpine, république nominale qu'elle gouvernait arbitrairement, jusqu'au confluent de la Moselle et du Rhin, et rien ne l'a-

vait empêchée d'étouffer une inquiétante insurrection sourdement excitée dans la Belgique*. Le gouvernement français avait donc acquis, durant la tenue du congrès, tous les moyens d'entamer avec succès une guerre offensive que lui commandait sa situation intérieure et extérieure. De son côté, outre les négociations avec le cabinet de Saint-Pétersbourg et son union avec la Saxe, dont l'accession pouvait entraîner dans son alliance d'autres états germaniques, l'Autriche s'était militairement établie dans le pays des Grisons, du consentement des principaux habitans, et se préparait avec activité à une lutte nouvelle. Elle avait déjà désigné l'archiduc Charles pour commander sa grande armée d'Allemagne, et mis à la tête de celle destinée à agir en Italie le prince Frédéric d'Orange, rappelé d'Angleterre depuis que l'expédition et le blocus de l'Égypte y avaient fait cesser toute crainte d'une descente de la part des Français. Ce choix était d'autant plus heureux que le prince Frédéric, aimé et estimé des troupes, s'était, quoique très jeune encore, brillamment distingué dans les dernières campagnes de Flandres, et que, plein de feu, de zèle et de génie, il semblait

* Le 28 octobre 1798.

destiné à ressusciter la gloire des grands hommes de son illustre maison. Volant aussitôt à son poste, il avait déjà combiné son plan d'attaque et fait toutes les reconnaissances militaires nécessaires à son exécution. Il pressait vivement le cabinet autrichien de prendre l'offensive, avant que les Français eussent complété leurs moyens de défense ou d'attaque, quand il mourut presque subitement, le 6 janvier 1799. L'Autriche destina alors au commandement de son armée d'Italie le général baron de Melas, bon militaire, mais vieux, inactif et très inférieur au prince Frédéric. Malheureusement les lenteurs de ce cabinet laissèrent à la France le moyen de le gagner de vitesse, en se donnant tous les avantages de l'offensive d'après un plan de campagne trop vaste peut-être, mais aussi audacieux que bien conçu, et qui eût obtenu un plein succès s'il eût été exécuté avec autant de génie que l'avait été l'invasion de l'Italie dans les années qui précédèrent le traité de Campo-Formio.

Dans cette combinaison gigantesque la France devait avoir six armées, y compris celles de Naples et de la Hollande ; mais ne nous arrêtons ici qu'aux opérations projetées pour celles par qui la lutte devait commencer.

L'armée de Mayence, dite du Danube, com-

posée de quarante-six mille hommes et commandée par Jourdan, qui devait avoir sous ses ordres les deux généraux des armées d'Helvétie et d'observation sur le Rhin, placées ainsi sur ses deux flancs pour les couvrir et seconder ses opérations, était destinée à agir en Souabe et en Bavière aussitôt la reprise des hostilités. Il était ordonné à Jourdan de déboucher par Kehl et Huningue; de se porter rapidement aux sources du Danube; de marcher de là, sa droite appuyée à Bregentz et s'étendant jusque sur le Haut-Lech, pour empêcher les Autrichiens de passer cette rivière. Ce mouvement devait être soutenu par la gauche de l'armée d'Helvétie, dont celle de Mayence faciliterait le mouvement offensif vers les Grisons et le Tyrol, en s'avançant successivement sur le Lech, l'Iser et l'Inn, pour se rendre maîtresse, par l'occupation de la Bavière, de tous les débouchés nécessaires aux communications entre les deux armées autrichiennes d'Allemagne et d'Italie.

L'armée d'Helvétie, placée sous les ordres de Masséna qui était subordonné à Jourdan, et composée de trente millehommes, sans compter les brigades helvétiques, devait se porter par sa droite sur la Valteline et de là sur Botzen et Brixen; par sa gauche et son centre, partie sur

Bregentz, partie sur Coire, et, après le passage de ces deux villes, s'emparer du Tyrol et d'Inspruck.

L'armée d'observation, sous le commandement de Bernadotte, également subordonnée à Jourdan et composée de quarante-huit mille hommes, avait pour objet de couvrir toutes les places et tous les ponts sur le Rhin, de Dusseldorff à Huningue; de s'emparer des deux seules forteresses non encore conquises, Manheim, ville presque ouverte, et Philisbourg, facile au moins à masquer, et d'appuyer les opérations offensives de l'armée de Mayence par des démonstrations sur le Mein, le Necker et l'Ens.

L'armée d'Italie, indépendante de celle du général Jourdan et forte de cinquante mille hommes, non compris les troupes cisalpines, liguriennes, polonaises et piémontaises, devait agir par sa gauche sur Trente; le gros de cette armée s'emparerait de Vérone et pousserait l'ennemi sur la Brenta et la Piave; un de ses corps détachés se porterait vers Botzen et Brixen, de concert avec l'aile droite de l'armée d'Helvétie, puis rejoindrait, si cela était nécessaire, la gauche de l'armée d'Italie, dont un autre corps détaché envahirait la Toscane; enfin elle couvrirait le Piémont ainsi que la Cisalpine par ce qui lui resterait de troupes au-delà des cinquante mille

hommes dont l'armée principale devait toujours rester composée.

Le but de cette vaste combinaison stratégique était de débusquer les Autrichiens de leurs diverses positions en les attaquant toutes à la fois avant que leurs divisions eussent pu être réunies, et que les Russes, qui marchaient encore très lentement, fussent arrivés à leur secours; de les chasser ainsi d'Italie et de leur en fermer l'entrée. Si elle avait eu tout le succès qu'on en pouvait espérer, les Etats héréditaires seraient redevenus, dans une lutte contre la masse entière des quatre armées françaises réunies, le seul théâtre de la guerre; les princes du corps germanique n'eussent osé bouger; et la Prusse, protectrice de la Basse-Allemagne, aurait, par sa neutralité conservatrice, acquis un nouveau degré d'importance politique, car les deux parties belligérantes eussent encore eu un égal intérêt à la ménager; mais il eût fallu, pour la réussite de ce plan de campagne, que le recrutement des armées françaises, par son mode nouveau de conscription militaire, s'opérât avec moins de lenteur, et que le directoire, déjà privé des meilleurs généraux français par la déportation ou l'exil, et par le blocus de l'Égypte, ne préférât point aux hommes à talens qu'il possédait encore des généraux

médiocres, dont le seul mérite était un attachement servile à son gouvernement, ou une entière conformité d'opinions politiques avec celles très révolutionnaires qu'il professait lui-même. Erreur ruineuse, mais fort commune dans les temps de troubles, et qui lui firent employer Schérer et Jourdan, quand ses véritables intérêts lui désignaient Joubert et Moreau. C'est ce que les hommes d'état observateurs voyaient avec curiosité, quoique sans étonnement.

Cependant, si le plan de guerre du directoire dont l'objet était d'acquérir par les armes ce qu'il avait tenté et manqué par les négociations, c'est-à-dire un empire absolu, durable et ferme sur les destinées de l'Europe continentale, montrait de la grandeur, de l'audace et surtout de l'unité, il en était tout autrement du plan des trois puissances coalisées contre lui, qui ne consistait qu'en opérations séparées, faites par des armées sans lien nécessaire entre elles, et mises en action d'après des intentions très divergentes; aussi l'exécution de plans mal conçus devait-elle, en définitif, se ressentir des intérêts et des vues diverses de ces trois puissances. L'Angleterre, par exemple, qui ne redoutait plus la France depuis le combat d'Aboukir, ne songeait qu'à l'occuper

par une guerre de terre à laquelle elle-même ne prendrait aucune part, et qui lui donnerait les moyens d'envahir ou de ruiner ce qui restait encore de colonies à sa rivale, et de se saisir de tous les points utiles à la consolidation de sa puissance maritime et commerciale ; car, sur ce double objet, une inattaquable supériorité est la condition vitale de son existence politique. Que désirait l'Autriche comme issue de cette lutte nouvelle? l'expulsion des Français de toute la péninsule italique pour la dominer à son tour, et de réunir à ses Etats ce qui serait le plus à sa convenance. Quant à l'empereur Paul Ier, ses vues seules étaient éminemment généreuses, son désintéressement parfait, sa conduite aussi loyale dans cette seconde coalition que celle de la Prusse s'était montrée telle dans la première ; il était donc impossible, vu son caractère noble et irascible, qu'il ne fût pas très promptement révolté de l'ambition sans frein de ses deux alliés. C'était cette catastrophe, dont ne doutait point le cabinet prussien, et qu'il croyait peu éloignée, qui le fit persévérer dans son système de neutralité dont le ministre de Hardenberg avait posé les bases dès 1795 ; aussi ce cabinet avait-il moins cédé aux vœux de la France qu'à ses propres in-

térêts en résistant aux insinuations de l'Autriche et de la Russie.

L'intervention armée et intempestive de l'empereur de Russie dans les affaires de l'Europe, et la manière brusque avec laquelle plus tard il la fit cesser, exigent ici quelques détails relatifs à ce prince, très mal apprécié encore, et que tout homme d'état avait intérêt à bien connaître. En effet, Paul Ier, doué des sentimens les plus nobles et d'un esprit aussi distingué qu'orné de connaissances précieuses, avant d'épouser l'une des femmes qui font le plus d'honneur à leur sexe*, avait été marié à l'une des princesses de Darmstadt appelées en Russie par Catherine II, et cette impératrice, en opposition au choix que le prince aurait fait, l'avait uni à celle qu'elle reconnaissait elle-même être fausse, intrigante et déjà corrompue dans ses mœurs**. Paul s'y attacha néanmoins; mais le comte André R....., fils d'un paysan de l'Ukraine, parvenu par la faveur seule et qui était son ami de cœur, n'en conserva pas moins avec la grande-duchesse d'intimes liaisons commencées dès avant le mariage; il soupait ordinairement en tiers avec les deux

* Marie Fedeorowna, princesse de Wirtemberg, mère d'Alexandre Ier et de Nicolas Ier.

** Voyez les pièces justificatives.

augustes époux, et, pour s'assurer un tête-à-tête, il faisait prendre au prince de l'opium. Cette coupable ruse, renouvelée presque tous les soirs, affaiblit les organes intellectuels du tzaréwitch; et si l'on joint à cela l'outrageante conduite que tenaient à son égard les favoris de sa mère et leurs courtisans qui composaient presque toute la cour, ainsi que la nécessité dans laquelle il se trouva de ne s'entourer que de gens, la plupart sans considération et portés à irriter ses passions, on ne sera nullement surpris de l'instantanéité de ses actions, des écarts fréquens de son imagination et de l'incohérence perpétuelle de sa conduite. Mais son cœur fut toujours aussi droit que son esprit se le montra peu; il voulut constamment le bien tout en faisant le mal. Il exigeait une obéissance passive, des principes d'honneur, et s'indignait de la moindre bassesse; mais entouré de misérables valets, il ne savait pas distinguer la franchise de l'insolence, car il n'avait point appris à connaître les hommes. Paul redoutait la révolution française, dont il abhorrait les crimes atroces et la perfide politique; puis il s'exagérait sa propre puissance et se croyait appelé au rôle brillant de défenseur du corps germanique, de restaurateur de la maison de Bourbon et de pacificateur de l'Europe. Il s'était donc

déclaré d'abord le protecteur de l'ordre de Malte; puis il s'en fit élire grand-maître à l'instigation d'un intrigant italien, officier de marine à son service, nommé le commandeur de Litta; farce ridicule, jouée par quelques chevaliers sans droits ni mission, résidant en Russie. Se regardant alors comme le chef de la noblesse européenne et le régulateur suprême d'un ordre pris dans son sein, il chercha querelle à l'électeur de Bavière pour avoir voulu supprimer dans ses états la langue anglo-bavaroise créée dans le courant du siècle dernier, et qui n'avait eu pour objet que de donner une haute existence à un bâtard de la maison palatine. Quelque singulier qu'il fût de voir le chef d'une église du rit grec schismatique ayant le souverain pontife romain pour supérieur, cet acte tenait pourtant à des idées politiques et religieuses bien ou mal conçues, qui fermentaient dans sa tête et qu'il ne put réaliser. C'était, et l'on a su que tout le travail à cet égard avait été fait et arrêté, d'opérer, pour lier plus intimement entre eux les plus puissans états chrétiens, la réunion sous un pasteur commun des deux plus nombreuses et plus anciennes communions chrétiennes; la formation d'une croisade générale contre la France révolutionnaire; le rétablissement de toutes les légitimités

violées, et la conclusion d'une alliance de tous les souverains pour empêcher les progrès de toute idée perturbatrice : brillante utopie suggérée par des jésuites récemment établis à Saint-Pétersbourg, qui faisaient envisager à Paul cette réunion à l'église romaine comme un moyen d'influence à la Chine, où la puissance de leur ordre lui était prouvée par l'expulsion de la fameuse ambassade de Macartney, œuvre de leur général (le P. Gouber), sur la demande de l'impératrice Catherine. Frappé de tant d'avantages et ambitieux d'un si grand lustre, Paul avait facilement accueilli les insinuations de l'Angleterre, malgré les avis de Nicolas Soltikoff et d'Alexandre Kourakin ; non qu'il crût le cabinet britannique en harmonie avec ses arrière-pensées, mais il considérait le renouvellement de la guerre comme un acheminement vers le but où il tendait; puis il croyait s'être très sincèrement assuré l'Autriche par l'appât d'un puissant secours.

Pour ne rien laisser en arrière sur les projets politico-religieux de l'empereur Paul, nous dirons ici, d'après des données authentiques, que non-seulement il entrait dans ses vues de réunir les deux rits catholique et grec, mais qu'il travaillait avec autant d'activité que de secret à

joindre encore à ces deux communions réunies les luthériens, les calvinistes et les zuingliens de la Suisse ; qu'il fit à cet égard des ouvertures aux pasteurs helvétiens, vivement révoltés alors des actes irréligieux et persécuteurs du gouvernement français. Le célèbre Lavater avait adopté cette idée ; nombre d'autres y accédaient aussi, et le jour où la Suisse eût été délivrée de l'armée française, on l'aurait hautement proclamée. On a de plus la certitude que le clergé livonien devait donner l'exemple de cette apostasie ; mais une opération propagandiste de cette nature ne pouvait avoir lieu qu'après une victoire complète.

Souvoroff, très superstitieusement attaché à son propre culte et ne pénétrant pas les projets ultérieurs de son maître, n'en partageait pas moins ses idées relativement à la révolution française et la restauration du trône des Bourbons. Cet homme extraordinaire, modèle à la fois d'indépendance et de fidélité, qui, seul parmi les généraux connus, eut le mérite ou le bonheur de n'avoir jamais été vaincu, quoique ses campagnes soient pour les militaires un objet plutôt de curiosité que d'étude ; cet homme qui acquit tous ses grades par des actions d'éclat, qui commanda victorieusement les armées russes contre les Turcs, les Polonais et

plus tard contre les Français, qui fut l'idole de ses soldats et l'orgueil de sa nation, qui jouissait alors d'une renommée supérieure à celle de presque tous les généraux de son temps, ne doit pas être uniquement jugé sur des bizarreries qui eussent choqué ou du moins étonné en tous autres lieux que ceux où il vécut. Les hommes et les choses ne peuvent être sainement appréciés que placés dans leur propre cadre ; la raison le dit, l'histoire le prouve. Puis il faut songer que la perfection n'étant pas l'un des attributs de notre nature finie, l'homme célèbre lui-même est un être mixte, et que chez lui la supériorité des qualités sur les défauts compose seule toute sa prééminence sur le reste de notre espèce. Cela posé comme vérité physiologique et expérimentale, combien est-il d'hommes qui, dans la carrière qu'ils parcourent, puissent être comparés à Souvoroff? En disgrace pour quelques plaisanteries sur les changemens opérés dans le militaire russe et qui, utiles ailleurs, pouvaient n'être pas en Russie sans inconvéniens, Souvoroff n'avait point été mis à la tête de l'armée qui marchait au secours de l'Autriche, quoique ses services, sa réputation, l'amour du soldat, les vœux de son pays le désignassent. Mais la cour de Vienne l'ayant demandé et obtenu, il courut prendre le commandement en chef des

deux armées impériales. De Vienne même, où il fut un objet de curiosité et d'admiration par le contraste de sa réputation et de son extrême simplicité, il se pressa d'envoyer à l'amiral Utschakoff qui, de concert avec les Turcs, s'était emparé de Corfou, l'ordre exprès d'aller attaquer Ancône; car il était le directeur suprême des forces Russes de terre et de mer. Quant à son plan de campagne, personne ne le connaissait, et tout le corps diplomatique fit de vains efforts pour le pénétrer. Le fait est qu'il n'en faisait aucun; marcher et combattre était tout son génie, attendant pour se décider les illuminations du champ de bataille; mais en eût-il conçu un, il avait assez de finesse pour deviner le but des questionneurs, et d'esprit pour les dérouter par des pasquinades. Ce que cependant il ne cachait pas, c'étaient ses opinions politiques, déjà suffisamment dévoilées par la lettre qu'il écrivit au chef vendéen Charette *. Aussi mandait-on de Vienne : « Souvoroff est vrai-« ment indéfinissable ; mélange perpétuel de rai-« son et de folie, on croit le saisir, il échappe et vous « rejette par un trait aussi bizarre qu'inattendu à « mille lieues de toute utile investigation. Ce qu'on « peut cependant conclure de ses propos sans

* Voyez les pièces justificatives.

« suite, c'est qu'il faut remettre toutes choses sur « le pied où elles étaient avant la révolution fran- « çaise, renverser toutes les nouvelles républiques, « rétablir les princes dépossédés, refréner partout « les idées révolutionnaires, punir tous les instiga- « teurs de troubles, ne se permettre ni ne souffrir « aucune usurpation, faire cesser le système des « convenances et y substituer une politique fran- « che, généreuse, désintéressée. On l'écoute, « on l'applaudit même, l'empereur de très bonne « foi, son ministère parce qu'il a besoin de lui. « Mais au fonds, tout cela ne paraît ici que la paro- « die d'un vieux roman chevaleresque du moyen- « âge, un écart d'imagination, des paroles vaines « et qui demeureront sans effet. Eh! comment « rêver que l'Autriche renoncera à ce qu'elle a « déjà acquis et à l'espoir d'acquérir encore, « dût-elle rentrer dans ce qu'elle a cédé et dont « elle a reçu le prix? Comment s'imaginer que « l'Angleterre restituera des colonies à la France, « sa rivale, et à la Hollande même, si long-temps « son alliée? Comment croire aussi qu'avec des « sentimens de cette nature, car ce sont bien cer- « tainement ceux de l'empereur Paul, la Russie « puisse être unie toute une année à l'Angleterre « et à l'Autriche? Mais ici on ne veut encore « que des succès militaires qui exigent une grande

« condescendance envers la Russie ; et, ces succès « obtenus, l'on saura bien alors ce qu'on en pourra « faire.....»

Le congrès de Rastadt durait cependant toujours, tandis que les troupes étaient en marche de toutes parts. Le directoire vit enfin tomber entre ses mains la forteresse d'Ehrenbreitstein* et il ne lui restait plus à occuper sur la rive droite du Rhin que Manheim et Philisbourg. Si l'on retardait donc de part et d'autre la reprise des hostilités, c'est que l'Autriche voulait attendre la jonction de l'armée Russe et la fonte des neiges qui rouvrirait entièrement les communications dans le Tyrol, afin de lier entre elles les opérations de ses armées d'Allemagne et d'Italie ; c'est parce que, d'un autre côté, la France n'avait point encore renforcé suffisamment ses divers corps de troupes, et qu'elle attendait aussi pour attaquer que les montagnes du Tyrol devinssent praticables. L'on ne faisait donc plus que s'épier réciproquement, supposé cependant qu'on ne négociât pas encore en secret. Le directoire enfin, se croyant en mesure de prendre vigoureusement l'offensive, demanda au cabinet de Vienne une réponse prompte et catégorique sur la marche

* Capitulée le 23 janvier et évacuée le 27.

des Russes, et, ne l'ayant pas obtenue, il adressa le 20 février aux généraux des armées d'Italie, de Mayence, d'Helvétie et d'observation, un arrêté portant que, « Le gouvernement Autrichien « n'ayant pas répondu à la note pressante qui lui « avait été remise par les ministres plénipoten- « tiaires français à Rastadt, et son silence devant « être regardé, aux termes de cette note, comme « une agression hostile, le général en chef de « l'armée de Mayence se porterait au-delà des « montagnes Noires, dans les positions indiquées « par ses précédentes instructions; que le com- « mandant de l'armée d'Helvétie s'emparerait du « pays des Grisons et pourrait même occuper sur « sa gauche les pays appartenant à la maison d'Au- « triche dans le Vorarlberg, si cette ligne devenait « nécessaire à la sûreté de sa position; que le « général de l'armée d'observation se porterait, « aussitôt que faire se pourrait, entre le Mein et « le Necker, et que les généraux de l'armée d'Italie « seconderaient les mouvemens de l'armée d'Hel- « vétie. » Jourdan ayant donc fait toutes ses dispositions et donné ses ordres aux deux généraux placés sous son commandement, il entra en Allemagne le 1^er^ mars 1799, ce qui, étant une infraction à la convention conclue à Rastadt le 6 frimaire an VI (28 novembre 1797), constituait

un acte d'hostilité, et autorisait l'archiduc Charles à se porter en avant, en passant l'Inn, comme il eût déjà pu en avoir un motif légitime par la prise d'Erhenbreitstein, sur laquelle l'Autriche, sans l'approuver hautement, s'était contentée de fermer les yeux. Le directoire n'avait donc aucun droit de s'en plaindre, quoiqu'il s'en fît un prétexte d'agression dans son arrêté du 20 février, que reproduisit le général Jourdan dans sa proclamation et son ordre du jour à son armée.

Quoique ce ne soit point ici un ouvrage essentiellement militaire, nous ne devons pas moins y entrer dans quelques détails sur un début de campagne si court, mais si brillant, pour les armes autrichiennes; d'autant que, si la France y eût triomphé, elle se fût assurée sur ses ennemis une prompte et complète supériorité, en isolant l'armée autrichienne d'Italie, trop faible encore pour résister à celle qui lui était opposée, secondée alors d'une partie de celle d'Helvétie; et que cette armée eût été privée de toute ressource comme de toute communication avec les États héréditaires et avec l'armée auxiliaire Russe. Puis le général Jourdan, en commençant son mouvement offensif le 1^er^ mars, prévenait la jonction de Souvoroff avec l'archiduc Charles, l'entrée en Suisse du corps russe de Korsakoff; et le théâtre

de la guerre ainsi changé, changeait aussi en Europe la nature et la marche de tous les intérêts politiques.

Jourdan fit donc défiler son armée, du 1er au 3 mars, par les deux ponts de Kehl et de Bâle, portant le 4 son centre à Willingen, sa droite aux villes forestières, et sa gauche à Freudenstadt; puis il se dirigea vers le Danube après avoir franchi rapidement et sans obstacle les montagnes Noires, tandis que l'armée d'observation s'emparait de Manheim et que celle d'Helvétie envahissait le pays des Grisons. Cependant le prince Charles, à la première nouvelle de la marche de Jourdan, avait en hâte rassemblé ses troupes, jeté dans Ulm un corps pour y couvrir ses magasins et flanquer sa droite, fortifié à sa gauche la position de Feldkirch, passé le Lech dans les journées des 4 et 5, et établi le 9 son quartier général à Memmingen, ayant sa droite à Ulm et sa gauche à Kempten. Nous ne nous arrêterons point aux détails stratégiques où la supériorité de talent du prince sur son adversaire fut évidente pour tout militaire instruit; nous nous contenterons de dire que, dès le 10, les troupes légères des deux armées s'étaient rencontrées, et que le 15 les Français prirent position, la droite au lac de Constance, la gauche au Danube, et le

centre à Stokach. Mais Masséna, malgré la fréquence et la vigueur de ses attaques, n'avait pu enlever les retranchemens de Feldkirch, ni par conséquent communiquer avec Jourdan par Bregentz et Lindau, ce qui eût compromis la gauche et les derrières de l'armée autrichienne, dont le quartier général fut porté le 11 à Wurzach, et le 16 jusqu'à Ochsenhausen. Les forces autrichiennes étant alors en partie réunies, Jourdan concentra les siennes en se repliant sur Egen. Jusque là il avait voulu attendre sa jonction avec la droite de l'armée d'Helvétie, et laisser à son adversaire l'initiative des hostilités, comme si son invasion n'eût pas été un acte hostile; mais une affaire devenait inévitable; il craignait de perdre les avantages résultant d'une offensive qui d'ailleurs lui était commandée. Il porta donc son quartier général à Pfullendorf le 18, poussant ses avant-postes jusqu'à Mersbourg. L'archiduc, dont l'armée se trouvait encore d'une marche en arrière de lui, prit poste le 20, avec son avant-garde, sur les hauteurs de Salgau, n'étant plus séparé que par un étroit vallon dans lequel coulait l'Ostrach, de l'armée française qui l'attaqua et le repoussa, après avoir dénoncé la rupture de l'armistice; mais Jourdan fut déposté le lendemain malgré la plus vive résistance, et se retira

la nuit à Pfullendorf, où il ne put se maintenir, sa gauche ayant été compromise le 22 dans un nouveau combat; et il dut continuer sa retraite jusqu'en arrière de Stokach où il prit une forte position, tandis que la colonne la plus avancée de son armée était entièrement coupée. Ce jour même, l'armée d'Helvétie échouait de nouveau dans sa vigoureuse attaque contre les positions fortifiées de Feldkirch, et l'archiduc étant plus que jamais rassuré sur la situation de son aile gauche par cet échec de Masséna, forcé de repasser le Rhin après avoir perdu le 23 l'élite de ses troupes, il resserra de plus en plus les postes français. Quelques chocs partiels, sans résultats majeurs, eurent lieu dans la journée du 24; mais ils annonçaient une attaque prochaine que les succès obtenus par les Autrichiens sur l'Ostrach et à Pfullendorf préparaient et rendaient redoutable. Il est d'autant plus nécessaire de s'arrêter ici sur l'affaire de Stokach, que cette bataille, où le général autrichien déploya, comme dans le cours de cette campagne courte, sanglante et glorieuse, une sagacité, un sang-froid, une intrépidité véritablement admirables, décida pour cette année du sort des parties belligérantes, en couvrant les débouchés du Tyrol menacés par les constans efforts du général Le Courbe.

L'archiduc, ayant donc été attaqué le 25 par le général Jourdan, il reploya d'abord tous les avant-postes français dont le centre le ramena bientôt, et sa droite fut repoussée jusque dans les bois situés en arrière de Liptingen, village dans lequel le corps de Méerfelt ne put tenir. Ravi de ce premier succès, et quoique les Autrichiens se battissent avec acharnement sur la chaussée qui traverse les bois, le général Jourdan, se croyant déjà vainqueur, lance, par un mouvement prématuré qui l'affaiblit, une forte division sur le flanc de son ennemi, pour le tourner et lui couper la retraite. L'archiduc, doué d'un coup d'œil prompt et sûr, voyant à la fois le mal et le remède, s'inquiète peu de ce faux mouvement qui eût déconcerté un général médiocre; il renforce le corps qui défend opiniâtrément les bois vigoureusement assaillis; ses troupes arrivent; il met pied à terre et charge à la tête de ses grenadiers, rétablit ses affaires après un combat furieux et sanglant, et rejette les Français dans la plaine où ses cuirassiers les chargent et les mettent en déroute complète. Jourdan fait de vains efforts pour arrêter la fuite de ses troupes et il est lui-même entraîné par elles. N'ayant pas été vivement poursuivi par les Autrichiens, le général français put opérer sa retraite le 26; celle

de sa droite sur Schaffouse, celle de sa gauche par le pont de Tuklingen; et, après avoir fait prendre à son armée une position définitive au débouché des montagnes Noires, il la quitta le 3 avril pour se rendre à Paris et s'y plaindre à tout le monde d'avoir été battu. Ce départ eut lieu un mois après son invasion en Allemagne, et quatorze jours seulement depuis son premier acte d'hostilité, ayant, en cinq jours, perdu trois batailles qui le ruinaient. C'était pour la seconde fois qu'il luttait si infructueusement contre le génie de l'archiduc Charles, que Moreau, équitable juge des talens de ses adversaires, regardait comme le plus grand général de son temps.

Le plan de campagne du directoire avait donc manqué totalement son effet relativement à l'Allemagne et au Tyrol, d'autant que le général Ernouf, à qui le commandement de l'armée de Mayence fut remis, se croyant menacé dans ses communications, continua la retraite et fit rentrer ses troupes sur la rive gauche du Rhin. La double retraite de Jourdan et de Masséna en nécessita encore une autre, celle des généraux Le Courbe et Dessolles qui, à travers les neiges et les glaces des Alpes Juliennes, étaient parvenus, par des efforts presque surhumains, à déposter le général Laudon, à occuper Martinsbruk et

Munsterthal, et à dominer ainsi les vallées du Tyrol, ce qui facilitait les communications des armées françaises d'Allemagne et d'Italie et gênait celles des armées autrichiennes dans ces deux pays ; mais ils avaient été forcés d'abandonner ces positions si redoutables et si chèrement obtenues par suite des succès de l'archiduc Charles et des échecs de Masséna. La France alors commença à sentir que l'indépendante neutralité de la Suisse, qui couvrait ses frontières orientales, lui eût été beaucoup plus utile qu'une occupation militaire, favorable sans doute à un système victorieusement offensif, mais ruineuse au moment où, réduite à la défensive, elle était obligée d'employer à la garde de ce pays des troupes qu'il lui eût été plus nécessaire de destiner à renforcer ses armées d'Allemagne et d'Italie.

Tandis que ces choses se passaient et que l'archiduc Charles ne pouvait profiter de ses victoires, soit pour insulter les frontières françaises, soit pour faire évacuer la Suisse à Masséna, hors d'état alors de lui résister, faute qu'on attribua aux vues et directions erronées du conseil aulique de guerre, l'armée autrichienne d'Italie, qui ne s'élevait alors qu'à trente-six mille hommes, attendait dans une forte position sur l'Adige l'armée

russe, qui seule pouvait la mettre à même d'agir offensivement. Le général baron de Mélas, alors malade, devait la commander, et elle était par intérim sous les ordres du général Kray, officier remarquable par les talens qu'il avait déployés dans les batailles d'Altenkirken, Forcheim, Bamberg, Wetzlar et Giessen. Schérer, placé à la tête de l'armée française et qui avait commencé par mécontenter le Piémont en y levant de fortes contributions et en les faisant rentrer dans les formes les plus oppressives, crut devoir profiter de l'infériorité numérique de son adversaire; car, quoiqu'il eût détaché un corps chargé d'envahir la Toscane, son armée se composait encore de cinquante mille hommes. Il assembla donc un conseil de guerre à Mantoue le 23 mars; c'était le jour même où Masséna ruinait son armée devant les fortifications de Feldkirch, et où Jourdan, après avoir été battu pour la seconde fois à Pfullendorf, se retirait sur Stokach, où sa campagne devait se terminer par une défaite.

Dans ce conseil de guerre, il fut décidé qu'on attaquerait sur-le-champ l'armée autrichienne, dont le centre occupait, avec dix-huit mille hommes, Vérone et les villages fortifiés de Saint-Maximin et de Sainte-Luce qui couvraient cette ville; dont la gauche, composée de neuf

mille hommes, défendait Porto-Legnago, et qui, par sa droite, forte aussi de neuf mille hommes, s'appuyait au lac de Garde. Le plan d'attaque, auquel on ne saurait donner trop d'éloges, consistait à faire insulter Porto-Legnago par la division Montrichard, afin d'attirer de ce côté l'attention et les forces de l'ennemi, tandis que Schérer, avec ses divisions du centre, se porterait directement sur Vérone, et que, pour seconder cette attaque et diviser les forces autrichiennes, Moreau, qui ne servait là que comme volontaire, mais à qui le commandement de la gauche fut déféré par ses camarades à la grande satisfaction des troupes, forçant la droite des Autrichiens et passant l'Adige, attaquerait à revers cette même ville de Vérone. Cette combinaison stratégique, dont le succès eût écrasé l'armée autrichienne et empêché que, même avec le secours des Russes, elle pût reprendre sur l'armée française une supériorité numérique, parut d'abord obtenir une pleine réussite. Mise à exécution le 26 mars dès la pointe du jour, Kray, trompé par la diversion sur Porto-Legnago qu'il crut l'objet de l'attaque principale, s'y porta avec des forces considérables ; mais, éclairé bientôt sur les intentions de Schérer, il les ramena vers son centre déjà vigoureusement attaqué.

Moreau cependant emportait déjà les redoutes qui couvraient la droite des Autrichiens, traversait l'Adige, s'avançait jusqu'à Chiusa et menaçait Vérone.

Durant cette action utile et brillante, Schérer, après avoir assailli Sainte-Luce qui se défendît vigoureusement, mais fut enlevée, et Saint-Maximin qui, sept fois pris et repris, demeura aux Autrichiens; Schérer, éprouvant une résistance inattendue, affaiblit successivement ses ailes pour redoubler des efforts toujours impuissans. Effrayé enfin des pertes énormes qu'il avait faites, il fit retirer Moreau qui eût voulu conserver ses positions pour renouveler le lendemain la lutte avec plus d'avantage; il fallut cependant obéir.

Le combat avait duré jusqu'à la nuit, et les Français, qui bivouaquèrent sur le champ de bataille, renouvelèrent le 27 leurs attaques sur Vérone, contre la Porte-Neuve, mais avec aussi peu de succès que la veille. Schérer se retira alors sous le canon de Peschiera, et laissa reposer ses troupes le 28 et le 29; il culbute le 30, vers dix heures du matin, tous les postes autrichiens sur l'Adige; Serrurier passe cette rivière, et poussant tout ce qui est devant lui, il atteint les hauteurs qui dominent Vérone; mais, abandonné à lui-même et trop faible, il est repoussé par une

colonne de dix mille hommes, et un corps français de deux mille hommes, ne pouvant repasser les ponts déjà rompus, est totalement détruit. Schérer, cependant, s'épuisant encore devant Saint-Maximin, y perd en vain beaucoup de monde, se replie le premier avril, jetant une forte garnison dans Peschiera, et se concentre au-dessous de Villa-Franca, sa droite entre Vérone et Porto-Legnago, sa gauche en-deçà du lac de Garde, et le reste à Magnano, position encore menaçante qui couvrait Mantoue et lui donnait les moyens de repasser l'Adige. Kray, de son côté, s'avançe jusqu'à Castel-Novo, et masquant Peschiera, resserre la gauche de l'armée française. Schérer, qui ne peut ni quitter le voisinage des lacs sans compromettre ses communications avec l'armée d'Helvétie, ni continuer à s'y appuyer sans rendre plus difficile sa jonction avec les troupes stationnées dans la Basse-Italie, pour éviter l'un ou l'autre de ces dangers et dans la crainte même d'être tourné, se décide à attaquer les Autrichiens sur toute leur ligne le 15 avril. Kray, qui avait conçu un semblable dessein, marchait aussi à sa rencontre. La bataille devient générale et sanglante; Moreau, perçant le centre qui lui est opposé, parvient jusque sous les murs de Vérone; Villa-Franca est pris par

les Français et leur reste à la fin de la journée ; mais leur droite ayant été tournée par les Autrichiens et forcée à se retirer, la victoire est assurée à ces derniers, et Schérer, évacuant le 6 toutes ses positions, se retire par Rover-Bello, passe le Mincio le 7 à Giota, tandis que Kray le passe lui-même à Valleggio.

Pour le couper de Ferrare, tous les postes français et cisalpins furent attaqués le 8, de Bornio au lac de Garde, et l'armée française se retira sur Brescia. Ce fut le 11 que le général baron de Mélas arriva à l'armée autrichienne; mais pour rendre hommage aux talens et aux succès du général Kray, il lui laissa le commandement de l'armée jusqu'à l'arrivée du général Souvoroff, qui eut lieu le 14. Ainsi, en onze jours, le général Schérer, qui avait par ses pertes multipliées perdu tous les fruits d'une grande supériorité de forces et réduit une belle et valeureuse armée de cinquante mille hommes à vingt-huit mille, allait avoir à lutter contre des forces plus que doubles de celles qui lui restaient; encore était-il obligé d'en détacher une partie pour occuper le Piémont où de justes mécontentemens menaçaient d'une révolte. En effet, grace à l'arrivée successive de renforts venus des Etats vénitiens et du Tyrol, l'armée autrichienne,

malgré ses pertes, s'élevait déjà au-delà de quarante mille hommes; dix-huit mille Russes venaient de la rejoindre ; elle en attendait dix mille autres et quatre mille Autrichiens, ce qui allait porter la force des alliés au-delà de soixante-douze mille hommes.

Souvoroff, étant arrivé à Vérone le 14 avril, prit aussitôt le commandement de l'armée combinée, campa le 18 à Capriano et Cassetto. Kray, qu'il détacha le 20, s'empara de Peschiera, et le prince Bagration délogea les Français de Pallazola le 23. Les Français, forcés d'abandonner la ligne de l'Oglio, cherchèrent à se retrancher sur l'Adda pour y attendre des renforts, et particulièrement le corps d'occupation de la Toscane; mais Souvoroff, passant l'Oglio le 24, marcha par sa droite sur Paznolo que les Cosaques occupèrent; par sa gauche, que commandait Mélas, sur Ponte-Oglio, Martiningo et Sola, jetant les corps de Keim et de Hohenzollern vers Crémone et Plaisance; et son quartier général fut porté le 25 à Treviglia, sur l'Adda. L'armée française, que Schérer, rappelé par le directoire, remit le 26 à Moreau, se retira rapidement et son quartier général s'établit momentanément à Milan.

Moreau, à la tête d'une armée battue, désorganisée, réduite à moins de moitié de l'aveu de

Schérer lui-même, pouvait seul inspirer aux troupes quelque confiance; mais il se trouvait contraint à une défensive difficile et périlleuse, en face d'une armée forte de sa masse et de ses victoires, que le caractère de son chef allait rendre aussi active qu'elle avait précédemment été circonspecte dans ses mouvemens. Il attendait des secours, en pressait l'arrivée, et Dessolles, détaché de l'armée d'Helvétie après avoir quitté Munstersthal, marchait à grands pas pour le rejoindre. Mais jusque là il disputa pas à pas le terrain avec une poignée d'hommes.

L'on se battait depuis plus d'un mois; les deux grandes armées françaises d'invasion avaient déjà été repoussées et presque détruites; le cabinet britannique jouissait pleinement du fruit de ses négociations, en voyant la France réduite à se défendre péniblement, incapable par conséquent de chercher à relever sa marine et à protéger son commerce; quand l'Europe fut frappée d'un événement dont le public n'a pu encore ni pénétrer la cause, ni signaler clairement les auteurs.

La réalisation des longues négociations de Rastadt était suspendue par la reprise des hostilités; le congrès avait cependant continué ses travaux, soit publics, soit secrets, jusqu'au 8 avril où il

fut dissous, et les plénipotentiaires français ne s'éloignaient point. Que voulaient-ils? qu'espéraient-ils? que faisaient-ils? on l'ignore; mais la guerre était déclarée, les succès des Autrichiens étaient brillans, journaliers, menaçans, et leurs prétentions devaient s'en accroître. Quoi qu'il en fût, les trois ministres du directoire reçoivent enfin, le 28 au soir, l'ordre de quitter à l'instant Rastadt. Ils partent précipitamment, et dans la nuit, des hommes revêtus de l'uniforme du régiment des hussards autrichiens de Szeckler les atteignent, leur demandent leurs noms; sur leur réponse ils sont arrachés de leurs voitures et sabrés; Bonnier et Roberjot perdent la vie; Jean de Bry est laissé pour mort et se sauve; le reste de la légation est respecté, ainsi que les femmes. On ne pille rien, se contentant d'enlever les portefeuilles des ministres. Les hussards demeurent près des voitures jusqu'au lendemain qu'on vient reconnaître les faits déjà consignés dans un procès-verbal, sur le récit du ministre survivant, et signé de tous les envoyés allemands demeurés à Rastadt. Ces députations furent vivement indignées d'un pareil attentat; elles protestèrent, à l'exception de l'Autriche *, contre cet acte de barbarie; le

* Le 1er mai.

gouvernement français en accusa l'Autriche qui ne répondit pas. L'archiduc Charles seulement adressa à Masséna un simple désaveu*, mais nulle enquête ne fut faite pour connaître et frapper les auteurs d'un crime public, attribué par le gouvernement autrichien aux désordres inséparables de l'état de guerre. Cet exposé suffirait peut-être pour mettre sur la voie de la vérité; voyons si une pièce que nous avons sous les yeux ne jeterait pas de nouvelles lumières sur cet événement, source alors de vaines clameurs qui se perdirent bientôt au sein du tumulte des armes. C'est une lettre adressée le 12 mai au ministre de Hardenberg, par l'un de ces correspondans qu'il entretenait dans tous les lieux où ils pouvaient servir à éclairer sa politique observatrice; la conserver, c'était prouver que l'opinion qu'on y manifestait ne choquait en rien la sienne propre..... La voici..... « Votre excellence doit être étonnée que, depuis quinze jours, je n'aie pas donné « suite aux notes que j'eus l'honneur de lui adresser le jour même de la mystérieuse tragédie « du 28 avril; mais je cherchais à lever le voile « qui couvre les auteurs de cet attentat, et l'on « s'étudie sans cesse à l'épaissir. Je voulais atten-

* Par une lettre du 2 mai.

« dre les informations judiciaires, et il n'y en a « pas eu; obtenir quelques documens secrets, et « je n'ai pu m'en procurer; savoir ce qu'on en « pensait en Allemagne et en France; tout cela « ne m'a rien appris de positif; mais je n'en de- « meure pas moins dans l'idée que je communi- « quai d'abord à votre excellence. L'inconcevable « ignorance dans laquelle on retient le public « sur ce qui a trait à un crime public m'y con- « firmerait encore; puis, outre que ce silence « profond ne peut être qu'une œuvre d'en-haut, « le récit exact des faits porte en lui seul des « lueurs de vraisemblance qui ne sauraient con- « duire loin de la vérité; Exposons-le donc ici.

« Le congrès de Rastadt n'avait, en réalité, été « qu'une longue trève dont les deux principales « parties avaient également besoin, et qu'elles « espéraient convertir en une paix utile qui fît « obtenir à chacune d'elles des avantages propres « à soumettre à l'une le corps germanique que « l'autre aurait sacrifié en raison de l'extension « de son territoire. Ce double intérêt devint « l'objet de négociations secrètes que les au- « tres cabinets purent soupçonner, mais non, « peut-être, pénétrer entièrement; et elles eurent « lieu sans doute, non-seulement depuis la re- « prise des hostilités, mais postérieurement à la

« rupture du congrès, ce qui expliquerait seul la « résidence prolongée des ministres français dans « une ville où leurs fonctions avaient cessé. En- « fin on leur signifie l'ordre de partir et ils sont « assassinés par des hussards autrichiens (fait « constaté), qui ne frappent qu'eux, n'en voulant « qu'à leurs papiers; ne s'éloignent pas après le « crime et demeurent dans une parfaite impunité « (faits encore irréfragablement constatés); or « la conséquence nécessaire de toutes ces choses, « c'est qu'on avait un puissant intérêt à s'assurer « du silence des ministres français, à enlever « les papiers dont ils étaient porteurs, et à faire « disparaître ainsi toute trace de honteuses négo- « ciations. N'approchons-nous pas ici bien près « de la lumière? Voyons si l'examen des intérêts « des diverses puissances ne la fait pas briller « encore d'un plus vif éclat!

« A Dieu ne plaise que je regarde comme un « incontestable axiome cette maxime trop répan- « due que, qui a intérêt à la chose en est néces- « sairement l'auteur; mais il ne faut pas la rejeter « trop légèrement, et il est permis d'en conclure « que, qui n'a ni ne peut avoir intérêt au crime, « doit en être hautement déclaré innocent. Je « ne mettrai donc point ici en cause les diverses « puissances germaniques, exemptes même de tout

« soupçon, et ne parlerai que de celles mainte-
« nant belligérantes, l'Angleterre, la Russie, la
« France et l'Autriche.

« L'Angleterre, partout triomphante, régnait
« sur toutes les mers ; sa marine était sans rivale,
« son commerce sans concurrence ; elle était par-
« venue à former une nouvelle coalition contre
« la France, dont elle bloquait en Égypte ce que
« le directoire avait de mieux en armée et en
« généraux ; elle attendait à chaque instant la
« prise de Malte qui assurerait sa prépondérance
« maritime dans la Méditerranée ; elle voyait la
« seule puissance qu'elle redoutât battue, rui-
« née, désorganisée, découragée. Que lui impor-
« tait donc le secret de certaines négociations
« devenues sans effet, qui en définitif n'avaient
« pas nui à la réussite de ses vues politiques, et
« dont la nature cessait d'être pour elle un objet
« même de simple curiosité ? Si donc quelques
« esprits trop prévenus purent la supposer cou-
« pable du crime de Rastadt, il faudrait que ces
« gens à courte vue supposassent aussi qu'un
« gouvernement, auquel ses détracteurs mêmes
« ne refuseront jamais du moins une juste et saine
« appréciation de ses véritables intérêts, eût,
« sans aucune espèce d'utilité, fait commettre
« un forfait qui, facile à découvrir, deviendrait

« alors la plus stupide de toutes les fautes *.

« La Russie doit aussi être mise à l'écart : là, « on ne peut rien sans l'ordre exprès du souve- « rain, et le caractère emporté, mais franc et « loyal de Paul Ier, rendrait inadmissible toute « inculpation outrageante à ce prince dont la pro- « fonde horreur pour tout ce qui est lâcheté, « bassesse ou crime est assez généralement con- « nue. Puis, si le cabinet russe eût voulu saisir « des papiers propres à compromettre l'Autriche, « celle-ci s'y serait-elle prêtée et aurait-on em- « ployé à cet effet des hussards autrichiens?

« Quant à la France, ce qu'il y a d'assez bizarre, « c'est que si l'on ne m'a pas trompé, ce sont les « Français eux-mêmes qui accusent leur gouver- « nement de l'attentat de Rastadt, ce qui prouve, « non l'équité d'une telle condamnation, mais la « haine et le mépris qu'on éprouve dans leur « propre pays pour ceux qui le gouvernent.

* Bonaparte, ennemi des Anglais, en parlant dans ses Mémoires dictés à Sainte-Hélène à M. de Montholon (tom. VI, p. 40), de l'attentat de Rastadt, regarde comme absurde l'idée de l'attribuer au gouvernement britannique; et en rapportant, dans la page suivante, l'accusation portée à cet égard contre le gouvernement français, il ajoute comme correctif: « Mais alors l'opinion était en guerre contre le directoire. »

« Les motifs dont on y appuie cette opinion sont « aussi futiles que l'arrêt est légèrement rendu. « *Les directeurs, dit-on, sont capables de tous les « crimes, et ils attribuent les leurs à l'Autriche, « pour exciter contre elle la vengeance de leurs « soldats.* Mais leurs soldats, quoique vaincus, « avaient prouvé par leur héroïque valeur qu'il « n'était pas nécessaire d'employer à leur égard « un pareil stimulant; et les malheurs qu'ils « éprouvèrent ne furent généralement attribués « qu'à l'infériorité numérique de quelques-unes « des armées, à l'insuffisance des approvisionne- « mens et au mauvais choix des généraux en chef, « fautes résultantes de l'incapacité du directoire « lui-même; il ne faut donc pas s'arrêter ici à une « opinion nécessairement erronée. Enfin quel in- « térêt les directeurs auraient-ils eu à assassiner « leurs propres ministres qu'ils pouvaient faire « taire s'ils l'eussent voulu, et à enlever leurs « papiers, qu'ils étaient les maîtres de faire re- « mettre entre leurs mains, dont le contenu « d'ailleurs n'était pas pour eux un mystère? « Dans le cas même où ce crime leur serait rai- « sonnablement imputable, comment l'Autriche, « qu'ils en accusaient publiquement, n'eût-elle « pas eu intérêt et moyens de prouver qu'ils en « étaient les auteurs? Cependant elle s'en tient

« à de simples dénégations, tandis que pour tout « crime qui n'eût pas couvert quelques lâchetés « politiques, il y aurait eu information active, « instruction judiciaire. Le gouvernement fran- « çais doit donc ici être mis hors de cause!

« Que dire maintenant de l'Autriche? Certes, « elle paraît avoir eu seule un puissant intérêt à « commettre cette horrible action; seule elle « avait à cacher des menées secrètes et basses; « seule elle devait vouloir faire taire les négocia- « teurs français et s'emparer de leurs papiers. « Elle ne pouvait se disculper d'une terrible et « publique accusation que par la recherche, le « procès et la punition des assassins. Est-ce de « cette manière qu'elle en agit? Qui maintenant « aurions-nous à désigner comme l'auteur du « crime? Ce n'est assurément point l'empereur « François II, le plus honnête homme d'un em- « pire peuplé de gens très honorables; non, ce « n'est point cet auguste modèle de probité, de « justice, d'humanité! Mais a-t-il jamais sondé « toutes les profondeurs de la conscience de son « ministre Thugut, comme les sales menées de « l'agent révolutionnaire Poterat; sur les négo- « ciations entamées près du directoire et de Bona- « parte pour le partage des états pontificaux? Ce « ne serait pas davantage le loyal archiduc Char-

« les que nous oserions désigner ici ; mais avait-
« il découvert dans ses campagnes de Flandre les
« coupables intrigues de Fischer? Soupçonnait-
« il les mystères de l'évacuation de la Belgique,
« et la vente pour six millions des quatre places
« conquises sur la frontière du nord de la France*,
« au prix de tant de sang autrichien? Je n'en
« dirai pas davantage ; car qui se permettrait,
« sans preuves positives, d'accuser un gouver-
« nement toujours respectable et des ministres
« dont plusieurs méritent notre estime? Mais
« si le tribunal de Berlin ne condamnait pas sur
« d'aussi fortes apparences, un jury anglais, dans
« son ame et conscience, prononcerait hardi-
« ment. Au reste, je ne présente ici à votre excel-
« lence que des conjectures, sur lesquelles mon
« opinion personnelle est néanmoins irrévoca-
« blement arrêtée ; et c'est avec une profonde

* Il paraît que l'agent n'était pas exactement instruit de cette honteuse négociation, car Tallien disait confidentiellement à ses amis : « La retraite de Champagne, à la-
« quelle le roi de Prusse et le duc de Brunswick, totale-
« ment étrangers à une sale intrigue, furent forcés par les
« insinuations de gens payés dans le cabinet prussien, et
« principalement par madame de Ritz, depuis comtesse
« de Lichteneau, nous a coûté bien cher; mais nous n'a-
« vons acheté les quatre places du nord que *huit millions.* »
(*Note de l'éditeur.*)

« conviction que je la soumets à un homme d'é-
« tat plus capable que moi de saisir la vérité en
« dépit des obscurités qui la couvrent. »

Souvoroff cependant continuait à suivre en Italie le cours de ses succès militaires. Il avait, le premier, parmi les généraux opposés aux armées françaises, fait cesser le supplice des émigrés pris par elles, en déclarant que la mort de chacun d'eux deviendrait l'arrêt condamnatoire de quatre des prisonniers français tombés entre ses mains. Voulant aussi annoncer aux populations italiennes les intentions de son gouvernement, il publia la proclamation suivante : « L'armée victorieuse de « l'empereur apostolique et romain est ici ; elle « combat uniquement pour le rétablissement de « la sainte religion, du clergé, de la noblesse et « de l'antique gouvernement de l'Italie. Peuples, « unissez-vous à nous pour Dieu et pour la foi ; « nous sommes arrivés avec une grande puissance « à Milan et à Plaisance pour vous secourir. » En effet Souvoroff, prêtant sa propre activité à l'habituelle lenteur autrichienne, marchait rapidement de succès en succès. Il avait, en approchant de l'Adda, divisé son armée en trois colonnes, dirigées, celle de droite, que commandait Rosemberg, à la pointe du lac de Como et sur le Poste de Lecco ; celle de gauche, aux ordres de Melas, vers Cas-

sano ; le centre sur Vaprio : et le corps détaché de Seckendorff marcha sur Crema et s'avança jusqu'au pont de Lodi. Le Poste de Lecco fut emporté le 26 par le prince Bagration, et l'Adda passée le 27 à Brivio par Rosemberg. La colonne du centre ayant déposté de Trezzo le général Serrurier, celui-ci, renforcé d'un corps de troupes que Moreau lui envoya, attaqua lui-même les Austro-Russes, et obtint sur eux un premier succès ; mais à l'arrivée du marquis de Chasteler, il fut repoussé ; forcé de nouveau à Vaprio, tandis que Mélas enlevait les retranchemens de Ritorto-Canal, protégés par l'artillerie de Cassano, et, après un combat acharné de 9 à 10 heures, arrivait le 27 à Gorgonzelo. Serrurier donc, coupé alors de l'armée française, environné de troupes ennemies, sans espoir de secours, se trouva totalement enveloppé à Verderio et contraint à mettre bas les armes. Moreau, qui éprouvait ainsi une perte de 7 à 8 mille hommes, fut obligé le 28 d'évacuer Milan, ce qu'il fit dans le plus grand ordre, en laissant une garnison de deux mille hommes dans la citadelle, que Souvoroff fit bloquer par quatre mille hommes le lendemain 29, jour de son entrée triomphale dans la capitale de la Lombardie, où il fut reçu aux acclamations de tous les habitans, trente-quatre jours seulement depuis la reprise des hostilités.

Moreau alors opérait sa retraite, et son armée, partagée en trois colonnes, marchait, celle de droite de Lodi à Plaisance, celle du centre par la route de Gênes sur Pavie et Voghera, celle de la gauche du côté de Novarre, où son quartier général fut le 2 mai. Malgré quelques renforts, ce général n'avait guère alors sous ses ordres que vingt-cinq mille hommes, et tous les militaires de l'Europe avaient les yeux fixés sur lui, pour savoir comment il pourrait se tirer de la position critique dans laquelle il se trouvait. Il commença par se rendre de sa personne à Turin pour mettre cette ville en état de défense et établir des communications avec la Suisse et la France, seuls points dont il pût espérer du secours, depuis qu'une armée immense et victorieuse le séparait de l'armée de Naples, entouré d'ailleurs, comme il l'était, de populations insurgées ou mécontentes. Il porta le 7 mai son quartier général à Alexandrie, prit une position sous Tortone et étendit les avant-postes de sa droite vers les Apennins, dans l'intention de retarder autant que possible la marche des alliés et de donner ainsi à Macdonald le temps et les moyens d'arriver. Mais ce que Moreau, malgré tous ses talens, aurait peut-être vainement tenté, le cabinet de Vienne l'opéra lui-même, et voici ce qu'un général russe mandait

alors au comte Rostopchin, alors ministre favori de l'empereur Paul. Elle est en date du 10 mai et copiée ici sur l'original. « Nos glorieuses opé-« rations vont donc être entravées par ceux-là « mêmes les plus intéressés à leurs succès! Loin « d'applaudir aux brillans triomphes de nos armes, « ce maudit cabinet autrichien voudrait en retar-« der la marche. Il exige déjà que notre grand « Souvoroff, en divisant son armée, la porte à la « fois sur plusieurs points, ce qui l'affaiblira et « sauvera Moreau d'une totale et prochaine des-« truction. Ce cabinet, qui craint une trop « prompte conquête de l'Italie, a certainement « des vues secrètes et qu'il n'ose pas avouer pu-« bliquement, car il connaît bien celles de notre « magnanime empereur. Il masque les siennes « de craintes pusillanimes et fait recommander « par le conseil aulique de guerre, qui a fait déjà « manquer tant de campagnes aux Autrichiens « et retient maintenant dans l'inaction le prince « Charles, il fait recommander, dis-je, à notre « incomparable chef, d'assurer les conquêtes plu-« tôt que de les étendre; c'est-à-dire de perdre « du temps et des hommes à la prise des forte-« resses qui tomberaient d'elles-mêmes quand « toutes les armées françaises auraient été détrui-« tes. Mais ce que le cabinet de Vienne craint le

« plus, c'est la suite projetée et annoncée de « cette campagne et la généreuse résolution de « rendre à chacun ce qui lui appartient. Le ver- « tueux empereur François II, qui ne sait pas « que l'audace a sa prudence comme la circon- « spection ses erreurs, trompé par ses ministres, « écrit lui-même à notre illustre général pour « lui recommander de ralentir ses mouvemens « dont la rapidité l'effraie, et déjà au centre de « la Lombardie, n'ayant plus d'obstacles à fran- « chir, nous allons les faire renaître en disloquant « notre armée devant un ennemi habile qui ne « divisera pas la sienne.... » Souvoroff fut donc, quoique à regret, obligé d'embrasser à la fois quatre différens objets; c'était d'écraser Moreau ou de le forcer d'évacuer l'Italie avant qu'il pût recevoir des renforts, soit de la Suisse, soit de la France; de pénétrer au-dessus des lacs dans toutes les gorges et tous les passages donnant vers la Suisse, pour faciliter les opérations de l'archiduc Charles; d'opérer avec une grande masse de trou- pes le siége de Mantoue; enfin d'envoyer au de- vant de l'armée française de Naples un corps capa- ble de lui interdire tout moyen de retraite, en occupant tous les débouchés des Apennins, ainsi que les positions propres à lui couper toute communication avec Gênes. Mieux eût valu se

porter en masse sur Moreau d'abord, puis sur Macdonald, comme Souvoroff l'aurait fait, s'il avait été totalement libre d'agir conformément à son caractère et à ses talens. Le général Moreau dut donc beaucoup au cabinet de Vienne, mais il se dut aussi beaucoup à lui-même, car son habile, sage et vigoureuse défensive devint alors l'admiration de tout militaire instruit. Souvoroff, quoique contrarié dans ses vues, ne se montra pas au-dessous de sa réputation; il sut en quelque sorte corriger un système ruineux qui n'était pas le sien, en passant le Pô près de Pavie, avec le gros de son armée, liée d'une part avec Otto, de l'autre avec Rosemberg, ce qui le mettait à même de réunir, selon les occurrences, des forces considérables contre Moreau ou Macdonald, tandis qu'il couvrait les siéges qu'on l'avait forcé de faire; ayant reçu, pour surcroît de contrariété, l'ordre exprès d'assiéger simultanément Mantoue, Peschiera, Pizzighetone, le château de Milan et autres places des Légations. Trop faible après tant de détachemens et ne pouvant plus attaquer Moreau de vive force, il manœuvra pour l'obliger à quitter l'excellente position qu'il occupait derrière le Pô, entre Alexandrie et Valence, fit une démonstration sur la droite afin qu'il dégarnît sa gauche, livrât le passage du fleuve et fût

contraint à se retirer ou à livrer bataille. Mais le général français, devinant les projets de son adversaire, garda ses positions et Souvoroff renonça à une sérieuse attaque. Rosemberg cependant, plus présomptueux que son chef et méconnaissant les ordres qu'il en reçut, se porta sur Valence le 12, fut battu et ne se retira qu'après avoir essuyé une perte considérable. Souvoroff marche alors sur Turin; mais Moreau, profitant de son absence, passe la Bormida à la tête de sept mille hommes, attaque et culbute les postes des Austro-Russes à Marengo et les poursuit jusqu'au camp de Torre-de-Garafolo qu'il force; Bagration rallie ses troupes et oblige les Français à rentrer dans Alexandrie. Après cette dernière tentative, le général Moreau, pressé de toutes parts, et par les Austro-Russes et par des insurrections redoutables, fait sa retraite le 19, et, portant son quartier général à Coni, assure de là les communications avec Gênes et la France.

C'est ainsi que, grace aux fausses directions du conseil aulique de guerre, Moreau avait pu échapper aux plus grands désastres, et que la forte position qu'il occupait sous Coni, les moyens qu'il possédait de recevoir des secours, d'en envoyer même à Macdonald et de se réunir à l'armée de Naples, rendaient enfin la situation de

Souvoroff très critique à une époque où il eût été déjà maître de toute l'Italie par la destruction des deux armées françaises, si on l'eût laissé suivre les illuminations de son audacieux génie; car il fut encore obligé de s'affaiblir par le blocus de la citadelle d'Alexandrie et l'investissement des ville et citadelle de Turin. Mais dans cette dernière cité les bourgeois ayant appelé un corps d'insurgés et un soulèvement général s'étant manifesté à leur approche, les Français furent obligés de l'abandonner pour se réfugier dans la citadelle, et les portes furent aussitôt ouvertes aux Austro-Russes. Pignerol, surpris, fut bientôt occupé par eux, ainsi que Suze, La Brunette, le Col de l'Assiette, et quelques Cosaques pénétrant dans le Dauphiné y portèrent l'alarme. Les manœuvres de Souvoroff avaient pour objet d'empêcher le général Moreau de se porter vers les Apennins, en voyant déjà les alliés sur la frontière de France; mais le général français ne s'en inquiétant pas, se retira vers le Col de Tende, détacha Victor pour renforcer l'armée de Naples, et se rendit enfin lui-même à Gênes, avec environ dix-huit mille hommes, reste d'une armée qui montait à cinquante mille au commencement d'une campagne dont la question vitale, qui aurait dû depuis long-temps être décidée, ne l'était

pourtant pas encore, quoique le château de Milan et la citadelle de Ferrare se fussent rendus; que Ravennes eût été pris par un corps d'insurgés; que Commachio et quelques autres places eussent déjà été occupées. Mais Souvoroff s'était vu obligé d'envoyer rapidement des secours au prince de Rohan vivement pressé par des forces supérieures entre les lacs de Como et de Logano; puis une mésintelligence très marquée existait entre les généraux russes et autrichiens. Souvoroff, mécontent du cabinet de Vienne qui entravait ses opérations, contribuait lui-même à accroître ces fermens de haine par des formes très injustes de mépris et des railleries inconvenantes dont l'honneur autrichien avait tout droit de se choquer. En correspondance habituelle avec le comte Rostopchin, il s'égayait continuellement sur le compte des Allemands sous ses ordres, racontait les plaisanteries outrageantes qu'il leur adressait. Nous ne citerons à cet égard qu'une seule de ses lettres : « J'ai été, « mandait-il, renversé dans ma kibitka par un « postillon; voulant savoir s'il avait tort ou raison « et ne m'en rapportant pas à moi seul, des cour- « riers ont été expédiés de tous côtés et un con- « seil de guerre tenu en plein champ pour déci- « der cette question. Nos graves Allemands n'ont

« pas trouvé cela bon ; tant pis pour eux. » Cette curieuse correspondance fourmille de traits semblables, où les généraux autrichiens sont constamment l'objet des lazzis de Souvoroff. Ceux-ci avaient cependant brillamment préparé ses triomphes, servi sous ses ordres avec zèle et soumission, secondé ses opérations avec autant d'activité que de talent. Ce qui cependant avait droit alors de choquer vivement Souvoroff c'était l'empêchement que la cour de Vienne semblait vouloir mettre au rétablissement du roi de Sardaigne et à la formation d'une armée royale piémontaise, que le généralissime avait ordonnée, tant pour se conformer aux nobles intentions de son maître et satisfaire les vœux du pays, que pour renforcer ses propres troupes et encourager les insurgés italiens. Mais ceux sur qui il s'en vengeait trempaient-ils dans les vues et les menées secrètes du cabinet autrichien? Quant à l'observateur politique, il voyait dans ces semences de dissensions les causes de la prochaine rupture d'une alliance qu'il n'avait jamais crue durable, et qui rétablirait l'équilibre entre les parties belligérantes.

Cependant Macdonald s'avançait à grands pas, renversant tout sur son passage, et Souvoroff n'avait plus un moment à perdre pour empêcher

sa réunion à Moreau, soit sur la Bormida, soit dans l'Etat de Gênes, d'autant que le général Kray, à qui il ordonna de marcher contre l'armée de Naples en réunissant en un seul corps toutes les troupes situées à sa portée, fut obligé de lui désobéir, en raison d'un ordre directement arrivé de Vienne qui lui enjoignait de ne pas abandonner d'un moment le siége de Mantoue. Aussi s'était-il contenté d'envoyer les faibles corps d'Hohenzollern et d'Otto contre Macdonald, par lequel ils furent repoussés, et en se retirant ils prirent position sur le Tidone, espèce de torrent d'une faible défense. C'est là qu'ils furent attaqués le 17 juin par l'avant-garde de l'armée de Naples, et, après un échec bientôt réparé, ils s'y maintinrent avec vigueur jusqu'à l'arrivée de Souvoroff qui, volant à tire-d'ailes après avoir opposé à Moreau le corps de Bellegarde, réunit sur ce point environ quarante-cinq mille hommes, dont dix mille de cavalerie, et repoussa Macdonald qui, dans ce premier combat, n'avait encore engagé qu'une partie de ses troupes, son armée n'étant point alors entièrement rassemblée. Il eût voulu sans doute retarder l'attaque qu'il méditait; mais le 18, l'armée alliée se prépara à passer le Tidone, guéable partout et presque à sec dans plusieurs points,

pour attaquer l'armée française dont une partie était rangée en bataille sur la rive gauche de la Trébia, ayant sa droite appuyée au Pô, où les alliés appuyaient leur gauche. Les Austro-Russes avaient formé quatre colonnes : celle de gauche qui longeait le Pô et devait marcher par Calendano sur Ponte-di-Mera ; la seconde sur la chaussée à droite de Plaisance ; la troisième sur Vaccari ; la quatrième sur Ripolta et Giorgio. Souvoroff comptait ainsi envelopper par sa droite la gauche de l'armée française, ce dont sa grande supériorité numérique semblait lui donner l'espoir. La formation de ces colonnes se fit avec tant de lenteur qu'il était déjà plus de trois heures du soir quand eut lieu le premier choc. L'objet du général russe était de rejeter sur la rive droite de la Trébia les troupes déjà passées et d'empêcher le passage du reste. On se canonna de part et d'autre ; les Austro-Russes, tâtés sur toute leur ligne, furent un instant repoussés à leur gauche par une colonne, qu'une charge de cavalerie fit plier et força à repasser la Trébia avec perte et désordre, et l'attaque du centre eut le même résultat ; mais les batteries françaises empêchèrent les alliés d'obtenir un succès décisif. Souvoroff avait cependant atteint le but qu'il se proposait, celui d'empêcher les Français de se maintenir

entre la Trébia et le Tidone, et c'était le 19 que la question devait être décidée.

Macdonald, n'ayant plus de retraite assurée dans des pays livrés à l'insurrection et espérant à chaque instant la coopération du général Moreau, résolvait de tenter encore la fortune pour s'ouvrir un passage vers l'armée d'Italie, tandis que Souvoroff croyait de sa part à un mouvement rétrograde. Les Austro-Russes, harassés du combat du 18, n'avaient fait aucune reconnaissance; aussi furent-ils très surpris de se voir attaqués par une armée qu'ils croyaient battue et en retraite. Cette attaque, faite avec la plus grande vigueur, reploya d'abord tous les postes austro-russes qui bientôt ramenèrent les Français; et Macdonald, que sa blessure devant Modène forçait de se faire porter sur un brancard, tout en cherchant à maintenir son centre par des charges vives et continuelles, tenta d'opérer sur les deux flancs de son adversaire, espérant les tourner. Repoussé à sa droite, après un premier succès, par une charge de cavalerie, il avait obtenu à sa gauche quelques avantages qui eussent pu lui assurer la victoire; car le corps polonais, favorisé par la nature du terrain et les récoltes très hautes, encore sur pied, ayant passé la rivière et surpris un corps russe, aurait contraint Souvoroff à s'adosser au Pô et à

livrer ainsi toute sa ligne au feu de l'artillerie française qui l'eût prise en écharpe ; mais les Russes se firent hacher sans reculer d'un seul pas, et donnèrent ainsi au généralissime, qui venait enfin de séparer le centre des Français de leur gauche, le moyen de se porter sur le point menacé, où les Polonais, se défendant avec autant d'intrépidité que leurs ennemis, furent tous ou tués ou rejetés sur la rive droite, ainsi que le reste de l'armée française.

Telle fut cette bataille, l'une des plus meurtrières de la guerre, à qui les Français donnent le nom de la Trébia, et les alliés celui de San-Giovano. Quelques-uns des généraux austro-russes l'avaient un moment crue perdue; aussi le marquis de Chasteler, quartier-maître général, faisait déjà reconnaître une forte position en arrière du Tidone, et Mélas envoyait aussi un officier chargé d'une semblable mission, quand la victoire se déclara en faveur de Souvoroff, et que la nuit mit fin à un combat où de part et d'autre on avait déployé la valeur la plus acharnée, et où la gloire des vainqueurs s'accroissait de l'héroïque intrépidité des vaincus.

Macdonald déploya dans sa retraite autant de talent qu'il en avait manifesté dans cette sanglante bataille; jetant une partie de son armée, par les

Apennins, sur la rivière de Gênes, il se retira de sa personne avec le reste vers la Toscane, où il feignit de vouloir se réfugier, pour tromper l'ennemi et l'éloigner des lieux occupés par Moreau. Mais son arrière-garde fut à peine atteinte; et, tournant à droite, il remonta la vallée du Taro, gagna Sestri et finit par rentrer dans l'État de Gênes. Souvoroff, ainsi abusé sur les intentions de Macdonald, avait passé la Trébia le lendemain de sa victoire et s'était avancé jusqu'entre Plaisance et Parme, se refusant, en dépit de tous les rapports, à se porter à travers les Apennins pour couper le corps qui, par cette voie, se retirait sur Gênes ; mais apprenant le 22 que Moreau avait fait un mouvement offensif sur ses derrières, il partit le 23 avec une rapidité semblable à celle qui l'avait fait arriver sur la Trébia. Cette marche rapide était d'autant plus nécessaire que Moreau, ayant attaqué et repoussé le général Bellegarde, le 17 celui-ci, malgré la vigueur qu'il mit à se défendre, eût fini par voir détruire tout son corps, si Souvoroff ne fût arrivé à son secours, ce qui força Moreau à se retirer dans la rivière de Gênes. Le maréchal alors laissa reposer ses troupes en attendant la reddition de Mantoue, et des citadelles d'Alexandrie et de Tortone; celle de Turin avait déja été prise et les insurgés fai-

saient de toutes parts des progrès, dans la Toscane surtout, qu'ils forcèrent les Français d'évacuer.

Tandis que les places tombaient successivement et que Souvoroff demeurait forcément inactif, il se passait en France des événemens sur lesquels l'homme politique ne devait pas négliger de porter ses regards, tant les révolutions opérées dans ce pays ont d'influence sur le sort de l'Europe. Tout en effet tombait en dissolution sous l'administration d'un directoire dont la profonde ineptie devenait chaque jour plus palpable, et toutes les factions lui reprochaient des fautes que toutes peut-être eussent commises dans sa position. L'élévation au directoire de Sieyes, à la place de Rewbell*, ne fit que prêter de la force à l'opposition en lui donnant un chef qui s'unit avec Barras, suspect ainsi que lui de vouloir ramener le gouvernement à l'unité. On leur soupçonnait le désir d'appeler, l'un un Bourbon, l'autre un prince prussien; mais ils jetèrent les yeux sur Joubert, et Sémonville, habile à flairer toute intrigue, se hâta de le marier à mademoiselle de Montholon dont il avait épousé la mère; et le directoire le nomma commandant de la dix-septième division militaire

* Le 16 mai 1799.

(Paris). Toutefois il fallait se débarrasser de Treilhard, Merlin et la Réveillère-Lepaux, qui formaient la majorité du directoire. On chassa donc le premier sous prétexte d'illégalité dans sa nomination ; on contraignit les autres à se démettre, et tous trois furent remplacés par Gohier, Roger-Ducos et Moulins. Bernadotte eut le ministère de la guerre ; Robert Lindet les finances ; Reinhardt les affaires étrangères à la place de Talleyrand ; Cambacérès la justice, et la police fut confiée à Fouché ; Joubert enfin fut nommé commandant de l'armée d'Italie.

Ce gouvernement ainsi renouvelé, et qui d'abord avait obtenu toutes ses demandes, n'en voyait pas moins se former une opposition nouvelle et terrible. On dirigeait contre lui les armes qu'il forgea pour attaquer ses adversaires, et tout se ruinait en Italie, d'autant que Moreau était retenu dans l'inaction par les ordres du directoire, devant une armée dispersée de nouveau, d'après les injonctions du cabinet de Vienne. Il devait attendre Joubert, son successeur, dont le départ ne cessait d'éprouver des délais. Joubert se rend enfin à son poste, vers les premiers jours d'août, pour se mettre à la tête de quarante mille hommes successivement réunis dans l'État de Gênes, tandis que Championnet,

délivré de prison, doit agir sur un autre point. Le projet de Joubert était, d'après les vues de ceux qui le nommèrent, de revenir, s'il était vainqueur, pour renverser le gouvernement directorial déjà totalement usé, et se placer à la tête du gouvernement nouveau.

Cette révolution directoriale nous paraît suffisamment expliquée, en ce qui a trait aux choses et aux personnes, dans un rapport que le baron de Hardenberg reçut alors de son agent secret à Paris, rapport dont nous allons citer les fragmens les plus importans.

« ..... Les journaux ont appris à votre ex-
« cellence tous les changemens qui viennent de
« s'opérer dans le gouvernement français; mais
« si le public ici n'y voit que de simples muta-
« tions de personnes, l'observateur y découvre
« une révolution complète de système, et sous les
« choses patentes, des intentions multiples et se-
« crètes. D'abord il faut se faire une idée juste des
« nouveaux directeurs et ministres. Le premier
« de ceux-là, et qui paraît diriger tout en ce
« moment, a dû être suffisamment apprécié à
« Berlin; mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue,
« c'est que cet homme d'une vanité haineuse,
« d'un entêtement aveugle, d'un égoïsme per-
« fide qu'on juge profond parce qu'il est obscur,

« et sage parce qu'il éprouva le mutisme de la « frayeur devant les effets d'une révolution en « partie son ouvrage ; que cet assassin d'un bon « roi, ce barbare proscripteur de ses collègues au « 18 fructidor (4 septembre 1797), ce fabricateur « de constitutions inexécutables ; monarchiste « par système, républicain par crainte, qui se « croit habile parce qu'il est faux, et deviendra « facilement la dupe de celui que son orgueil « croira duper; attaché jadis à la faction d'Orléans, « que depuis il a poursuivie, il voudrait aujour- « d'hui ne pas être écrasé sous les débris d'un « gouvernement qui croule ; voilà toute sa poli- « tique. Il cherche donc, quoique en vain, un so- « lide appui dans des hommes passionnés ou sans « caractère qui le redoutent et dont il se défie. « Il vante sans cesse la Prusse, son administration, « ses princes; mais s'il est assez présomptueux « pour se regarder capable de grandes choses, « il lui faudrait posséder une plus forte tête « pour les mettre à exécution. Il vient de fournir « la preuve de ce que j'avance, en caressant des « généraux dont il ne saurait tromper la chatouil- « leuse ambition, et en faisant donner le com- « mandement de l'armée d'Italie au général Jou- « bert, que, faute de mieux, il compte élever au- « dessus de ses émules, qui ne le permettront point

« à celui-ci, ni ne le pardonneraient à celui-là.

« Son collègue Barras, qu'il méprise et dont il « est craint, homme sur lequel on ne peut comp- « ter ni pour le bien ni pour le mal, est un per- « sonnage d'une toute autre espèce ; paresseux « par caractère, violent par accès, indifférent « aux maux d'autrui, il ne ferait pourtant pas « le mal à moins d'y être porté par un puissant « intérêt présent et personnel; il ne serait point « contraire au retour des Bourbons, s'il pouvait « s'opérer par lui, sans le compromettre, et qu'il « fût pleinement assuré de l'impunité, d'une tran- « quillité parfaite et d'une fortune que son goût « pour les plaisirs lui a rendue nécessaire. S'il « avait pu continuer sa vie directoriale il ne de- « manderait rien de plus ; mais il en voit la fin « prochaine, ce qui le rend accessible à mille in- « trigues, auxquelles il hésite pourtant à se livrer. « Aussi le choix de Joubert est-il accepté par lui « comme un *mezzo termine* qui lui ferait espérer « repos, richesse et sécurité.

« Gohier, dont la nomination a fait dire au « peuple : *Ce n'est que du fumier retourné*, et « Moulins, très obscur général, sont sans consis- « tance, ce qui en fait des révolutionnaires qui « se croient républicains parce qu'ils aiment le « pouvoir. Roger-Ducos, ne vaut pas mieux ;

« mais il est avide, ce qui l'unit aux deux pre-
« miers et complète ainsi le triumvirat directo-
« rial.

« Passons maintenant aux ministres. Reinhardt,
« plus travailleur et moins faux que Talleyrand,
« est aussi souple que celui-ci, avec une tête
« plus faible. Robert Lindet, inférieur à Ramel
« par ses talens, n'est qu'un brutal jacobin, qui
« croira tout possible et manquera toutes ses
« opérations financières. Cambacérès se renfer-
« mera dans ses fonctions auxquelles il est émi-
« nemment propre. Mais Bernadotte, plus ad-
« ministrateur que militaire, plus politique
« qu'administrateur, homme fin, avec des ma-
« nières hautaines et ambitieux avec une enve-
« lope républicaine, pourrait devenir un obstacle
« aux vues de Sieyes, de quelque côté qu'elles se
« dirigent. Quant à Fouché, l'abbé-directeur peut
« compter sur lui tant qu'il conservera le pouvoir.
« Ruisselant de crimes durant la première partie
« de sa vie politique, il a fait enfin divorce avec
« les jacobins, auxquels il doit son existence po-
« litique ; lié avec Joubert depuis sa mission de
« Milan et désabusé de la république, il voit
« lustre, fortune et dignité, en secondant le pro-
« jet de rendre la France à l'unité.

« Cette faction monarchico-révolutionnaire,

« qui ne pourrait triompher que par la main « d'un homme fort, audacieux, accrédité et aussi « ardent que prudent, n'est pas la seule qui « existe ici. Je ne parle pas du royalisme qui ne « fut jamais qu'un parti sans lien, sans chef, sans « unité de vue et d'action; mais de cette fac- « tion d'Orléans, dont on a tant parlé et qu'on « croyait noyée dans le sang et la fange; elle « subsiste toujours et n'a peut-être jamais été « plus puissante qu'aujourd'hui; elle se compose, « comme instrument possible, de tous les hom- « mes qui redoutent également les vengeances « monarchiques et la tyrannie révolutionnaire; « comme chefs, d'hommes fins et prévoyans, in- « quiets et mécontens des suites probables de la « dernière révolution. Certain ministre disgracié « n'y est point étranger..... Le chevalier d'Az- « zara la seconde de tout son pouvoir; la cour « de Madrid, fatiguée des exigences d'une répu- « blique, inutile comme alliée et dangereuse « comme voisine, ne serait point fâchée de voir « rentrer la couronne de France dans une bran- « che de sa maison; la vieille marquise de Mon- « tesson intrigue à cet égard à Paris, ainsi que la « douairière d'Orléans en Espagne; celle-ci, pour « préparer une telle révolution, s'occupe même « de la composition d'un écrit qui aurait pour

« but de réhabiliter la mémoire de feu son époux « et d'intéresser au sort de son fils, par la pein- « ture de sa vie et de ses vertus*. Mais le meilleur « des titres du jeune duc d'Orléans à la puissance « suprême, ce n'est point d'avoir servi dans les « rangs de l'armée française, c'est la déshono- « rante conduite de son père, c'est le régicide, « qui semble placer son fils dans une compli- « cité morale avec tous les crimes de la révo- « lution; et si le triumvirat échouait dans ses « vues actuelles, Barras et Sieyes pourraient bien « se rallier à cette faction, en abandonnant, l'un, « l'idée du rétablissement des héritiers directs « de la couronne, l'autre celle moins vague, « mais difficile à réaliser, d'élever sur le trône « un prince prussien..... Si le directeur Sieyes « règne maintenant, ce n'est pas du moins avec « tranquillité; il s'est formé contre lui une op- « position terrible, recrutée de tout ce que la « révolution renferme de plus violent. C'est, hors « du gouvernement, un club que préside le « régicide Drouet; et les journaux, que la liberté

* Ce livre, en quatre volumes in-8°, imprimé, mais non publié, a pour titre : *Explication de l'énigme du roman intitulé* Histoire de la Conspiration de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans.

« de la presse, arme destructive ici de toute ad-
« ministration, dirige injurieusement contre lui ;
« c'est, dans le sein même de l'administration su-
« périeure, Gohier et Moulins, protecteurs d'un
« retour vers 93 ; Bernadotte, acharné contre tout
« ce qui nuirait à son ambition ; des députés, à
« la tête desquels est Jourdan, républicain cré-
« dule et emporté, qui dut sa fortune militaire
« bien moins à ses talens qu'à ses passions révo-
« lutionnaires ; des généraux poussés par le fou-
« gueux Augereau ; et Sieyes, que tout le monde
« craint et qui craint tout le monde, ferme d'une
« main le club du Manége et jette de l'autre aux
« jacobins, pour les consoler, cette loi des
« otages que les papiers publics ont fait connaître
« à votre excellence, et il ne saura bientôt plus
« sur quoi s'appuyer dans un état de choses
« véritable dissolution sociale. »

Souvoroff faisait assiéger Tortone et Seravalle, en même temps que Mantoue et Alexandrie étaient bloquées, et couvrait ces différentes opérations. Il était clair que ce général attendait la prise de ces deux premières forteresses pour envahir l'État de Gênes et pénétrer de là en Provence et en Dauphiné. Aussi pressait-il sans cesse l'archiduc Charles de chasser Masséna de la Suisse et d'entrer en Franche-Comté pour s'établir

entre Saône et Rhône, promettant de traverser la Savoie, et, se dirigeant sur Lyon, de se réunir à lui pour combiner ensemble leurs opérations ultérieures, dont l'objet eût été de détruire le gouvernement français et de rétablir le trône des Bourbons. Aussi Joubert, ne pouvant sauver ces places que par une bataille, et voyant son armée réorganisée par les soins de Moreau, et considérablement recrutée, grace à l'activité de Bernadotte, tandis que vingt-cinq mille hommes, mis sous les ordres de Championnet, vont tenter une diversion en sa faveur, n'hésite pas à attaquer les Autro-Russes, d'autant qu'un prix immense doit être pour lui le fruit d'une victoire. Les alliés ne se doutaient pas d'une telle audace; aussi les généraux Miloradowitsch et Bagration, donnant un grand bal aux belles Italiennes, avaient-ils employé pour les y amener tous les chevaux d'artillerie et d'équipage, quand l'approche de l'armée française fit quitter la danse pour le bivouac. Les Austro-Russes descendirent de la montagne dans la plaine, où leur cavalerie pouvait agir avec plus de succès, appuyant leur gauche à la Scrivia, le 14 août, jour où leur armée fut jointe par le général Kray avec quinze mille hommes, ce qui la portait à soixante mille. Souvoroff, pour tout ordre de

bataille, se contenta de dire : « Kray et Belle-« garde attaqueront la gauche, les Russes le « centre, et Mélas la droite. » Puis il ajouta pour ses propres soldats : « Dieu veut, l'empereur or-« donne, Souvoroff commande ; et que demain « l'ennemi soit vaincu. »

Nous ne décrirons pas en détail cette bataille où quarante mille hommes combattent si héroïquement contre soixante mille, et obtiennent d'abord quelques succès ; Kray, attaquant la gauche, passe les ravines qui la couvraient, gravit les hauteurs couronnées par les Français, mais est repoussé par une charge dans laquelle Joubert est tué. L'attaque sur le centre échoue aussi ; deux autres renouvelées sur la droite et la gauche sont encore infructueuses ; Mélas enfin déposte les troupes appuyées à Seravalle, attaque l'aile droite des Français, la force, la tourne, et cette armée, dont l'arrière-garde seule est atteinte, se retire sous la conduite de Moreau. Ce que je remarquerai ici, c'est que, pressé de rendre compte de cet événement, on porta le nombre des tués au-delà de quinze mille ; mais Souvoroff, voulant être parfaitement instruit à cet égard, chargea les commandeurs de la Tourette et du Poëte d'en faire un exact relevé, et, dans un rapport qui ne fut pas publié, ils ne portèrent le nombre

des morts qu'à trois mille cinq cents, y compris Russes, Autrichiens et Français. Pour le bien de l'humanité, il est à croire que des erreurs aussi grossières furent souvent commises dans le récit des actions les plus sanglantes.

Après cette bataille, Souvoroff écrivait au comte Rostopchin, en finissant ainsi : « Probablement « ma première lettre sera datée de France.» Mais avant que cette épître fût reçue tout avait changé en Italie. L'Angleterre et l'Autriche n'adoptaient pas les vues de Paul ni les intentions de son général. Elles voulaient retenir long-temps la France dans l'état de désorganisation où elle se trouvait; aussi Souvoroff ayant rassemblé son armée sous Alexandrie, au moment où, le 12 septembre, elle attendait un ordre de marche, on fut extrêmement surpris d'apprendre qu'elle allait se rendre en Suisse, et c'est là que nous la retrouverons dans le chapitre suivant.

Déclaration de guerre de la Russie à l'Espagne. — Réponse de l'Espagne. — Adresse des Français aux soldats russes. — Opérations militaires de l'archiduc Charles. — Son inaction. — Occupation successive des deux lignes du Rhin et de la Limat. — Arrivée de Korsakoff. — Départ du prince Charles. — Bataille de Zurich. — Retraite de Souvoroff. — Indignation de l'empereur Paul. — Expédition anglo-russe de Hollande. — Batailles de Bergen et d'Alkmaar. — Capitulation des Anglo-Russes. — Lettre à Rostopchin. — Intrigues à Saint-Pétersbourg. — Bataille de Genola. — Prise de Coni. — Fin de campagne des Autrichiens. — Le cardinal Ruffo. — Lettre sur la prise de Naples. — Marche sur Rome. — Capitulation d'Ancône. — Retour de Bonaparte. — Effet qu'il produit. — Lettre confidentielle.

Au moment où Souvoroff quittait l'Italie avec les débris d'une armée dont plus des deux tiers y étaient demeurés ensevelis sous leurs propres triomphes, et qu'il abandonnait à regret et le théâtre de ses exploits les plus brillans et l'espoir de les couronner par la chute de la république française, l'empereur Paul, qui n'avait pas un instant douté d'un succès si conforme à ses vœux les plus chers, venait de déclarer la guerre à l'Espagne* et de manifester hautement, à son égard,

* Le 15 septembre 1799.

des intentions qu'il se persuadait fermement être celles des puissances alliées. « Nous et nos alliés, « y disait-il, nous avons résolu de détruire le « gouvernement impie et illégitime qui domine « en France ; et nous nous sommes élevés contre « lui avec toute notre puissance. Dieu a béni nos « entreprises en les couronnant jusqu'à ce jour « de bonheur et de gloire. » Il ajoutait à cette déclaration solennelle, la seule qu'il eût faite encore, des injures et des menaces au cabinet de Madrid, comme se plaçant « dans le petit « nombre des puissances européennes qui sem- « blaient dévouées à ce gouvernement abandon- « né de Dieu et expirant. » C'était une attaque indirecte contre la Prusse et quelques états d'Allemagne, mais l'Espagne seule pouvait ostensiblement la relever, ce qu'elle fit avec autant de noblesse et de fermeté que de modération, d'après les avis d'un ministre Prussien et dans l'esprit sage et persévérant du cabinet qu'il représentait. Car en annonçant des dispositions défensives contre le gouvernement russe, il exposait, dans une déclaration adressée, non au tsar, mais à la nation espagnole, et implicitement à l'Europe entière, que : « Fidèle à l'alliance conclue avec « la république française et consolidée par des « convenances réciproques, ce qui a excité la

« jalousie de quelques puissances dont le but est « moins le rétablissement de l'ordre que sa des- « truction, en cherchant à tyranniser des gou- « vernemens qui ne veulent pas seconder leurs « vues ambitieuses ; qu'à cet effet on lui a déclaré « une guerre dont les motifs apparens dévoi- « lent assez l'injustice ; que forcé, en raison des « traitemens éprouvés par son chargé d'affaires « à Saint-Pétersbourg, à éloigner celui de Rus- « sie, il a cédé bien plus à la rigueur de ses de- « voirs qu'à son ressentiment ; qu'il ne veut point « relever ce qu'aurait d'injurieux pour lui et les « souverains de l'Europe le manifeste d'un prince « aveuglément soumis au gouvernement anglais, « et qu'y répondre serait même au-dessous de « sa dignité. »

Paul cependant était franc, loyal, désintéressé dans ses intentions, quoique égaré par des projets gigantesques, et entièrement trompé sur le compte de ses alliés. Il ne suspectait pas davantage alors les secrètes espérances de l'Angleterre que celles déjà presque dévoilées de l'Autriche. Souvoroff, malgré ses mécontentemens, conservait encore de semblables illusions ; car, dans une proclamation dont il fit précéder son entrée en Suisse, il disait aux habitans de ces contrées si opprimées par la France, mais où des haines héréditaires

contre la maison d'Autriche lui donnaient quelques partisans : « Peuples ! quel parti avez-vous « embrassé? Campagnards trompés, vous protégez « dans les Français dévastateurs les ennemis de « la paix publique, lorsque le repos seul peut as- « surer votre bien-être ? Les Français se déclarent « ennemis du Dieu crucifié, et l'ancien attache- « ment de vos pères à la doctrine chrétienne a « toujours été la source de votre bonheur et vous « a procuré la protection de l'Angleterre. Les « Français sont les ennemis de cette puissance « votre bienfaitrice et notre alliée. . . Hâtez-vous « de vous réunir à nos drapeaux ; ils sont bénis « du ciel et victorieux sur la terre. . . Si vous de- « venez nos amis, vous conserverez la puissante « protection du cabinet britannique. . . Réunis- « sez-vous donc à nous pour être les défenseurs « de la vraie et calme liberté. » Les Français, de leur côté, adressaient des proclamations aux soldats russes, qui ne les lisaient point, et dont ils eussent été indignés s'ils les avaient connues. Ces pièces ridicules, et créées dans une ignorance profonde de l'esprit de ceux pour qui elles étaient faites, les invitaient à déserter leurs drapeaux, à fausser leurs sermens et à se réunir à leurs ennemis qu'ils étaient habitués à considérer comme des monstres, des impies et, qui pis est,

comme des hérétiques. *Que les rois tombent de leurs trônes!* y disait-on à des hommes qui regardaient toute injure contre leur souverain comme un épouvantable sacrilége. Des actes de ce genre ne sont-ils pas des délits politiques dont, pour leur honneur, les nations modernes devraient à jamais s'abstenir? Peut-être, cependant, n'en était-il pas ainsi de la part d'un souverain parlant à des peuples opprimés et perfidement envahis. Ce que l'empereur de Russie disait aux Suisses, il ne l'eût probablement pas adressé à tous autres, aux Polonais même si alors ils avaient été indépendans; témoin sa noble et généreuse conduite à l'égard de Kosciusko. Puis ses intentions, durant tout le cours de cette guerre inconsidérée, ne cessèrent jamais d'être franches et libératrices, tandis que celles de l'Angleterre et de l'Autriche y furent marquées au coin d'une ambition dévorante. La politique aurait-elle droit de les en blâmer? Elles jouaient leur propre jeu. Malheur toujours, honte quelquefois à qui ne sait ni jouer le sien, ni profiter habilement de toute sa fortune; il n'y a en politique de véritablement blâmable que les dupes. Enfin le gouvernement autrichien était-il sans motif légitime, quand il éloignait Souvoroff de la Péninsule italique? Le général russe avait, sans contredit, ren-

du les plus grands services au cabinet de Vienne ; mais le sort de l'Italie étant décidé pour cette campagne, l'armée russe, considérablement affaiblie, n'y était plus nécessaire, et la Suisse pouvait avoir besoin de la présence de Souvoroff ; la séparation des armées prévenait d'ailleurs des haines mutuelles déjà menaçantes. Enfin le général russe, prodigue d'hommes et ruinant promptement une armée par ses succès même, effrayait la prudence d'un cabinet économe du sang de ses soldats ; car Souvoroff, étranger à toute combinaison stratégique, jouait sans cesse ses troupes à pair ou non. C'était en les sacrifiant qu'il avait vaincu à Cassano, sur la Trébia et à Novi, où il fut même sur le point d'échouer, malgré sa grande supériorité numérique. Marcher rapidement, combattre avec vigueur, exalter l'esprit de ses soldats jusqu'au fanatisme, voilà quels étaient ses principaux talens ; aussi ne disait-il aux généraux détachés que ces paroles : *voici des troupes, marchez à l'ennemi et battez-le !* Il fallait donc, pour continuer la guerre d'après un tel mode, avoir une supériorité de forces décidée, prolongée, recrutée sans cesse, sous peine de finir par essuyer d'éclatans désastres, quoiqu'on eût sur l'ennemi l'incomparable avantage de se voir partout secondé par l'esprit des populations

armées ou non armées, que la conduite spoliatrice et personnellement outrageante des Français avait aliénées.

Ce que nous devons noter ici, c'est qu'avant de quitter cette armée autrichienne à qui, dans son absence, il semblait léguer encore la victoire, Souvoroff prit toutes les précautions qui pouvaient garantir sa sûreté et ses succès même. Il avait, par le colonel comte Zucato, établi des communications entre l'armée alliée et le corps d'insurgés du général cisalpin Lahoz qui, ayant quitté le parti des Français, rassemblait et dirigeait les paysans romains et toscans armés contre eux. D'après les ordres du généralissime ils furent réunis en deux masses, l'une à Torre-della-Manione, l'autre à Acqua-Pendente, afin de leur donner une formation régulière et une direction utile, ce qui facilita les opérations militaires des Napolitains contre Rome et celles des Turco-Russes contre Ancône; choses dont plus tard nous aurons à nous occuper. Mais ici Souvoroff fut encore contrarié dans ses vues par le cabinet de Vienne, qui fit dissoudre ces corps d'insurgés dont la nationalité l'effarouchait, et les remplaça par des troupes autrichiennes; car tout accusait ses projets ambitieux sur les Légations, comme il en avait déjà manifesté de semblables à l'égard du Pié-

mont, en y empêchant la formation d'une armée royale et en mettant des obstacles au retour à Turin du roi de Sardaigne et même de ses principaux ministres ou adherens. Souvoroff cependant avait couvert les pays conquis contre toute attaque sérieuse, en portant les divisions de Keim et de Kray sur les deux points les plus menacés, et en rétablissant dans ses positions entre les lacs le général prince de Rohan. Tortone venait de tomber*, Moreau ayant été repoussé dans la rivière de Gênes, après une infructueuse tentative pour secourir cette place, et Championnet, à qui la conquête de Naples avait fait une fausse réputation de talens, et qui devait à ses opinions politiques une fortune ruineuse pour les armes françaises, ayant, le jour même de la bataille de Novi, commencé un mouvement offensif par le petit Saint-Bernard, et obtenu quelques succès contre des postes trop faibles pour résister à la masse de ses troupes. Souvoroff, délivré de Joubert, avait fait toutes les dispositions nécessaires pour empêcher ses progrès et sa réunion à l'armée de Gênes, ce qui plus que jamais isolait cette dernière et pouvait la livrer aux coups des Autrichiens. Enfin le général russe

* Le 11 septembre 1799.

plus prévoyant au moment de son départ qu'il ne l'avait peut-être été de sa vie, et plus équitable surtout, non content de pourvoir à tout ce qui touchait au sort présent et futur de l'armée autrichienne, avoua publiquement qu'il lui devait la plupart de ses exploits, aveu qui, vu les mécontentemens qu'il éprouva, honore autant sans doute celui qui le fit que ceux qui en furent l'objet.

Mais avant de suivre Souvoroff dans cette marche qui le précipitait vers le nouveau théâtre offert à sa dévorante activité, décrivons les événemens qui précédèrent l'époque où il s'y rendit avec les douze à quinze mille hommes restes de sa nombreuse, brillante et victorieuse armée.

Masséna obligé à un mouvement rétrograde, après avoir sacrifié sans succès l'élite de ses troupes devant les positions fortifiées de Feldkirck, et voyant sa gauche découverte par les rapides défaites et la retraite précipitée de Jourdan, avait tout à craindre des forces supérieures de l'archiduc Charles; mais ce prince qui pouvait écraser une armée affaiblie, délabrée, découragée, et la rejeter facilement hors de la Suisse, ce qui n'eût fait que compromettre davantage l'armée française d'Italie, se trouvait frappé alors d'un mal qui le retint dans l'inaction; il ne put donc, au grand

étonnement de l'Europe attentive, donner suite à ses premiers et éclatans triomphes, malgré les avis que lui adressa le général Dumouriez, vif admirateur de son début de campagne. L'évacuation totale de la Souabe avait eu lieu le 3 avril, et ce ne fut que le 13 que le prince fit investir Schaffouse par son avant-garde, aux ordres du général Nauendorf. Masséna, qui venait de joindre à son commandement celui de l'armée de Mayence, avait alors eu le temps de renforcer sa ligne de défense; il voyait cependant celle du Rhin qu'il occupait insultée et même prête à être coupée sur un point menaçant; mais l'archiduc, retombé malade, se contenta de faire des démonstrations sur divers points de la frontière de France, pour empêcher Masséna de réunir un plus grand nombre de troupes, en dégarnissant Manheim, Mayence, Ehreinbreitstein et Dusseldorf; il se borna en outre à armer et organiser les corps de paysans suisses réunis par l'avoyer Steiger et le général Hotz, et à inquiéter Masséna sur toute sa ligne de défense, sans néanmoins l'attaquer sérieusement. Durant tous ces tâtonnemens qui n'amenèrent aucun résultat majeur, le général français était parvenu à rassembler jusqu'à soixante mille hommes, indépendamment des auxiliaires helvétiens, car la Suisse se trouvait partagée en

trois factions; celle des alliés, composée des véritables amis du pays; celle attachée à la France, recrutée de tous les brouillons, le colonel Laharpe en tête; enfin un nombre considérable de trembleurs qui servent toujours ceux dont la puissance les touche de plus près.

Ce fut le 1er mai seulement que les opérations militaires recommencèrent. Le général Le Courbe, attaqué dans le Bas-Engardin, est, après quelques actions sanglantes, rejeté sur la rive droite de l'Inn, et Ménard, surpris par le général Hotz, se voit contraint, après une alternative de succès et de défaites, à se retirer du Haut-Engardin, le 5 mai, tandis que Masséna fait des démonstrations vers le Brisgaw, pour détourner l'attention de l'archiduc des opérations de sa gauche, en menaçant ainsi sa droite; mais le prince, s'inquiétant peu d'un mouvement dont il a pénétré le but, fait passer, du 5 au 10, de nouvelles troupes vers le pays des Grisons dont il veut totalement chasser les Français, pour être en mesure de se livrer à des opérations plus importantes. Il préparait l'attaque de Lucienstein, rendu presque inexpugnable, quand il apprend la prochaine arrivée d'une armée russe de quarante mille hommes, à la solde de l'Angleterre et destinée pour la Suisse. Il se hâte alors de passer le Rhin, le

12 mai, pour occuper l'ennemi, tandis que le général Hotz, en enlevant Lucienstein dans la journée du 14, facilitait la prise de Coire ; et le pays des Grisons est évacué le 17.

Toute la ligne défensive de Masséna ayant été successivement forcée, il se vit contraint à se concentrer sur Zurich et à reployer sa droite en arrière du mont Saint-Gothard. L'archiduc s'était donc, en moins de quinze jours, rendu maître de la moitié de la Suisse et de tout le cours du Rhin. Hotz avait vivement poursuivi les troupes chassées des Grisons, et Nauendorf avait passé le Rhin le 22. Masséna, pour empêcher la réunion de ces deux corps, les fit attaquer simultanément dans les journées du 24 et du 25, et leur en imposa d'abord ; mais les Autrichiens reprirent le 27 les postes qu'ils avaient perdus ; la jonction s'opéra, et le cours de la Limat, seconde ligne de défense des Français, étant tourné ou dominé, Masséna se renferma dans le camp retranché construit en avant de Zurich.

Son adversaire, quoique affaibli par l'envoi du corps de Bellegarde, fort de vingt-cinq mille hommes, à l'armée autrichienne d'Italie, pour y remplir les vides laissés par les opérations meurtrières de Souvoroff, n'en cherchait pas moins à gagner du terrain ; il tourna donc le lac, attaqua

le 5 juin, et il se préparait à recommencer le lendemain, quand il apprit l'évacuation de Zurich où il entra le 7, et la Limat sépara alors les deux armées. Quoique celle de l'archiduc fût diminuée d'un tiers et dût embrasser un territoire immense, ce qui la rendait doublement inférieure à celle qui lui était opposée, ce prince n'en fait pas moins quelques tentatives contre Masséna, posté au mont Albis; il l'attaque le 8 juin et est repoussé, en est attaqué le 15 et le repousse. Le général français inquiète sans succès la gauche des Autrichiens; sa gauche, à lui, est dépostée d'Affembourg par le général Starray, et jusqu'à la fin de juillet tout se passe ainsi en mouvemens réciproques sans résultats.

L'archiduc, ayant rempli les vides occasionnés par le départ du général Bellegarde, tenta le 1^er^ août un mouvement offensif; mais la position de Masséna était forte, ses troupes nombreuses et l'esprit de ses soldats rassuré par la lenteur autrichienne; l'archiduc n'obtint donc aucun succès, et Masséna, voulant lui-même prévenir la jonction des Russes à l'aide desquels le prince aurait pu le déposter, le rejeter en Franche-Comté et l'y suivre, en franchissant une frontière totalement ouverte, attaqua avec vigueur, mais sans succès, le centre de l'archi-

duc, tandis que par sa droite il opérait contre la gauche des Autrichiens. Cette attaque secondaire fut la seule qui réussit ; car Le Courbe escalada le mont Saint-Gothard le 12 août, fut maître en trois jours de tous les débouchés des Grisons, et sépara ainsi l'armée autrichienne d'Italie de celle de Suisse.

Cependant l'archiduc, dont la position devenait très critique, appelait à grands cris les Russes, qui ne marchaient qu'avec une extrême lenteur. Korsakoff, qui les commandait, arriva enfin à Schaffouse le 16 août. Ce général n'était recommandable que par le mérite très mince de savoir parfaitement manœuvrer dans un Champ-de-Mars; il avait un moment paru en Flandre, à l'armée du prince de Cobourg, dont il blâma les opérations militaires avec cette assurance qui caractérise un théoricien sans pratique. L'empereur Paul, n'en sachant pas plus que lui et méprisant tout ce qui n'était pas russe, crut Korsakoff un très grand général, et persuadé d'ailleurs que ses armées étaient invincibles, il lui ordonna, afin que ses troupes eussent seules l'honneur d'un triomphe dont il ne doutait pas, d'agir sans le concours des Autrichiens et de ne recevoir d'ordres que de Souvoroff.

Arrivé à Zurich avec des instructions si ridi-

culement ruineuses pour la cause des alliés, Korsakoff releva les Autrichiens dans tous leurs postes, sans proportionner les siens aux besoins exigés par leur situation, ne voulant ni demander des avis, ni en accueillir aucun sur la nature de la position qu'il occupait et sur celle occupée par l'ennemi. Il aurait pu, profitant de la grande supériorité numérique que donnait aux alliés l'arrivée de son corps, déposter Masséna du mont Albis et assurer ainsi la réussite des projets de Souvoroff; mais il s'y refusa, et, dans une conférence avec le prince Charles, poussa la jactance jusqu'au ridicule; car celui-ci, lui désignant les points les plus nécessaires à garder, et lui ayant dit : *Il faut ici un bataillon. — Oui, j'entends, une compagnie. — J'ai parlé d'un bataillon. — Fort bien; un bataillon autrichien ou une compagnie russe.* C'est avec cet air insultant de supériorité que Korsakoff reçut d'un général très distingué, prince impérial d'Autriche, des conseils qu'il aurait dû rechercher avidement, mais qu'il n'écouta qu'à peine. Voilà l'homme à qui le sort de la Suisse était confié avant l'arrivée de Souvoroff, et cela en raison d'un nouveau plan de guerre conçu par le cabinet de Londres, approuvé par celui de Vienne, et qu'on avait fait adopter à l'empereur

Paul, en flattant son vaniteux espoir d'opérer seul et par ses seules troupes la restauration de la maison de Bourbon ; chose que ses deux alliés étaient loin de vouloir.

L'archiduc dirigea donc la plus grande partie de son armée vers l'Allemagne, tant pour se conformer à ce plan ruineux que pour couvrir ses magasins alors menacés. Il faut remarquer ici que les Français, depuis la seconde campagne de la révolution, s'étaient, par le système des réquisitions, le pillage et l'absence d'objets de campement, affranchis des soins les plus coûteux et les plus embarrassans dans la marche et les mouvemens de leurs armées; que n'ayant ni lourds bagages à porter, ni dépôts de vivres à protéger, leur effectif en disponibilité devenait plus considérable et leurs opérations offensives plus faciles. Il n'en était pas de même des alliés et des Autrichiens surtout ; fidèles à un mode conservateur de la santé du soldat et moins oppressif pour les pays occupés par leurs armées, une guerre méthodique exigeait de leur part plus de combinaisons stratégiques que n'en comportait celle que les généraux français avaient réduite à la simple imitation des anciennes invasions de Barbares, en prodiguant sans pitié les hommes et s'aidant de tous les moyens que la

science moderne pouvait leur prêter. L'archiduc devait encore, outre les soins conservateurs dont nous avons parlé, voler au secours de la forteresse de Philisbourg qui n'avait dû son salut qu'à ses inondations, mais pouvait d'un moment à l'autre tomber au pouvoir de l'ennemi après un long et sévère blocus, ce qui eût compromis les contributions de la Souabe, dont le cabinet autrichien ne voulait pas être privé. Ce sont des considérations de cette nature qui, après la célèbre retraite du général Moreau, retinrent si long-temps devant le fort de Kehl ce même archiduc Charles, dont le vœu eût été de marcher sur l'Italie pour en chasser Bonaparte, incapable alors de résister à ce surcroît de forces. Mal dirigé, pour la seconde fois, par les vues étroites du conseil aulique de guerre et les combinaisons ruineuses de l'Angleterre et de la Russie, il ne laissa que le corps du général Hotz au Moscovite ignorant autant que présomptueux, qui parlait sans cesse de se battre et ne savait ni se garder ni reconnaître la forte et menaçante position d'un ennemi actif et entreprenant, quoiqu'il eût pour s'éclairer à cet égard l'avantage de compter un plus grand nombre de partisans que lui, dans un pays que les Français avaient si perfidement envahi et si impudemment spolié.

Masséna, échappé au danger d'avoir à combattre les Autrichiens et les Russes réunis sous le commandement d'un général du premier ordre qui avait appris à connaître le terrain sur lequel une lutte sanglante allait avoir lieu, voulait attaquer Korsakoff avant l'arrivée de Souvoroff; il retardait cependant cette opération offensive afin d'en compléter les moyens et d'observer son adversaire ainsi que des hommes tout nouveaux pour lui. Quant à Korsakoff, il attendait les ordres de son chef; il en reçut celui de livrer bataille et il s'y préparait, quand le 25 septembre il fut lui-même attaqué.

Cette bataille, où la valeur conduite par l'intelligence lutta victorieusement, mais après de longs et puissans efforts, contre l'intrépidité sans direction, doit être considérée comme le nœud principal d'une campagne qui devait probablement décider du sort de la France et des destinées de l'Europe, toujours plus ou moins liée à la fortune de cette nation, ainsi que de la marche que les différens cabinets auraient ultérieurement à imprimer à leur politique. Aussi tout homme d'état avait-il les yeux fixés sur les événemens militaires de la Suisse avec cette inquiète curiosité que la situation et la violence des partis et les discordes de l'administration dans l'intérieur de la république

française rendaient plus vive de jour en jour.

Masséna, pour priver Korsakoff du concours des troupes et des talens du général Hotz, fit, le 25, attaquer celui-ci, qui fut tué ainsi que son chef d'état-major Plunckett. Ce corps d'armée fut repoussé et poursuivi, ce qui mit à découvert les flancs de l'armée russe. Le général en chef français, bouillant de cette rage qu'il portait d'ordinaire dans les combats, passe ce même jour la Limat sous la protection d'une formidable artillerie et trouve les Russes, qui eussent dû lui en disputer le passage, rangés en bataille pour se défendre au lieu d'attaquer eux-mêmes. Là ils résistent avec la plus constante intrépidité aux charges vives et réitérées dont ils sont assaillis. La mitraille les foudroie et ils demeurent fermes, se resserrant pour remplir les vides que la mort laisse dans leurs rangs. Forcés cependant de se retirer, ls le font avec ordre et sang-froid, s'arrêtent et résistent encore de poste en poste. Obligés enfin d'abandonner leur camp de Veiningen, ils se replient sur Zurich où ils se défendent de nouveau sous la protection des ouvrages de la place. Le village de Hongg qui les couvre ayant été emporté, quoique avec une perte considérable, Korsakoff réunit tout ce qui lui reste de troupes disponibles en une masse compacte de quinze mille hommes

et se porte ainsi contre les Français; mais son mouvement est sans but et sa marche lente, ce qui donne le temps à l'artillerie légère (arme que Paul n'avait pas voulu adopter comme invention révolutionnaire, quoique l'idée et l'emploi en appartinssent au grand Frédéric) le temps d'arriver, et les moyens de faire dans ce corps solide des ouvertures où les Français se précipitent. Korsakoff alors, perdant la tête, cherche à opérer sa retraite, mais ne sait comment ni par où ; il évacue Zurich où les Français entrent et se livrent à des désordres que la victoire entraîne et ne justifie point. Nombrer les violences et les crimes qui s'y commirent ce ne serait que tracer ici un tableau d'horreurs; mais le plus odieux peut-être fut l'assassinat du célèbre et vertueux Lavater, froidement égorgé par un officier qu'il avait précédemment recueilli dans sa maison.

La nuit avait mis fin à la plus effroyable boucherie et l'on croyait l'affaire entièrement terminée, quand les Russes, ralliés le lendemain, voulurent renouveler cette lutte sanglante. Leur froid et ferme courage rendit encore long-temps la victoire indécise; enfoncés enfin de toutes parts, ils se battent toujours avec le même acharnement, et chaque bataillon, chaque compagnie exige une attaque sérieuse et meurtrière; il faut les tuer

pour les vaincre, et si quelques officiers se rendent, il n'y a de prisonniers parmi les soldats que ceux assez grièvement blessés pour devenir incapables de se traîner à la suite de leur drapeau et de suivre ainsi leur armée dans sa retraite. Korsakoff, si plein de jactance avant cette bataille, ne conserva durant l'action ni sang-froid ni la moindre intelligence; il fit battre ses soldats, mais ne sut pas les faire manœuvrer, et son armée ne fut sauvée d'une entière destruction que par les progrès de Souvoroff sur la droite de l'armée française, Masséna, ayant été obligé de ralentir sa poursuite, tant pour reposer ses troupes harassées que pour opposer de puissans moyens à la marche rapide et menaçante des débris de l'armée russe d'Italie.

Souvoroff venait d'obtenir le titre de prince, le surnom d'Italique et des honneurs égaux à ceux rendus aux têtes couronnées; l'empereur Paul dans son exaltation l'avait déclaré le plus grand des généraux passés, présens et à venir. Cet homme extraordinaire revenait couvert de gloire; mais si ses succès furent brillans dans la péninsule, ses opérations militaires en Suisse, quoique ayant moins d'éclat, allaient être mille fois plus admirables. Voulant combiner son attaque sur le flanc droit de l'armée française avec celle qu'il ordonne au général Korsakoff contre le centre de

cette même armée, il campe le 18 septembre à Salvedra et pénètre le 23 dans la vallée du Tésin, qu'il remonte jusqu'au pied du Saint-Gothard déjà occupé par les Français. Arrivée là, son armée réduite à treize mille hommes, épuisée par la fatigue, la faim, les privations de tous genres, ne contemple qu'avec désespoir ces monts couverts de neige, couronnés de soldats ennemis et que cependant il fallait gravir. On s'arrête, on hésite, on murmure; Souvoroff étonné de voir s'éteindre une ardeur qui ne lui avait jamais failli, fait creuser une fosse s'y couche et dit : « Couvrez-moi de terre, « laissez ici votre général, vous n'êtes plus mes en- « fans, je ne suis plus votre père, je n'ai plus qu'à « mourir. » A ces mots les grenadiers russes se précipitent vers lui, le relèvent, demandent à combattre, promettent de vaincre; il garde un moment le silence, paraît incertain, est sollicité de nouveau, cède, commande l'attaque; ses soldats obéissent avec ardeur, ils s'élancent, escaladent le Saint-Gothard et en délogent les Français. Nous ne détaillerons point ici les marches et contre-marches auxquelles Souvoroff fut contraint pour éviter ou renverser les nombreux obstacles qui lui furent opposés. Sa sagacité devina les piéges qu'on lui tendit, sa vigueur surmonta des difficultés sans cesse renaissantes. Il força tous

les postes qui défendaient la Suisse, et, vainqueur également de la nature, de l'art et des hommes, il se portait déjà avec rapidité sur le flanc droit de l'armée française, quand il apprit la défaite et la mort du général Hotz pour lequel il professait la plus haute estime, la défaite et la retraite de Korsakoff qui l'indignèrent. Furieux de ce mouvement rétrograde et ne soupçonnant pas le mal aussi grand qu'il était réellement, il ordonne au général russe de s'arrêter et de combattre encore, lui annonçant que lui-même est victorieux et le rendant responsable sur sa tête de tous pas faits en arrière. Korsakoff, malgré le délabrement de ses troupes, obéit à son chef et se porte à Diesenhofen où, vaillamment secondé par le corps du prince de Condé, il eût obtenu un succès brillant sans l'arrivée de troupes fraîches envoyées par Masséna au secours de celles qui déjà perdaient du terrain. Obligé alors de recommencer sa retraite, toute jonction devint impossible entre les deux armées russes de Suisse et d'Italie, d'autant que Masséna marcha en personne contre Souvoroff dont l'armée se trouvait réduite à dix ou onze mille hommes. Le général français chercha par toutes sortes de ruses à l'attirer hors des défilés où il n'osait l'attaquer, ne put y parvenir, ni le tromper ni l'atteindre ; Souvoroff, pour la pre-

mière fois de sa vie, fut forcé d'éviter l'ennemi et d'exécuter une retraite digne encore de la réputation qu'il s'était faite, en adoptant par nécessité ce genre de guerre si nouveau pour lui; cette manœuvre, la plus difficile quoique la moins vantée de toutes celles du célèbre général, couronna sa vie militaire, et ce fut là principalement qu'il parut mériter l'estime des hommes de l'art de tous les pays; car ce général, qui avait remporté tant de victoires, sut alors défendre ses lauriers contre un ennemi supérieur et victorieux, aussi ardent, aussi intrépide, aussi audacieux que lui, et après quarante ans de combats, nul ne put se vanter de l'avoir vaincu; mais humilié de la défaite de Korsakoff, il n'en était pas moins livré à un sombre et morne désespoir.

L'archiduc Charles, à peine instruit des désastres de l'armée russe, s'était rapproché de la Suisse pour la secourir et avait établi son quartier général à Donaueschingen. Il écrivit, pour se concerter avec lui, au général Souvoroff, qui ne lui répondit qu'avec insolence, déclarant ne vouloir plus rien entreprendre avant d'avoir reçu des ordres de son souverain. Il se plaignit vivement à l'empereur Paul de ce qu'il appelait la trahison des Autrichiens, quoique ceux-ci, par les positions qu'ils avaient prises, couvrisssent

et assurassent la retraite des débris de l'armée russe. L'aigreur fut portée au point que l'archiduc ayant invité le feld-maréchal au conseil de guerre tenu à Donaueschingen, le refus de celui-ci se terminait par ces mots, véritablement inconcevables, adressés au frère même de l'empereur d'Allemagne : « Je suis feld-maréchal « comme vous; commandant comme vous d'une « armée impériale; vous êtes jeune et je suis « vieux; c'est à vous de venir me trouver. » Rassemblant donc ses troupes et celles de Korsakoff, il se mit en route pour la Russie avec moins de trente mille hommes, reste des quatre-vingt mille qui avaient combattu en Suisse et en Italie.

Ce fut peu après son arrivée à Saint-Pétersbourg, en 1800, que le ministre Hardenberg reçut de cette résidence la lettre suivante, qui ajoute des traits nouveaux aux portraits déjà esquissés de Souvoroff et de l'empereur Paul : « Votre excellence a su avant nous les malheurs « de l'armée russe en Suisse, car la nombreuse « et inquisitoriale police dont nous sommes en- « veloppés est parvenue long-temps à nous les « cacher en grande partie; mais la nouvelle en « circulait secrètement parmi les ministres « étrangers, dont les uns voulaient les nier et « d'autres les atténuer, soit par intérêt, soit par

« servilité; car l'impérieux tzar les traite comme « ses sujets et leur en impose. L'empereur en « est aussi irrité qu'affligé; il les attribue entiè- « rement à ses alliés, ce qui console un peu son « orgueil, et il exhale sa haine jusque dans la « Gazette de Saint-Pétersbourg, où l'on s'est « permis des plaintes injurieuses contre l'Au- « triche; ce prince n'en est cependant pas moins « furieux contre ses généraux, tous en disgrace, « sans en excepter même le vieux Souvoroff. Cet « homme, couvert de toutes les décorations et « de toutes les dignités, qu'on exaltait follement « hier, serait presque blâmé aujourd'hui quand « il vient de couronner sa brillante carrière par « une retraite, chef-d'œuvre de sa vie militaire, et « de sauver à son maître une armée qui sans lui « aurait été totalement détruite. Sa gloire ne peut « le consoler de la défaite d'une armée russe, « que cependant il ne commandait pas en per- « sonne. Navré de douleur, il arrive ici, descend « chez une de ses nièces, se met au lit et pro- « bablement n'en relèvera pas. Paul lui a donné « le coup de la mort par la dislocation de son « armée, qui fut telle qu'il ne lui restait plus « aucun commandement; et il ne peut vivre qu'au « milieu des soldats qu'il chérit et dont il est « adoré. Or, voici ce qui a changé en disgrace

« l'idée romanesque d'un triomphe à la romaine « déjà projeté en faveur du héros russe. Ce gé- « néral, voulant être bien secondé, avait eu le « tort de prendre constamment pour général de « jour le prince Bagration, tandis qu'un règle- « ment impérial prescrivait de donner cet emploi « tour à tour à tous les généraux; et près du tzar « les plus grands services sont effacés par la faute « la plus minime. Paul, cependant, paraît s'être « repenti de cette injuste conduite, car si son « caractère est violent son cœur est bon; il a « donc permis à ses fils d'aller visiter le vieux « guerrier, il a même envoyé savoir de ses nou- « velles; mais la scène qui se passa alors peint « trop bien le général russe pour que je m'abs- « tienne de la rapporter ici. Choqué du choix de « l'envoyé, qui était le favori Ivan Paolovitch « Koutaitsoff, le malin vieillard lui dit: J'en de- « mande pardon à votre altesse*, car je crois l'a- « voir entendu nommer comte, mais je n'ai pas, « ce me semble, l'honneur de la connaître; ma « vue affaiblie peut en être la cause; j'aperçois « cependant sur vous les premiers ordres de la « Russie, et sûrement vous les avez mérités par

* Le titre d'altesse est donné en Russie à ceux titrés comtes.

« d'importans services. Quant à votre nom, il n'a « point distinctement frappé mon oreille, je suis « un peu sourd; daignez donc me dire comment « on vous appelle; j'aurai le plus grand plaisir à « apprendre un nom qui doit être éminemment « illustre. — Je me nomme Koutaitsoff, répond « l'envoyé. — Koutaitsoff! Koutaitsoff! je n'en ai « jamais entendu parler; aurais-je aussi perdu la « mémoire? Vous êtes sans doute un grand gé- « néral ou un grand ministre; dites-moi les vic- « toires que vous avez remportées, les traités que « vous avez signés; enfin quels sont vos emplois? « — Je suis le premier valet de chambre de Sa « Majesté. — Son valet de chambre! Holà, Ivan, « arrive, mon fils, vois ce monsieur; il est comte, « il est décoré, ce n'est cependant qu'un valet « de chambre comme toi. Apprends, en le re- « gardant, tout ce qu'on peut gagner en faisant « bien ton métier, que cela t'engage à me servir « avec zèle. Voilà ce qu'on aime à se raconter, « mais tout bas, car on est ici entouré d'espions, « et il en est de tous les états. Au reste, ce qui « intéresse beaucoup plus votre excellence qu'une « telle anecdote, ce serait de savoir ce à quoi « l'empereur va se décider; mais, en vérité, « je crois qu'avec son caractère il serait difficile

« qu'il le sût lui-même. Cependant Cobentzl* « est triste, et tout présage une prochaine rup- « ture avec l'Autriche; il pourrait aussi en être « bientôt de même avec l'Angleterre, car l'expé- « dition de Hollande ne paraît pas avoir le succès « qu'on en attendait et l'irritation de l'empe- « reur est au comble. Le tzar, en effet, confor- « mément à ses loyales intentions hautement « proclamées, exige du cabinet de Vienne le ré- « tablissement de la république de Venise, du « roi de Sardaigne, du souverain pontife romain, « choses auxquelles l'Autriche ne consentira pro- « bablement pas. »

Quant à l'expédition de Hollande, elle avait été arrêtée en vertu du traité de subsides** conclu entre la Russie et l'Angleterre le 22 mai; celle-ci devait y être secondée par une armée russe de dix-sept mille six cents hommes et une escadre de six vaisseaux de ligne, cinq frégates et autres bâtimens inférieurs. Mais ici se rencontraient, comme partout ailleurs, deux intentions opposées, l'une publique et l'autre secrète.

* Le comte Louis de Cobentzl, ambassadeur d'Autriche.

** L'Angleterre devait payer à la Russie 75,000 livres sterling par mois (1,800,000 fr.).

Paul voulait franchement le rétablissement de l'ancien gouvernement hollandais, et le cabinet de Londres la ruine du reste de la marine batave. Néanmoins le but apparent de l'expédition pouvait en faciliter les succès, en ralliant à l'armée d'invasion les nombreux partisans de la maison d'Orange. Le temps n'était plus, cependant, où la seule et paisible marche d'une armée prussienne amena l'entière et facile soumission d'un pays que le cabinet de Versailles avait agité et abandonné *. Les Français, quoique peu nombreux encore, occupaient déjà la Hollande. Le prince Stathouder néanmoins, ranimé par le succès des alliés en Italie, espérait, et l'espoir est crédule, pouvoir rallier à sa cause un grand nombre de ses anciens sujets; de Lingen en Hanovre où il résidait alors, il fait un appel aux officiers de marine hollandais, employés ou sans emploi, et une escadre formidable, portant une armée anglo-russe de quarante mille hommes, sous le commandement du duc d'Yorck, paraît le 14 août sur les côtes de la Nort-Hollande, reconnaît les points de débarquement, et ce débarquement s'opère le 27 sans le plus léger obstacle.

Le général Brune, qui commandait l'armée

* En 1788.

franco-batave, n'avait pas alors sous ses ordres plus de vingt-cinq mille hommes, tant Français que Hollandais; il voyait en outre le pays qu'il devait défendre divisé entre plusieurs partis : celui de la France, qu'une complicité révolutionnaire, des intérêts individuels ambitieux ou cupides, y attachaient contrairement aux vrais intérêts de l'Etat; celui de la maison d'Orange, plus désintéressé, plus noble, mais paralysé par une méfiance, fondée ou non, des vues cachées de l'Angleterre; enfin la masse de ceux qui, mécontens de tout gouvernement quel qu'il soit, paraissent toujours prêts à remuer en faveur de celui qui n'est pas, et en trompent d'ordinaire les espérances.

Un combat assez vif s'était déjà engagé entre les troupes débarquées et celles du général hollandais Daëndels, ce qui n'empêcha point le matériel des Anglo-Russes d'être mis à terre dans les journées du 28 et du 29. L'armée d'invasion fut entièrement maîtresse du Helder le 30, et la flotte anglaise, entrée au Texel le même jour, fit la sommation de baisser pavillon à l'armée navale hollandaise, qui arbora aussitôt les couleurs orange, et rendit onze vaisseaux, trois frégates et cinq bâtimens de la Compagnie des Indes.

Le général Brune, ayant réuni le 2 septembre

tout ce qu'il avait de troupes à sa portée, et les alliés ne s'avançant pas, ce qui semblait prouver faiblesse ou timidité, dirigea le 9 une attaque, qui fut infructueuse, contre les retranchemens dont ils s'étaient couverts sur le Zyp, où ils attendaient les derniers corps qui n'arrivèrent que le 15. Le rôle des Anglo-Russes était alors de culbuter l'ennemi encore faible ; c'est ce que le duc d'Yorck tenta le 19; mais le centre, qu'il commande en personne, attaque trop tard, mollement, avec lenteur, et le faux mouvement qu'on lui imprime compromet sa droite où le général russe Hermann, qui avait repoussé les Français jusqu'à Alkmaar et n'était plus ni flanqué ni soutenu, est obligé de se reployer, et se trouve bientôt coupé par un corps ennemi porté sur son flanc gauche, ce qui le sépare du reste de l'armée, le tourne et le force à mettre bas les armes. Le centre se retire alors, et le prince fait aussi retirer sa gauche qui, sous les ordres du prince d'Orange, avait obtenu des succès marquans, succès que la timidité du général en chef a rendus nuls.

Cette victoire plutôt cédée que remportée, à qui les Français donnèrent le nom de Bergen, fit éprouver aux Anglo-Russes une perte de trois à quatre mille hommes; mais son effet moral

leur fut bien plus funeste encore, car elle donna de la confiance aux Franco-Bataves, fit taire les partisans de la maison d'Orange, rallia aux Français la foule immense des incertains, et jeta des semences de mésintelligence entre les Anglais et les Russes, qui s'accusèrent mutuellement de cet échec.

Le duc d'Yorck disposait néanmoins encore de forces très supérieures à celles de son adversaire; mais il demeura dix jours inactif dans ses retranchemens du Zyp, laissant au général Brune le loisir de grossir son armée de troupes appelées de toutes parts. Ce n'est que le 29 septembre qu'ayant reçu un renfort russe, et cédant aux clameurs, tant de son armée que du peuple anglais, il paraît vouloir recommencer les hostilités, après avoir fortement assuré sa droite et cherché à opérer des diversions maritimes sur deux points de la côte du Zuyderzée. Tout étant préparé pour une attaque générale et vigoureuse, il en suspend l'effet, hésite, malgré les vives réclamations des Russes et celles de ses principaux officiers, ne se décide enfin que le 2 octobre. Dans cette mémorable journée il tient en échec le centre et la droite des républicains alliés, pour se porter en force sur leur gauche; habile combinaison du général Abercromby, qui l'exécute

avec ardeur et succès; car il déposte les Français du village de Kamp et des dunes, tourne cette gauche, et les Franco-Bataves, perdant toutes leurs positions, sont obligés de se reployer sur le canal d'Alkmaar et sur les hauteurs de Bergen, repoussés aussi par l'attaque du centre, tandis qu'Abercromby continuait son mouvement sans que rien pût lui résister. La nuit mit fin à ce combat, chacun restant dans les positions occupées au moment où il se termina; mais le général Brune, qui avait perdu plus de quatre mille hommes, ne croyant pas pouvoir tenir devant une armée supérieure et victorieuse, se retira durant la nuit et établit son quartier général à Beverwyk, à trois lieues d'Haarlem, sans que les alliés, accablés de fatigue, troublassent cette retraite, dans laquelle les Franco-Bataves eussent pu éprouver de nouveaux désastres de la part d'un ennemi plus actif et plus entreprenant. Le duc d'Yorck ne songea même à les attaquer que le 6; les Anglais alors enlevèrent Limmen et Askerloot, les Russes Bahkum; mais Brune, ayant réuni contre ceux-ci une grande partie de ses troupes, les culbuta après une vive résistance, quoiqu'ils se battissent à chaque pas avec intrépidité. La victoire cependant penchait encore en faveur des Anglo-Russes, quand une charge

exécutée par la cavalerie française en imposa aux alliés. Mais les républicains ne reprirent pas les positions qu'ils avaient perdues, et les alliés pouvaient se croire victorieux lorsque, par une erreur inexplicable, au lieu de poursuivre leurs avantages, ils se retirèrent le 7 sur leurs retranchemens du Zyp. Après avoir détruit tous les établissemens maritimes, coupé les digues, brûlé les bâtimens de la Compagnie des Indes, sans que les Français pussent les en empêcher, ils se couvrirent de nouveau de leurs lignes qu'ils fortifièrent encore, et c'est là que, consommant leurs vivres dont l'apport devint insuffisant, ils commencèrent leur rembarquement, et, pour qu'il ne fût pas troublé, entamèrent des négociations avec le général français; ils obtinrent, le 15, un armistice pour traiter d'une capitulation. La proposition de restituer la flotte hollandaise sembla y apporter obstacle; mais Brune, trop faible pour obtenir par les armes ce qu'un traité lui accordait, s'en désista, et le 19 fut signée la capitulation la plus honteuse qui jamais ait été faite; car on y stipulait même ce qu'on n'avait le droit ni de promettre ni d'exécuter, c'est-à-dire (article 8) « le renvoi libre et sans conditions de huit « mille prisonniers de guerre français et hollan- « dais, faits antérieurement à la présente campa-

« gne et détenus en Angleterre. » Cette conduite si lâche et si peu facile à expliquer de la part d'un prince éminemment brave de sa personne fut l'objet, en Angleterre, d'une réprobation générale, de mille pamphlets injurieux, d'un grand nombre de caricatures flétrissantes, et d'attaques contre les ministres qui avaient prodigué des sommes considérables pour une expédition dont on ne recueillait que honte et ridicule.

Un employé de l'ambassade russe à Londres écrivait alors au comte Rostopchin cette lettre sans signature, mais nous la supposons du chapelain Smirnoff, marié en Angleterre, devenu tout anglais, et correspondant ordinaire du ministre : « Je vous avais mandé en détail les grands « préparatifs du gouvernement britannique pour « la délivrance de la Hollande ; il n'est point de « sacrifices qu'il n'ait fait à cet égard, et ses in- « tentions étaient des plus loyales. Cette expé- « dition se faisait à la sollicitation d'un grand « nombre de Hollandais les plus distingués et « d'une foule d'officiers de terre et de mer ; puis « le prince Stathouder entretient par des agens « sûrs le zèle de ses innombrables partisans, « et la présence du prince d'Orange à l'armée « devait influer sur l'esprit des troupes forcément « devenues françaises. Enfin, l'intérêt réel du

« gouvernement anglais se joignait aux senti-
« mens d'honneur de son ministère, pour faire
« désirer un plein succès à cette opération si coû-
« teuse ; car ceux qui voudraient douter de la
« loyauté britannique savent du moins qu'on ne
« prodigue pas ici les millions sans un motif rai-
« sonnable. Qui donc aurait cru qu'une armée
« de quarante mille hommes de troupes les plus
« braves du monde, secondée d'une flotte de-
« vant laquelle nulle autre ne peut se présenter
« sans être vaincue, après deux victoires, se
« résolverait à se retirer avec honte, quand elle
« pouvait, après avoir rejeté l'ennemi jusqu'à
« l'extrémité du lac de Haarlem, marcher sur
« Amsterdam et produire en Hollande une ex-
« plosion contre-révolutionnaire presque géné-
« rale ? Voilà ce que pense le général Aber-
« cromby, et ce qu'il aurait fait si l'armée com-
« binée eût été sous ses ordres. Je n'ai point
« parlé au prince d'Orange ; il se taît par une
« prudence politique que commandent ses inté-
« rêts présens et futurs ; mais sa tristesse dévoile
« sa pensée. Quant au duc d'Yorck, si brave de
« cœur, si lâche de tête, il est généralement
« honni. Qu'on l'accuse donc seul et non pas
« son gouvernement, en dépit du bavardage de
« quelques officiers russes. Faites en sorte, mon-

« sieur le comte, que notre empereur ne soit pas « abusé par ces absurdes criailleries. Le cabinet « de Londres le respecte et fera tout pour répa- « rer un échec que, certes, il n'aurait jamais dû « prévoir. C'est à votre zèle éclairé qu'il est ré- « servé de juger sainement les choses, et à votre « intérêt pour le succès de la coalition de les « présenter sous leur véritable jour au prince le « plus loyal et le plus puissant de l'univers.... »

Les premiers avantages des Anglo-Russes, manifestés par la défection de la flotte hollandaise, avaient attisé en France la fureur des révolutionnaires exaltés, à la tête desquels était le général Jourdan; ils voulaient y déclarer la patrie en danger et y régulariser la terreur. Ces mêmes avantages, en en présageant d'autres, flattèrent les idées restauratrices de l'empereur Paul, et furent regardés par l'Autriche comme de nature à faciliter les opérations du prince Charles. L'Angleterre, selon son usage, était partagée en approbateurs et détracteurs de cette expédition, dont la catastrophe fit disparaître tant d'illusions.

Quant à la Prusse, étrangère à tous ces conflits militaires et politiques, elle pouvait seule alors se livrer à des vues d'amélioration administrative, dont l'essai avait été heureusement commencé par

le ministre Hardenberg dans les principautés d'Anspach et de Bareuth. Enfin, les liaisons amicales des cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg étaient, malgré le refus de prendre les armes contre la France, plus sûres et plus solides que celles de la Russie avec ses deux alliés de Vienne et de Londres. Ces liaisons avaient été entretenues par les soins du comte Panine, fils du chancelier, et très supérieur à son père. Cet ambassadeur, homme des plus distingués par son caractère, son esprit, ses connaissances; plein d'honneur et de loyauté; fin sans astuce, pénétrant sans viles intrigues; étranger à ces petites et niaises menées, si chères à une politique fausse et que la véritable dédaigne, était du petit nombre de ceux qui, estimés par Catherine II, obtinrent cependant la confiance de Paul. La haute considération dont il jouissait à Berlin y eût fait regretter son départ, si la place qu'il devait occuper dans son pays n'eût été de nature à rendre plus intimes et plus durables les relations diplomatiques entre les deux gouvernemens russe et prussien. Celui-ci n'était cependant pas sans quelques illusions ambitieuses, quoique bien différentes de celles dont celui-là se repaissait. Mais en portant ses regards sur la France, fidèle à ces maximes, « *observer avec soin, prévoir autant*

« *que la sagacité humaine le permet, attendre avec* « *patience, profiter sans hésitation ;* » son cabinet savait, par sa prudence, sa fermeté et son régime économique, se mettre en mesure avec cette puissance, quelque révolution qui s'y manifestât; et quelques vœux qu'il pût former à cet égard, l'intégrité et la force relative de la France lui semblaient pour l'Europe continentale un besoin et un avantage pour lui-même.

Les vues de l'Angleterre étaient et devaient être d'une toute autre espèce et co-relatives à sa position insulaire, à sa puissance maritime, à ses intérêts commerciaux. Elle avait échoué dans son expédition contre la Hollande, mais elle s'était emparée, au nom du Stathouder, d'une flotte hollandaise qu'elle gardait, et elle se montrait plus puissante sur mer que sur terre. Quelques soins pourtant qu'elle eût à surveiller tous les ports de Hollande, d'Espagne et de France, et quelque immenses que fussent ses armemens, elle ne pouvait suffire à tant de blocus. Une descente, sans succès à la vérité, avait été faite en Irlande; Bonaparte et son armée lui avaient échappé dans la Méditerranée, mais elle détruisit sa flotte à Aboukir; enfin sa supériorité maritime avait besoin d'auxiliaires; la seconde coalition les lui donna.

La rupture du traité de paix entre la France et

le Portugal, que le ministre Araüjo avait signé, au grand scandale de la politique anglaise, mit à la disposition de l'Angleterre la marine portugaise, au moment où son union avec la Russie et la Porte-Ottomane lui faisait employer à la consolidation de sa puissance maritime et commerciale universelle les flottes de ceux qu'elle frappait de terreur au nom de cette France, seule capable de rivaliser avec elle. Triomphant à Aboukir par une témérité qui eût pu lui devenir funeste, Nelson, avec une armée navale délabrée, n'eût pas été en état d'assurer la supériorité de l'Angleterre dans la Méditerranée, quand il fallait à la fois garantir la Sicile et bloquer Naples, Gênes, Toulon, Alexandrie, tandis que la marine anglaise avait encore à bloquer tous les départemens maritimes de ses ennemis, depuis Carthagène jusqu'au Texel. Aussi les Anglais n'avaient-ils pu empêcher l'amiral Bruix, de sortir de Brest les 25 et 26 avril, avec vingt-cinq vaisseaux de ligne, huit frégates et deux corvettes, portant des troupes de débarquement, en profitant d'un vent d'est qui éloigna la station anglaise de l'amiral Bridport. Mais quel développement de puissance! quelle dévorante activité dans tous les ports de la Grande-Bretagne! Bridport n'avait que seize vaisseaux, quatorze lui sont envoyés de Plymouth

et l'amiral Collingwood va le joindre ; lord Saint-Vincent, qui croise devant Cadix, est renforcé le 6 mai par l'escadre du contre-amiral Withsher. Le vice-amiral Dickson avec cinq vaisseaux va se réunir à l'amiral Duncan qui rallie cinq vaisseaux russes et croise à l'entrée du Texel, et l'amiral russe Mackaroff avec quatre autres vaisseaux se rend dans la Méditerranée. Bridport avec plus de trente vaisseaux, Duncan avec vingt-deux, lord Saint-Vincent avec vingt-six, dominaient donc toutes les côtes européennes de l'Océan Atlantique. Bruix cependant en aurait eu trente sous ses ordres, si les Espagnols avaient pu sortir du Ferrol et se rallier à lui ; mais ils ne le purent, et l'amiral français suivi par les Anglais encore aussi forts que lui, après même qu'il eût été joint par la flotte espagnole de Carthagène que commandait l'amiral Mazzaredo, ne fit qu'une simple promenade sur les côtes d'Italie, rallia la flotte de Cadix momentanément débloquée, et fort pourtant de quarante-sept vaisseaux, rentra à Brest sans avoir pu ni débarquer ses troupes en Irlande, ni empêcher et le débarquement des Anglo-Russes dans le Helder, et la capture de l'armée navale hollandaise.

Les succès des armes françaises en Suisse et en Hollande avaient rétabli une espèce d'équilibre

dans les affaires des puissances belligérantes durant cette mémorable campagne. Cependant les armées républicaines étaient déjà chassées de presque toute l'Italie; elles semblaient devoir bientôt perdre le petit nombre de places qu'elles y conservaient encore, et leur perte en hommes montait selon des états authentiques* à plus de cent cinquante mille hommes, sans compter les blessés, estropiés, ou morts de maladie et de fatigues. Mais sur cent vingt mille que les Russes avaient fournis à la coalition, quarante mille à peine étaient rentrés dans leurs foyers, et l'empereur Paul paraissait vouloir renoncer à cette guerre sanglante, désormais sans but relativement aux intentions qui la lui avaient fait entreprendre, et y renoncer avec autant de brusquerie, avec aussi peu des formes politiquement consacrées, qu'il en avait mis à la commencer. Tous les revers, en effet, pesaient sur lui, tandis que tous les succès étaient pour les Anglais dont le commerce se trouvait sans rival, et surtout pour les Autrichiens qui continuèrent à triompher en Italie, même après la retraite de Souvoroff. Mais avant de retracer ici leurs opérations dans la Péninsule, arrêtons-nous à celles de l'archiduc Charles sur les

* Voyez la pièce justificative D.

bords du Rhin ; car l'issue en était d'autant plus intéressante qu'il s'agissait là du salut du corps germanique.

Le général Muller ayant remplacé à l'armée d'observation Bernadotte, alors ministre de la guerre, son objet était de tenir en échec le général Starray qui formait avec son corps d'armée l'aile droite de celle de l'archiduc Charles. Muller avait déjà occupé Manheim et investi Philisbourg qu'il bombardait vivement, et dont un des principaux ouvrages venait d'être enlevé, quand l'archiduc, quittant précipitamment la Suisse, arrive, fait lever le siége de cette place, oblige l'ennemi à évacuer Heidelberg le 15 septembre, l'attaque dans son camp sous Manheim et le force à se reployer sur Ehrenbreitstein. Mais la défaite du général russe Korsakoff l'empêche de poursuivre l'ennemi, et il vole vers la Suisse, laissant à Schwartzenberg le soin de contenir l'armée française et de couvrir Philisbourg. Cependant le gouvernement directorial, victorieux en Suisse et en Hollande, s'empresse de rassembler une nouvelle armée entre Mayence et Strasbourg; Moreau devait la commander; il ne peut s'y rendre, et elle est par intérim mise sous les ordres du général Le Courbe, homme entreprenant et actif. Cette armée passe le Rhin le 28 octobre sur trois colonnes, par

Mayence, Oppenheim et Franckendal; son objet est de s'établir sur la rive droite du fleuve et de pénétrer dans la Bavière qui s'est réunie à la coalition, de tourner ainsi les positions des Autrichiens et de couper leurs communications entre l'Italie et les États héréditaires.

L'armée française se porte donc en même temps sur Heidelberg qu'elle occupe, et Philisbourg qu'elle menace; mais elle est repoussée le 10 novembre et obligée de se concentrer vers Manheim jusqu'au 16 où, obtenant quelques succès, elle parvient à bloquer encore Philisbourg. L'archiduc, dont Souvoroff a refusé les secours, marche de nouveau vers la place assiégée, la débloque le 23, bat l'armée française le 19 à Seinzheim, champ jadis illustré par Turenne, livre le 5 décembre un dernier combat suivi du quatrième débloquement de Philisbourg, et, deux jours après, d'un armistice en vertu duquel les deux armées prennent des quartiers d'hiver, celle de l'archiduc sur la rive droite, celle de Le Courbe sur la rive gauche du Rhin: fin de campagne libératrice du corps germanique, où le prince Charles surmonta par ses talens les obstacles sans nombre dont il était entouré et qui ajoute à l'estime que le début si brillant de cette même campagne lui avait acquise.

De son côté Mélas, général en chef de l'armée autrichienne en Italie, s'était rapproché de Coni, tandis que Klénau resserrait Gênes et que le général Kray marchait vers la vallée d'Aost. Les forces de Mélas, avec les troupes arrivées de Venise et des États héréditaires, montaient à soixante mille hommes, plus que suffisans pour faire évacuer aux Français le reste de l'Italie ; mais il parut se borner à l'attaque de Coni et à en couvrir le siége, en prenant position entre la Stura et le Tanaro, pour empêcher le général Championnet de secourir cette place; ce fut là qu'après la reddition de Tortone le général Kray fit avec lui sa jonction le 16 septembre.

Cependant Championnet, à la tête de vingt-cinq mille hommes, était posté à Villa-Valletta près Pignerol, et voulant profiter du départ des Russes, tentait de se réunir à l'armée de Gênes dont il devait prendre le commandement. Plusieurs attaques eurent lieu de part et d'autre ; les plus sérieuses furent celles vigoureusement repoussées par le général Victor* le 14 octobre, et le combat de Bosco, où le général Saint-Cyr battit les troupes qui lui étaient opposées.

Après divers mouvemens, où chacun des deux généraux en chef eut pour but de contraindre son

* Depuis maréchal duc de Bellune.

adversaire à diviser ses forces, les Français, débouchant du marquisat de Saluces sur Staffarde, s'emparèrent de Savigliano et de Fossano, tandis qu'une de leurs divisions menaçait le flanc droit des Autrichiens; mais le 4 novembre Mélas, s'inquiétant peu de cette diversion qui affaiblissait l'ennemi plus qu'elle ne le secondait, marcha sur Savigliano dont il s'empara; Kray, de son côté, chassa de Fossano les Français qui, battus sur ces deux points, se retirèrent vers Genola et Valdigi et rétrogradèrent ensuite jusqu'à Centallo, que Championnet fut encore obligé de quitter.

La perte de cette bataille de Fossano et de Genola coûta aux Français huit à dix mille hommes. Leur général en chef, n'ayant su disposer ses troupes ni pour le combat ni pour la retraite, son armée, après sa défaite, se trouva partagée en trois corps, séparés les uns des autres, qui marchèrent tous trois à leur perte dans différentes directions et furent successivement battus ou détruits. Rien ne troubla plus alors le siége de Coni qui se rendit le 5 décembre, ce qui compléta l'occupation militaire du Piémont.

Kray, qui commandait la gauche de la grande armée autrichienne, ayant, après la prise de Fossano et pendant que Mélas poursuivait les ennemis battus et en désordre, passé le 5 la Bormida

et attaqué le général Saint-Cyr, celui-ci prit position sur les hauteurs de Novi et repoussa son adversaire aux lieux même où Joubert avait été tué.

Cependant les esprits dans la ville de Gênes étaient en fermentation comme dans le reste de l'Italie; l'armée française, bloquée par mer, s'y trouvait dénuée de tous les genres de ressources et murmurait hautement; jamais position n'avait été aussi critique que celle du général Saint-Cyr, jamais aussi aucun ne s'en tira avec plus de sagesse et de fermeté; mais s'il eût eu affaire alors au maréchal Souvoroff, il était immanquablement perdu, et si les Autrichiens, après la prise de Coni, se fussent portés en masse sur la rivière de Gênes, il ne fût pas resté aux Français une seule place en Italie, car tout le reste de la Péninsule leur était déjà enlevé.

Mais avant de donner ici des détails à cet égard, écoutons sur les troubles de Gênes un agent russe que le consul Sankoski avait laissé dans cette ville et qui en rendait compte de la manière suivante : « Tout annonce que cette belle cité subira « bientôt le même sort que toutes les autres pla- « ces de l'Italie; nos braves Russes, après avoir « contribué à la délivrance de Naples et de Rome, « viennent seconder les Autrichiens; mais ce

« qui assure la chute prochaine de cette ville, « c'est que, non-seulement elle est bloquée de « manière à manquer bientôt de vivres et de « munitions, mais que les soldats français sans « solde, mal vêtus, mal nourris, commencent à se « mutiner. Dans leur détresse ils ont pillé au de- « hors et au dedans', ce qui accroît l'irritation « déjà très prononcée des habitans. Il y a plus, « le poste de la Bocchetta a été déserté par ceux « qui l'occupaient. D'autres ont arraché leurs dra- « peaux à leurs officiers, s'en sont nommés de nou- « veaux et parlent de se rendre dans leur patrie. « Que Mélas arrive et il triomphe sans peine. Le gé- « néral Saint-Cyr fait de vains efforts pour apaiser « ces désordres, mais l'anarchie est dans tous « les corps, dans toutes les têtes; que Souvoroff « n'est-il encore ici, tout serait bientôt terminé! « Mais il n'y est plus et la lenteur autrichienne a « succédé à son utile activité! Gênes est bloquée « par une flotte anglaise; eh bien! il y arrive en- « core des vivres par des bâtimens légers qui « échappent à la croisière, et ils sont assurés à « Livourne à 25 pour cent par une compagnie « anglaise! Voilà ce que c'est qu'un peuple com- « merçant! » Gênes ne tomba donc pas entre les mains des alliés; la fermeté du général Saint-Cyr, celle du gouvernement provisoire à la tête duquel

fut mis l'avocat Corvetto, la politique fausse et tortueuse du cabinet autrichien qui voulait avoir un prétexte plausible de laisser stationner des forces considérables dans le Piémont, conservèrent cette ville aux Français; ce qui augmenta l'irritation du tzar.

Durant cette campagne, l'une des plus sanglantes qui eussent encore eu lieu, où la marche de la politique et celle des événemens militaires eurent l'une sur l'autre une telle influence qu'il serait impossible de ne pas les suivre simultanément si l'on veut connaître l'histoire tant secrète que publique de cette mémorable année, les relations diplomatiques de tous les cabinets européens coalisés ou neutres, amis ou ennemis, acquirent une activité dont ils avaient rarement donné l'exemple. La France à cet égard était à peu près nulle, vu la fureur et la diversité des passions qui l'agitaient. Sa propagande révolutionnaire, si puissante long-temps en Europe sur les peuples et si effrayante pour les gouvernemens, avait échoué contre les effroyables résultats de ses œuvres; mais les entours de Barras cherchaient, quoique sans loyauté, à traiter avec les Bourbons; ceux de Sieyes à leurrer le cabinet prussien d'une intronisation brillante; et enfin des intrigans d'un tout autre étage à intéresser en faveur de la maison

d'Orléans la cour d'Espagne qui songeait aussi à l'un de ses infans.

Le cabinet de Berlin examinait tout avec calme et conservait des relations avec les deux parties belligérantes; mais ceux de Londres et de Vienne, engagés dans une lutte sérieuse, multipliaient leurs efforts pour empêcher que le lien des trois puissances coalisées ne se relâchât avant que le but qui le leur avait fait former ne fût atteint, et ce but n'était nullement celui vers lequel l'empereur Paul voulait marcher. Le comte Louis de Cobentzl et le chevalier Withworth, ministres d'Autriche et d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, sentirent dès le début de la guerre que le caractère du tzar ne présageait pas une constance à toute épreuve, et que, vu son esprit chevaleresque et sa haine pour la révolution française, le moindre doute sur les intentions avouées de ses alliés amènerait la rupture du lien fédératif. Il fallait donc à ces deux ministres un appui qui servît à écarter tout soupçon sur leurs vues secrètes, et le duc de Serra-Capriola, ambassadeur de Naples, vivement intéressé à la délivrance de sa patrie, zélé serviteur de la maison royale dont son maître était issu, pouvait seul, par l'estime qu'il s'était acquise en Russie, sa longue expérience des affaires, sa connaissance parfaite des hommes et des choses dans ce pays, ses relations

de famille comme allié des Viasemski, par la faveur enfin que ses opinions politiques lui avaient fait obtenir près de l'empereur Paul, pouvait seul, disons-nous, écarter les soupçons dont les deux ambassadeurs furent l'objet, éclairer leur marche, les guider et les seconder puissamment. Ils s'unirent donc à lui, et tous trois dans un parfait accord ils se dirigèrent vers le but qu'il leur était mutuellement utile d'atteindre. Le ministre anglais, pour occuper les Français en Italie et accélérer leur ruine pendant que les forces navales britanniques bloquaient les côtes de la France et de ses alliés, continuait à faire luire aux yeux de l'empereur, grand-maître de Malte, l'espoir de posséder à ce titre le plus beau port de la Méditerranée et la gloire de rendre l'Europe entière à ses antiques lois. Le ministre d'Autriche, digne agent de Thugut, s'étudiant à dissimuler les vues réelles de son gouvernement par des lenteurs calculées, des réponses évasives, des protestations verbales, gagnait du temps et prolongeait ainsi l'utile secours des armées russes. Quant à celui de Naples qui avait également besoin de l'appui des Russes, des Autrichiens et des Anglais, dans des intentions très différentes en résultat de celles de ces deux ministres et totalement conformes aux nobles idées du prince avec qui ils avaient tous trois à traiter, servait ses collègues avec ardeur, sagesse

et persévérance, dans l'espoir d'obtenir des secours de terre et de mer en faveur du roi Ferdinand, car l'union des trois puissances coalisées devenait indispensable au salut de ce monarque. Le duc connaissait plus que tout autre le caractère incertain du tzar, et la nécessité de mettre promptement à profit une bonne volonté qui pouvait être de courte durée et changer brusquement peut-être, à l'instant même où l'on croirait avoir le plus juste espoir d'y compter. Aussi la cour de Palerme, éclairée à cet égard par les soins de son habile et honorable ministre, se hâta-t-elle, de concert avec ses alliés russes, anglais, autrichiens et turcs, de préparer son expédition contre Naples, en y employant non-seulement les troupes réglées qui lui restaient, mais des bandes de paysans révoltés de toutes parts contre les Français, et même des troupes de brigands.

Si nous avons jusqu'ici décrit les mouvemens militaires en Italie, Suisse, Allemagne et Hollande, avec plus de détails que n'en comporterait peut-être un ouvrage essentiellement politique, c'est que des succès et des échecs des armées belligérantes dans ces contrées pouvait dépendre le sort du corps social de l'Europe; c'est encore parce que des intentions diverses des cabinets et de l'esprit différent des armées unies devaient

naître des mésintelligences propres à entraîner la ruine de la coalition, causes qui, endormies durant l'action, se réveillent furieuses au moment de la défaite ou du triomphe. Mais les événemens relatifs à Naples et à Rome étant d'une portée très inférieure à celle des choses qui nous occupaient alors, nous allons suivre leur cours avec infiniment plus de rapidité. Comment néanmoins ne parlerions-nous pas ici de l'expédition aventureuse du cardinal Ruffo, de l'intervention sanguinaire de Nelson, des crimes et des malheurs dont une grande cité fut le théâtre, de l'issue d'une révolution faite selon les principes de la France?

Ruffo, homme aussi distingué par l'esprit que par le caractère, avait régi les finances romaines, où son amour de l'innovation et sa légèreté faisaient et défaisaient tour à tour; ce qui lui valut une caricature, renouvelée depuis pour Paul I^er^, où il était représenté tenant d'une main, *ordre*, dans l'autre, *contre-ordre*, et ayant le mot *désordre* écrit sur son front. Entré dans l'administration napolitaine et ennemi des révolutions, il avait suivi le roi à Palerme, et tandis que, secondant les agens de Ferdinand IV, les Anglais, les Russes et les Turcs, qui croisaient sur les côtes de la Pouille et de la Calabre, excitaient les peu-

ples à l'insurrection, leur fournissaient des armes et débarquaient des officiers propres à les guider, le cardinal descendit à Reggio, lui troisième. Deux à trois cents hommes se réunirent d'abord à lui; son armée, journellement et rapidement grossie, s'éleva bientôt à vingt-cinq mille hommes; mais aux féroces Calabrois s'étaient joints des brigands, des forçats déchaînés, et quoique le roi eût envoyé, pour la rendre plus redoutable et lui donner une organisation régulière, tout ce qu'il avait sous la main, Anglais, Russes, Autrichiens, Suisses, Portugais, Napolitains, Siciliens, Toscans, Romains, Grecs et Turcs, ces hordes ne s'en précipitèrent pas moins sur Naples avec une rage et une indiscipline que l'humanité du cardinal ne put calmer, que les efforts des généraux royalistes, chevalier de Micheroux et prince de Leporano, ne parvinrent point à maîtriser. Les républicains se reployèrent de poste en poste devant ces bandes furieuses que vomissaient à la fois les deux Calabres, la Pouille, les Abruzzes, et que le général parthénopéen ne put empêcher de pénétrer dans Naples, déjà menacée par les flottes anglaise, russe et turque; ils y entrèrent le 17 juin, jour où, dans la Haute-Italie, Moreau et Macdonald attaquaient les alliés, l'un sur la Bormida, l'autre

sur le Tidone. Bientôt le fort Saint-Elme, que le chef de bataillon Méjan occupait avec une faible garnison française, se rendit; mais les révolutionnaires s'étaient réfugiés dans les autres forts et se disposaient à se défendre avec une vigueur qui eût compromis le sort de Naples; le cardinal, voulant épargner l'effusion du sang ainsi que la ruine de la capitale, leur accorda une capitulation qui leur donnait la faculté de sortir sains et saufs du royaume. Elle était signée de lui, en vertu des pouvoirs que lui conféraient ses instructions et sa qualité de vicaire général du royaume; le capitaine d'un vaisseau anglais, nommé Foot, y avait apposé sa signature. Nelson, cependant, lui, étranger et sans pouvoirs légaux, ne veut point la respecter; il fait mettre à mort ceux qui se croyaient couverts par cet acte solennel; il fait courir après ceux déjà embarqués ou partis. L'exaspération des insurgés s'accroît de ces exécutions qu'ils regardent comme une justification des excès auxquels ils se sont portés; quelques scélérats, que l'on rencontre partout, et principalement dans les villes populeuses, se joignent à eux; et ces forcenés réunis, impitoyables bourreaux de tous ceux que la haine, la rivalité, l'erreur même, leur désignent comme les partisans de la France, font de Naples un

théâtre d'horreur, contemplé par Nelson froidement et comme une juste, utile et terrible leçon; par le cardinal comme un genre de monstruosité sans exemple qu'il avait cru prévenir, qu'il ne peut empêcher et dont il gémit.

Mais laissons parler sur cette épouvantable catastrophe le même agent secret qui rendit compte de l'entrée dans Naples de l'armée française et du danger que plus tard elle y courut. « J'avais « vu, j'avais fait passer à votre excellence le dé- « plorable tableau des troubles qui accompa- « gnèrent ici l'entrée de l'armée française; mais « cette effroyable image ne me donnait point « encore l'idée de tous les crimes que pouvait se « permettre une populace furieuse. L'arrivée des « Calabrois réunis à des bandits autorisés et à « des galériens déchaînés m'en ont rendu té- « moin. Mais reprenons les choses au point où « je les avais laissées dans mes derniers rap- « ports.

« Macdonald, en quittant Naples, n'avait pu don- « ner pour toute ressource à ceux qui allaient gou- « verner cette triste république que des conseils « de sagesse, de prudence, de fermeté, mais sur- « tout de prévoyance et d'union. Quelques-uns « des hommes qui composaient ce gouvernement « n'étaient ni sans talens ni sans quelques qua-

« lités estimables ; aussi tout parut calme d'abord ;
« et si le roi avait dans les différentes classes du
« peuple un grand nombre de partisans, ceux-ci
« boudaient sans se révolter, comptant sur le
« bénéfice du temps et les bévues de ceux aux-
« quels ils étaient soumis. Ces derniers ne les
« trompèrent pas, car le gouvernement aussi in-
« quiet que faible devint bientôt cent fois plus
« rigoureux que ne le fut le gouvernement de l'é-
« tranger. Ses rigueurs lui firent des ennemis de
« ceux qui, peut-être, l'eussent paisiblement
« supporté, et le manque de respect se joignant
« à une haine croissante, l'on rit plus que l'on
« ne s'effraya des formes cauteleuses dont il
« masquait sa tyrannie. La république parthé-
« nopéenne conservait cependant un faux air
« d'existence. Là se voyaient un corps législatif,
« un pouvoir exécutif, des ministres, une garde
« nationale nombreuse, belle et bien équipée,
« des sociétés populaires qui ne parlaient que
« d'exterminer tous les tyrans. Si tout cela don-
« nait quelque confiance aux sots et de l'effroi
« aux lâches, les gens à vues moins courtes pré-
« sageaient la chute prochaine d'une administra-
« tion qui, sans bases et sans vigueur, ne pré-
« voyait rien et n'avait aucun moyen puissant de
« résistance contre l'attaque prochaine qui la me-

« naçait. Cependant le débarquement du cardi-
« nal Ruffo commençait à faire naître dans les
« esprits une fermentation qui, quoique sourde
« encore, n'en était pas moins sensible. Mais le
« gouvernement n'en parut que plus fier, pour
« paraître ne rien craindre ; la ville, à son exem-
« ple, n'était plus peuplée que de Brutus et de
« Scévola. Les moustaches effrayaient les enfans,
« de grands sabres traînaient et retentissaient dans
« les rues ; on fusillait les royalistes vrais ou pré-
« tendus, en satisfaisant sous cette dénomination
« des haines particulières ; l'on nommait tout
« cela du patriotisme. La peur enfin faisait voci-
« férer : *Vive la république !* à des gens qui eussent
« mieux aimé crier : *Vive le roi !* Ceux qui ne
« connaissent pas ce peuple l'auraient cru beau-
« coup plus révolutionnaire qu'il ne l'était. Enfin
« de quoi s'occupait alors le gouvernement ? à
« disserter sur les uniformes et les cocardes ; à
« donner au roi Ferdinand l'ordre exprès d'éva-
« cuer Palerme sous quarante jours ; il annonçait
« à chaque instant une nouvelle victoire rem-
« portée par son général Schipiani, que chacun
« de ces prétendus triomphes rapprochait cepen-
« dant de la capitale. Bientôt le canon d'alarme,
« le tocsin, des cris tumultueux agitent les airs,
« et le cardinal étant parvenu à faire afficher par

« ses affidés une proclamation royale des plus « rassurantes, il entre enfin dans Naples sans de « grands obstacles, le 17 juin. Ici cesse le ri- « dicule et commence l'horreur. Qui pourrait « croire que *Vive le roi! vive la foi!* en eussent « été le signal? Les intentions de son éminence « étaient humaines et ses promesses loyales, mais « comment retenir des brigands effrénés, une ar- « mée sans ordre et furieuse? Il avait en vain or- « donné d'illuminer pour prévenir les excès com- « mis dans l'ombre. Il commandait, il prêchait la « paix, et ce fut également en vain. Ma plume se « refuse ici à vous retracer l'épouvantable tableau « qui frappa mes regards et dont ma mémoire « s'effraie encore. Mais je parlerai à votre excel- « lence de ceux qu'elle a connus et qui ont péri; « l'évêque de Carpi, le brave amiral Caracciolo, « le comte Reario beau-frère de votre ami le « marquis Massinini, votre banquier Batistesa, « quoique sincèrement dévoués à la cour de « Palerme, viennent d'être condamnés et exé- « cutés. Ce sont là quelques-unes des œuvres du « vainqueur d'Aboukir. Celles de la populace « sont plus nombreuses, plus sanglantes, plus « révoltantes dans leurs détails, leur forme, leur « durée; votre excellence ne les connaîtra que « trop tôt; quand et comment auront-elles

« un terme? Il faut cependant rendre justice à « quelques-uns même des chefs insurgés; Pro- « nio, par exemple, est un homme plein d'hon- « neur et de qualités estimables; il a, comme le « cardinal, cherché à prévenir ou à arrêter le « torrent du crime, et, comme lui, n'a pu y par- « venir. Rocca-Romana, heureusement rentré « en grace, contemple en frémissant le résultat « de ses coupables intrigues; mais, dans la fausse « position où il s'est placé, il n'ose en gémir pu- « bliquement. Enfin je ne sais si votre excellence « pourra croire à toutes les horreurs qui lui se- « ront racontées et dont il serait difficile d'exa- « gérer la peinture, car c'est à peine si j'y crois « moi-même qui ne les ai que trop vues. »

Le roi était rentré à Naples le 27 juillet, mais les réactions contre-révolutionnaires ne cessèrent qu'à la publication d'une amnistie signée à Palerme le 23 avril 1800 et promulguée à Naples le 30 mai seulement*; acte de grace très incomplet, car les exceptions y montaient à 531 individus ainsi qu'à leurs adhérens, sans compter ceux qui avaient fui ou qu'on se réservait d'en excepter encore.

Jusqu'à l'époque de la rentrée du roi, le gou-

* Voyez la pièce justificative E.

vernement réorganisé attendait l'issue des opérations de l'armée combinée dans la Haute-Italie, et se contentait de compléter la conquête du royaume sur les Français et les insurgés; aussi, une armée composée d'Anglais, de Russes, de Suisses, de Napolitains, et que suivait une horde de brigands, marcha-t-elle le 20 juillet sur Capoue, où le chef de brigade Girardon fut obligé de capituler le 29. Gaëte se rendit le 31 ; mais Pescara se défendit pendant deux mois et obtint une capitulation qui ne fut pas violée. Cependant l'armée napolitaine marchait sur Rome, sous les ordres du Suisse Burckhardt et à l'instigation du gouvernement russe, toujours fidèle à ses idées restauratrices; elle était précédée d'une proclamation annonçant le rétablissement de l'ancien gouvernement pontifical. « Ce sont, y disait-on aux Romains, les « adorateurs de la croix qui s'avancent vers vous; « c'est le signe de la victoire, que vos ames s'en « réjouissent ! Qu'à son aspect les ennemis de Dieu, « du trône, de l'autel et de l'humanité demeu- « rent confondus ; qu'ils fuient à l'approche de « cette enseigne triomphante ! qu'à notre arrivée « la cocarde napolitaine soit de toutes parts arbo- « rée ! Arrachez l'arbre de la rébellion dont votre « terre est souillée; substituez à cet emblème du « vice et du crime cet étendard salutaire sous

« l'ombre duquel fleurissent tous les genres de « vertus; accueillez-nous donc; la religion le « commande; votre sûreté, votre bonheur, votre « devoir l'exigent. » Cette proclamation peu connue, grace aux soins de l'ambassadeur Bertolio et à ceux de la police civile et militaire, n'en circula pas moins en partie, et si elle donnait aux fermes partisans du Souverain Pontife l'espoir d'être promptement affranchis du joug de la France, elle fut loin de rassurer les révolutionnaires de toutes classes, effrayés des vengeances dont Naples avait été l'affreux théâtre. On se rappelait aussi les négociations entamées par les cours de Naples, de Turin et de Vienne, avec Bonaparte et le directoire, pour un partage de l'État Romain, et nombre de gens tremblaient que le projet, alors avorté, ne se renouvelât entre des cabinets dont les armées étaient victorieuses. Il en résulta que personne n'osa bouger et que les plus compromis s'armèrent et secondèrent dans la défense de la ville sainte la faible garnison française. Elle était composée de débris de co ps et de malades, et quoique avec un effectif de quatre mille hommes environ, elle ne pouvait guère mettre sous les armes que quinze cents soldats, avec lesquels elle devait défendre à la fois Rome, Civita-Castellana, Civita-Vecchia,

sous le commandement du général Garnier, ancien maçon de Marseille, dont la fortune militaire était l'une des nombreuses erreurs du jacobinisme. Nous n'entrerons pas dans les détails de cette défense de Rome, cernée plutôt qu'assiégée par des Autrichiens, des Russes, des Anglais, des Napolitains et des bandes de brigands; où la tranquillité intérieure fut maintenue par un gouvernement provisoire que forma la nécessité de centraliser le pouvoir, et dont la sûreté extérieure fut due aux talens du général Thuillier, ancien avocat de Milan; car le général Garnier n'y manifesta ni fermeté ni bravoure. Nous ne devons cependant pas omettre ici un fait assez curieux, et qui a trait à l'homme qui allait bientôt jouer le rôle le plus brillant en France et en Europe.

Un bâtiment léger, parti d'Alexandrie, s'était, pour éviter les croisières anglaises, jeté dans Porto-Danso, non encore occupé par les Napolitains; porteur de dépêches du général Bonaparte pour le directoire, elles furent remises au gouvernement provisoire, qui, très indiscrètement, les ouvrit, et, plus indiscrètement encore, les révéla; car on y trouvait le roman le plus absurde qui, de mémoire de bulletin, ait jamais été jeté à la crédule sottise. Le général, selon ce rapport,

avait pris Saint-Jean-d'Acre ; « mais ses soldats, « tout en se battant dans les rues, ayant appris « que la peste régnait dans les murs de la ville, « il en avait ordonné aussitôt l'évacuation, pour « fuir une contagion qui le déterminait à retour- « ner en Égypte. » L'on s'est bien gardé de faire imprimer en France cette pièce curieuse.

La garnison de Rome attaquait de toutes parts pour s'assurer des vivres, et n'était réellement pas attaquée ; mais cet état de choses ne pouvait durer. Ne voulant point capituler avec des troupes qui eussent peut-être mis la ville au pillage, on s'adressa au commodore Trowbridge, qui croisait devant Civita-Vecchia avec le vaisseau *le Culloden.* Le général autrichien Frœlich refusa d'abord de reconnaître cette capitulation, signée le 25 septembre 1799, et les Russes, également mécontens qu'on se fût adressé aux Anglais seuls, voulurent arrêter en mer la garnison que l'on transportait en France, nouveau germe de dissentimens entre les trois puissances alliées ; mais une querelle plus sérieuse eut lieu entre les Autrichiens et les Russes, par rapport à la capitulation d'Ancône.

Les Autrichiens, les Turcs, les Russes, les insurgés commandés par Lahoz, assiégeaient, depuis le 18 mai, cette place défendue avec autant de talent

que de vigueur par le général Monnier, et que bloquait une flotte turco-russe. Réduite à la dernière extrémité, elle se rend enfin le 13 novembre, après avoir soutenu un siége de près de six mois. Mais l'honorable capitulation qu'obtint le général français ne fut signée qu'avec le général autrichien, dont les drapeaux furent seuls arborés sur les murs de la forteresse; nouveau grief de l'empereur Paul contre le cabinet de Vienne, dont l'inquiète ambition s'était déjà défait du concours de ces insurgés, à la tête desquels on avait vu jusqu'à des femmes, entre autres l'amazone toscane *Alexandria-Maria*, sous les coups de laquelle Sienne était tombée; car l'Autriche craignait la nationalité italienne que Paul Ier eût voulu encourager. Tout annonçait donc la prochaine dissolution d'une alliance que le cabinet prussien n'avait jamais crue ni solide ni durable; mais un événement dont ce même cabinet parut seul alors juger sainement l'immense portée ne pouvait manquer, en donnant en France une direction nouvelle aux affaires politiques et militaires, de hâter la rupture d'une coalition sans unité dans son action et sans accord dans ses vues; c'était l'arrivée inopinée de Bonaparte, échappé d'Égypte et tombant, aux acclamations universelles, sur un état de choses où tout était confu-

sion et impuissance. Mais avant de présenter le tableau de ce qui se passait alors et de la résurrection subite d'un État sans existence réelle, retraçons avec rapidité les événemens qui, en Orient, précédèrent ce mémorable changement de scène dont l'influence devait être si puissante sur les intérêts de l'Europe entière.

1798.

Blocus d'Égypte.— Sidney-Smith. — Firman du Grand-Seigneur. — Révolte du Caire; — Apaisée. — Supplices nocturnes. — Expédition de Syrie. — Levée du siége de Saint-Jean-d'Acre. — Rapports mensongers de Bonaparte. — Débarquement des Turcs. — Rapport ottoman. — Bataille d'Aboukir. — Départ de Bonaparte. — Sa lettre au grand visir. — Lettre de Kléber au directoire. — Arrivée de Bonaparte à Paris. — — Il s'unit à Sieyes. — Tentative de négociations avec l'Angleterre. — Talleyrand. — Grenville. — Débats au parlement. — L'Autriche. — La Prusse. — Promesse au cabinet de Berlin. — Suppression de journaux. — Pacification de la Vendée. — Agens royalistes. — Lettre de Louis XVIII. — Vernek. — Préparatifs des alliés. — Russes à Jersey. — Viomenil. — Reprise des hostilités. — Blocus de Gênes. — Armée de réserve. — Passage du Saint-Bernard. — Bataille de Marengo. — Capitulation de Mélas. — Retour de Bonaparte à Paris.

Après le combat naval du Nil (Aboukir), tandis que l'amiral Hood était chargé de bloquer Alexandrie, et que Nelson se rendait à Naples pour y réparer et ravitailler son escadre considérablement délabrée, contribuer plus tard au salut de la famille royale, veiller à la sûreté de la Sicile, et former, conjointement avec les Russes

et les Portugais, le blocus de Malte, le commodore Sidney-Smith, miraculeusement sauvé de la prison du Temple et accompagné de deux officiers français émigrés, ses principaux libérateurs, fut envoyé d'abord à Maroc, pour y ménager des relations amicales avec le souverain de ce pays, puis à Constantinople, à l'effet d'y traiter d'une alliance offensive et défensive entre son gouvernement et la Porte-Ottomane, et de presser les préparatifs d'une expédition contre Bonaparte. Il devait en outre croiser sur les côtes d'Égypte et de Syrie; couper les communications maritimes de l'armée française; tenter de pénétrer dans le port d'Alexandrie pour y brûler les bâtimens armés; surveiller enfin tous les mouvemens de l'ennemi et principalement ceux qui auraient pour but une expédition contre la Palestine; car les Anglais avaient déjà su très bien, grace à l'or qu'ils prodiguaient dans les bureaux même du directoire, que, par une lettre confidentielle de Bonaparte à Talleyrand*, le général avait proposé de surprendre Malte, où il possédait de secrètes intelligences, et de s'emparer ensuite de l'Égypte. « Expédition, l'avouait-il plus tard, qui « avait trois buts : 1° d'établir sur le Nil une co-

* Du 13 septembre 1797.

« lonie française qui tînt lieu de Saint-Domin-
« gue; 2° d'ouvrir un débouché en Afrique aux
« manufactures françaises; 3° de partir d'Égypte
« pour porter une armée sur l'Indus et soulever
« les Marattes. » Or, l'expédition de Syrie eût été un acheminement à la réalisation de ces vastes projets.

Nul n'était, plus que Sidney-Smith, capable de remplir avec succès la mission qui lui était confiée; son zèle, son audace, sa dévorante activité en faisaient foi. Marin depuis l'âge de treize ans, la paix de 1783 l'ayant rendu à un repos qui lui pesait, on l'avait vu en 1788 servir les Suédois contre les Russes et se distinguer par sa valeur et ses talens dans le combat où ceux-ci furent vaincus en 1791 dans le golfe de Finlande; courir au service des Turcs après la paix de Verala; être employé sous l'amiral Hood au blocus et à l'occupation du port de Toulon, où il incendia les vaisseaux qu'on ne put emmener, quand les Anglais évacuèrent cette place; enfin, pénétrer en 1795, avec sa frégate, dans la rade de Brest et même personnellement dans la ville. Moins heureux au Havre, il y fut pris* et conduit au Temple; mais le directoire, qui ne parlait de

* Le 19 avril 1796.

rien moins que de le faire fusiller comme espion, craignit des représailles et se refusa à tout échange, même contre douze mille prisonniers français ; il s'en vantait du moins. Ces propositions, l'intrigue, l'or du ministère britannique ayant échoué, on s'adressa au comte d'Artois, lieutenant général du prétendant, qui était alors en Angleterre, et, pour obéir aux ordres de ce prince, le chef de chouans Rochecotte, Phelippeaux et M. Hyde de Neuville, avec un danseur de l'Opéra, secondés des amis du commodore, l'arrachèrent de sa prison, à l'aide d'un faux ordre de translation à Fontainebleau. Sauvé ainsi des plus grands périls et reçu avec ivresse en Angleterre, il ne sollicita de son gouvernement, pour toute récompense de ses services, que des dangers nouveaux. Tel était ce marin d'un caractère vraiment chevaleresque, dont l'inattaquable loyauté fut constamment outragée par Bonaparte, qui, tout en cherchant à le déprécier, n'en fit pas moins involontairement son éloge en disant : « Si ces imbéciles de directeurs « eussent su le retenir en prison, j'étais le maître « de l'Asie. » En effet, commandant *le Tigre*, vaisseau de quatre-vingts canons, Sidney-Smith ne perdit jamais de vue le grand capitaine qu'il avait ordre de surveiller, inquiéta ses garnisons

sur les côtes égyptiennes, intercepta ses convois maritimes, éclaira les populations musulmanes sur leurs intérêts, sur les intentions belliqueuses de la Porte-Ottomane, les dangers, les craintes et l'impuissance de leur dominateur; il encouragea enfin le pacha de Saint-Jean-d'Acre à une résistance qu'il seconda personnellement, et en lui donnant pour diriger la défense de sa place l'intelligent Phelippeaux, l'un de ses sauveurs et le condisciple de Bonaparte.

De son côté, le commandant en chef de l'armée d'Orient, descendu en Égypte le 1^er^ juillet 1798, maître aussitôt d'Alexandrie, vainqueur des redoutables Mamelouks aux combats de Rhamahniéh, de Chebreisse, des Pyramides, avait déjà contraint Mourad-Bey à se jeter dans la Haute-Égypte, où il était vivement poursuivi par le général Desaix, et après être entré dans la ville du Caire, vingt-deux jours seulement depuis celui où il opéra son débarquement, il repoussait Ibrahim-Bey sur El-A'rych par la victoire de Saheley'h, et se trouvait à trente lieues au-delà du Caire, quand déjà conquérant de l'Égypte en moins de six semaines, il apprit les désastres de sa flotte.

D'autant plus accablé de cette catastrophe qu'elle devait alimenter des mécontentemens re-

marquables parmi les principaux chefs de l'armée, et que cet événement le privait, tant des secours qu'il avait espéré recevoir que de la puissante coopération d'une armée navale, il chercha à voiler ses secrètes pensées sous un calme apparent; mais il ne s'en voyait pas moins exilé, bloqué, sans relations possibles avec la France. Il songea donc à s'établir solidement dans le pays conquis, pour en faire la base des gigantesques projets qui depuis long-temps riaient à son imagination.

Cependant l'état moral de son armée, le peu de ressources que présentait l'Egypte, le découragement d'un grand nombre de ceux qui faisaient partie de l'expédition, et dont les romanesques espérances se trouvaient frustrées étaient connus des Anglais par l'interception des correspondances particulières. Ils savaient aussi par les rapports mutuels également saisis de Bonaparte et du gouvernement français, combien les vues ambitieuses, usurpatrices et conquérantes du général contredisaient ses protestations de paix et d'amitié adressées à la Porte-Ottomane, avec d'autant plus de perfidie que dès lors il avait engagé Ali, pacha de Janina, à se révolter contre elle, et Djezzar-Pacha à se déclarer indépendant sous sa protection. Parmi les lettres tombées entre les mains des croiseurs anglais et remises aux

Turcs, il s'en trouvait une de Barras à Bonaparte où il était dit : « Les musulmans tiennent à leur « religion, il faut vous faire un plan adapté à leurs « préjugés. A l'égard des faibles vous emploierez « les armes, les massacres, le pillage; quant aux « forts, vous vous servirez de la ruse pour les em- « pêcher de nuire, en respectant leur religion, « leurs femmes, leurs propriétés, jusqu'à ce que « vous soyez entièrement maître. Semez les hai- « nes, secourez les faibles et vous subjuguerez fa- « cilement les forts.

Bonaparte cependant voulut se concilier les esprits, ne sentant pas assez combien était implacable la rage fanatique des musulmans contre les chrétiens. En vain écrivit-il au schérif de la Mecque * : « Nous sommes amis des musulmans « et de la religion du prophète. » En vain s'efforçait-il de vanter son invincible puissance au bey de Tripoli, à l'iman de Mascate, à Djezzar-Pacha, qu'il flattait et menaçait tour à tour; les Anglais déjouaient toutes ses ruses, dévoilaient tous ses mensonges, démentaient toutes ses assertions, opposaient à ses promesses fallacieuses ses actes et ses propres écrits, enfin ils le montraient en contradiction perpétuelle avec lui-même. Le Grand-Seigneur lança contre lui un firman adres-

* Lettre du 25 août 1798.

sé aux pachas, aux beys, kachefs et scheicks, ainsi qu'à tous ses sujets, tant Arabes qu'Égyptiens, où les Français étaient traités de « nation « d'infidèles obstinés et de scélérats sans frein, « qui nient l'unité de Dieu et ne croient pas à la « mission du Prophète; qui ont détruit les fon- « demens de toute religion, ruiné leurs temples, « chassé leurs prêtres, soufflé partout le feu de « la discorde; qui se sont jetés sur tous les « royaumes pour y abolir gouvernement et reli- « gion. Tout musulman, y est-il dit, doit en con- « séquence prendre les armes contre eux; soyez « unis, aidez-vous les uns les autres. Qu'ils péris- « sent, que leurs cendres soient jetées au vent, « car la promesse de Dieu est formelle, l'espoir des « méchans sera trompé et les méchans périront. » Ce firman, dont nous ne citons ici que quelques phrases, est imprimé textuellement à la fin du sixième volume de cet ouvrage comme pièce justificative. Il avait secrètement circulé en dépit d'une police militaire, sévère dans ses actes, mais qui, comptant sur sa force, sembla sommeiller alors.

Cependant les esprits s'enflammaient et une conjuration dont le succès eût été le massacre de tous les Français éclata le 21 octobre dans la ville du Caire, dura trois jours, mais fut vaincue par la froide et intelligente vigueur de Bonaparte,

et suivie d'exécutions nombreuses et nocturnes dans la citadelle *.

Tranquille dès lors sur ce point, et couvert au sud par les succès de Desaix contre Mourad-Bey, l'orient seul lui inspirait encore des inquiétudes; aussi écrivait-il à Djezzar-Pacha ** : « Je ne veux « pas vous faire la guerre, mais si vous continuez « à donner refuge à Ibrahim-Bey, je regarderai « cela comme une marque d'hostilité, et j'irai à « Acre. »

Bonaparte n'était cependant pas exempt de soucis sur ce qui se passait en Europe; ses ordres à l'amiral Villeneuve et au commissaire de la marine à Toulon *** n'avaient point été reçus ou étaient demeurés sans effet. Il ne lui parvenait aucune nouvelle de France; il doutait que le directoire en eût de lui, et quoiqu'il vantât sa situation, tout lui démontrait ce qu'elle avait de critique. Ce qu'il apprenait par quelques Arabes lui annonçait une redoutable invasion de la part du gouvernement turc. N'ayant plus néanmoins à la craindre par mer dans une saison

* Bourienne, secrétaire du général Bonaparte, a donné le détail de ces exécutions dont il transcrivait lui-même les ordres. (*Note de l'éditeur.*)

** Le 19 novembre 1798.

*** Lettre du 21 avril 1798.

déjà avancée, il crut enfin devoir la prévenir en marchant vers la Syrie, pour y ruiner les moyens hostiles de l'ennemi, opération qu'il retardait pourtant dans l'espoir, toujours trompé, de recevoir des secours ou du moins des lettres qui le missent au courant des affaires de France, car aucune ne lui était encore parvenue.

Tous les préparatifs de son expédition se trouvaient déjà faits, quand arrivèrent enfin deux négocians français, nommés Hamelin et Livron; mais ils avaient depuis plusieurs mois quitté leur patrie, et sur leur rapport il écrivit à Kléber* que Passwan-Oglou venait de détruire l'armée du capitan-pacha et était maître d'Andrinople, ce qui, démontrant la faiblesse du gouvernement turc, l'encouragea dans ses projets contre la Syrie.

Il avait, dès la fin de décembre, visité les environs de Suez; mis cette place en état de défense; exploré les deux rives de la mer Rouge; combiné les moyens de traverser la Perse pour attaquer les Anglais dans les Indes, ne doutant point de ses rapides succès en Palestine; et il donna même à Tippoo-Saïb** avis de ses vastes projets, car il était loin d'imaginer que ce prince

* Lettre du 5 février 1799.

** Le 25 janvier 1799.

dût bientôt tomber* sous les coups d'un général anglais alors inconnu **, mais qui plus tard devait mettre un terme à sa prodigieuse fortune.

Il part donc le 11 février 1799, arrive le 17 à El-A'rych qui s'était rendu la veille, pénètre en Syrie le 28, attaque et prend en deux jours la bicoque de Jaffa dont la garnison, forte de quatre mille hommes, qui avait capitulé le 6 mars, est en totalité fusillée le 10, et il arrive le 18 devant Saint-Jean-d'Acre à la tête d'environ douze mille hommes, mais avec peu de munitions de guerre et sans artillerie de siége, la sienne lui ayant été enlevée par Sidney-Smith, mouillée devant Caïffa, en sorte que ce qui devait servir à l'attaque de la place fut employé à compléter son armement, ainsi que tout ce que put lui fournir une croisière anglaise qui la protégeait et l'alimentait.

Bonaparte avait écrit à Djezzar-Pacha : « Redevenez mon ami, et je vous ferai autant de « bien que je peux vous faire de mal. » Cependant il ne put l'intimider, et après huit assauts meurtriers et la perte de plus de trois mille hommes, il se vit, le 20 mars, forcé de lever le

* Le 2 avril.

** Wellington.

siége, traînant à sa suite le désespoir, la misère et la peste. Il n'en mandait pas moins au directoire* : « Je vous ai déjà fait connaître, par le « courrier expédié le 21 floréal, les événemens « glorieux pour la république qui se sont passés « depuis trois mois en Syrie. » Et il écrivait le 15 juin au divan du Caire : « J'amènerai avec moi « beaucoup de prisonniers et de drapeaux; j'ai « rasé le palais de Djezzar, les remparts d'Acre « et bombardé la ville de manière qu'il n'y reste « pas pierre sur pierre. Tous les habitans ont « évacué la ville par mer, Djezzar est grièvement « blessé. Trente bâtimens chargés de troupes « sont venus à son secours; trois ont été pris par « mes frégates, le reste est dans le plus mauvais « état ou détruit. » Il mandait aussi les mêmes choses à l'adjudant général Almeyras, et le 27 juin au général Marmont : « L'armée qui devait « se présenter devant Alexandrie, et qui était « partie de Constantinople le 1^er^ rhamadan, a été « détruite sous Saint-Jean-d'Acre », annonçant que *l'extravagant Sidney-Smith* pourrait peut-être en débarquer les restes, qui ne montaient guère qu'à *deux mille hommes***. Cependant il

* Rapport du 27 mai.

** Le secrétaire Bourienne rapporte que lorsqu'il écrivit sous la dictée du général en chef toutes ces dépêches men-

apprit, le 15 juillet, que tous ces Turcs, qu'il disait avoir anéantis, venaient d'opérer leur débarquement à Aboukir, dont le fort leur fut rendu sans résistance. Les espions portaient l'armée ottomane à quarante mille hommes, et Marmont la supposait de quinze à dix-huit mille *. Elle n'était cependant que de sept mille hommes, selon le rapport suivant adressé à Mustapha, et daté du 21 séfir : « Le jeudi 7 séfir (11 juil-« let), Mustapha-Pacha, y est-il dit, a débar-« qué, et après sept heures de combat la victoire « s'est décidée en faveur des musulmans. Le châ-« teau a capitulé. Il y avait environ cinq cents « infidèles et aucun d'eux n'a pu se sauver. Le « général Bonaparte est arrivé à Rhamahniéh avec « dix mille hommes; nous ne sommes que sept « mille, mais Dieu nous fera triompher par la « protection des prières du Prophète. » Ce qui confirme l'exactitude de cet état numérique de l'armée turque, c'est un rapport subséquent adressé au caïmacan du grand-visir, où l'on se plaint d'avoir trop peu de fonds « pour faire dis-

songères, n'ayant pu dissimuler sa surprise d'un pareil récit sur des faits dont il venait d'être le témoin, Bonaparte lui dit brusquement : « Allez donc, vous n'y enten-« dez rien... » et qu'il fallut continuer d'écrire. (*Note de l'éditeur.*)

* Rapport du 23 juillet.

« tribuer tous les jours sept mille rations » dans un pays qui n'offre aucune ressource pour y suppléer. Cette expédition qui, par sa faiblesse, semblait confirmer les mensonges débités sur celle de Syrie, mais que la vanité grossit après le succès, fut un coup de fortune pour Bonaparte, car elle rendit quelque éclat à ses armes flétries devant Saint-Jean-d'Acre. Parti du Caire le 16, arrivé à Alexandrie le 23, il battit complètement les Ottomans le 25, et le pacha qui les commandait fut blessé et fait prisonnier. Quant au fort d'Aboukir, il ne se rendit que le 2 août, après avoir été mieux défendu par les Ottomans qu'il ne le fut contre eux. Mais cette victoire eut un résultat immense et inattendu sur les affaires de France et celles de l'Europe ; car Bonaparte ayant eu l'occasion d'envoyer un parlementaire à la flotte anglaise qui protégea le débarquement et le rembarquement des Turcs, les gazettes qu'on eut l'imprudent orgueil de lui faire passer l'instruisirent de tous les désastres essuyés par les armées françaises en Italie, et de la perte presque totale de ses glorieuses conquêtes. Bonaparte prend donc à l'instant son parti ; il ordonne l'armement de deux frégates et de deux bâtimens d'un rang inférieur, masque son départ sous le prétexte d'une reconnaissance des côtes, et s'embarque le

23 août avec les hommes les plus dévoués à sa fortune, après avoir donné au général Kléber un rendez-vous où il ne devait trouver que la lettre par laquelle le commandement de l'armée lui était remis. Cette lettre* portait que, « si, par des événemens incalculables, il n'avait reçu aucun secours jusqu'au mois de mai, il était autorisé à conclure la paix avec la Porte-Ottomane; persistant toujours, y disait Bonaparte, dans l'assertion que j'ai avancée, que l'intention de la France n'a jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte. » C'était dans cet esprit de déception sans succès présumable, qu'après la bataille d'Aboukir, et en renvoyant le pacha prisonnier, il écrivait au grand-visir**: « Par quelle fatalité la Porte et la France, amies de tous temps, la France ennemie de la Russie et de l'empereur, sont-elles en guerre? Il n'est pas un Français de tué qui ne soit un appui de moins pour la Porte! La France a détruit les chevaliers de Malte et croit, comme l'ordonne l'islamisme, qu'il n'y a qu'un seul Dieu. Ainsi donc la Porte a déclaré la guerre à ses véritables amis! Ainsi donc la Sublime Porte, l'amie de la France quand cette puis-

* Lettre du 23 août 1799.

** Lettre du 18 août 1799.

« sance a été chrétienne, lui fait la guerre dès « l'instant que la France s'est rapprochée de la « croyance musulmane ! » Puis passant à des menaces, il ajoute : « Mon armée est forte, approvisionnée de tout ce qui peut la rendre victorieuse ; je ne crains donc rien. Je suis ici invincible ; mais je dois à l'humanité la demande que « je fais. Je battrai toutes les armées lorsqu'elles « projetteront l'envahissement de l'Egypte ; mais « je répondrai à toutes les ouvertures de négociations. » Il n'y avait cependant pas plus de vérité dans le tableau qu'il présentait de sa formidable situation qu'il ne restait à Kléber de moyens pour conserver l'Égypte tout entière jusqu'au mois de mai 1800, c'est-à-dire durant plus de huit mois ; aussi ce général écrivait-il au directoire* « que Bonaparte est parti sans en avoir « prévenu personne ; lui a donné un rendez-vous « où il n'a trouvé que ses dépêches et une lettre « pour le grand-visir à Constantinople, quoiqu'il « sût que ce pacha était déjà arrivé à Damas ; que « l'armée est réduite de moitié ; qu'il s'agit de résister aux efforts de trois grandes puissances, « la Porte, les Anglais et les Russes ; que le dénuement d'armes, de poudre de guerre, de fer « coulé, présente un tableau aussi alarmant que

* Lettre du 26 septembre 1799.

« la subite diminution d'hommes ; que les troupes « sont nues, que les maladies augmentent ; que « les officiers de santé manquent ; que le général « Bonaparte a épuisé toutes les ressources et n'a « pas laissé à son départ un sou dans la caisse, mais « un arriéré de 12,000,000 fr. ; que l'Égypte, quoi- « que tranquille en apparence, n'est rien moins « que soumise ; que les mamelouckes quoique « dispersés ne sont pas détruits ; que deux mille « mamelouckes et trente mille hommes de l'armée « du visir sont à Acre ; que la crise approche. El- « A'rych, dit-il, est un méchant fort n'ayant que « pour quinze jours de vivres ; les Arabes seuls « étaient dans le cas de faire des convois, mais « tant de fois trompés, ils s'éloignent, se cachent, « et l'armée du grand-visir enflamme leur fana- « tisme. Alexandrie n'est qu'un camp retranché ; « il était défendu par une nombreuse artillerie « de siége, mais nous l'avons perdue dans la dé- « sastreuse campagne de Syrie. » Puis il ajoutait par post-scriptum. « Le capitan-pacha nous a ren- « voyé un soldat pris à El-A'rych ; il lui avait fait « voir toute son armée ; quant à moi, il me serait « de toute impossibilité de réunir plus de cinq « mille hommes. » Si cette lettre, qui ne parvint à Paris que le 12 janvier 1800, y fût arrivée avant Bonaparte, entre les mains de qui elle tomba.

ce général eût peut-être été arrêté et fusillé comme déserteur si le directoire en eût eu le pouvoir, d'autant qu'un grand nombre d'autres lettres, dont la plupart furent interceptées par les croisières anglaises, ajoutaient à ce qu'on vient de lire des plaintes amères, des accusations sérieuses, des détails effrayans, dont le parti révolutionnaire se fût puissamment armé contre lui.

Bonaparte cependant, après avoir, durant une traversée de quarante-cinq jours, trompé la vigilance de la station anglaise et longé la côte d'Afrique pour éviter les croiseurs britanniques, avait relâché à Ajaccio ; il eut le bonheur d'échapper ensuite à une escadre ennemie et débarqua le 9 octobre à Fréjus, où l'empressement des habitans, qui le regardaient comme le sauveur de la France, mit obstacle à l'exécution des lois sanitaires. Il ne fit donc pas de quarantaine et partit aussitôt pour Paris, où il arriva le 16, après avoir recueilli sur toute sa route des plaintes vives et générales sur les maux de tous genres dont la France était accablée sous un gouvernement inepte, cupide, oppresseur, et dont la chute était l'objet des vœux de tous.

Le directoire, aussi méprisé que haï, ennemi tout à la fois et complice des révolutionnaires, ne vit qu'avec cette aversion sans courage qui

ne sait ni dissimuler ni frapper, tomber sur lui, comme la foudre, un homme promptement entouré de la faveur de tout ce qui était honnête et de l'intrigue de ce qui ne l'était pas. Voulant et n'osant rien contre lui, sa rage se consumait dans une vaine et craintive stupeur. Quant à Bonaparte, il observait avec soin les hommes et les choses, redoutait la finesse de Fouché, haïssait le cœur faux et l'esprit obscur de Sieyes, méprisait tout le reste du gouvernement, directeurs, ministres et autres, voulait des complices, mais ne voulait l'être d'aucun factieux. Observé lui-même par les différens partis, qui n'avaient pas même le mérite d'être des factions, car ils étaient sans chefs, sans union et sans but, il fût difficilement parvenu là où tendait son ambition, si son frère ne l'eût rapproché de Sieyes qui se flatta de faire de lui un instrument, et de Fouché qui ne demandait pas mieux que de devenir le sien. Pour Talleyrand, très humble serviteur des circonstances, prévoir la grandeur prochaine de Bonaparte c'était s'y vouer, et la faveur publique en faisait déjà une puissance. Son ascendant fut tel que, loin d'être obligé de séduire Moreau, il lui suffit de lui donner ses ordres, et la faiblesse de celui-ci se prononça contre sa véritable opinion. Mais il ne put associer à ses projets le

général Bernadotte, antagoniste naturel et implacable de tout individu placé au-dessus de lui, et qui donnait le nom d'amour de la liberté à son ambitieuse jalousie. Augereau, Jourdan et quelques autres jacobins de leur trempe, ennemis du gouvernement qui seul eût pu leur procurer une utile direction, ou trouver en eux une force agressive, discrédités d'ailleurs dans le public par l'âpreté de leurs opinions ultra-révolutionnaires, ne formaient qu'une cohue violente sans unité, sans talent, sans chef, s'agitant sans objet fixe. Aussi Bonaparte ne craignit-il rien de leurs niais conciliabules ni de leur oiseux bavardage. Mais si tout fut habileté et audace dans le plan du coup d'état qu'il méditait, ces avantages lui manquèrent totalement dans l'action.

En vain le corps législatif avait-il été transféré à Saint-Cloud, Bonaparte chargé de l'exécution du décret, les troupes mises sous son commandement, la plupart des militaires dévoués à sa personne, deux des cinq directeurs entrés dans ses vues; si la majorité du directoire, sûre d'avoir un intrépide agent dans Bernadotte, eût conservé quelque fermeté; si les ennemis de Bonaparte, dans le conseil des Cinq-Cents, se fussent réunis sous un chef accrédité, ou même n'eussent pas perdu en vaines paroles un temps

qu'ils devaient mettre à profit par une démarche prompte; ce parti, le plus nombreux encore, l'aurait facilement condamné, immolé et voué légalement à l'exécration de la mobile, tremblante et très moutonnière France. Mais son frère Lucien eut assez d'adresse et de courage pour ralentir la fougue de ses ennemis; Murat l'audace de terminer les débats à coups de baïonnette, et Barras, le premier, abdiqua le pouvoir constitutionnel en envoyant sa démission. Le directoire, réduit à Gohier et Moulins, déjà retenus prisonniers par Moreau, n'osa, dans son imbécile respect pour une constitution qui le tuait, donner aucun ordre aux ministres et à l'armée qui lui eussent peut-être obéi.

Trente serviles députés représentant alors le corps législatif, rassemblés avec peine et délibérant sous l'empire du sabre, abolissent le gouvernement directorial, établissent une commission consulaire composée de Bonaparte, Sieyes, Roger-Ducos, et expulsent arbitrairement de leur sein soixante députés.

Voilà quel fut ce coup d'état du 18 brumaire (9 novembre 1799), contre lequel Gohier et Moulins protestèrent au lieu d'agir. Il fit réellement passer l'autorité entre les mains d'un seul; car, quoique Bonaparte ne fût qu'un des trois

membres du consulat provisoire, il s'empara de la présidence, parla en son nom au peuple et à l'armée, ordonna ou dirigea tout, désigna presque seul les hommes à éloigner ou à employer, et, dictée par lui, la loi du 19 brumaire, qui chargeait spécialement les consuls de rétablir *la tranquillité intérieure*, lui donna la faculté de frapper de terreur ses ennemis et d'affermir son gouvernement en faisant prononcer par les consuls la déportation * de trente-huit jacobins, du nombre desquels étaient plusieurs députés, et l'exil de vingt-trois autres, parmi lesquels se trouvait le général Jourdan; acte arbitraire qui réjouit ceux-là même qui eussent dû s'en effrayer, car la haineuse imprévoyance des factions les empêcha de voir que le despotisme qui en frappe une les menace toutes. Bonaparte cependant parlait de liberté, de loi, de république même; mille écrivains vantaient sa modération, et Garat, dans une adresse au peuple français, disait : « Nos libertés ne sont pas dans une charte, mais « dans le cœur d'un grand homme. »

Ce n'était point assez d'avoir opéré une révolution et écrasé ou réduit au silence ceux qui y furent opposés; il fallait justifier cette heureuse

* Le 17 novembre.

usurpation en assurant le bien-être général, et en rendant à la France une prépondérance et un éclat dont elle était avide. Or, malgré les succès obtenus par les armées de Suisse et de Hollande, les désastres de la campagne de 1799 avaient été accablans; toute considération était perdue à l'extérieur; et dans l'intérieur, sous un gouvernement prétendu à bon marché, puisque moins d'un million suffisait aux émolumens de ses premiers magistrats, tout était livré à un désordre et à un pillage qui ruinaient la fortune publique. Mais pour remédier à tant de maux il fallait une volonté ferme, une autorité sans limite; Bonaparte possédait l'une, l'autre était dans ses habitudes. « Cela sera; je le veux », disait-il sans cesse; et si à ses ordres on opposait la loi : « Si « vous n'avez pas le droit, répondait-il, vous avez « la force. » En en agissant ainsi chez un peuple qu'il faut commander du moment où il est devenu ingouvernable, tout ce que le consulat provisoire fit en quarante-quatre jours est véritablement miraculeux : Bonaparte en eut l'honneur. Quant à la renaissance de la gloire militaire elle devait lui appartenir sans partage. Mais écoutons, sur la résurrection politique de la France, l'agent secret qui correspondait avec l'un des principaux ministres prussiens. « . . . . Tout ici a changé

« comme par l'effet d'un pouvoir magique : l'ar-
« rivée d'un seul homme a produit cet étonnant
« prodige. Il ne faut croire cependant ni au récit
« officiel de la journée de Saint-Cloud, ni à l'élo-
« quence, ni au sang-froid de Bonaparte dans
« cette occasion, ni à ses dangers personnels,
« ni au coup de poignard reçu par un grenadier
« qui le défendait contre ses assassins; ce sont
« autant de mensonges débités par lui et les siens
« pour abuser le public et l'intéresser à sa per-
« sonne. Mais ce qui est de toute vérité, c'est
« l'impuissance dans laquelle l'État était tombé
« avant son administration, et le bien sans exem-
« ple qu'elle a rapidement produit. Tel est l'a-
« vantage, plus senti que jugé, de l'unité du
« pouvoir sur sa diffusion; de la pratique du gou-
« vernement sur la théorie; de l'intérêt conser-
« vateur sur le délire des passions. Il fallait cette
« dernière révolution pour pouvoir sonder les
« plaies de la France; il la fallait aussi pour les
« cicatriser. Mais c'étaient principalement les fi-
« nances et la guerre qui offraient l'image des plus
« grands désordres: les troupes n'étant ni payées,
« ni vêtues, ni nourries, le ministre Dubois de
« Crancé n'avait pas même un état approximatif
« de l'armée; le ministre des finances Robert-Lin-
« det, homme accoutumé sous le régime de la

« terreur à vivre d'assignats immodérément émis, « n'avait pu, malgré la multitude de ses coûteux « agens, faire rentrer son oppressif emprunt forcé « progressif *, et son manque d'ordre, dans une « besogne si nouvelle pour lui, livrait les recettes « à l'avidité des fournisseurs protégés par une ad- « ministration cupide. Même désordre, même « impuissance dans les ministères de la marine et « de la justice, de la police et de l'intérieur. La « commission consulaire ne trouva pas cinq cent « mille francs dans le Trésor, et ce qu'il restait de « rentes de l'État, après la banqueroute des deux « tiers faite par le directoire, était descendu en « fonds presque au taux de l'intérêt annuel. Mais « leur valeur vénale a déjà presque triplé sous le « ministre actuel Gaudin; l'armée se réorganise « sous la direction de Berthier; il en est ainsi des « autres administrations, passées des agens inep- « tes du sale directoire aux mains des agens mieux « choisis de Bonaparte. Il n'y a guère plus de six « semaines que le nouveau gouvernement est éta- « bli, et quoique Sieyes, réduit presqu'à la nul- « lité, dise avec humeur : *c'en est fait, nous avons* « *un maître*, il suffit à l'éloge du consulat de réca- « piturler ce qu'en si peu de temps il a fait aux applau-

* Il n'a produit que 5 millions sur les 100 décrétés.

« dissemens de toute la France. L'abolition de la loi « des otages ; la suppression de l'emprunt forcé ; le « rappel des déportés ; la liberté rendue aux émi- « grés naufragés à Calais ; la tolérance du culte ca- « tholique ; des honneurs funèbres rendus aux res- « tes du pape Pie VI ; la suppression de la hon- « teuse fête du 21 janvier et du serment de haine « à la royauté ; l'organisation définitive de l'école « polytechnique ; la clôture de la liste des émigrés ; « l'envoi dans les départemens de commissaires « pour y rassurer les esprits et remédier aux abus « de la précédente administration ; l'envoi de Mo- « reau à l'armée du Rhin et de Masséna à celle « d'Italie ; la création d'une garde des Consuls, « troupe d'élite attachée au pouvoir ; ces choses « doivent vivement intéresser les amis de la France « et leur présager l'importance qu'elle va acqué- « rir dans la balance politique de l'Europe. Mais « voici un fait qui n'est peut-être pas sans intérêt « pour le gouvernement prussien. Le directoire, « dans sa détresse, avait, ainsi que la convention « nationale dont il était sorti, voulu traiter avec « les royalistes et leur promettait un roi comme « les constitutionnels l'avaient fait en 1795, par « les articles secrets du traité de La Jaunaye *.

*Voyez la pièce justificative F.

« De son côté un ministre disgracié s'était joint « à la faction dont madame de Montesson diri- « geait les vues sur le duc d'Orléans, sous la pro- « tection de la cour d'Espagne. J'ai eu l'honneur « d'en parler déjà à votre excellence; mais depuis « l'arrivée de Bonaparte, l'Espagne, qui ne voulait « pas se compromettre et redoutait le génie mili- « taire du consul, exila le chevalier d'Azzara ame « de ce parti, et ceux qui y avaient pris part se « vouèrent au pouvoir nouveau qui ne voulut pas « accueillir les vœux des royalistes, mais ne les « rebuta cependant point. Quant à Sieyes qui, « en qualité de régicide, redoutait vivement les « Bourbons, il persistait dans les intentions que « votre excellence lui connut, et y persistait d'au- « tant plus qu'il commençait à jalouser l'empire « de celui qu'il avait contribué à élever; d'accord « avec celui-ci sur la nécessité d'un retour à la « monarchie, il ne s'agissait plus que de savoir « sur quelle tête tomberait la couronne. Poussé « de questions à cet égard, il nomma un prince « de la famille royale de Prusse ou dans l'intime « alliance de la Prusse. A merveille, dit le géné- « ral, écrivez la lettre et je la signerai; elle est « aussitôt rédigée et remise. Bonaparte l'approuve « et la serre dans son bureau, remettant la signa- « ture à un moment plus opportun. Cependant

« il n'en parle plus ; Sieyes se méfie alors de son « collègue, et, pour l'entraver, s'occupe de la « constitution, c'est-à-dire d'une haute organisa- « tion économico-politique qui, forte contre la « faiblesse et faible contre la force, n'est jamais « que ce que la font valoir les hommes placés dans « ses cadres. Le grand-œuvre est terminé et adopté, « mais non sans de notables changemens, car « l'auteur, pour atténuer le pouvoir suprême, ne « voulait qu'un grand électeur, espèce de dieu « d'Épicure qui, environné de faste, n'aurait eu « d'autre faculté que celle de nommer deux con- « suls exclusivement chargés, l'un du civil, l'autre « du militaire ; pouvoirs isolés et sans connexion « entre eux sous une magistrature sans action ; « voilà ce qu'il avait rêvé à défaut d'un monarque « de son choix qu'il eût espéré diriger. Trompé « encore dans ses vues, il comptait du moins sur « l'une des trois places de consuls. On se réunit « à cet effet, et les vœux des deux collègues de « Bonaparte décernèrent la première à celui-ci. « Il nous faut maintenant, dit le général, un « grand jurisconsulte et le ministre Cambacérès « nous conviendrait à merveille ; il était sûr du suf- « frage de Ducos qui entraîne celui de Sieyes. Nous « avons aussi besoin d'un financier, et je pense « que Le Brun... Mais, général, dit l'abbé... On

« lui montre sa lettre qui était un délit politique,
« et on lui lance un regard qui le fait frissonner ;
« il se tait et Le Brun est nommé troisième consul.
« Mais pour dédommager celui qu'il avait si com-
« plètement dupé et pour se ménager contre lui des
« armes nouvelles, Bonaparte laisse partager entre
« ses deux ci-devant collègues les cinq à six cent
« mille francs trouvés dans la caisse du Directoire.
« Cette anecdote m'a été racontée par le général
« Murat et confirmée par Bénezech, le protecteur
« jadis et aujourd'hui le protégé de Bonaparte.
« Quant au premier consul que quelques royalistes
« ont la niaiserie de prendre pour un nouveau
« Monck, et quelques républicains également
« niais de regarder comme un Washington, il
« marche à grands pas vers le trône, et s'il y
« parvient, il ne sera pas aussi facile de l'abattre
« qu'il l'a été de détrôner l'infortuné Louis XVI.
« Cependant il règne déjà, il règne seul, et c'est
« maintenant qu'on pourra juger son caractère,
« son génie, ce que ses amis et ses ennemis auront
« à craindre ou à espérer de lui. Mais, qu'on ne
« s'y trompe point, ses démarches en faveur de
« la paix ne sont ni ne peuvent être sincères....»

Bonaparte à peine installé * s'empara, sur la

* 25 décembre 1799.

proposition de Talleyrand, de toutes les parties de l'administration, ne laissant que la justice et les finances à Cambacérès et à Le Brun. Il se réserva donc la direction exclusive de la guerre, de la marine, de l'intérieur, de la police et des affaires étrangères, dont les ministres, choisis par lui, ne travaillaient qu'avec lui seul ; ce qui rendait au gouvernement français une unité restauratrice de cette autorité surveillante, homogène, rapide et conservatrice que la révolution avait ruinée. Il appuya son pouvoir dans l'intérieur sur la sagacité sans scrupule de ce Fouché qui, jacobin calculateur, serviteur zélé de tout gouvernement solidement assis, et n'aimant le mal que pour son propre bien, eût regardé le crime sans fruit comme la plus stupide des erreurs. Quant à son pouvoir au dehors, il le fondait en partie sur la réputation bien ou mal acquise du très spirituel Talleyrand, homme qu'une inconcevable paresse rendait incapable, à la vérité, du plus mince travail, mais souple, tortueux, rampant sous un faux air de dignité, habile, tant à deviner les secrètes pensées de son maître qu'à parer des charmes d'un excellent ton la manifestation des perfidies politiques les plus odieuses et à jeter du ridicule sur toute vérité ennemie, par le pi-

quant de ses fertiles bons mots, ce qui n'atteste ni un noble caractère, ni une vaste intelligence; choses, au reste, assez peu nécessaires à celui qui, n'ayant de lois que son ambition, ne voulait en dicter qu'avec le glaive, et trouvait autant d'utilité que d'orgueil à transmettre à l'étranger ses volontés abruptes par l'organe insinuant et flatteur d'un grand seigneur à formes gracieuses.

Tout, par les conseils de ce révolutionnaire courtisan, prenait un air de cour; quelques-uns en murmurèrent, mais l'on se soumit, et l'autorité, doublement armée de rigueurs et de faveurs, attira bientôt à elle les esprits les plus récalcitrans. Bonaparte n'eut pas même la peine de stimuler la servilité; elle l'assiégea promptement et de toutes parts; il n'en faisait pas moins exalter son génie et sa puissance par nombre d'abjects pamphlétaires, entre autres par Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, très habile à produire avec une rapide fertilité les écrits les plus médiocres. Mais le haineux Sieyes, homme d'un esprit aussi violent que son ame était faible, écrivait à son ancien collègue Riouffe une lettre que des événemens éloignés et imprévus alors rendent peut-être assez curieuse aujourd'hui; elle est dans un style haché, effet d'une vive irritation. Nous n'en

citerons que quelques phrases, tirées d'une copie trouvée dans le portefeuille que nous explorons.

« Il est condamné à régner, le malheureux ! et son « sort est de tout effacer, jusqu'à ce que la fortune « l'abandonne. Les ennemis nous attendent à la « dérive du temps ; ils croient à notre dissolution « pendant la paix..... Le théâtre était préparé par « la fortune, il est né à propos. C'est donc pour « finir par-là que la nation française avait !!!... « L'ambitieux ! il va par toutes les routes de la for- « tune et du crime. Tout est vanité, défiance et « peur. Il n'y a là ni élévation ni libéralité ; la « Providence veut nous punir par la révolution « même. Nous portons des chaînes par trop « humiliantes ; on ne voit que des pouvoirs pros- « ternés, une oppression sourde et nulle garantie ; « le pouvoir militaire est seul resté debout. Si « quelque chose peut faire conserver quelque « estime pour la nation, c'est le luxe de perfidie « dont on a usé envers elle. Mais le droit du « sabre est le plus faible de tous, car c'est celui « qui s'use le plus vite. »

Sieyes avait été cependant généreusement payé de ses services, d'abord par le pillage de la caisse du directoire ; puis on lui donna, comme récompense nationale, le riche domaine de Crosne, qu'il échangea contre un plus riche encore,

ce qui lui valut des épigrammes * dont il fut consolé par une fortune dans la fange de laquelle il demeura politiquement englouti.

Bonaparte, vengé de la haine par l'opprobre, avait besoin pour consolider sa puissance de la revêtir d'un brillant éclat qu'il ne pouvait devoir qu'à des succès militaires; mais on désirait la paix, elle était solennellement promise; aussi dès le 12 novembre le gouvernement consulaire fit-il adresser par le ministre Reinhardt, à tous les agens diplomatiques dans l'étranger, une circulaire qui, en notifiant la révolution du 18 brumaire, annonçait le désir d'une paix *honorable et solide*. Cette circulaire, ayant donné au cabinet de Saint-James l'idée de chercher à sonder les intentions réelles du gouvernement consulaire; sir Charles Stuart, secrétaire d'état à l'office de guerre, envoya en France, avec un passeport signé du duc de Portland, l'un de ces aventuriers politiques dont très souvent on se sert quand on veut commencer à traiter sans se compromettre,

* Voici l'une des épigrammes qui coururent alors sur le compte du cupide métaphysicien politique;

Sieyes à Bonaparte a fait présent d'un trône,
Sous ses pompeux débris croyant l'ensevelir;
Bonaparte à Sieyes a fait présent de Crosne
Pour le payer et l'avilir.

(*Note de l'éditeur.*)

et qu'on avoue ou désavoue sans scrupule, selon qu'ils ont réussi ou non dans leur mission périlleuse. C'était un Italien réfugié, nommé Philippe Messeria, jadis employé par les Anglais dans leurs intrigues relatives à l'île de Corse, où sir Charles le connut. Cet agent secret avait, dans des circonstances critiques, sauvé la vie à Bonaparte. Il partit donc, ne pénétra qu'avec peine jusqu'au premier consul, quoiqu'il eût des liaisons intimes avec ses frères, fut enfin reçu à deux heures de la nuit par le chef de l'État alors au bain. Il lui exposa le désir qu'avait l'Angleterre de contracter une paix honorable, tant pour elle que pour ses alliés, c'est-à-dire l'empereur d'Autriche, le roi de Sardaigne et le stathouder, en y rendant le sort de ceux-ci tel qu'ils ne pussent se refuser à accéder au traité qui aurait été signé. Le premier consul qui, dans l'anarchie enfantée par l'impéritie directoriale, ne pouvait encore présager avec quelle miraculeuse rapidité la France verrait renaître ses moyens agressifs, répondit: « Je suis prêt à rendre les Pays-Bas à l'Autriche, « à accepter d'ailleurs les préliminaires proposés « à Lille par lord Malmesbury, et à concourir avec « l'Angleterre au rétablissement du roi de Sar- « daigne. » Il garda le silence sur la Hollande, Malte et l'Égypte, dont il voulait faire sans doute

le prix de ses cessions et renforcer la Prusse contre l'Autriche ; mais il termina en disant : « Les offres « libérales que je fais rendront extrêmement po- « pulaire le gouvernement anglais. » M. de Talleyrand fit les mêmes propositions par écrit; mais au moment où l'agent secret allait repartir pour Londres, on reçut la réponse du cabinet britannique à la lettre que le premier consul avait écrite au roi Georges et qui portait en tête, *république française, souveraineté du peuple, liberté, égalité.* On reçut aussi les diatribes des journaux anglais à cet égard ; Bonaparte devint furieux, le ministre retira et brûla les pièces qu'il avait remises à Philippe Messeria et la négociation fut rompue.

Revenons ici à cette lettre écrite intempestivement et contre toutes les formes. Placé entre son désir de continuer la guerre et le vœu général de la France en faveur de la paix; se trouvant même engagé dans cette dernière voie par les actes auxquels il s'était livré en commun avec ses collègues au consulat, Bonaparte, qui ne pouvait dévier d'une telle marche politique, avait expédié dès le 26 décembre par le ministre Talleyrand, successeur de Reinhardt, une lettre au roi d'Angleterre, lettre dans laquelle il invitait ce monarque à traiter de la paix, comme, « le

« premier besoin des hommes et la première « des gloires ; représentant cette démarche di- « recte de confiance, et dégagée des formes ordi- « naires, comme la preuve de son désir sincère « de contribuer à la pacification générale. »

Selon les coutumes non écrites, mais consacrées, qu'on nomme la constitution anglaise, le pouvoir royal étant couvert de la responsabilité ministérielle, Georges III était dans l'impuissance d'entamer personnellement des négociations, nécessairement soumises à l'investigation du parlement ; si donc Bonaparte et Talleyrand le savaient, la démarche faite par l'un et conseillée par l'autre devenait une jonglerie perfide, et s'ils ne le savaient pas, c'était l'acte de la plus crasse ignorance.

Le conseil privé, cette institution occulte et que, selon les publicistes anglais, *la constitution ne connaît point*, mais qui n'en influe pas moins sur les destinées de l'État, ne vit dans cette démarche qu'un pressant besoin de la paix, quoique l'intention réelle de Bonaparte fût de paraître la vouloir et de ne la point obtenir, à moins qu'il ne la conclût avec l'Angleterre seule et privât ainsi l'Autriche des subsides britanniques. Il y voyait peut-être encore l'espoir de conserver l'Égypte, dont la colonisation flattait ses intérêts et

sa vanité ; mais c'est ce que le cabinet de Londres n'eût jamais pu lui accorder sans se manquer à lui-même, révolter la nation tout entière, et se brouiller avec les Russes et les Ottomans. Puis la situation de l'Angleterre, dominatrice des mers, et accaparant le commerce universel, était alors des plus brillantes et allait le devenir encore davantage par la prise de Malte et l'expulsion prochaine des Français de la ville de Gênes, seule place qu'ils conservassent en Italie. Le cabinet britannique savait d'ailleurs dans quel excès de désordre et de pénurie le gouvernement consulaire avait trouvé la France ; il était lié lui-même par la foi des traités et les intérêts de sa puissance fédérative avec la Russie, l'Autriche, Naples, la Turquie, le Portugal, et quelques-uns des principaux États d'Allemagne ; il ne pouvait honorablement traiter sans eux, et le premier consul ne lui présentait, pour garantie d'une paix solide, que le caractère d'un homme trop connu par ses perfides menées contre Gênes, Venise, Rome, comme par ses contradictions et ses grossiers mensonges en Égypte. Enfin tout en appréciant à leur juste valeur les incontestables talens militaires de Bonaparte, on ignorait encore si ses talens administratifs les égaleraient, et sa conduite dans les événemens de Saint-Cloud ne donnait pas

de son courage politique une plus haute idée que l'on en avait de son caractère moral. Puis on le voyait en butte à la jalousie des deux partis extrêmes, les jacobins et les royalistes; les derniers remuaient déjà, les autres ne demandaient pas mieux que de le faire, et il fallait savoir comment il surmonterait ce double écueil.

Le cabinet britannique se renferma donc, après mûre délibération, dans les formes de tout temps usitées; aussi lord Grenville les rappela-t-il en accompagnant sa réponse à M. de Talleyrand d'une note conçue dans les termes d'une modération prévoyante, digne de la sagesse et de la dignité d'un gouvernement qui sait se respecter lui-même; il y était dit : « Que le roi avait « fréquemment donné des preuves de son désir « du rétablissement d'une tranquillité sûre et « permanente en Europe, n'avait d'autres vues « que celle de maintenir contre toute agression « les droits de ses sujets; que c'était pour cela « qu'il avait lutté contre une attaque non provo- « quée; que nul avantage ne peut résulter d'une « négociation ayant pour objet la paix générale, « quand le système auquel la France doit ses « malheurs a pour objet l'extinction de tous les « gouvernemens; que c'est à cet esprit de des- « truction que les Pays-Bas, les Provinces-Unies,

« les cantons suisses ont été sacrifiés ; que tant « que ce système continuera à dominer, un « état d'hostilité vigoureuse sera la seule défen- « se efficace, et que les traités les plus solennels « n'ayant fait que préparer les voies à de nou- « velles agressions, Sa Majesté ne pouvait placer « sa confiance dans le simple renouvellement de « dispositions pacifiques ; que ce sera un grand « objet de joie pour elle lorsqu'elle sera assurée « qu'après l'expérience de tant d'années de crime « et de misère, de meilleurs principes ont enfin « prévalu en France ; mais que la conviction d'un « tel changement ne peut résulter que de l'évi- « dence des faits ; que le plus sûr gage de sa réa- « lité et de sa durée serait la restauration de « cette ligne de princes qui pendant tant de siè- « cles ont conservé à la nation française sa pros- « périté au dedans et sa considération au dehors ; « un tel événement écarterait tout obstacle aux « négociations et à la paix ; que, cependant, « Sa Majesté ne limite pas à ce seul événement « la possibilité d'une solide pacification, ne pré- « tendant en rien prescrire à la France la forme « de son gouvernement, ni en quelles mains « l'autorité doit y être placée. Elle saisira avec « ses alliés les moyens d'une pacification géné- « rale, dès que la situation intérieure de la Fran-

« ce sera de nature à produire le même effet,
« ce que rien ne lui prouve encore. Il ne lui reste
« donc qu'à poursuivre ses efforts, avec ses alliés,
« dans une guerre juste et conservatrice. »

A cette note du 4 janvier 1800, et signée Grenville, M. de Talleyrand répondit le 14 du même mois, mais par une contre-note bien inférieure pour le ton, la mesure, la sagesse et la loyauté, à celle émanée du cabinet de Londres; car on y lit que : « Le premier consul a
« vu avec étonnement que la note du ministre
« de sa Majesté Britannique ne repose point sur
« une opinion vraie, relative à l'origine de la
« guerre; que loin que la France l'ait provoquée,
« elle a, dès l'origine de la révolution, déclaré son
« amour pour la paix et son éloignement de
« tout désir de conquête ; qu'elle serait demeu-
« rée fidèle à ses déclarations, mais que toute
« l'Europe se coalisa contre elle ; que la nation
« française fut insultée dans la personne de ses
« agens, notamment en Angleterre, par l'éloigne-
« ment du ministre de France (Chauvelin), et
« qu'attaquée dans son honneur et sa sûreté,
« avant que la guerre fût déclarée, elle attribue
« avec raison les maux qu'elle a soufferts et qui
« ont pesé sur toute l'Europe, aux reproches
« d'oppression répandus contre elle ; qu'assaillie

« de toutes parts et pour conserver son indépen-
« dance, elle a déployé la plus grande vigueur;
« que si les dépositaires du pouvoir en France
« n'ont pas montré autant de modération que la
« nation de courage, il faut l'attribuer aux hosti-
« lités par lesquelles l'Angleterre voulut amener
« l'anéantissement de la France; mais que si les
« vœux de sa Majesté Britannique tendent com-
« me ceux de la France au rétablissement de la
« paix, elle ne doit pas justifier la guerre lorsque
« le premier consul donne tant de preuves de ses
« dispositions en faveur de la paix; que sa Ma-
« jesté Britannique ne peut mettre en doute le
« droit de tout peuple à choisir la forme de
« son gouvernement, puisqu'elle doit elle-même
« sa couronne à l'exercice de ce droit; que l'hu-
« manité sollicite la fin de la guerre, et que le
« premier consul est décidé à mettre fin aux hos-
« tilités, et à conclure une suspension d'armes
« qui permette à des négociateurs mutuellement
« nommés de traiter du rétablissement de la paix,
« offrant de donner à cet effet les passeports né-
« cessaires. » Il n'y avait ni vérité ni bonne foi dans les faits et les assertions que contenait cette contre-note, car la France avait démenti ses déclarations pacifiques, avant même le début de la guerre, par l'envahissement du comtat d'Avi-

gnon*, suivi plus tard de la réunion du comté de Nice, de la Savoie, et de la principauté de Monaco. C'était elle qui avait déclaré la guerre à l'Autriche en 1792, ce qui enflamma l'esprit chevaleresque du loyal et désintéressé Frédéric-Guillaume. Elle avait mieux aimé se souiller d'un grand crime que de s'assurer la neutralité de l'Espagne, quand elle n'avait encore d'ennemis que ceux qu'elle s'était faits dans l'intention avouée de renverser le trône ; dix jours seulement après le plus coupable régicide, elle avait déclaré la guerre à l'Angleterre et à la Hollande **, au moment où Dumouriez traitait avec lord Aukland de la neutralité de ces deux puissances. Et cela sous le vain prétexte du renvoi d'un homme (Chauvelin), qui n'était plus à Londres qu'un simple particulier, depuis que le détrônement de Louis XVI, par qui il avait été accrédité, avait mis fin à la reconnaissance de son titre diplomatique ; homme qui, de plus, intriguait alors, de concert avec Talleyrand, contre un gouvernement qui plus tard fut contraint à se défaire de ce dernier. Il y a plus ; quoique Chauvelin eût été éloigné le 24 janvier, Maret ***, autre négo-

* 14 septembre 1791.

** 1er février 1793.

*** Aujourd'hui duc de Bassano.

ciateur français, était resté encore en Angleterre jusqu'en février.

Le cabinet de Londres eût regardé comme au-dessous de sa dignité d'entrer dans ces détails, attestés par l'irréfragable histoire, il se contenta donc, par une réplique du 24 janvier, d'exprimer l'impression qu'avait produite sur S. M. B. une note où « les agressions non provoquées « de la France, sont systématiquement défen- « dues par ceux qui la gouvernent, sous les « mêmes prétextes injurieux par lesquels, anté- « rieurement, on les déguisa ; qu'elle n'entrera « dans aucune réfutation sur des allégations dé- « nuées de fondement, et contredites par les « faits et le témoignage même du gouvernement « français ; qu'elle s'en réfère à la réponse qu'elle « a déjà faite, ne voyant aucune sûreté dans le « système actuel, après une aussi rapide succes- « sion de révolutions ; que, pour le rétablissement « de la paix, Sa Majesté a indiqué le moyen le « plus sûr d'y parvenir, mais sans désirer pres- « crire à une nation étrangère la forme de son « gouvernement ; qu'au moment donc où elle « croira pouvoir traiter avec sûreté, elle s'y prê- « tera de concert avec ses alliés, et que cela seul « la fera renoncer à un système de défense vi- « goureuse. »

Ce refus de négocier avec Bonaparte excita dans le parlement d'Angleterre les débats les plus vifs de la part d'une opposition qui, toujours agressive contre le ministère, ne l'est jamais contre la constitution de l'État, ce qui, loin de blesser à mort l'ordre social, ne fait que manifester sa robuste existence. Fox et Sheridan, au sein des communes, le duc de Bedfort, dans la chambre haute, déblatérèrent violemment contre le cabinet, qui, défendu par Pitt et Dundas, n'en persista qu'avec plus de persévérance dans son système. Lord Grenville rappela, comme ayant nécessité le refus de négocier avec Bonaparte *, « que la France a été depuis 1792 en guerre avec « toutes les nations de l'Europe, excepté le Da- « nemarck et la Suède, mais que ces deux puis- « sances se sont crues obligées de rappeler leurs « ambassadeurs. L'Amérique en a fait autant. Il « est à remarquer que, depuis le commencement « de la guerre, tous ceux qui ont gouverné la « France sont entrés en négociation avec les dif- « férentes puissances contre lesquelles la répu- « blique se bat aujourd'hui. » Il récapitule les traités faits et violés avec la Sardaigne, Naples, la Toscane, le pape, Venise, Gênes; s'étonne

* Séance parlementaire du 28 juin 1800.

que des pamphlétaires anglais osent parler de provocation de la part de l'Angleterre, serviles copistes des pamphlétaires de Paris; affirme que ce qui y est dit d'une ancienne convention de Pavie « est un mensonge, et celle de Pilnitz une « fable. » Il rapporte une lettre de Louis XVI à M. de Talleyrand, tuteur politique alors de M. de Chauvelin, où cet infortuné monarque, si maltraité alors par son peuple, remercie le roi d'Angleterre « de n'avoir pas voulu seconder les puis- « sances qui se montraient disposées à troubler la « paix. » Il ne croit pas enfin qu'on eût pu négocier utilement, après l'exemple des conférences et de la rupture des négociations de lord Malmesbury; cite tout ce qui peut ôter toute confiance dans le caractère de Bonaparte, seule garantie que l'on donne de la sûreté de la paix; reproduit les principes désorganisateurs, ambitieux, usurpateurs, récemment émis à la tribune française, et fait un brillant tableau de l'état prospère des puissances alliées. Sir Charles Stuart, ainsi compromis, s'en plaignit vivement à William Pitt, sans que les lettres les plus pressantes et les plus énergiques produisissent sur lui la moindre impression.

Ces refus de traiter, ces triomphes parlementaires des ministres anglais, furent reçus par

Bonaparte avec la joie la plus vive. « Rien de plus heureux ne pouvait m'arriver » disait-il tout bas à son ministre; mais il déclamait et faisait déclamer hautement contre le gouvernement britannique. On publia, en France, les pièces plus ou moins tronquées de cette insidieuse négociation, et Rœderer les accompagna de réflexions dont le but était de rejeter sur l'Angleterre tout le blâme d'un état de guerre prolongée contre le vœu général de la France et l'intention formelle du premier consul. Il s'y étudiait à prouver que les notes de lord Grenville n'étaient qu'un *torrent d'injures;* et aux sophismes des journalistes, déjà souples devant l'autorité avant même d'être soumis à la censure, se joignaient, sur la perfidie anglaise, des imprécations grossières, toujours accueillies des Français avec autant de faveur que de légèreté. Enfin les écrivains officiels, feignant de croire que le cabinet de Londres ne voulait traiter que dans le cas seul d'une restauration, présentaient, comme la monstruosité la plus stupide, l'idée que les Bourbons pussent être rendus à la France par une coalition européenne, et vantaient comme un fait accompli la colonisation égyptienne, l'état florissant de l'armée d'Orient et du pays qu'elle occupait; taxant d'odieux mensonges les correspondances particu-

lières et officielles interceptées par les Anglais et publiées dans le même temps en France comme en Angleterre.

Bonaparte avait également écrit à l'empereur romain-germanique, mais le cabinet de Vienne, dirigé par le baron de Thugut, intimement lié à l'Angleterre et croyant n'avoir plus rien à espérer de la France, se refusa à toute ouverture pacifique; la loyauté personnelle de l'empereur eût répugné à traiter sans l'Angleterre qui n'avait pas voulu traiter sans lui; son ministère, d'ailleurs, voyait ses armées victorieuses sur le Rhin et maîtresses de l'Italie, à l'exception de Gênes qui, à l'aide des Anglais, devait bientôt tomber entre ses mains; tout flattait donc ses ambitieux projets, et il ne pouvait ni espérer que la France s'y prêtât, ni craindre que cette puissance, vu la pénurie de ses finances, la désorganisation de ses armées, les désordres de son administration, les fermens d'insurrection qui se manifestaient chez elle, pût sérieusement songer à contrarier ses vues avant la chute de la dernière des places qu'elle occupait dans la Péninsule. C'était donc sur le territoire français même que l'Autriche prétendait dicter la paix, en la rendant solide et durable par l'établissement d'un ordre de choses fixe, en harmonie avec les gouvernemens monarchiques européens, c'est-à-dire par la restaura-

tion de la maison de Bourbon. Cette idée, qui était le vœu personnel du roi Georges, avait été jetée dans la note du cabinet de Londres, avec d'autant plus d'adresse qu'elle pouvait contribuer à effacer dans l'esprit de l'empereur Paul les motifs de mécontentement auxquels le ministère autrichien avait donné lieu et à opérer avec la Russie un rapprochement, objet alors des soins et des espérances de l'Angleterre.

Quant à la Prusse, qui ne cessa d'entretenir des liaisons amicales avec la France directoriale, elle s'empressa de reconnaître le gouvernement consulaire : il lui paraissait clair que le consulat, qui faisait cesser cet anachronisme social, rêve laborieux d'un républicanisme sanglant ou fangeux, n'était qu'un masque prêt à tomber au premier jour ; mais si elle perdait une illusion brillante, ne voyait-elle pas son allié naturel reprendre, par la concentration du pouvoir, un rang distingué dans le corps politique de l'Europe et une importance de nature à servir de contre-poids au cabinet de Vienne? Chose d'autant plus utile à celui de Berlin qu'il avait déjà acquis, sur le corps germanique, une grande partie de la prépondérance que l'Autriche dut aux États qu'elle posséda sur la rive gauche du Rhin, et qu'achevaient de ruiner les inquiétudes que ses succès militaires donnaient aux princes

allemands d'un ordre inférieur. Puis le général Beurnonville, nommé ambassadeur en Prusse dès le 18 brumaire, et qui y arriva le 24 décembre 1799, n'apportait au cabinet de Berlin que des paroles favorables à ses vœux. Il n'était pas encore marié avec mademoiselle de Durfort, mais recherchait alors madame de Custine, née de Sabran, et belle-fille du chevalier de Boufflers, connu et estimé de la cour de Prusse, cherchant ainsi, par une alliance illustre, à se lancer dans les cercles de la haute société française, et prétendait même avoir fait partie de l'ancienne cour de France, où il n'eut cependant qu'un emploi très subalterne dans l'un des corps militaires de la maison du roi. Tout cela néanmoins le liait de vanité à un ordre de choses anti-révolutionnaire, c'était donc un homme tout autre que Sieyes; c'était d'ailleurs un franc et loyal militaire, quelque peu hableur, mais honnête, et d'autant plus précieux pour le ministère prussien, qu'indiscret et bavard à l'excès, à peine avait-il reçu ses dépêches que le gouvernement était instruit de leur contenu, et pouvait combiner à loisir les réponses à faire à ses notes diplomatiques avant qu'il les eût présentées. Puis on savait même ce qu'il eût dû cacher, et l'on pénétrait ainsi, sans qu'il s'en doutât, dans les plus secrètes pensées

du gouvernement consulaire. Enfin toute illusion n'était pas encore détruite; car si la Prusse abandonnait ses Etats d'outre-Rhin, des dédommagemens lui étaient promis; le premier consul avait intérêt à ce qu'elle fût puissante; le Hanovre pouvait lui rendre avec usure ce que la nécessité lui faisait céder; et s'il n'entrait pas dans ses vues de se déclarer encore contre l'Angleterre qui aurait promptement ruiné son commerce maritime non protégé par une marine militaire, vaine et coûteuse création à laquelle elle eut toujours la sagesse de se refuser, il était à présumer que l'isolement prochain de cette puissance, en livrant ses Etats d'Allemagne aux coups de la France, lui offrirait probablement dans les futurs contingens cet utile accroissement de territoire qui eût placé Hambourg et Brême dans sa dépendance, espoir que Duroc, aide-de-camp du premier consul, fut chargé d'insinuer verbalement au cabinet de Berlin, dès les premiers mois de l'année 1800; aussi fut-il reçu avec la plus grande distinction, qu'au reste il méritait, par le roi et ses ministres. Ce fut une mission importante et dont nous aurons plus tard à reproduire les détails *.

* Ces détails feront, dans le huitième volume de ces

Partagés entre l'espérance et la crainte, les amis et les ennemis de la France avaient également les yeux sur celui qui la gouvernait, et ils voyaient avec surprise quel poids immense l'existence d'un seul homme peut jeter dans la balance où sont pesées les destinées d'un grand peuple. Tout renaissait avec rapidité, finance, crédit, administrations, puissance militaire et politique, depuis qu'au jeu des passions désorganisatrices succédait un pouvoir conservateur, et l'esprit d'ordre à l'amour effréné du pillage. Bonaparte avait appris à gouverner tant en Italie qu'en Égypte; il y avait appris à devenir et à demeurer le maître de ceux qu'il gouvernait. Entouré de gens dont il fit la fortune et qui en attendaient de lui une plus grande encore, il redoutait peu les royalistes, exécrait les jacobins et surtout les régicides, méprisait les aboyeurs de tribune, mais ne connaissait guère cependant que ce qu'il y avait de plus sale dans une révolution qu'il embrassa d'abord avec ardeur comme un moyen de s'élever et détesta depuis qu'elle pouvait l'abattre. Il lui fallait cependant paraître respecter le mot de liberté dont il n'était point la dupe, sachant qu'il ne faisait que voiler l'amour d'une

Mémoires, partie essentielle du tableau des négociations de Bonaparte avec le gouvernement prussien.

égalité favorable à son pouvoir comme à tous les genres de despotisme, et celui de la désobéissance qu'il savait réfréner ou une ambition qu'il pouvait satisfaire. Il lui fallait aussi composer son administration d'hommes instruits, probes, rompus aux affaires et de nature à rassurer les esprits. Il consulta ses affidés, et tous ne lui indiquèrent que leurs amis, leurs partisans, leurs protégés; ce qui amena quelques mauvais choix, inévitables sacrifices à des circonstances critiques, mais erreurs que l'extension de son autorité et la connaissance des hommes appréciés par leurs œuvres le mirent promptement à même de réparer.

En effet, cette autorité suprême, objet de ses vœux, s'accroissait, s'affermissait, se manifestait par ses actes journaliers. Un arrêté du 17 janvier supprime la plus grande partie des feuilles périodiques et soumet le reste à la censure qui, sans lois, s'exerçait déjà.

Le 18 du même mois la Vendée est pacifiée sous la médiation de l'abbé Bernier, qui en est récompensé par l'évêché d'Orléans. Le mois de février voit s'établir la Banque de France qui rend du crédit au gouvernement, et les préfectures qui mettent dans ses mains les administrations départementales.

Le premier consul, établi aux Tuileries et environné d'un faste imposant, reçoit enfin le 21 février, à la manière des souverains, les ambassadeurs des puissances amies et renvoie à ses ministres les lettres de créance présentées à lui seul par le marquis de Musquitz, le baron de Sandoz-Rollin, le prince Justiniani, envoyés de Madrid, de Berlin et de Rome, ainsi que par les agens diplomatiques ou commerciaux des autres puissances, en substituant par l'effet d'une chatouilleuse vanité la qualification de commissaire à celle de consul, que lui-même il brûlait de remplacer par un titre plus auguste.

Mais le parti royaliste l'occupait plus qu'il n'osait se l'avouer. Les principaux agens de ce parti (qu'il ne faut pas confondre avec une foule d'intrigans, dupes pour la plupart d'une police qui les connaissait et avait des espions parmi eux) étaient des personnages honorables qui se contentèrent de tâter l'homme et de le circonvenir, déterminés s'il ne répondait pas à leurs insinuations, de patienter et d'attendre les bénéfices du temps. Parmi ceux ou celles qu'ils attirèrent à eux, furent d'une part, l'épouse de Bonaparte et sa fille qui, ayant vu le premier consul sur le point de manquer sa fortune au 18 brumaire, voulaient

qu'il la fixât en devenant un nouveau Monck. Bonaparte ayant demandé à l'une d'elles comment elle trouvait son costume de consul : *celui de connétable*, lui répondit-elle, *vous siérait encore mieux*. D'une autre part, le salon du troisième consul, ancien secrétaire du chancelier Maupeou, était généralement nommé le salon des royalistes ; Le Brun protégeait tout ce qui tenait à ce parti, et il remit même à Bonaparte une lettre de Louis XVIII. Elle était ainsi conçue : « Quelle que « soit leur conduite, des hommes tels que vous, « monsieur, n'inspirent jamais d'inquiétude. Vous « avez accepté une place éminente et je vous en « sais gré. Mieux que personne vous savez ce qu'il « faut de force et de puissance pour faire le bon- « heur d'une grande nation. Sauvez la France de « ses propres fureurs, vous aurez rempli le pre- « mier vœu de mon cœur ; rendez-lui son roi et « les générations futures béniront votre mémoire. « Vous serez toujours trop nécessaire à l'État pour « que je puisse assez acquitter par des places im- « portantes la dette de mon aïeul et la mienne. » Plus tard il lui écrivait : « Marquez votre place, « fixez le sort de vos amis ; clément par caractère, « je le serai encore par raison ; nous pouvons « assurer le bonheur de la France ; je dis nous,

« car j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et il ne le « peut sans moi. Général ! l'Europe vous observe, « la gloire vous attend. »

Toute ambition à part, c'était une grande question que celle de savoir ce qu'il y avait de plus facile pour le premier consul, de rendre la couronne à l'héritier de Louis XVI, ou de s'en emparer. Ses vues à cet égard n'étaient pas douteuses, il ne les cachait point à ses plus intimes confidens ; mais ce qu'il ne leur dévoilait pas, c'étaient ses relations secrètes avec certains agens royalistes. Etait-il sincère dans les promesses dont il les flattait, ou voulait-il, en cas de non-succès, se ménager ainsi des ressources ? Le fait est qu'il persécuta ceux qui eussent pu en devenir les révélateurs, entre autres le chevalier de Verneck, à qui il avait donné rendez-vous à Milan avant la bataille de Marengo et qu'il renvoya après son triomphe, en lui disant : « Il est un peu trop tard, mais sachez « que si j'avais eu l'honneur d'être Bourbon, il y « a long-temps que je serais déjà sur le trône. »

Ce qu'il y aurait eu de plus dangereux pour Bonaparte au début de sa puissance consulaire, c'eût été l'esprit révolutionnaire des généraux le plus en évidence, tels que Jourdan, Masséna, Bernadotte, Brune, Augereau, Le Courbe ; il

commença donc par les intimider dans la personne du premier, que sa basse soumission seule arracha à l'exil, et les autres furent envoyés aux différentes armées, ce qui les éloigna du principal foyer des agitations politiques. Mais s'il assurait ainsi sa puissance, s'il la rendait utile par les bienfaits d'une prospérité renaissante et nouvelle, il fallait pour la consolider qu'il la revêtit de gloire; aussi employait-il toutes les ressources de son génie à la réorganisation et au recrutement de l'armée.

De leur côté, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie même, se préparaient à la guerre; car si cette dernière ne devait pas y prendre une part aussi active qu'en 1799, elle consentait du moins à ce que les douze mille Russes demeurés en Angleterre fussent stationnés à Jersey, pour fomenter et seconder en Bretagne des mouvemens royalistes. Paul avait même envoyé pour les commander le comte de Vioménil, entré à son service en qualité de lieutenant général, et écrit à l'archiduc Charles qu'il voulait une guerre à outrance jusqu'au rétablissement de la monarchie française. Car après avoir été vivement irrité des événemens de la Suisse, de la Hollande, de Rome et d'Ancône, il revenait à ses projets restaurateurs, graces aux négociations à Saint-Pétersbourg de lord With-

worth, et à Vienne de lord Minto, négociateur précédemment connu sous le nom de général Éliot.

L'Angleterre avait, dès la fin de décembre, jeté des armes et des munitions sur les côtes de Bretagne, rassemblé à Mahon une armée destinée à une invasion en Provence, et envoyé en Italie les généraux Willot et Danican pour y former des légions contre-révolutionnaires et entretenir des intelligences dans le midi de la France, persuadée que celui-ci y aurait quelque crédit comme ayant commandé les sections de Paris au 13 vendémiaire, et que celui-là serait accueilli avec faveur dans une province où il se fit aimer quand il y commanda.

Il y a plus, un corps de quatre cents émigrés belges, revêtus d'uniformes français confectionnés à Livourne, devait s'emparer de Savone que le chef de brigade Assereto, sujet génois, promettait de leur livrer, expédition qu'aurait protégée l'amiral Keith et que la corruption des états-majors autrichiens fit manquer. Obligé de fuir, il se mit à la tête des paysans génois, ennemis acharnés des Français.

L'armée française d'Italie, forte de quarante mille hommes sous les ordres de Masséna, occupait alors la rivière de Gênes, sa gauche appuyée au Var, et sa droite à la capitale de la république ligurienne. Elle fut attaquée le 6 avril sur plusieurs

points, et Savone s'étant rendue au comte de Saint-Julien, la gauche rejetée sur la frontière française se trouva séparée de la droite, refoulée sur Gênes et resserrée, tant par les succès du comte de Hohenzollern à la Bocchetta que par ceux du général Otto, aidé de la marine anglaise dont l'artillerie délogeait les républicains de poste en poste sur le rivage de la mer.

Après divers combats pour occuper ou défendre les points dominant la noble cité, Masséna, totalement investi, n'en continua pas moins une défense extérieure, conforme autant à son caractère audacieux qu'aux devoirs que lui prescrivaient sa position et la faiblesse des assiégeans; car ayant vingt-cinq mille hommes sous ses ordres, il n'était bloqué que par trente mille, ce qui, vu la concentration de ses troupes, en face d'ennemis obligés à un grand développement, le rendait proportionnellement plus fort que ceux qui l'assiégeaient.

Ce qui avait contraint le général Mélas à se contenter de bloquer Gênes, au lieu de l'attaquer de vive force, c'est que, d'après le plan de campagne arrêté par les deux cabinets de Londres et de Vienne, l'armée autrichienne était mise sous les ordres de l'amiral Keith. Celui-ci ordonna donc au vieux maréchal de porter la plus grande

partie de ses troupes vers la Provence, dont on croyait la conquête facile, d'après des rapports erronés sur le nombre des partisans que la maison de Bourbon conservait dans cette province; car, prenant tous les détracteurs du gouvernement pour des royalistes, Willot avait persuadé aux Anglais qu'ils se rallieraient à lui, et le prétendant (Louis XVIII) comptait sur la reconnaissance de Marseille, où, à sa demande, la station anglaise laissa pénétrer des vivres dans un temps de disette, en vertu de certificats délivrés par l'agent qu'il entretenait à Gênes, et qui était aussi celui du gouvernement russe.

Mélas, obéissant à regret, après de vaines remontrances, marcha contre Suchet qui, déposté, poursuivi, se retirant avec peine et désordre, le 7 mai, ne put empêcher le général autrichien d'entrer le 11 à Nice; mais se retrancha sur le Var. Mélas s'apprêtait à tourner sa ligne de défense quand l'annonce du passage du mont Saint-Bernard par Bonaparte le força à y renoncer, pour se porter, avec toutes ses troupes, contre l'armée du premier consul. Il ordonna donc la levée du blocus de Gênes, et cela au moment même où l'on traitait de la capitulation de cette place, dans laquelle la famine et les cris des habitans faisaient craindre une ré-

volte ; et la garnison, vu les circonstances où l'armée autrichienne se trouvait, obtint les conditions les plus honorables; le général Otto hâta l'évacuation des troupes françaises par terre et par mer, pour en diviser la masse, laissa dix bataillons dans Gênes, et courut rejoindre Mélas qui, pour empêcher Suchet de se porter en avant, lui opposa la faible division du général Elsnitz. Mais remontons aux débuts de cette campagne dont l'éclat et la rapidité étonnèrent l'Europe.

Quand, dès les premiers jours de janvier, un arrêté des consuls ordonna la formation d'une armée de réserve, l'on se demandait où l'on prendrait des troupes pour la composer, de l'argent pour la solder, un général en chef pour la commander, car Bonaparte avait trouvé tous les régimens réduits à de faibles cadres, le trésor vide, et la constitution défendait au premier consul de franchir les frontières de l'État. Mais la volonté de Bonaparte ne connaissait point d'obstacle ; son activité cherchait et créait partout des ressources que la France et l'Europe ne soupçonnaient pas. Aussi cette armée de Dijon, composée de sept à huit mille conscrits, sans habits, sans armes, sans munitions, objet des plaisanteries de l'étranger et de la France elle-même, s'étant, du 6 au 13 mai, accrue dans sa marche

des troupes que la pacification de la Vendée rendait disponibles, de la garnison de Paris, de la garde des consuls, de quelques autres corps venus de différens points, se trouva, à cette dernière date, forte d'environ quarante mille hommes, auxquels devaient se joindre vingt-cinq mille hommes et une puissante artillerie détachée de l'armée de Moreau. C'est avec cette masse imposante et une audace inouïe que Bonaparte franchit le mont Saint-Bernard, surmonte tous les obstacles que la nature lui oppose, enlève les défenses de la vallée d'Aoste, tombe sur le Piémont, menace Mélas dans Turin, et, passant le Tésin, entre le 2 juin à Milan. Mais il fallait justifier son infraction aux lois par une victoire, et après avoir hasardé sa fortune à Saint-Cloud, il fallait la jouer encore sur un champ de bataille.

Jeté, comme il l'était, dans un pays où toutes les forteresses appartenaient à l'ennemi, Bonaparte n'avait pas un moment à perdre ; Mélas avait réuni ses forces sous Alexandrie ; son avant-garde, commandée par le général Otto, commit la faute grossière d'attaquer le général Lannes commandant celle de Bonaparte, et fut repoussée avec perte à Montebello. Le général en chef autrichien ne l'avait pas secourue et demeurait inactif dans sa position ; Bonaparte ne pouvait l'être en face

d'un ennemi plus fort que lui et qui, d'un jour à l'autre, recevrait des renforts. Il se porta donc le 12 juin sur la Scrivia dont le passage ne lui fut point disputé, et qui soudain grossie et débordée l'eût, en cas d'échec, privé de tous moyens de retraite. L'armée de Mélas, postée entre le Tanaro et la Bormida, appuyée sur l'une et couverte par l'autre, avait des ponts retranchés sur cette dernière, un poste en avant du village de Marengo, et montait à quarante mille hommes. Bonaparte arrive le 13 devant Marengo, occupé par une avant-garde autrichienne qui se retire après une légère résistance, et ce village devient la clef de sa première ligne, soutenue par une brigade de cavalerie ; une seconde ligne, formée à mille toises en arrière et soutenue aussi par un corps de cavalerie, est sous les ordres du général Lannes; enfin une troisième, placée à une égale distance et commandée par Saint-Cyr, se compose de troupes d'élite, et c'est le poste que le premier consul a choisi.

Telles étaient les dispositions de l'armée française, quand le 14, à cinq heures du matin, les Autrichiens passent la Bormida, en trois colonnes, sur des ponts qui n'avaient pas été reconnus. Les Français ne s'y opposent donc pas, et ne s'obstinent qu'à défendre le village de Marengo,

que Mélas persiste à attaquer au lieu de le tourner. Marengo est pris après une vive résistance, et au moment où les Autrichiens ont débordé et mis en fuite l'aile de la ligne qui en alimentait la défense. La seconde ligne est également rompue, la troisième ébranlée, et tous les derrières de l'armée française sont semés de fuyards; cependant une portion de l'aile droite de la seconde ligne, sous les ordres du général Lannes, tenait encore, secourue par quelques corps tirés de la troisième ligne; le tout placé dans une position oblique, tandis que le reste de l'armée avait disparu. Bonaparte prêt à tenter une retraite, attendait avec impatience la division Boudet commandée par Desaix récemment arrivé d'Egypte; dès qu'il aperçut ce général : « Qu'en pensez-vous, lui dit-il? —Que c'est une bataille perdue, répondit Desaix; mais nous avons le temps d'en gagner une autre. Le mal cependant empirait de minute en minute. Une seule et vigoureuse charge de la cavalerie autrichienne, très supérieure en nombre et en qualité à la cavalerie française, eût promptement mis fin à une lutte désormais très inégale; mais le général Mélas âgé de quatre-vingts ans, à cheval depuis plus de quinze heures, sucombant à l'excès de la fatigue et voyant la bataille entièrement gagnée, rentre dans Alexandrie pour prendre du

repos, y est reçu en triomphateur, laissant le commandement au général Zach, chef de son état-major, à qui il avait ordonné de ne pas passer le village de San-Juliano, mais de faire poursuivre l'ennemi par toute la cavalerie. Ce mouvement commençait à s'exécuter avec ordre et succès, quand Zach, croyant sur un faux avis que la garnison française sortie de Gênes arrivait au secours de l'armée vaincue, change la destination de cette cavalerie, qui liait et soutenait les colonnes autrichiennes que leurs mouvemens, dans des directions divergentes, séparaient les unes des autres. Il la porte donc tout entière sur le point où il craignait l'attaque de Masséna; et la division Boudet arrivant alors, Kellermann pénètre entre les deux colonnes autrichiennes de gauche et du centre, rencontre Zach, qui, ayant la vue courte, prend son corps pour l'un de ceux de sa propre cavalerie et est fait prisonnier; le général français charge alors le flanc gauche de la colonne du centre, l'arrête, la coupe et livre la tête de cette colonne, composée de cinq mille grenadiers hongrois, à l'attaque impétueuse de Desaix, qui fut trouvé parmi les morts, sans qu'on sût quand ni comment il avait été tué.

Ce léger échec des Autrichiens eût été la

perte totale de l'armée française, si les deux ailes victorieuses et n'ayant plus d'ennemis à combattre l'eussent écrasée en se rabattant sur elle; mais l'armée autrichienne n'avait plus de chef qui pût commander cette double manœuvre; sept de ses généraux étaient hors de combat; le centre reculait en désordre, et la droite sans être attaquée se retirait en le voyant reculer; la gauche, également intacte, fut contrainte à exécuter le même mouvement rétrograde; et l'on repassa paisiblement la Bormida, gardant encore les têtes de pont, et conservant un poste en avant près de Marengo; ce qui remettait les choses au point où elles avaient été avant la bataille.

Ce n'était donc qu'une partie remise, d'autant que le soir même de cette affaire, successivement heureuse et malheureuse, le prince de Rohan arrivait avec un renfort de neuf mille hommes; qu'on pouvait, de Gênes, en recevoir un de dix mille et être joint par l'armée anglaise de Mahon. Mélas enfin était inattaquable dans la position qu'il occupait; avait, en perdant une nouvelle bataille, ce qui n'était pas probable, sa retraite assurée sur les places fortes du midi de l'Italie, où il eût été ravitaillé par la flotte anglaise; tandis que Bonaparte, ayant à dos une rivière débordée, et sur ses flancs des forteresses enne-

mies, ne gagnait rien par une victoire, et était perdu sans ressource par une défaite. Mais aussi heureux alors que Championnet l'avait été devant Capoue, il reçut le lendemain de la bataille la proposition de capituler, pour obtenir la faculté de se retirer sur Mantoue, et malgré l'ardeur des troupes et les murmures de tous les généraux autrichiens, un armistice, signé le 15 juin, céda aux Français les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighitone, d'Arona, de Plaisance; les places de Gênes et de Coni, Ceva, Savone, Urbin, et l'artillerie, les munitions, les vivres qui s'y trouvaient; capitulation qui indigna l'armée autrichienne, étonna l'Europe, effraya le cabinet de Vienne; énigme qui ne saurait être expliquée que par l'affaiblissement des facultés mentales de Mélas, ou la corruption de son état-major.

Bonaparte, après cet inconcevable triomphe, repartit pour Paris où sa présence était d'autant plus nécessaire qu'un premier courrier, envoyé aux révolutionnaires de la capitale par ceux de l'armée, leur ayant annoncé la perte de la bataille, la joie de ces bons patriotes, au nombre desquels se trouvait Carnot, alors ministre de la guerre, avait été courte, mais très vive, et déjà ils avaient formé contre le premier consul les

projets les plus sinistres, lorsqu'un second courrier, porteur de la nouvelle du plus brillant succès, vint les consterner, mais ne les abattit point. Il ne fallut rien moins que la présence du vainqueur, son active surveillance, sa volonté de fer, pour en imposer à des hommes qu'il est plus facile de vaincre que de ramener. Arrivé le 1^er^ juillet, il fut reçu dans la capitale aux acclamations de tous les gens de bien, ivres d'une victoire inespérée, et éprouvant, au récit de ce fait d'armes, une émotion d'autant plus flatteuse qu'ils en avaient été long-temps sevrés, et qu'elle succédait aux craintes momentanément inspirées par le jacobinisme, fantôme menaçant qui effrayait encore les imaginations.

1800

L'amiral Keith veut occuper Gênes. — Il échoue. — Désespoir des habitans. — Arrivée à Paris du comte de Saint-Julien. — Bellegarde remplace Mélas. — Opérations militaires en Allemagne. — Victoires de Moreau. — Armistice de Parsdorf. — De l'Égypte. — Traité d'El-A'rych. — Sa rupture. — Noble conduite de Sidney-Smith. — Bataille d'Héliopolis. — Débats au parlement d'Angleterre. — Préliminaires de paix avec l'Autriche. — Refus de notification. — Traité de subsides de l'Autriche avec l'Angleterre. — Emprisonnement du comte de Saint-Julien et exil du comte de Neipperg. — Tentative de rapprochement avec la Russie. — Dumouriez à Saint-Pétersbourg. — Son caractère. — Son plan de campagne contre Bonaparte. — Rostopchin le fait renvoyer. — Ce que c'est que Rostopchin. — Koutaizoff. — Cobentzl. — Sa réponse à une insinuation de Panin. — Lui et Withworth quittent Pétersbourg. — Kalitcheff quitte Vienne et Woronzoff Londres. — Les troupes russes sont rappelées d'Angleterre. — Viomesnil. — Reprise des hostilités. — Hohenlinden. — Armistice de Steyer. — Début de haine entre Bonaparte et Moreau. — Situation politique de Bonaparte. — Conspirations de Ceracchi et de la machine infernale. — Effets qu'elles produisent. — Déportation. — Lois répressives. — Intrigues près de Paul Ier. — Rapprochement de Beurnonville et de Krudner. — Lucchesini. — Affaire des neutres. — Fermeté de Bernsdorff. — Irritation de Paul. — Neutralité armée. — Anecdote. — Négociations. — Paix de Lunéville. — Isolement de l'Angleterre. — Projet d'expédition contre les Anglais dans les Indes.

Malgré le prestigieux éclat d'une campagne *

* Bourrienne, dans ses Mémoires (tom. VI, pag. 231),

qui en moins d'un mois arracha aux Autrichiens des conquêtes qu'eux et leurs alliés n'obtinrent qu'après de longs, pénibles et sanglans efforts, la question militaire n'était pas encore irrévocablement résolue en faveur de Bonaparte. Les Autrichiens n'avaient point été réellement vaincus; leurs forces demeuraient imposantes; ils n'avaient essuyé que de légères pertes; Naples armait vingt mille hommes en leur faveur; l'armée anglaise pouvait les joindre en débarquant à Livourne; la Russie projetait une invasion puissante et dangereuse; Gênes même, en dépit de la convention d'Alexandrie, fut sur le point de lui échapper.

En effet, l'amiral Keith, ne croyant pas qu'un général placé sous sa direction eût le droit, sans son aveu, de céder une place à la reddition de laquelle il avait contribué principalement par un sévère blocus maritime, qu'il avait ravitaillée aux frais de son gouvernement et qui devenait en conséquence une conquête commune, exigea du comte de Hohenzollern qu'il la lui remît. Mais

dit: « En même temps qu'on publiait sur *Marengo* et la « campagne d'Italie *des fables officielles;* et, ce qui est digne « d'être remarqué, tandis qu'on se livrait à *l'imagination* « *dans le récit des faits*, on couvrait cette *exagération* d'une « feinte modestie, etc., etc. » (*Note de l'éditeur.*)

le général autrichien, scrupuleusement fidèle aux ordres qu'il reçut de son chef et qui, sur ses observations, lui furent réitérées, ne voulut point y consentir. En conséquence de son refus, l'amiral appela à son aide l'armée anglaise de Mahon, pour faire occuper par elle les postes prêts à être livrés aux Français. Cette armée, vivement attendue, n'arrivait cependant pas, à son extrême désespoir et à celui même des principaux habitans qui, ayant prodigieusement souffert du gouvernement révolutionnaire, n'aspiraient, ainsi que les populations environnantes, qu'au bonheur d'y échapper. Les quais, la plage, étaient couverts de peuple, retentissaient des vœux de tous. L'on aperçut enfin à l'horizon ce convoi si désiré; mais c'était le 24 juin, terme fatal assigné à la reddition, et il était encore en mer quand Suchet entra dans Gênes profondément consternée, se saisit rapidement de toutes les défenses de la place, vit la stupeur générale au départ forcé de la flotte anglaise, et n'en peignit pas moins, en style de bulletin, la joie universelle causée par l'entrée de ses troupes.

Le gouvernement français, brodant sur ce fond et y ajoutant de nouveaux mensonges, se répandit en injures sur ce qu'il avait coutume de nommer la perfidie anglaise; l'amiral Keith

était pourtant dans son droit. Dans un cas semblable, l'empereur Paul eût manifesté une vive irritation; mais le gouvernement britannique, beaucoup plus prudent, ne se plaignit pas des Autrichiens, sentant qu'il était moins nécessaire de conserver une ville, quelque importante qu'elle pût être, qu'un allié fidèle et encore puissant.

Cet allié cependant était alors inquiet, incertain, terrifié; il avait besoin de se remettre d'un si cruel échec, de se préparer à une lutte nouvelle, de renforcer ses armées et de gagner du temps pour y parvenir, car les armes autrichiennes n'étaient pas plus heureuses en Allemagne qu'en Italie.

La capitulation d'Alexandrie avait été aussi funeste que honteuse, mais l'armistice devenait utile; il n'avait point de terme fixe, et, pour le prolonger, le cabinet de Vienne envoya à Paris le comte de Saint-Julien, accompagné du comte de Neipperg; ils étaient chargés, du moins était-ce là le texte de leurs instructions, du soin de convertir cette ruineuse convention en un traité de paix définitif.

Ces plénipotentiaires, plus faciles à désavouer que des diplomates de profession, sous prétexte qu'ils auraient agi avec plus de légèreté et une

moindre connaissance des affaires, se trouvaient porteurs d'une lettre autographe de l'empereur François II, conçue en ces termes : « Vous ajou-« terez foi à tout ce que le comte de Saint-Julien « vous dira de ma part, et je ratifierai tout ce « qu'il fera. »

Bonaparte, charmé d'une telle démarche, et espérant détacher l'Autriche de l'Angleterre, dont le despotisme maritime commençait à irriter les puissances du Nord, reçut les deux officiers autrichiens avec la plus grande distinction. Quant aux deux négociateurs, ils étaient loin de penser que leur mission fût un masque qui couvrait la double face du ministre Thugut. Le cabinet de Berlin donna sur cela l'éveil à celui des Tuileries; mais l'empereur romain-germanique était de bonne foi, et le premier consul sans appréhensions à cet égard; les insinuations de la Prusse furent donc prises pour l'erreur de la rivalité ou le désir de faire valoir son zèle ou sa sagacité, et les négociations s'entamèrent avec loyauté d'une part, avec une entière confiance de l'autre.

Il n'était plus question de ces conditions libérales qu'avec plus ou moins de franchise Bonaparte avait poposées à l'agent secret de sir Charles Stuart, dans des négociations que lui-même fit manquer. Ses triomphes récens, l'occupation de

presque toute l'Italie, les succès de ses armes au-delà du Rhin, la réorganisation du gouvernement français, le plaçaient sur un terrain plus solide que celui qu'il avait occupé jusqu'alors. Puis il ne s'agissait plus d'une pacification générale, mais de la dislocation d'une alliance ennemie, et il espérait en l'opérant faire payer à l'Angleterre le refus qu'il en avait essuyé, et qui, tout en satisfaisant ses intérêts, blessait pourtant son orgueil.

Or, tandis que Talleyrand et Saint-Julien s'occupaient de cette importante besogne, y mettant, celui-ci une franchise toute militaire, celui-là une tortuosité que voilaient l'immobilité de sa physionomie et l'aménité de ses propos, l'armée autrichienne d'Italie prenait les positions qui lui avaient été assignées par la convention du 15 juin, et, vivement irritée de marcher en vaincue quand elle eût pu jouer un tout autre rôle si Mélas avait voulu écouter les judicieuses et vives représentations de lord William Bentinck, elle se retirait fièrement, désirant quelque insulte pour avoir le droit de s'en venger. Aussi le commandant d'une place ayant refusé passage à l'une de ses colonnes, le colonel de Bezt qui la conduisait menaça d'enfoncer les portes à coups de canon; et le comte de Hohen-

zollern, furieux d'avoir été contraint à livrer Gênes, déclara qu'il chargerait tout ce qu'il rencontrerait de troupes françaises sur une route qu'il devait trouver libre. L'exaspération était générale parmi les officiers supérieurs, et le général en chef fut obligé de punir ces murmures; mais l'Autriche céda aux cris universels; le comte de Bellegarde, généralement estimé de l'armée, y remplaça le vieux Mélas qui, en s'éloignant, accusa hautement comme l'unique auteur de tous ses désastres son quartier-maître général Zach, que Bonaparte, après l'avoir comblé de bons procédés, s'était empressé de renvoyer à ses fonctions.

Quoique l'armistice indéfini fût ratifié et qu'on s'attendît de jour en jour à la signature de la paix, les hostilités n'en continuaient pas moins en Allemagne; car, tandis que l'Italie avait été le théâtre d'événemens incalculés et dus bien plus à la fortune qu'au génie, Moreau, moins brillant dans ses combinaisons militaires que son aventureux rival, quoique inférieur cependant au plus grand des capitaines contemporains, marchait avec prudence et sûreté au but vers lequel il tendait.

L'archiduc Charles, qui avait été opposé à Moreau, n'ayant pu obtenir qu'on l'affranchît du

joug pesant et ruineux du conseil aulique de guerre, s'était refusé à commander l'armée autrichienne d'Allemagne que le général Kray, sous les ordres duquel elle fut mise, ne rassembla que le 2 mai. Son objet était de défendre la frontière allemande du Rhin et d'empêcher, en tenant les Français en échec, qu'ils fissent passer des forces considérables en Italie, où l'on espérait que leurs armées seraient trop faibles pour s'opposer à l'invasion de la Provence par les Autrichiens et les Anglais réunis, aidés des menées secrètes des généraux Willot et Danican. Mais son armée se trouvait numériquement très inférieure à celle de Moreau, car le cabinet de Vienne n'avait pas prévu que le gouvernement consulaire eût été capable de rassembler avec autant de rapidité une aussi puissante armée. Le général Kray, le glorieux vainqueur de Vérone et de Magnano, ne put donc s'opposer aux progrès de son adversaire.

Quant à Moreau, il avait pour but de pénétrer en Bavière, afin de couper les communications de Mélas avec les États héréditaires et de faciliter ainsi les opérations de Bonaparte. A cet effet, il commença son mouvement offensif le 25 avril, et battit les Autrichiens à peine réunis, le 3 mai à Lingen, le 5 à Mœskirch, le 9 à Biberach. Il

avait déjà atteint Memmingen le 10, quand il fut obligé de s'affaiblir par l'envoi à l'armée de réserve d'un corps de vingt-cinq mille hommes et d'un train d'artillerie, ce qui, retardant ses opérations, le contraignit de multiplier par l'habileté de ses manœuvres les forces qui lui restaient, et il n'en triompha pas moins le 19 juin dans les champs d'Hochstedt; mais le général Kray, malgré les pertes éprouvées par une armée originairement faible, développa encore là des talens supérieurs, en disputant le terrain par une savante défensive, et la campagne ne fut terminée que près d'un mois après par l'armistice de Parsdorf signé le 15 juillet, quoique celui d'Alexandrie l'eût été le 15 juin et qu'on fût en pleine négociation pour la paix.

C'était une campagne glorieuse que celle de Moreau, d'autant qu'il avait eu affaire à un général très distingué; mais Bonaparte, qui n'avait presque jamais combattu jusqu'alors que des généraux médiocres ou dont les forces étaient très inférieures aux siennes, si ce n'est dans sa dernière bataille, aimant à flétrir toute gloire rivale, comme si la sienne ne les eût pas éclipsées toutes, se plaignit des lenteurs de Moreau, sans avouer qu'il en avait été lui-même la cause et que les opérations militaires du général de l'ar-

mée d'Allemagne, entièrement secondaires, lui avaient été éminemment utiles; ce qui était à la fois injustice et ingratitude.

Quoique l'armistice de Parsdorf accrût l'importance militaire et politique de la France, ce qui devait rendre plus facile une pacification généralement désirée; Bonaparte dont l'autorité prenait chaque jour plus d'étendue et de solidité, n'était cependant pas sans quelques soucis. Il aimait à entretenir le public de son expédition d'Egypte et des trésors de prospérité que cette colonie devait répandre sur la France; mais il n'en recevait aucune nouvelle. Kléber à qui il avait remis le commandement de l'armée d'Orient, ignorait aussi ce qui se passait en Europe. Il détestait l'ambition effrénée, le caractère despotique, les mensongères fanfaronnades de Bonaparte, qui de son côté ne supportait pas la franchise dépréciatrice et indomptable de celui à qui il prodiguait néanmoins des éloges, tout en le haïssant. La correspondance de Kléber avec le directoire ne faisait qu'ajouter à une haine profonde et qui s'accrut encore par la nouvelle de la convention d'El-A'rych dont nous allons dire la cause et les effets, en remarquant qu'un duplicata de cette fameuse lettre de Kléber, datée du 26 septembre, et que nous avons

rapportée, étant tombée entre les mains de l'amiral Keith, qui l'envoya en Angleterre, l'impression qu'elle y produisit explique la conduite tenue par le cabinet britannique dans les affaires de l'Egypte.

Kléber, toujours dans l'ignorance sur les événemens politiques et militaires de la France, quatre mois même après l'envoi de sa première lettre, en adressa, le 30 janvier 1800, une nouvelle au directoire, où il lui annonçait qu'après avoir *continué les négociations commencées par le général Bonaparte*, en y mettant assez de lenteur pour donner le temps d'arriver aux secours qui lui étaient promis, et quoiqu'il eût battu les troupes turques débarquées à Damiette, cela n'avait pas rendu les *négociations plus faciles*, le grand-visir ayant continué de marcher avec soixante mille hommes; qu'il avait envoyé le 22 décembre Desaix et Poussielgue en parlementaires près de Sidney-Smith, sur le vaisseau *le Tigre;* que durant les conférences avec le commodore *chargé des pouvoirs du visir*, le navire battu des vents s'était refugié près d'El-A'rych déjà rendu aux Turcs qui attendaient de puissans renforts russes et arabes, ce qui, après de longs débats avait rendu indispensable de signer, le 25 janvier 1800, une capitulation, en vertu de

laquelle, durant une trève de trois mois, toutes les forteresses seraient remises par l'armée française, et celle-ci transportée en France sans être prisonnière de guerre ; il annonçait donc sa prochaine arrivée dans sa patrie.

Mais après le traité conclu, Kléber ayant appris la révolution du 18 brumaire, et ne voulant pas avoir à courber la tête sous le joug de son ancien chef, demanda et obtint une frégate, son projet étant d'aller chercher en Amérique une liberté dont le caractère de Bonaparte lui semblait devoir priver la France pour long-temps ; car Kléber était l'un de ces hommes qui voyaient la liberté, non dans le règne de la justice, au sein d'une tranquillité protectrice des intérêts privés, mais parmi ces agitations populaires qui ruinent ceux-ci et mettent obstacle à l'action bienfaisante de celle-là.

Qui put engager, dira-t-on, le commodore Sidney-Smith à se porter médiateur entre la faible armée française et celle si nombreuse des Turcs, et à déterminer ces derniers au traité d'El-A'rych? c'est que son objet était de faire effectuer avec sûreté l'évacuation de l'Egypte ; c'est qu'ayant servi les Ottomans, il savait mieux que tous les autres ce dont ils étaient capables, et redoutait qu'une action malheureuse, en rui-

nant leur armée, prolongeât d'une année au moins la paisible possession de cette province par le gouvernement français. Mais les deux cabinets de Londres et de Paris virent les choses sous un tout autre aspect.

Bonaparte fut donc, comme nous l'avons dit, violemment irrité d'un traité qui démentait ses brillantes promesses, et il s'en expliqua avec aigreur en en parlant à Desaix, si heureusement pour lui revenu en vertu de ce traité dont il avait été le négociateur. Les ministres anglais, de leur côté, craignant que l'armée d'Égypte vînt renforcer celle contre laquelle eux et leurs alliés allaient avoir à se battre, et espérant la contraindre à se rendre prisonnière, refusèrent de ratifier la capitulation en ce qui les concernait, c'est-à-dire quant au transport en France de cette armée ; ils dirent que Sidney-Smith avait outrepassé ses pouvoirs; que sa mission, d'ailleurs, avait cessé de fait, lord Elgin ayant été nommé ambassadeur à Constantinople. L'amiral Keith signifia donc au général Kléber qu'il avait ordre de sa cour *de ne consentir à aucune capitulation*, à moins que l'armée française *ne mît bas les armes*. Mais avant l'arrivée de cette communication, datée de Mahon, le loyal Sidney-Smith, à peine instruit des ordres donnés par son gouvernement,

s'était hâté d'adresser au général Kléber la lettre suivante de son mouillage en Chypre, le 20 février 1800 : « Le commandant en chef de la sta- « tion anglaise dans la Méditerranée a reçu des « ordres qui s'opposent à l'exécution immédiate « du traité d'El-A'rych, et j'ai jugé nécessaire de « vous faire part sans délai de cette difficulté, « afin que vous n'agissiez point dans l'ignorance « de son existence. » .... Et il lui fit même passer ce salutaire avis par plusieurs voies différentes, de peur qu'il ne lui parvînt pas avant la cession de tous les postes : conduite généreuse qui fut le salut de l'armée française, car Kléber se prépara dès lors à l'inévitable lutte dont il était menacé.

Ce que nous devons remarquer ici, c'est que ce traité d'El-A'rych, si vivement blâmé par Bonaparte, devint très favorable à son armée, car les dispositions relatives à l'évacuation de l'Égypte ayant opéré la concentration des forces françaises, Kléber, au lieu de cinq à six mille hommes qu'à peine il eût eu à opposer à l'armée turque, se trouva en réunir de douze à treize mille, et ce fut ainsi qu'il pût triompher à Héliopolis* et à Biblis ; écraser les Ottomans ; les priver, pour cette année, de tous moyens agressifs ;

* Le 20 mars.

reprendre le Caire sur un corps d'Osmanlis qui s'y était glissé ; en imposer à la malveillance égyptienne ; s'assurer la neutralité de Mourad-Bey, et être à même de rétablir la tranquillité par une administration sage sans faiblesse, que protégeait la terreur imprimée par le triomphe des armes françaises.

Dès qu'on sut en Angleterre la nouvelle de ces événemens auxquels on ne s'était nullement attendu, de vives clameurs s'élevèrent dans le parlement ; on demanda communication des pouvoirs donnés à Sidney-Smith, pour savoir qui était coupable de lui ou des ministres, et lord Hawkesbury déclara que le commodore n'avait pas paru comme partie directe dans la convention d'El-A'rych et que les instructions ministérielles avaient été expédiées avant qu'on la connût ; qu'enfin le commodore ne s'était prêté à des négociations qu'à la demande du général Kléber ; qu'il n'était ni ne pouvait être coupable en rien. Telles furent les seules explications que l'opposition put obtenir.

Cependant l'armée d'Orient jouissait alors d'une certaine sécurité, et elle commençait même à pouvoir se recruter dans le pays, quand le général Kléber tomba sous les coups d'un musulman fanatique, le 14 juin, jour où le général

Desaix périssait glorieusement sur le champ de bataille de Marengo.

La nouvelle de cet assassinat, parvenue à Paris peu après le retour de Bonaparte victorieux, fut pour lui un coup de foudre; sa haine ne lui fermait pas les yeux sur le mérite de Kléber; de brillantes fictions sur la colonisation de l'Égypte disparaissaient; il voyait cette conquête perdue sous le gouvernement de Menou, bon administrateur, mais plus fait pour s'engloutir dans des paperasses que pour commander une armée, et prévoyait que l'ennemi, en jugeant de même sur le vu de ses correspondances, ne tarderait sans doute pas à l'attaquer vigoureusement.

Les négociations continuaient toujours entre la France et l'Autriche, et les préliminaires de paix furent signés le 27 juillet. Les bases de ce traité étaient celles de Campo-Formio, si ce n'est que les indemnités promises au cabinet de Vienne en Allemagne devaient lui être accordées en Italie; ce qui avait pour double motif de ne pas inquiéter le corps germanique et de satisfaire la Prusse, dont l'alliance avec la France devenait chaque jour plus intime. Mais ce qui était fait pour alarmer l'Europe entière, c'était une alliance offensive et défensive avec la France; puis, si l'Autriche, par ce traité, gagnait beau-

coup plus qu'elle n'eût pu l'espérer après une longue suite de victoires, ne devenait-elle pas, en quelque sorte, vassale de la France; et l'ambition démesurée de Bonaparte dont on connaissait déjà les gigantesques projets, le besoin qu'il avait d'étourdir les Français sur l'accroissement de son autorité en détournant les esprits vers des idées belliqueuses, ne pourraient-ils pas lui faire tirer de ces stipulations des conséquences aussi ruineuses qu'humiliantes pour la noble maison de Habsbourg? Enfin était-il loyal, était-il politique de traiter isolément, quand le plus fidèle et le plus utile de ses alliés avait refusé de faire une paix séparée?

Le baron de Thugut, tout en paraissant traiter de bonne foi avec la France, n'en négociait pas moins alors avec l'Angleterre un traité de subsides, par lequel le gouvernement britannique accordait à l'Autriche deux millions sterling (48,000,000 fr.), et les deux puissances s'engageaient à ne point traiter l'une sans l'autre avant le mois de février 1801. Aussi Duroc, ayant été envoyé à Vienne pour y porter les préliminaires à la ratification de l'empereur, ne put traverser les postes autrichiens; les négociateurs impériaux furent désavoués, et Thugut, qui n'avait voulu que gagner du temps, forcer l'Angleterre

à de nouveaux sacrifices, voir ce qu'il aurait encore à espérer du capricieux tzar; sentant tous les dangers du jeu multiple auquel il s'était livré, et désirant ramener à lui les esprits alarmés, accusa Saint-Julien d'avoir outre-passé ses pouvoirs et le fit momentanément enfermer dans la forteresse de Carlstadt, tandis que son adjoint Neipperg était exilé à Mantoue; mais il n'en protesta pas moins du désir de continuer les négociations; il avança même que l'Angleterre désirait négocier aussi, ce qu'il prouvait par une lettre du chevalier Elliot, depuis lord Minto, ambassadeur anglais près la cour de Vienne.

Ces événemens justifiaient les prévisions du cabinet de Berlin que celui des Tuileries n'avait pas voulu croire. Talleyrand pris pour dupe voyait se resserrer les nœuds qui liaient les deux nations alliées et qu'il s'était flatté de rompre. Bonaparte furieux allait donc ordonner la reprise des hostilités, quand l'Autriche, effrayée et cherchant à atteindre l'hiver, obtint la prolongation de l'armistice, en livrant à l'armée française Philisbourg, Ulm, Ingolstadt et renoua ses négociations, tandis qu'on en entama à Londres d'autres dont nous parlerons plus tard et dont le but réel était de sauver l'Autriche, dans l'espoir de rappeler à la coalition l'empereur Paul,

qui semblait alors y être de nouveau disposé. Jetons donc ici un coup d'œil sur la principale des cours du Nord.

Le comte de Lille (Louis XVIII) avait été accueilli en Russie avec la plus grande distinction; le tzar le reconnut solennellement en qualité de roi de France, lui donna le château de Mittau pour résidence, força tous les Français demeurant sous sa domination à lui prêter serment de fidélité; lui envoya ses décorations, reçut les siennes des mains du vénérable Edgeworth, devant lequel il se courba en lui demandant sa bénédiction. Il ne nommait le prince exilé que son *ami malheureux*, et celui-ci, ayant été sollicité par Dumouriez d'être envoyé et recommandé à Paul Ier, le général se rendit à Saint-Pétersbourg où il présenta contre la France consulaire un projet de guerre qui flatta la romanesque imagination de l'empereur.

Cet homme si connu par ses courses aventureuses dans presque tous les Etats de l'Europe, par la capacité militaire qu'il déploya au service des confédérés polonais, par les talens politiques qu'il manifesta quand il faisait partie de la diplomatie secrète de Louis XV, par la vigueur de son caractère dans des circonstances épineuses, mais surtout par ses combinaisons stratégiques

en Champagne et en Brabant ; cet homme doué d'une conception si rapide, d'un esprit si étendu, de connaissances si multipliées et si vastes, dont le malheur fut de paraître au début d'une révolution qui dans sa force écrase tout, et non à l'époque où le découragement général, l'amortissement des passions, les déceptions de l'espérance procurent au génie audacieux de faciles moyens de s'élever au-dessus de tout; cet homme dévoré de l'amour de la renommée, brûlait du désir de se mesurer contre le dominateur de la France, qu'il égalait peut-être en talent, en activité, en expérience, mais surpassait autant en connaissance des intérêts de l'Europe qu'il lui était inférieur en finesse et en aplomb. Bonaparte ne pouvait rencontrer un adversaire plus dangereux que lui, ni Louis XVIII un plus utile serviteur, bien qu'il fût foncièrement beaucoup moins attaché à ce prince qu'à la maison d'Orléans; mais celle-ci attendait tout alors d'une vraie et franche restauration.

Dumouriez proposait au tzar de laisser agir les Autrichiens seuls en Italie et en Souabe, en y consacrant toutes leurs forces, tandis que cinquante mille Russes se porteraient sur Mayence, et que douze mille autres, joints aux douze mille déjà sous les ordres du comte de Vioménil, et à

dix-huit mille Danois soldés par l'Angleterre (chose secrètement convenue d'avance), débarqueraient en Normandie sur les points qu'il indiquerait, et que cette masse de quarante-deux mille hommes effectifs marcherait rapidement sur Paris pour y proclamer le roi. Il ne demandait à rien commander personnellement, mais à tout diriger dans une province qu'il connaissait parfaitement, qu'il avait militairement explorée, et sur la défense de laquelle il avait fourni jadis des mémoires au gouvernement français.

Les ambassadeurs d'Angleterre, d'Autriche, de Naples, de Danemarck approuvaient et appuyaient ce plan de campagne. De plus, Dumouriez était principalement soutenu par l'un des ministres les plus distingués de l'empereur Paul, le noble, spirituel, loyal et judicieux comte Panin, quoique tous ses collègues ne vissent qu'avec un déplaisir, que pourtant ils voilaient d'ostensibles prévenances, et les projets et la personne du général, car l'approbation que Paul y donnait les réduisait momentanément au silence.

Cet engouement du tzar fut vif mais court. Rostopchin, déjà secrètement séduit par les agens de Bonaparte, dont il devint plus tard l'ennemi mortel, trouva moyen de faire renvoyer Dumouriez, tout en le comblant de cajoleries

perfides, et d'irriter de nouveau son maître contre l'Autriche, en réveillant à l'égard de cette puissance des motifs de dissentimens qui avaient semblé presque assoupis.

Qu'était-ce donc que ce personnage qui devait tant influer sur les affaires politiques de l'Europe? un homme doué d'un peu d'esprit et de beaucoup de vanité, ignorant et irascible, ennemi de l'étranger et détracteur de la plupart des Russes, petit-fils d'un serf de la maison de Tolstoï, dont cet auteur de sa race fit les affaires, en faisant les siennes bien mieux encore. Celui-ci, simple paysan, affranchi par ses maîtres, s'était, grace à leur protection, élevé jusqu'à la noblesse par des grades civils dans les tribunaux de province; son nom dérivait du mot russe Rastapcha (grapilleur), et il eut un fils digne de le porter. Quant à son petit-fils, le comte actuel, devenu à prix d'argent officier aux gardes, gentilhomme de la chambre et chambellan, il dut sa haute fortune au bonheur d'avoir annoncé le premier à Paul Petrowitch la mort de sa mère; il la consolida en se liant avec le valet de chambre Koutaizoff, et se rendit agréable à son maître par ses bons mots satiriques sur tous les hommes dont il était jaloux, et spécialement sur ceux de haute naissance que sa vanité haïssait, quoiqu'il cher-

chât à se faire passer pour un descendant de Tchingiskhan, lui dont tous les Russes connaissaient l'obscure et récente origine. Quant à Koutaizoff, autre favori, c'était un Turc, enlevé tout enfant à Bender, barbier d'abord, puis valet de chambre, et enfin l'un des plus grands seigneurs de l'empire.

Ce duo de parvenus fit interdire au comte Louis de Cobentzl l'entrée de la cour; le comte Panin lui avait fait secrètement insinuer que les choses pourraient s'arranger s'il voulait déclarer, au nom de son souverain, que les trois légations de Bologne, Ferrare et Ravenne, ainsi que la ville d'Ancône, seraient rendues au pape et le Piémont au roi de Sardaigne. A cette insinuation, qui eut lieu avant qu'on fût instruit de la capitulation d'Alexandrie, le ministre autrichien répondit : « Je n'ai aucun pouvoir pour donner, ni « verbalement ni par écrit, une telle déclaration. « Comment pourrait-on exiger la remise des « trois légations annexées par le traité de Tolen- « tino à la république cisalpine, que nous avons « conquises? c'est un juste dédommagement des « frais de la guerre. Je ne doute pas que ma cour « rende le Piémont au roi de Sardaigne, mais « Alexandrie et Tortone, ayant été détachées du « Milanais par les armes, doivent, par la même

« voie, rentrer sous la domination autrichienne. » Cette réponse rendue au tzar l'avait exaspéré. Bientôt il apprit que Bonaparte s'était rendu maître du Piémont et de la Cisalpine, et Paul ne se souciait point d'aider à les reconquérir pour les livrer de nouveau à l'Autriche, au détriment de leur légitime possesseur; c'est ce qu'on ne savait point encore tandis que l'Autriche et l'Angleterre négociaient avec une lenteur calculée. Cependant Cobentzl fut bientôt forcé de quitter Saint-Pétersbourg, sans que le tzar voulût permettre à sa chancellerie et à son chargé d'affaires d'y demeurer après lui. Lord Withworth, vu également d'un très mauvais œil, le suivit de près. Paul ne reçut même pas alors l'envoyé de son gendre le palatin de Hongrie, de peur que cette mission filiale ne voilât quelque intrigue politique; son ministre Kalitcheff quitta Vienne, où il était accrédité, et le comte Wòrouzoff partit de Londres sous prétexte d'aller prendre les eaux. Si ce n'était point encore là une rupture décidée, tout présageait du moins que bientôt elle aurait lieu, d'autant que Paul rappela alors le corps de troupes russes stationné à Jersey, et ordonna à Vioménil de le ramener dans ses Etats. Mais le gouvernement anglais, qui voulait paraître aux yeux du premier consul n'être

point brouillé avec la Russie, obtint du général qu'il retarderait le rembarquement des Russes, en lui promettant de le dédommager de ce que l'humeur vindicative de l'empereur Paul lui ferait perdre. En effet, Vioménil fut destitué, avec ordre de ne plus reparaître en Russie, et le ministère britannique le fit nommer, en Portugal, capitaine général.

Bonaparte n'avait consenti à une négociation commune avec l'Autriche et l'Angleterre qu'à la condition que cette dernière signerait un armistice naval, prétention totalement inadmissible ; car lever le blocus de Malte prête à se rendre, et celui d'Alexandrie, ce qui eût rendu possible d'y envoyer du secours, c'était perdre les fruits d'armemens longs et coûteux. Otto, commissaire à Londres pour les prisonniers français, s'était adressé le 24 août à lord Grenville qui, le 4 septembre, demanda un projet écrit. Il lui fut aussitôt remis et portait : « Libre circulation des « navires de guerre et autres sans être visités; ces- « sation des blocus; libre entrée à Malte et à « Alexandrie des vaisseaux de commerce de toutes « les nations. » Il restreignit plus tard ses demandes à l'envoi de six frégates exemptes de visites, et les négociations furent rompues sur le refus positif de lord Grenville qui y avait mis autant

d'aplomb que le gouvernement français de ruse.

Bonaparte cependant, qui ne voulait point laisser aux Autrichiens le temps et les moyens de rassembler des forces considérables, avait dénoncé la rupture de l'armistice en Italie et en Allemagne; Moreau marcha donc à la tête de deux cent cinquante mille hommes contre l'archiduc Jean dont l'armée était plus faible d'un tiers. Ce prince obtint néanmoins le 1^er^ décembre, à l'affaire de Haag, un léger succès qui l'encouragea à attaquer de nouveau le 3, à Hohenlinden, où il fut complètement battu avec une perte immense; tandis qu'Augereau en Bohême, Macdonald dans les Grisons, Brune dans le Trévisan, chassaient les ennemis qu'ils avaient en tête, et que l'archiduc Charles, appelé trop tard au commandement d'une armée totalement désorganisée, était obligé de signer le 25 décembre l'armistice de Steyer, pour la garantie duquel il devait remettre aux Français les places de Wurtzbourg, Braunau, Koffstein, Schœrnitz, et tous les défilés fortifiés du Tyrol.

Ce brillant triomphe, qui annonçait une paix prochaine, faisait dire au public qui la désirait : *Bonaparte nous l'a promise et c'est Moreau qui nous la donne.* Le premier consul fut vivement choqué de ce propos; il avait amèrement criti-

qué le vainqueur d'Hochstedt, il se montra jaloux de celui d'Hohenlinden, et couvrit d'un air de mépris une haine qu'il manifesta en donnant à tous les généraux un grand dîner, dont il n'excepta que Moreau; et ce fut ainsi que commença l'éloignement réciproque et marqué de ces deux hommes.

Moreau dès lors fut éminemment populaire; mais c'était un homme sans caractère, d'un esprit médiocre, d'une intelligence faussée par les systèmes du jour; qui croyait fermement que la valeur française était uniquement le fruit du républicanisme et disait à tout venant que l'armée fuirait devant la première patrouille étrangère, du moment qu'elle aurait un roi; homme inconséquent d'ailleurs qui, ne pouvant retenir un sarcasme sur le premier consul, s'en effrayait aussitôt et faisait des bassesses pour qu'on daignât l'oublier.

Quant à Bonaparte, c'était un personnage tout différent et incomparablement plus nécessaire à la prospérité de cette France, qu'en si peu de temps il avait fait passer d'une nullité honteuse à une haute importance sociale. Des hommes, que l'expérience ne put désabuser de certaines théories politiques démenties par les faits, blâmaient son ambition et redoutaient son autorité;

c'était cependant son autorité qui avait produit tant de bien, c'était à son ambition qu'il devait le désir et la force d'opérer cette miraculeuse résurrection. Quant à la base et à la solidité d'un pouvoir si vaste et pourtant si nouveau, écoutons à cet égard le rapport d'un agent prussien beaucoup moins entortillé dans ses discours que l'ambassadeur Lucchesini : « La situation politique « du premier consul est plus belle et plus sûre « qu'on ne le croit généralement, car s'il a pour « ennemis les deux partis positifs, que pourraient-« ils contre lui, quand il dispose seul de l'armée, « de l'administration et du trésor, et que son « propre parti se compose de tous ceux qui n'é-« tant ni royalistes, ni républicains, veulent avant « tout la tranquillité? Puis, que trouva-t-il en « arrivant à la tête du gouvernement? que de-« vait-il faire et qu'a-t-il fait? Dès l'origine des « troubles publics, les hautes classes socia-« les, par une généreuse, mais imprévoyante « popularité, avaient les premières réclamé « cette liberté politique dont elles furent les « victimes; la vaniteuse présomption de l'or-« dre intermédiaire voulut fonder cette liberté « sur une égalité qui la tue, en enlevant au « peuple l'appui de ceux qui ont principalement « l'intérêt et le pouvoir de la défendre. La force

« populaire, imprudemment employée pour abat-
« tre les grands, effaça tout, sacerdoce, magis-
« trature, hiérarchie, corporations, respect pour
« le pouvoir, propriété même. A l'harmonie des
« inégalités naturelles et sociales succéda leur
« choc et à l'ordre un véritable chaos; l'on ne
« pouvait gouverner selon les principes d'une
« désobéissance systématique, et l'anarchie qu'ils
« produisirent enfanta la terreur; elle fut san-
« glante, elle fut fangeuse. Le gouvernement ne
« se traîna plus que de coups d'état en coups
« d'état; un torrent de sottises ou de vices vint
« tout engloutir, et voilà la France telle que la
« révolution l'avait faite. Bonaparte devait-il ren-
« dre cette malheureuse France à l'anarchie qui
« la dévora et dont sa présence l'avait affranchie?
« Devait-il lâcher la bride aux passions pertur-
« batrices ou les refréner pour assurer la tran-
« quillité publique et particulière, sans laquelle
« la liberté n'est qu'un vain mot? Son devoir
« comme son intérêt lui commandait ce dernier
« parti; l'autre eût été une erreur, un tort, un
« crime. Tout le favorisait dans ce choix qui
« flattait son intérêt et son orgueil. La force or-
« ganisée était entre ses mains; son élévation ne
« choquait point l'esprit démocratique dont il
« est l'œuvre et le représentant. En plaçant lui

« et les siens aux premiers rangs, ce qui en fait « luire l'espoir aux yeux de tous, il en chasse « ceux qu'on accoutuma le peuple à envier et à « haïr. De nouvelles dignités choquent moins la « vanité populaire qu'elles ne semblent la ven- « ger. Il marche donc au trône par toutes les « voies et ses ennemis même les lui aplanissent, « car les royalistes et les républicains, désabusés « enfin sur ses projets et regardant son autorité « comme désormais inattaquable, commencent « à conjurer contre sa vie; mais il prend les plus « grandes précautions, tant dans ses courses « qu'en se rendant aux spectacles; puis il est « cuirassé de quatre polices, celles de Fouché, « de Murat, du général Moncey et de Duroc. On « a cependant projeté de l'assassiner à l'Opéra*; « l'auteur de ce complot était un certain Cerac- « chi, sculpteur romain d'un talent distingué, « jadis agent révolutionnaire de Bonaparte en « Italie; je l'ai vu se dépiter de ne pouvoir obte- « nir du premier consul une séance pour termi- « ner son buste, et c'était pour le poignarder! « Dénoncé par l'un de ses complices, il fut ar- « rêté et mis à mort quoiqu'il n'y eût eu ni com- « mencement d'exécution, ni preuves légales;

* Le 10 octobre 1800.

« mais Bonaparte n'était pas fâché de s'en dé-
« faire. Le second attentat manqué est l'explo-
« sion de cette machine infernale dont les jour-
« naux ont retenti*. Le premier consul l'attribuait
« aux Jacobins. Fouché, sans connaître les cou-
« pables, savait à quoi s'en tenir, ayant intercepté
« un manifeste venu de Londres et destiné à être
« publié aussitôt après la mort de Bonaparte;
« tandis qu'il faisait des recherches, un arrêté
« consulaire, confirmé par un sénatus-consulte,
« ordonna, sans procès, la déportation de cent
« trente révolutionnaires forcenés. On connaît
« enfin les auteurs du crime, c'étaient des Chouans,
« qu'avait certainement dirigés et payés le gouver-
« nement anglais, qui dans ce tems là mit tout en
« œuvre et eut recours à toutes sortes de moyens,
« tant contre la personne du premier consul, que
« pour se faire livrer le port de Brest, dont la
« possession eût été pour lui d'une extrême im-
« portance. Mais ce que je puis affirmer, c'est
« qu'un des assassins reçut d'un agent anglais
« cent louis qui lui fournirent les moyens de se
« sauver. Rien n'affermit autant le pouvoir atta-
« qué qu'une conjuration manquée; aussi les
« dangers que Bonaparte avait courus l'autorisè-

* Le 24 décembre 1800.

« rent-ils à établir des tribunaux sans appel et « qui renouvelaient ces anciens tribunaux pré- « vôtaux que la révolution détruisit et flétrit. Il « chercha plus tard à resserrer l'action démo- « cratique par la formation des listes de nota- « bles, aptes seuls aux magistratures administra- « tives et autres; rassembla, pour la fête du « 14 juillet, des députés de tous les départemens « qu'il vit prêts à le couronner s'il avait osé le « leur demander. Mais une brochure réellement « rédigée par lui et son frère Lucien, intitulée : « *Cœsar, Cromwell et Bonaparte*, ayant produit « un mauvais effet, il vit qu'il fallait retarder en- « core ce dernier pas, que tôt ou tard il fera sans « obstacles. L'armée est à lui et attend tout de « lui ; en nommant beaucoup de révolution- « naires à des places éminentes, il les retient par « l'intérêt et sous une surveillance plus immé- « diate ; quant aux jeunes royalistes, il aura pour « les uns des places de cour, pour les autres le « prestige de la gloire qui, aux yeux des Fran- « çais, efface tout. »

Trompé dans ses vues trop hâtives relative- ment à l'intérieur de la France, il ne l'avait nul- lement été sur ce qui regardait l'extérieur. Dès long-temps il jugea le caractère de l'empereur Paul et suivait avec joie les progrès de sa haine

contre l'Autriche et l'Angleterre. Dès long-temps aussi il chercha à séduire ses principaux affidés, et parmi ceux-ci les deux intrigans qui dominaient le plus impérieusement sur son esprit, Koutaizoff et Rostopchin. Près de celui-ci, qui prétendait à tout, haïssait tout, ne s'entendait à rien, et voulait marquer, dans son ministère des affaires étrangères, par une grande révolution dans les intérêts politiques de l'Europe, qui pût lui donner un nom historique, on employa une intrigante nommée madame de Bonneuil qui, pour prix d'une alliance entre les deux gouvernemens, lui promettait contre ses ennemis le puissant appui de Bonaparte. Près de l'autre, il ne fallait que de l'argent et des femmes ; le premier fut prodigué, et une adroite comédienne française, madame Chevalier, fut chargée de séduire le valet de chambre et de chercher à parvenir par lui jusqu'à son maître. On ne négligeait cependant pas d'autres et plus honorables moyens, tels que l'envoi de l'épée du grand-maître La Vallette, des cajoleries aux officiers russes prisonniers de guerre, des éloges publics sur le caractère chevaleresque du tzar.

Le duc de Serra-Capriola, dont la sagacité perçait le voile qui couvrait ces basses intrigues, et qui voyait où tendaient celles qui l'étaient moins,

tenta vainement de les déjouer ; car Haugwitz, par le double motif de la crainte et de l'espérance, faisait seconder par ses agens des menées propres à entraîner la Russie dans la voie qu'il suivait lui-même, et s'occupait simultanément à ménager des rapprochemens entre le général Beurnonville et le baron de Krudner, ministre russe à Berlin, tandis que le marquis de Lucchesini se faisait à Paris un grand mérite des intentions amicales de son cabinet pour celui des Tuileries, insinuait, à travers mille courbettes, le prix qu'on en attendait, et prodiguait les ruses là où la franchise eût été plus honorable et plus utile.

Ce personnage, dont les traits étaient empreints d'une fausseté trop palpable pour qu'il pût politiquement tirer parti des finesses d'un esprit délié, flatteur et quelquefois aimable, était un gentilhomme italien, natif de Lucques, que le désir de s'instruire et l'amour des voyages, des calculs d'ambition peut-être, avaient conduit à Berlin. La haute et juste renommée du grand Frédéric y devint l'objet de son enthousiasme sincère ou intéressé. Présenté au roi, il montra de l'esprit, ce qui était près de ce monarque un genre de séduction auquel il résistait peu. Le marquis jugea avec une extrême sagacité les

moyens qu'il fallait employer pour lui plaire. L'âge, l'expérience, des douleurs vives et fréquentes semblaient avoir entièrement changé le caractère de ce brillant héros du dix-huitième siècle. Prévenu contre la flatterie et habile à en pénétrer les ruses, ce prince était devenu morose, il était dégoûté de tout, des illusions même de l'amour-propre et des souvenirs de son indicible gloire ; rien ne l'intéressait, rien ne pouvait le distraire du plus pesant ennui, et si les affaires de l'état n'en souffraient point, c'est que la constance de sa volonté lui dicta son rôle de roi, et que le comte de Hertzberg, son unique ministre alors, le secondait par un infatigable travail. Le marquis de Lucchesini vit qu'il ne pouvait s'insinuer et se maintenir qu'en amusant un homme devenu presque inamusable ; il y parvint, sut vaincre tous les obstacles qui s'y opposaient, et montra dans sa conduite autant de mesure que d'adresse. Cela n'aurait peut-être pas suffi pour l'accréditer sous un nouveau règne ; mais sa judicieuse prévoyance avait su déjà poser les fondemens d'une future et brillante fortune. Les deux sœurs de Tarac étaient de la société de Postdam. L'aînée, veuve du colonel Pinto, se trouvait intimement liée avec Bischoffwerder, l'intime ami du prince royal ; cela don-

nait, aux yeux de Lucchesini, de très puissans attraits à la cadette, dont la figure était un peu trop masculine. Le marquis en devint amoureux de toute l'ambition qui le dévorait, lui plut, quoique lui-même il ne fût pas beau, et s'assura ainsi la protection d'un futur ministre, ce qui lui présageait la faveur de l'héritier du trône. Le rôle fatigant auquel il s'était voué cessa à la mort de celui qui sera à jamais l'orgueil de la Prusse; et le mariage du marquis avec mademoiselle de Tarac lui donna la clef de chambellan. Bientôt la protection de Bischoffwerder le lança dans les grandes affaires, et ses prétentions ne connurent plus de bornes. Il prit même sur l'esprit d'un monarque honnête homme et facile par conséquent à tromper, un ascendant qui commença à effrayer son protecteur devenu son beau-frère; car la publication des lettres saisies par les Français, dans la campagne de 1792, ayant devoilé les amours de la comtesse de Pinto et du ministre Bischoffwerder, celui-ci l'avait épousée, en divorçant avec sa première épouse. Le marquis, devenu un objet d'inquiétude pour le favori, fut donc, autant que possible, exilé dans d'honorables missions diplomatiques, et vanté par intérêt, au point qu'on crut faire le meilleur de tous les choix en l'envoyant à Paris où il ar-

riva le 18 octobre 1800, et où on lui donna cependant pour secrétaire de légation et espion le jeune Lombard, frère d'un secrétaire du cabinet qui jouissait d'un grand crédit sur le roi, petit-neveu du grand Frédéric.

Le marquis de Lucchesini avait dû à ce mariage avec la belle-sœur de Bischoffwerder la faveur qui le lança dans les emplois de confiance; on pouvait sans scrupule le faire mentir et le désavouer sans qu'il s'en choquât, car il n'avait ni humeur ni honneur. On sait de reste ses missions diplomatiques, sa conduite en Champagne, ses intimes liaisons avec la comtesse de Lichtenau, Lombard et Haugwitz; son ingratitude envers les uns, sa servile soumission aux autres. Il était de ces gens qui ploient et ne rompent pas, arrivés et demeurés on ne sait pourquoi; mais, malgré ses souplesses, il ne put ni plaire à Bonaparte, ni être véritablement utile à son gouvernement*, et ce qui parut seulement rendre sa mission heureuse, c'est que le cabinet anglais lui-même hâta, entre son allié et son ennemi, une liaison qu'il eût été d'une saine politique de prévoir et de prévenir; car, tandis que la France si-

* Il est mort d'une attaque d'apoplexie à Florence, en 1825. (*Note de l'éditeur.*)

gnait d'utiles traités avec Alger * et les États-Unis**, et stipulait avec ces derniers les droits des neutres, ce qui eût été sans effet tant que l'Angleterre n'y accéderait point, une lutte sérieuse s'élevait au nord sur le même objet et allait compliquer les affaires de l'Europe. En voici l'origine, la marche et l'issue.

L'empire britannique, abusant de la supériorité de sa puissance maritime, s'était attribué le droit de visiter en mer tous les bâtimens neutres avec ou sans escorte. Ce droit n'était nullement reconnu par les traités ; il avait été repoussé sans réclamation durant la guerre d'Amérique, mais ne s'en exercait pas moins comme droit acquis et consacré. La Suède, dès 1798, fut révoltée de la capture d'un convoi conduit en Angleterre, quoique protégé par un bâtiment de guerre ; et la prise en 1799 d'un navire suédois, que des frégates danoises firent relâcher, ajouta à ses griefs. Les Danois, dans la même année, apprirent avec indignation qu'un de leurs convois et la frégate qui l'escortait avaient été enlevés et conduits à Gibraltar, comme n'ayant pas voulu se soumettre à ce droit de visite, que, sur leur

* Le 18 août 1800.

** Le 30 septembre 1800.

réclamation, le gouvernement anglais soutint en ces termes : « Le droit de visite en pleine mer, « de quelque nation que soit le navire, est in- « contestable ; » ce à quoi le comte de Bernsdorf répondit : « Ce droit n'est aucunement reconnu, « mais celui seul de vérifier la légitimité du pa- « villon qui le couvre. » Une frégate est cependant arrêtée, le 15 juillet 1800, et conduite aux dunes avec le convoi qu'elle protégeait. Grande fermentation en Danemarck, en Suède, en Russie. Bernsdorf réclame cette frégate ; Grenville refuse de la rendre ; Withworth, ministre anglais à Copenhague, veut justifier la conduite de son gouvernement ; le ministre danois propose l'arbitrage de l'empereur Paul ; Withworth le refuse, et le 16 août le tzar, irrité de cet affront, invite la Suède, la Prusse et le Danemarck à conclure une convention pour assurer les droits des neutres, puis ordonne le 29 le séquestre des capitaux anglais, pour assurer le paiement des créances de ses sujets. Mais Withworth fléchit ; il conclut un accord par lequel il est arrêté : 1° que la décision sur la question du droit de visite est ajournée ; 2° qu'aucun bâtiment ne sera capturé jusqu'à l'issue de cette décision ; 3° que la frégate et son convoi seront relâchés. Ce n'était là que gagner du temps en éludant

toute réponse catégorique; mais le Danemarck s'en contentait, et Paul fit lever le séquestre. Cependant un nouveau motif vint l'irriter contre le cabinet de Saint-James.

Il avait été décidé qu'aussitôt après la prise de Malte cette île serait gouvernée jusqu'à la paix par des délégués des trois cours de Londres, Naples et Saint-Pétersbourg, conjointement avec le lieutenant de l'empereur grand-maître, et celui-ci avait déjà désigné pour cet emploi le bailli de Ferrette. Cependant, avant que la reddition eût eu lieu, le gouvernement britannique proposa de remettre la place conquise au roi de Naples, suzerain de l'île, et Paul mécontent retira alors ses troupes et son escadre; mais sa fureur fut au comble en apprenant que par la capitulation du 5 septembre Malte était remise uniquement entre les mains des Anglais, et l'embargo sur les bâtimens de cette nation fut ordonné de nouveau, le 7 novembre. Le cabinet de Londres soutenait qu'il y avait de la part du tzar manquement à la foi publique, le traité du mois de février 1797 déclarant que « en cas de « *rupture* entre les parties contractantes, les vais- « seaux, ni les marchandises, ni les équipages ne « pourraient être arrêtés ou confisqués. » Traité que Paul lui-même avait solennellement *adopté*

et confirmé, le 30 avril de la même année. Mais un traité est un acte consécrateur et conservateur des droits mutuels de ceux qui le signent, et celui qui manque aux promesses qu'il a faites ne peut légitimement réclamer le bénéfice de celles qu'on lui fit. La lettre d'un traité ne saurait en effet prévaloir contre son esprit. Paul n'avait donc aucun tort, d'autant que ces déterminations n'étaient encore que conservatrices et comminatoires. Mais ce qui envenima les choses, ce fut l'enlèvement de deux bâtimens de guerre espagnols, attirés hors du port de Barcelone à l'aide d'une ruse réprouvée par le droit des gens, et où le pavillon suédois avait été compromis. La Prusse, sur la demande d'Urquijo, momentanément successeur du prince de la Paix en Espagne, épousait vivement la querelle du cabinet de Madrid, et y était d'autant plus disposée qu'un bâtiment prussien venait d'être conduit à Cuxhaven, ce qui avait obligé la Prusse de faire attaquer cette place hanovrienne, en dépit des réclamations du ministre anglais lord Carysford; et tous ces brigandages maritimes choquant la chatouilleuse loyauté de l'empereur Paul, il fut enfin signé à Saint-Pétersbourg, le 4 (16) décembre 1800, entre la Suède et la Russie, par leurs ministres respectifs, comte

Rostopchin et baron de Stédingk, un traité en treize articles portant : 1° le pavillon couvre la marchandise ; 2° un bâtiment convoyé ne doit pas être visité ; 3° la contrebande ne peut s'entendre qu'en ce qui est munitions de guerre ; 4° le droit de blocus n'existe que pour les ports réellement bloqués ; 5° un bâtiment neutre doit avoir son capitaine et un tiers de l'équipage de sa nation ; 6° les vaisseaux de guerre d'une des deux nations pourront convoyer les navires de commerce de l'autre ; 7° une escadre combinée protégera ces stipulations.

Le même jour une convention semblable était signée entre la Russie et le Danemarck, par Rostopchin et Rosenkrantz, et elle fut suivie, deux jours après, de l'accession que le comte de Lusi y donna au nom du gouvernement prussien.

Quoique ces traités ne fussent point hostiles, le ministère anglais n'en ordonna pas moins de courir sus à tous bâtimens russes, danois, suédois, et lord Hawkesbury répondit aux réclamations faites à cet égard, que sa majesté britannique maintiendrait le droit acquis de visite et considérerait toute atteinte qui y serait portée comme un acte d'hostilité. Mais le gouvernement anglais concevant de vives craintes relativement au Hanovre, objet de la convoitise connue du

cabinet de Berlin, et soupçonnant sur ce sujet des négociations secrètes avec le cabinet des Tuileries, n'osa point se prononcer encore contre la Prusse et chercha sans effet à pénétrer ses vues, ou à la ramener à elle par des négociations et des promesses.

Tandis qu'il en agissait ainsi à Berlin, son ministre à Copenhague, Drummond, présentait au comte de Bernsdorf, le 27 décembre, une note contre les négociations avec la Russie et à laquelle il fut répondu *, que le traité du 16 décembre n'était que le renouvellement de ceux de 1780 et 1781, faits comme ceux-ci dans des intentions purement conservatrices et nullement hostiles. Drummond n'eut donc pas plus de succès à Copenhague que Carysford n'en avait obtenu à Berlin, car le ministre Hawgwitz répondit à celui-ci : « La convention dont on se « plaint n'a été provoquée que par les mesures « violentes de l'Angleterre contre les puissances « du Nord. Le traité n'a pas pour but, comme le « prétend le gouvernement britannique, de for- « mer une ligue hostile. Ses stipulations portent « que *les mesures ne seront ni hostiles ni au détri- « ment d'un pays, mais uniquement tendantes à la*

(1) Le 31 décembre.

« *sûreté commune et de la navigation de ses sujets.* « La déclaration du comte de Bernsdorf, portant « que la cour de Copenhague n'avait aucun pro- « jet incompatible avec le maintien de la bonne « harmonie entre les cours, est claire et précise « à cet égard. Enfin la conduite arbitraire de « l'Angleterre est seule la cause d'une accession « à la convention du 16 décembre, et qui oblige « la Prusse à prendre part aux événemens qui « intéresseraient la cause commune. »

Cette réponse, qui n'avait été faite que le 12 février 1801, après de longues négociations et qui parut trop faible et trop peu claire à l'empereur Paul, l'irrita au point que, par un ukase du 23 du même mois, il défendit tout commerce avec la Prusse.

Ce prince avait été à la veille de se brouiller aussi avec le Danemarck, à l'occasion du ministre de cette puissance, le baron de Rosenkrantz, qu'il soupçonnait de s'égayer à ses dépens dans ses dépêches diplomatiques. Pour s'en éclaircir, il séduisit le secrétaire intime de l'envoyé danois qui, au prix de dix mille roubles (30,000 fr.) livra le paquet prêt à partir ; ce paquet fut ouvert, lu, copié et rendu pendant que le baron était retenu et cajolé à la cour. Voici, entre autres choses, le paragraphe qu'on y trouva : « On dit que

« l'empereur de Russie, voyant que les puissances « de l'Europe ne pouvaient s'accorder entre « elles, et voulant mettre fin à une guerre qui « la désolait depuis onze ans, va proposer un « lieu où il invitera tous les autres souverains à « se rendre pour y combattre en champ clos, « ayant avec eux pour écuyers, juges du camp « et hérauts d'armes, leurs ministres les plus « éclairés, Thugut, Pitt, Bernsdorf; lui-même « se proposant de prendre les généraux Pah- « len et Koutousoff. On ne sait si la chose est « vraie, mais elle porte l'empreinte *de ce dont il « a souvent été taxé.* » Choqué d'une telle plaisanterie, mais ne croyant pas que l'impertinence d'un ministre dût brouiller deux Etats réunis par un intérêt majeur et commun, il se contenta de renvoyer brusquement Rosenkrantz, à qui l'ordre en fut signifié le 1er janvier 1801, tandis qu'il avait mandé à sa cour, le 30 décembre, qu'il jouissait à Pétersbourg de la plus haute faveur. Le traité du 16 décembre n'en fut donc pas moins ratifié, et le comte de Lowendahl fut envoyé en Russie; car pour ne point mécontenter le gouvernement danois, et n'avoir pas à se justifier près de lui, Paul laissa partir l'injurieuse dépêche et fit insérer dans les journaux le paragraphe qui en était extrait.

Tout secondait alors les vœux de Bonaparte ; Paul, qui avait commencé la guerre sans la déclarer, correspondait avec le premier consul sans qu'il y eût encore de traité de paix, et la neutralité armée du Nord fut signifiée à celui-ci comme à une puissance amie ; le général Sprengporten, ce transfuge suédois qui voulut livrer Gustave III son bienfaiteur aux satellites de Catherine II, et qui entra alors au service de Russie, était venu à Paris pour y nouer des relations secrètes; Kalitchef s'y rendit bientôt comme ambassadeur d'une cour avec laquelle la France n'avait point de traité signé, et des négociations de la plus haute importance se tramèrent entre les chefs des deux Etats continentaux les plus puissans.

Ce qui néanmoins aurait pu nuire à la bonne harmonie qui commençait à s'établir entre les deux cabinets, c'était la publication intempestive d'un écrit sorti des bureaux de Talleyrand, intitulé *État de la France à la fin de l'an VIII*; car dans cet ouvrage, véritable manifeste aux yeux de ceux qui savent lire, « La France, y est-il dit, substi-« tuera aux subventions fédératives les subven-« tions militaires, et si les princes méconnais-« sent la voix de l'intérêt qui leur commande « de s'allier à elle, elle s'alliera de fait aux pays

« qu'ils seront incapables de défendre et *se fera* « *des auxiliaires de tous les moyens de subsistance* « *que pourra partout lui fournir le territoire que* « *leurs armées n'auront pas su préserver.* » Entortillage qui déguise mal un brigandage systématique. Il y a plus; dans les premiers exemplaires qui furent retirés ou cartonnés, dès qu'on eut l'espoir de s'unir à l'empereur Paul, on lisait, par rapport à la Russie : « Cet empire devrait être « divisé en deux royaumes, la capitale de l'un « serait Moscou, et celle de l'autre Saint-Péters- « bourg.... Quel que soit le mérite de ce plan, « qui *dans ce moment* n'est qu'une opinion plus « ou moins plausible, il n'en est pas moins cer- « tain que, *considéré dans l'avenir*, il ne doit pas « être traité comme une conjecture oiseuse, mais « qui se *réalisera infailliblement* un jour. » Ce paragraphe, qui dévoilait trop clairement une pensée qu'il eût fallu reléguer dans l'ombre, fut conservé dans la traduction en anglais que fit faire le ministère, et il osa le taxer d'interpolation due au cabinet britannique, dans l'espoir d'empêcher l'union de la France et de la Russie.

Cependant les négociations avec l'Autriche ne se terminaient point, quoique Thugut, dont l'opinion était tout à la guerre, eût été remplacé par le comte Louis de Cobentzl, car on le con-

sultait toujours dans sa retraite. Le comte de Lehrbach avait bien été envoyé à Lunéville ; Cobentzl s'y était rendu lui-même dès le 6 novembre, laissant provisoirement à celui-ci, qu'il remplaçait, la direction apparente des affaires dans un ministère aussi court qu'insignifiant, où l'esprit de Thugut ne put prévaloir, quoique ce ministre disgracié eût été le protégé du noble et estimable Collorédo. Cependant, les négociations traînèrent encore. On éprouvait le besoin de la paix ; Cobentzl la désirait ; mais n'étant pas entièrement maître d'agir selon ses vœux, il refusa d'abord de négocier sans l'admission d'un ministre anglais. Enfin le traité si longtemps attendu, que l'Autriche retardait pour ne point aliéner le cabinet britannique, et à la conclusion duquel celui-ci consentit, fut signé le 9 février 1801. L'Autriche, par ce traité qui garantissait l'indépendance des républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, cédait la Toscane, dont le grand-duc devait être dédommagé par le duché de Saltzbourg avec la dignité électorale ; elle perdait aussi une portion de territoire donné à la république cisalpine, étendue jusqu'à l'Adige ; mais la clause la plus épineuse et la plus difficile à décider avait été la reconnaissance, au nom de l'empire, de la ces-

sion de la rive gauche du Rhin, sauf indemnité par des sécularisations. L'empereur ne pouvait légalement y consentir; aussi s'y refusa-t-il longtemps; mais il fallut bien s'y résigner, ce qui irrita vivement le corps germanique.

La politique incertaine du cabinet autrichien, la fausse direction de ses armées, la connaissance que le gouvernement français eut toujours de ses opérations militaires, avaient constamment fait le désespoir de ses alliés. Les ministres anglais surtout cherchèrent par tous les moyens possibles à pénétrer les causes de tant d'erreurs, et ne cessèrent de soupçonner la loyauté de Thugut; de là tant de correspondances officielles ou secrètes, et celle particulièrement de lord Grenville avec le très judicieux gouverneur *Morris*, ministre américain, lors du voyage que celui-ci fit en Allemagne. Nous n'en citerons ici que les fragmens d'une lettre écrite par ce célèbre diplomate au ministre des affaires étrangères de S. M. Britannique (1), en date de Dresde, le 31 janvier 1797 : « Le ministre autrichien ne « me semble nullement, dit M. Morris, au ni- « veau de la besogne que sa situation lui impose. « J'ai fait, dans ses alentours, la recherche des

(1) Lord Grenville.

« personnes qui le connurent le plus parfaite-
« ment avant qu'il ne fût parvenu au ministère,
« et j'ai été vivement affligé d'apprendre qu'au-
« cune d'elles ne le considérait comme un homme
« d'état, mais seulement comme un être qui
« joint à l'esprit d'intrigue une profonde dissi-
« mulation. C'est ce qui m'explique aujourd'hui
« son extraordinaire conduite.... Il n'accepte
« pas d'invitation, ne va nulle part, dîne tou-
« jours chez lui, et *tête à tête* d'ordinaire avec
« M. Pellenc, jadis l'un des secrétaires *faiseurs*
« et confident intime de Mirabeau. C'est un fin,
« doucereux et perfide camarade. Sir Morton
« Eden, à qui je témoignai mon étonnement de
« cette étrange liaison et de ses dangereuses con-
« séquences, prétend que Thugut est trop dis-
« cret pour que Pellenc puisse rien apprendre
« de lui. Le directoire français est cependant
« parfaitement instruit de tout ce qui s'agite dans
« le conseil autrichien. J'ai donc cherché à savoir
« si, à la cour de Vienne, il existait un homme ca-
« pable d'éclairer, ou, en cas de besoin, de rem-
« placer le baron qui est totalement discrédité.
« Un des torts qu'on lui reproche, c'est de ne vou-
« loir point employer quelques-uns des officiers
« (en petit nombre) les plus capables de servir
« utilement dans les armées impériales, et cela

« parce qu'ils se sont prononcés contre lui. C'est « donc à votre seigneurie qu'il appartient de ju- « ger ce que, de loin, il lui est possible de faire « pour remédier aux funestes effets des erreurs « du cabinet autrichien ; quant à moi, c'est une « question pour la solution de laquelle je me « sens tout-à-fait incompétent * »

Morris avait, durant ses voyages, séjourné quelque temps à Berlin **, et y avait communiqué au ministère ses lumineuses idées relativement à la Prusse présente et à venir, ainsi que ses remarques sur les hommes d'état qu'il avait visités dans les diverses cours européennes. C'était de lui qu'on apprit une négociation secrète entre la France et l'Espagne, qui contrariait les vues du cabinet de Berlin, et dont nous parlerons plus tard; mais revenons ici aux affaires relatives à ce début de l'année 1801.

Il ne restait plus sur le continent qu'un seul Etat en guerre contre la France, Naples, le plus faible de tous; la reine, abandonnée par sa propre famille en faveur de laquelle elle avait généreusement mais imprudemment armé, ne

* Ces fragmens se retrouvent dans le Recueil des lettres et mémoires du gouverneur Morris, où les hommes et les choses de la révolution française sont jugés avec la plus rare sagacité. (*Note des éditeurs.*)

** 1796.

comptait plus sur l'Autriche qui l'avait sacrifiée en 1798, et ne voulait ou ne pouvait rien pour elle en ce moment; mais supérieure par son courage aux maux dont elle était menacée, elle courut implorer l'appui de l'empereur Paul et obtint son intercession près de Bonaparte, ce qui amena l'armistice de Foligno* et des négociations durant lesquelles Murat, commandant de l'armée française, demanda une décoration napolitaine à l'époque où il n'y en avait pas encore d'établie en France. « De l'argent tant qu'il vou- « dra, répondit le roi de Naples, mais aucun de « mes cordons. » Le beau-frère du premier consul se contenta donc de 800,000 fr., et Salicetti, qui l'accompagnait, reçut une pareille somme.

Bonaparte, qui consentit à cet armistice à la sollicitation de l'empereur Paul, n'avait rien à refuser alors à ce prince avec lequel il combinait un gigantesque plan de guerre** contre les établissemens anglais de l'Inde. Cette idée exaltait la tête romanesque du tzar, qui devait unir ses troupes à celles du premier consul et demandait le général Masséna pour exécuter cette expédition à travers la Perse, en portant soixante-dix mille hommes sur l'Indus.

* Le 28 février 1801.

** Voyez l'esquisse de ce plan à la pièce justificative G.

Tel était l'état des choses dans les deux premiers mois de 1801. L'Angleterre qui, au début de l'année précédente, entraînait ou espérait entraîner toute l'Europe contre un gouvernement avec lequel elle refusait de négocier ; isolée désormais, allait avoir à résister seule aux plus grands périls, car une expédition par terre, dirigée vers ses possessions de l'Inde, était et sera toujours pour elle l'objet d'une vive terreur.

En parcourant l'une des périodes historiques les plus riches en révolutions politiques et militaires, époque où la victoire passa rapidement de l'un à l'autre drapeau, où les principes conservateurs de l'ordre social ne semblèrent renaître d'un côté que pour y servir à forger des armes contre l'indépendance des Etats européens, nous avons momentanément mis à l'écart quelques-unes de ces négociations patentes ou secrètes que nécessitèrent des événemens prévus ou fortuits et la gravité des circonstances. Nous allons avoir maintenant à exposer dans l'ensemble, comme dans les détails, ce que la marche des choses et l'audacieuse ambition du génie devait opérer de changemens dans les intérêts généraux ou privés, présens ou à venir des diverses puissances, en considérant avec soin la naissance, le cours et les résultats de ces inté-

rêts bien ou mal appréciés. Il ne fallait point détacher prématurément quelques traits d'un tableau d'une si haute importance, mais en présenter à nos lecteurs l'ensemble, placé en regard de ce brillant météore de la fortune dont l'influence eût été aussi salutaire qu'elle se montra funeste, si, rassasié de gloire, l'homme qui par son éclat et ses talens sera l'étonnement de la postérité avait su, couronnant de modération ses prestigieux succès, fixer et consolider une puissance destructive des idées perturbatrices, en posant lui-même des bornes à son indomptable désir d'une monarchie universelle.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

A

Cette reconnaissance militaire est une de celles ordonnées par le général Bremont, ministre de la guerre de la république romaine, et dont l'objet était, non-seulement de se défendre contre le roi des Deux-Siciles, mais de porter chez lui la guerre à la première occasion favorable. Ce travail précieux pour les militaires contient l'exploration de toute la frontière de Rome et de Naples, de la Méditerranée à l'Adriatique. Divisé en six parties il embrasse : 1° de Rome à la Méditerranée ; 2° de Terracine à la vallée de Rovito ; 3° des rives du Teverone à la plaine de Rietti ; 4° des montagnes qui bordent cette plaine au Tronto ; 5° le cours du Tronto jusqu'à l'Adriatique ; 6° les côtes de l'Abruzze, de la Marche, Pescara, Chietti ; et sur toute cette ligne sont décrites avec soin les positions défensives et offensives.

Mais sans entrer dans tous les détails d'un mémoire militaire fait avec le talent le plus consciencieux, nous nous arrêterons à quelques-uns des traits hostiles qu'il renferme ; à celui-ci, par exemple, qu'on lit dans la deuxième partie : « Selon moi, la meilleure manière d'attaquer le royaume de Naples serait : 1° de se rendre maître « de Fondi et de se porter brusquement sur San-Ger-

« mano par différens chemins qui y aboutissent, l'un « passant de Sora par Casativieri, qu'on peut rendre fa- « cilement voiturable, l'autre par l'Isola, Ara, Arpino, « qui est très bon, et le troisième par Ceprano, qui est « également bon. On serait tout de suite en possession « d'une plaine riche et fertile en blé, et en état de conti- « nuer ses succès si on le jugeait à propos; ou 2° de gar- « der seulement les passages par la plaine de Fucina, « avec assez de forces pourtant pour pouvoir y faire des « courses et s'emparer des subsistances que cette plaine « fournit en abondance; 3° enfin se rendre maître de Ci- « vita-Ducale s'avancer même jusqu'à Introdoro, où passe « le grand chemin de Rietti à Naples par Aquila, et attaquer « avec beaucoup de forces les pays riches qui sont aux bords « de l'Adriatique, pour de là se porter à Naples par Sulmo- « na, ou en passant par la Pouille. De cette manière on au- « rait le double avantage, 1° d'empêcher l'ennemi de jouir « de l'abondance de ces pays, et 2° de s'approprier des « provisions considérables. De plus, on évite ainsi des « défilés et passages étroits; car, bien que Terracine et « Fondi soient situés sur la route de Naples la plus « usitée, ce ne sont cependant pas les endroits les plus « facilement attaquables, parce qu'à deux milles environ « de Fondi le grand chemin est pratiqué dans une gorge, « où des deux côtés les montagnes sont scabreuses et très « élevées; et à la montée de Saint-André, sur les ruines « d'un vieux couvent, à l'entrée de ladite gorge, on a « construit une batterie qui occupe les deux côtés de la « route et qui en défend très bien le passage, d'ailleurs « très imposant par lui-même. D'une autre part les ri- « vages de la mer ne sont praticables que jusqu'au point « défendu par la forteresse de Gaëte qui est dans un bon

« état de défense, particulièrement du côté de terre, « mais qu'on pourrait ou bloquer facilement, ou éviter, « en passant par San-Germano, et mieux par Mola-di- « Gaëte que la forteresse ne bat pas assez.

« Je terminerai la description militaire de cette partie « de la frontière en donnant une idée des forces que le « roi de Naples y entretient depuis peu, et des moyens « défensifs déjà employés ou préparés par lui. Suivant « les renseignemens que j'ai pu me procurer, et suivant « ce que j'ai vu moi-même, il n'y a que près de huit « mille hommes de troupes, distribués dans les petites « villes voisines de cette position, à Fondi, Ponte-Corvo, « Aquino, Sora, l'Isola, Arpino et quelques autres. Sur « le chemin de Verali à Sora il y a une gorge où l'on a « placé deux batteries qui ont ensemble dix à douze pièces « de canon; de même au-delà de Ceprano, près de l'Iso- « letta, à main droite en allant à Naples, où on a établi « plusieurs batteries de position qui entre elles toutes « n'ont pas plus de douze canons; mais il serait facile de « les emporter, car les emplacemens sont mal choisis, les « retranchemens qui les couvrent mal construits; ces « travaux sont d'ailleurs si mal conçus et placés, qu'on « les éviterait facilement; les deux premiers en suivant « un chemin qui s'ouvre à main gauche, au sortir de Ca- « samane, en laissant Castelluccio et l'Isola à main droite; « lequel chemin peut aisément être rendu voiturable, « puisqu'il l'a été autrefois. Pour éviter celle de l'Isoletta, « on irait, en partant de Ceprano, joindre à Fontana « la nouvelle grande route. Quant aux dépôts d'artil- « lerie et autres munitions, l'ennemi en a un à Saint- « Dominique, entre Sora et l'Isola, et un autre à l'Iso- « letta, dont il serait facile de s'emparer.

« Le petit fort d'Ara, qu'on a armé depuis peu, est sur « une montagne assez élevée qui porte le même nom que « ce fort. Il est situé entre l'Isola et Aquino; le grand « chemin de Veroli à San-Germano par l'Isola passe au « pied. Il y a encore de sept à huit canons à Balseranno, « situé sur la rive gauche du Liris, à sept milles de Sora; « c'est un château appartenant (ce qu'il faut noter ici) « au citoyen Picolomini, riche, ci-devant seigneur à « Rome. »

Citons encore quelques fragmens tirés de la troisième partie du mémoire, tous également hostiles au gouvernement napolitain qu'on injuriait et maltraitait, tout en se disant en paix et amitié avec lui. Les voici :

« Il conviendrait de s'emparer sans retard de Civita- « Ducale, ce qui enlèverait à l'ennemi de grands moyens « de défense. Alors on n'aurait autre chose à faire qu'à « garder les gorges du Vellino et du Salto; d'après ce qui « a été dit ailleurs, Civita-Ducale est tellement indispen- « sable à la république que, de gré ou de force, il faut « s'en rendre maître et réaliser, citoyen ministre, les « vues d'après lesquelles on nous a ordonné la présente « reconnaissance militaire..... Si l'on veut s'avancer sur « Civita-Ducale pour s'en emparer, et tout annonce que « l'occasion s'en présentera bientôt, il serait peut-être « dangereux de passer par le chemin le plus usité et le « meilleur, car l'ennemi pourrait le défendre facilement. « Celui qui passe par Lanta-Ruffina serait préférable; il « n'est pas mauvais. En le choisissant, des troupes à pied « et à cheval passeraient sans danger entre la montagne « d'Este et le Velino, et prendraient par-derrière l'en- « nemi dans ses retranchemens. Deux autres routes lient « Civita-Ducale avec Naples : l'une, en venant de cette

« capitale par Carsoli, prend le Salto à son origine à Te-
« gliagezzo, passant à Magliano, Torano, la Torre-di-
« Taglia, Borgo-di-San-Petro; cette route est bonne
« pour les gens à cheval; l'autre par Arquata et Civita-
« di-Casia, passant par Introdoro et le long du Velino
« dont les bords cependant sont impraticables.... Enfin,
« nous avons parcouru toute la frontière de Subiaco à
« Ascoli, examiné tous les chemins par lesquels on peut
« pénétrer dans le royaume de Naples, ceux qui con-
« duisent aux villes principales, sur lesquelles nous
« avons recueilli et vous transmettrons les notions les plus
« utiles. Nous avons noté les routes propres aux voitures,
« à l'artillerie, aux troupes de pied ou de cheval, les
« chemins praticables l'hiver et ceux qui ne le sont que
« l'été, et sur les lieux les moins praticables nous avons
« cherché et vous soumettrons les moyens de rendre
« possible et même facile une marche à travers les fron-
« tières de l'ennemi..... Quant à l'idée de pénétrer
« dans la Pouille en longeant le Golfe Adriatique, elle est
« des plus hasardeuses, car il faudrait passer par le défilé
« et le bois des montagnes de l'Angelo ou du promontoire
« de Gargano, peuplés d'un grand nombre de brigands
« courageux autant que souples, et, après avoir évité
« leurs coups, sans cependant les atteindre, on trouverait
« Pescara, ville forte à quarante milles d'Ascoli, où le roi
« de Naples entretient une garnison de sept ou huit cents
« hommes; il vient d'en réparer les fortifications et d'en
« réarmer les remparts d'artillerie tirée de Civita-del-
« Tronto, autre forteresse à six milles d'Ascoli; l'attaque
« ci-dessus proposée sur San-Germano nous semble la
« plus facile de toutes. »

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les détails

de ce mémoire dont l'objet était de préparer dans le royaume de Naples une invasion que le roi Ferdinand espéra prévenir par celle dans laquelle il comptait être secondé par les Autrichiens. Avant d'en avoir obtenu la promesse qui le trompa, se sachant menacé par ses turbulens voisins, il s'était contenté d'un plan de guerre défensif en cas d'attaque, et ce plan, dont nous avons eu communication, modelé sur celui conçu avec génie et exécuté avec succès par le maréchal de Berwik pour la défense de la Provence et du Dauphiné, dans ses savantes campagnes de 1709, 1710, 1711 et 1712, consistait dans la concentration de la majeure partie des forces napolitaines au point central de San-Germano, d'où, par les divers rayons qui y aboutissent, seraient envoyés des renforts à tous les points fortifiés qui formaient un cercle autour de cette formidable position, fortifiée elle-même par tous les moyens que l'art pourrait fournir. Plus tard il crut mieux faire, et nous en avons vu les résultats.

B

Premier mariage de Paul I^er^.

Quand l'impératrice Catherine II eut résolu de marier le grand-duc Paul Petrovitch, son fils, à une princesse de Hesse-Darmstadt, elle prit sous main des informations sur les trois, non encore mariées, des quatre filles du landgrave; mais les dépêches de ses agens (dont nous avons sous les yeux les originaux) ne la satisfaisant pas complètement, elle se résolut de prononcer elle-même

sur leur compte, et, à cet effet, invita leur mère à les conduire à Saint-Pétersbourg. Une telle démarche n'avait jamais eu lieu, et la fierté allemande en souffrit; mais elle céda à l'ambition, et Assebourg, agent russe, manda à Sa Majesté Impériale, par sa dépêche du 23 avril (4 mai 1773), que *toutes les princesses de Hesse-Darmstadt, mère et filles, partaient avec une joie décidée, quoique madame la landgrave fût quelquefois incertaine dans ses espérances à l'égard du succès.* Nous ne rapporterons pas ici les dégoûtantes flagorneries du correspondant Assebourg, sur les *aimables qualités de l'impératrice* et les *perfections de son auguste fils*, que, dans une instruction au baron de Tcherkassoff, Catherine II copie de sa propre main avec complaisance; nous élaguerons aussi des détails peu aimables sur la cour de Darmstadt et les portraits des trois princesses, qui occupent dix pages in-folio. Nous dirons seulement que l'agent susnommé y parle de la *présomption* dans laquelle ces *princesses sont élevées*, qu'une *haute naissance* peut *faire négliger* les qualités les plus nécessaires cependant à celles qui aspirent *aux premières places du monde ;* qu'il s'y plaint de *l'indifférence du père.... inhabile à les soigner....* du *défaut de politesse, d'acquis, de ton et d'usage du monde* qui se remarque en ces princesses ; puis, les comparant entre elles, il dit que la *princesse Amélie* lui avait d'abord paru inférieure à la princesse *Wilhelmine*, mais que le temps avait changé ses opinions à cet égard ; que, de plus, tandis que celle-ci avait perdu ses attraits et pris un air de réserve qu'on ne lui connaissait pas, celle-là, gagnant sous tous les rapports, acquérait *de la douceur dans la physionomie*, mais qu'elle joignait à *un cœur sans vices et sans passions tumultueuses.... beaucoup d'indolence et quelquefois un peu de caprice.* La princesse

Wilhelmine d'ailleurs paraissait ne s'intéresser à rien; *mais* n'y aurait-il pas des *passions cachées* qui maîtrisassent *son esprit ?* (A ces mots l'impératrice écrit en note : *Je suis persuadée, moi l'impératrice, que celle-ci est la plus ambitieuse.... Qui ne prend goût et ne s'amuse de rien est rongé d'ambition, c'est une règle immanquable.*) L'agent poursuit ainsi : La cadette, la *princesse Louise, a, de toute la jeune famille de Darmstadt, le plus de grace et de noblesse dans les manières et dans le caractère, comme elle a aussi le plus de ressources dans l'esprit.... avantages compensés par le défaut de santé et de beauté et par beaucoup d'inégalités et de raideur.* (L'impératrice ajoute ici ces mots : *N. B. Le choix ne m'embarrasse pas et desasteur** (je copie l'orthographe de Catherine II) *je crois que la seconde** emportera la pomme; Czerkassoff voulez-vous parier ?*) Aux dépêches dont nous avons tiré l'extrait ci-dessus était jointe une instruction au baron Alexandre Svanovitch *Tcherkassoff*, que l'impératrice écrit *Czerkassoff;* elle porte sur la manière dont le baron doit recevoir les princesses à Revel, et les conduire à Tsarskocello, datée du 10 mai 1773; cette instruction très minutieuse sur ce qui a rapport à la route, aux logemens, aux ameublemens, à la suite des princesses, est extrêmement mal écrite.

N. B. Des dix-huit lettres adressées par Catherine II au baron de Tcherkassoff, durant sa mission, nous ne copierons que les fragmens historiques et caractéristiques que voici :

« Vous ne donnerez à la landgrave et à ses filles que le titre d'altesse. Je ne suis engagée à rien envers elle; je

* Dès à cette heure. — ** Wilhelmine.

l'ai simplement invitée de venir en Russie, mais jamais on ne lui a dit en mon nom ni parlé de ce dont tout le monde se doute. Ainsi vous la traiterés simplement sur le pied d'une princesse régnante d'Allemagne. »

Dans une lettre du 30 mai 1775 l'impératrice dit à Tcherkassoff:

«.... Si le comte R*** (André, prince aujourd'hui, et amant, alors, de la jeune princesse Wilhelmine) vous demande de venir dans la suite de la landgrave, vous dirés que vous n'avés là-dessus point d'ordres de ma part; que j'ai fait moi-même les registres des personnes et des chevaux à donner, et que vous n'osés.... Et la landgrave, si elle vous en parlait, ou fesait parler, vous diriés aussi que j'ai nommé et fait les registres moi-même et que vous lui déconseillés cela. Pour des lettres de Pétersbourg et d'autres lieux, ne vous en mêlés point. Vous éviterés aussi de marquer de la défiance sur la personne qui pourrait s'approcher ou s'adresser en particulier; mais observés tout et m'en faite un rapport exact.... Il n'y aura que les dames, les cavaliers, vous et Rehbinder qui suivrés madame la landgrave et les princesses ses filles à Gatchine (c'était le lieu de l'entrevue, et l'on en voulait écarter R***) pour y dîner chez le prince Orlow. »

N. B. Nous avons copié ici, sur les originaux, ces fragmens de lettres en conservant scrupuleusement l'orthographe, parce qu'elles donnent une idée plus juste du style de Catherine II que ses lettres imprimées, après avoir été corrigées par les éditeurs; elles ne sont peut-être pas, d'ailleurs, indifférentes à la connaissance du caractère de l'impératrice. Son choix surtout entre les trois sœurs est curieux à remarquer; il tombe sur celle qu'elle

croit ambitieuse, fausse, et qu'elle sait avoir une intrigue avec l'un des seigneurs de sa cour. Au reste, voici quel fut le sort des quatre princesses, filles de la landgrave de Hesse-Darmstadt :

1° L'aînée, qui ne vint point en Russie, était déjà mariée au prince héréditaire de Prusse, roi plus tard sous le nom de Frédéric-Guillaume II ;

2° *Amélie*, indolente et louche, épousa depuis le prince de Baden, père de l'impératrice Elisabeth, épouse d'Alexandre Ier ;

3° *Wilhelmine*, fausse, rusée et déjà corrompue dans ses mœurs, fut choisie pour le grand-duc Paul Petrovitch, qui n'en eut point d'enfans. Elle couvait une nouvelle *Catherine*, comme le comte R *** rêvait déjà le rôle d'Orlow, quand cette princesse mourut subitement. Son époux, qui s'y était vivement attaché, se livra alors au désespoir le plus violent; mais sa mère le fit cesser en lui montrant la correspondance de la défunte.

4° *Louise* était spirituelle et vraie, mais inégale et peu jolie ; Paul l'eût choisie de préférence à ses sœurs, quoiqu'il se brouillât et se raccommodât continuellement avec elle. Il estimait son caractère et la trouvait piquante ; mais sa mère en avait autrement décidé. Elle épousa le duc de Saxe-Weymar, dont le fils fut uni à la grande-duchesse Marie, fille de la seconde épouse de l'empereur Paul.

C

Lettre du maréchal Souvoroff au général vendéen Charette.

Héros de la Vendée ! illustre défenseur de la foi de tes pères et du trône de tes rois, que le Dieu des armées

veille à jamais sur toi, qu'il guide ton bras à travers les bataillons de tes nombreux ennemis, qui, marqués du doigt de ce Dieu vengeur, tomberont dispersés comme la feuille qu'un vent du nord a frappée. Et vous, immortels Vendéens, fidèles conservateurs de l'honneur des Français, dignes compagnons d'armes d'un héros, guidés par lui, relevez le temple du Seigneur et le trône de vos rois; que le méchant périsse, que sa trace s'efface. Alors, que la paix bienfaisante renaisse, et que la tige antique des lis, que la tempête avait courbée, se relève au milieu de vous plus brillante et plus majestueuse.

Brave Charette, honneur des chevaliers français, l'univers est plein de ton nom; l'Europe étonnée te contemple, et moi je te félicite. Dieu te choisit comme autrefois David pour punir les Philistins. Adore ses décrets, vole, attaque, frappe, et la victoire suivra tes pas.

Tels sont les vœux d'un soldat qui, blanchi aux champs d'honneur, vit constamment la victoire couronner la confiance qu'il avait placée dans le Dieu des combats. Gloire à lui! car il est la source de toute gloire; gloire à toi! car il te chérit.

D

État des pertes en hommes, souffertes par les armées françaises, en 1799, *sans y comprendre celles occasionnées par les fatigues, les blessures et dans les hôpitaux.*

	hommes.
Affaires de Masséna dans les Grisons, ...	4,000
Première attaque de Feldkirch par le même, . .	2,500
A reporter.	6,500

	hommes.
Report.	6,500
Seconde attaque, ...	3,000
Combats d'avant-garde de l'Archiduc Charles,	2,000
Batailles de Pfullendorf et de Stockach, ...	11,000
Combat dans l'Engadin, ...	2,000
A Val-de-Munster, ...	1,500
Dans le haut et bas Engadin, ...	3,000
Première bataille de Vérone, ...	8,500
Seconde bataille de Vérone, ...	3,000
A Magnano, ...	11,000
A Crémone, ...	1,000
A Cassano, ...	9,500
Dans la Valteline, ...	3,000
Sous Tortone, ...	1,200
Sous Alexandrie, ...	5,000
Prise des châteaux de Milan, Ferrare, Turin, Tortone et autres, ...	6,000
Affaires de Pontremoli jusqu'à la Trebia, . . .	3,000
Bataille sur la Trébia, ...	18,000
Dans la retraite de Macdonald, ...	1,000
Diversion de Moreau, ...	2,500
Bataille de Novi avec les prisonniers, ...	6,000
A Alexandrie et Mantoue, ...	5,000
Première et seconde attaques dans les Grisons,	6,000
Passage du Rhin, ...	1,500
Attaque de l'Archiduc, ...	2,000
Attaque de Saint-Gothard, ...	2,000
Dans les quatre affaires de la Nord-Hollande, .	6,000
Batailles de Zurich et de Constance, ...	10,000
A reporter.	140,200

	hommes.
Report.	140,200
Affaires de postes en Suisse, ...	1,000
Divers combats contre l'Archiduc sur le Rhin,	7,000
Combats contre Souvoroff, en Suisse, ...	5,000
Divers combats sous Gênes, ...	6,000
Bataille de Genola, ...	10,000
Naples, Rome et Ancône, ...	6,500
Total, ...	175,700

N. B. Cet état des pertes de l'armée française, exagéré ou non, fait partie des papiers qui nous ont été remis, et le double s'en trouvait dans le portefeuille du duc de Serra-Capriola, ministre de Naples en Russie, dont nous avons eu communication.

E

Amnistie accordée par sa majesté Ferdinand IV aux accusés des crimes d'état, publiée à Naples, le 30 mai 1800.

« Après avoir chassé, avec l'aide de Dieu, les ennemis qui s'étaient emparés de notre royaume de Naples, et réprimé les rebelles qui s'étaient joints à eux, ce n'est pas sans une vive douleur que nous avons été obligés d'abandonner à la rigueur des lois (que nous avons pourtant modérée en certains cas) ceux qui, oubliant leurs devoirs envers Dieu et envers nous, se sont rendus coupables du crime de félonie et de révolte contre le trône, en appelant au milieu de nos fidèles sujets les ennemis de l'État, et en coopérant avec eux à la destruction de l'autorité légitime que nous tenions du ciel.

« Notre cœur paternel nous portait à accorder une amnistie générale pour les offenses qui étaient dirigées contre nous ; mais la sûreté de l'État et celle de nos fidèles sujets qui ont secoué avec tant de courage le joug des rebelles, nous a mis dans la nécessité de différer l'intention où nous étions de pardonner à tous, et de les soustraire, de notre pleine autorité, à la rigueur des lois, jusqu'à ce que ces mêmes lois eussent assuré la tranquillité de l'État et celle de nos peuples fidèles, contre les chefs des rebelles et leurs agens ; pour, par ce moyen, être à même, sans nuire à la sûreté publique, de pardonner à tous les autres coupables, dans l'espérance que, pleins de reconnaissance pour une aussi grande indulgence de notre part, ils se conduiraient à l'avenir comme de bons et fidèles vassaux, et ne nous contraindraient pas à déployer contre eux toute la sévérité des lois, ainsi qu'à prendre des mesures que réclamerait impérieusement le salut de l'État.

« D'après ces motifs, nous nous sommes déterminés à accorder, comme en effet nous accordons, sauf les exceptions ci-après, une amnistie générale à tous ceux qui, avant ou depuis l'entrée des Français dans notre royaume de Naples, se seraient rendus coupables du crime de félonie et d'autres délits en matière d'État, tant comme chefs que comme coopérateurs et complices, soit en prenant les armes, soit par leurs écrits et par leurs discours, ou de toute autre manière.

« Nous voulons et ordonnons que les poursuites commencées soient annulées et abolies, et que ceux qui n'ont pas encore été poursuivis ouvertement pour les délits mentionnés ci-dessus ne puissent être accusés ni dénoncés par qui que ce soit, ni par nos avocats fiscaux ;

annulons et abolissons de notre pleine puissance et par la grace spéciale que nous leur accordons, tous les délits qui peuvent avoir été commis pendant les derniers troubles; défendons à chacun de les reprocher à l'avenir à aucun de nos sujets, ou de les leur rappeler de bouche ou par écrit, tous devant se considérer désormais comme des frères et des sujets fidèles.

« Et la junte d'État nous ayant présenté une liste des détenus les plus coupables, nous exceptons de l'amnistie les individus suivans, contre lesquels nous voulons qu'on continue à procéder suivant les lois; mais, avant de mettre leur jugement à exécution, nous voulons que le rapport en soit mis sous nos yeux. »

Exceptions à la loi de l'amnistie.

1° Individus exceptés qui dépendent de la judicature et de la junte d'Etat;

2° Individus exceptés qui dépendent de la judicature et de la junte des généraux;

3° Individus exceptés qui dépendent de la délégation des visiteurs généraux, savoir:

Individus dépendans de la délégation du visiteur conseiller Marrano, pour les provinces de la Terre de Labour et Salerne;

Individus dépendans de la délégation du visiteur monsignor Ludovici, pour les provinces de Montefusco, Frani et Lucera;

Individus dépendans du visiteur-conseiller Kerrante, pour les provinces de Chieti, Aquila et Ferramo;

Individus dépendans du visiteur Winspeare, pour la province de Cantazaro;

Individus dépendans de la délégation du visiteur marquis Valra, pour la province de Matera.

« Quant aux provinces de Luce et de Cosenza, qui ne nous ont pas encore envoyé la liste des chefs des coupables, que nous leur avons demandée, et où nous voulons aussi que la présente amnistie ait lieu, nous en exceptons pourtant, et jusqu'à nouvelle décision de notre part, tous les détenus qui sont dans la délégation des visiteurs le marquis Della Schiava, et le lieutenant-colonel Strada.

« Nous exceptons également de l'amnistie tous ceux qui ont déjà été jugés et condamnés par sentence, ou renfermés ou exilés par la commission ou par notre ordre, le bien ou la sûreté de l'Etat demandant que ce qui est fait soit maintenu; et telle est notre volonté.

« Quant à ceux qui par indulgence, malgré la notoriété de leurs délits, ont été bannis de nos domaines, nous nous réservons, quand la tranquillité publique sera entièrement rétablie, et après qu'ils auront donné des preuves non équivoques de leur repentir, de leur faire éprouver les effets bienfaisans de notre souveraine clémence.

« Nous excluons pareillement de l'amnistie les coupables qui sont en fuite ou absens de nos domaines, et nous voulons qu'il soit procédé contre eux avec toute la rigueur des lois.

« Nous déclarons en outre qu'aucun des coupables qui ont reçu l'abolition de leurs crimes par notre amnistie générale ne pourra avoir le droit de rentrer dans l'exercice de ses charges et offices, soit politiques, soit militaires, soit ecclésiastiques, qu'il possédait avant sa rébellion.

« Nous voulons enfin que la présente amnistie ait son effet du jour même de la publication.

« Palerme, 23 avril 1800. »

F

Quoique sous les divers gouvernemens de la révolution on ait toujours affecté de ne parler des Vendéens qu'avec mépris, excepté Bonaparte qui nommait les habitans de ce pays *un peuple de géans*, ceux qui gouvernèrent après la terreur, ne pouvant les vaincre, cherchèrent à traiter avec eux et trompèrent leur bonne foi pour leur faire reconnaître la république en leur promettant un roi dès que la chose deviendrait possible; aussi est-il curieux de lire les articles secrets du traité de La Jaunais, en 1795; les voici :

Les républicains, convaincus, après plusieurs années de combats infructueux, qu'ils ne peuvent assujétir ni détruire les royalistes du Poitou et de la Bretagne, sont convenus des articles suivans :

1° La monarchie sera rétablie;

2° La religion catholique sera rétablie dans toute sa splendeur;

3° En attendant l'époque du rétablissement de la monarchie, les royalistes resteront entièrement maîtres de leurs pays; ils y auront des troupes soldées aux dépens de l'Etat, qui seront à l'entière disposition de leurs chefs;

4° Les bons signés des mains du roi, et qui ne s'élèvent qu'à 1,500,000 fr., seront acquittés sur les caisses de l'Etat; les royalistes garderont en outre tout ce qu'ils ont pris aux républicains;

5° Les chefs et les soldats royalistes recevront de grosses sommes pour les indemniser de leurs pertes et leurs services;

6° Non-seulement on ne pourra imputer aux royalistes

rien de ce qui s'est passé, mais encore on levera le séquestre de leurs biens et de ceux de leurs parens condamnés;

7° Les émigrés qui se trouvent en Bretagne ou en Poitou seront censés n'être jamais sortis de France, parce qu'ils s'y sont battus pour le roi;

8° Tous les royalistes resteront armés jusqu'à l'époque du rétablissement du trône, et, jusqu'à cette époque, ils seront exempts d'impôts, de milice et de réquisitions de tous genres.

Ce traité, signé le 15 février 1795 par Charette, et le 21 avril par Stofflet, déclarait, dans ses articles patens, *la soumission des Vendéens a la république;* mais les conventionnels ne voulaient rien tenir de tout ce qu'ils avaient promis pour les amener à cette déclaration. Quant à Bonaparte, il ne leur promit qu'une amnistie qu'il ne tarda pas même à violer dans la personne du chef Frotté, fusillé au moment où il se rendait dans cette confiance. Il fallait cet événement pour détromper les royalistes de l'idée que le premier consul allait devenir un nouveau Monck; mais cet assassinat effraya les Chouans, et c'était là ce qu'on avait voulu.

G

Esquisse du plan de campagne contre les établissemens anglais de l'Inde, tel qu'il fut arrêté par Bonaparte et l'empereur Paul I^er^.

Une armée française de trente-cinq mille hommes d'infanterie, avec tout le matériel de son artillerie légère, se

portera des frontières de France à Ulm, du consentement de l'Autriche, y trouvera des bateaux et s'y embarquera sur le Danube.

Arrivée à la mer Noire, une flotte russe la transportera jusqu'à Taganrok, d'où elle se rendra à Tzaritzin sur le Volga, où, pourvue de bateaux, elle se rembarquera pour descendre le fleuve jusqu'à Astrakhan.

Là, une armée russe de trente-cinq mille hommes dont quinze mille d'infanterie, dix mille de cavalerie et dix mille Kosaques *, pourvue de grands trains d'artillerie, se réunira à l'armée française, à qui il sera fourni les chevaux nécessaires à son artillerie et à ses transports.

L'armée combinée sera transportée par la mer Caspienne, d'Astrakhan à Astrabat, où seront établis les dépôts de munitions de tous genres nécessaires à l'armée.

Cette marche des frontières de France à Astrabat est évaluée à environ quatre-vingts jours, et il en faudra encore cinquante pour parvenir sur la rive droite de l'Indus avec le corps de l'armée, dont la marche s'opérera par Héral, Ferah et Candahar; en tout, cent trente jours de marche ou transports pour les troupes françaises, qui seront, ainsi que les Russes, sous le commandement en chef du général Masséna (selon la demande expresse qu'en avait faite l'empereur Paul).

Nous donnerons, dans le huitième volume de ces mémoires, des détails aussi curieux que romanesques sur les projets accessoires de cette expédition, redoutée bien plus par le peuple anglais que par son ministère.

* Paul Ier avait déjà ordonné le rassemblement de cinquante mille Kosaques pour cette expédition, quand il mourut.

FIN DU SEPTIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE SEPTIÈME VOLUME.

(Page 5.)

Présage d'une lutte générale. — Situation politique de la Prusse. — Motifs de la levée de boucliers du roi de Naples. — Fausse modération du directoire. — Faiblesse de l'armée de Rome. — Ferdinand IV compte sur l'Autriche. — Arrivée d'un agent autrichien. — Entrée à Livourne d'un corps napolitain. — Le grand duc de Toscane. — Sa conduite. — Ses négociations à Vienne. — Nazelli. — Belleville. — Thugut. — Mack. — Son plan de campagne. — Défaite de ses divisions. — Sa retraite. — Conduite brillante de Roger de Damas. — Le roi se défie de Mack. — Ferdinand repart pour Caserte. — Rentrée des Français à Rome. — La surprise de Rome échoue. — Damas se rembarque à Orbitello. — Le roi accuse ses généraux. — Sa proclamation. — Intrigues des grands et des révolutionnaires. — Invasion du royaume. — Fermeté de la reine. — Assassinat d'un courrier autrichien. — Le roi veut se retirer en Calabre. — Il s'embarque pour la Sicile. — Mack et Pignatelli laissés à la défense de Naples. — Championnet devant Capoue. — Insurrection des paysans. — Détresse de l'armée française assaillie de toutes parts. — Elle est sans ressources.

(Page 64.)

Inaction de l'Autriche. — Situation observatrice de la Prusse. — Préparatifs de la France. — Ambition des généraux. — Joubert. — Le Piémont. — Ses souverains. — Fermens révolutionnaires. — Charles Emmanuel. — Son portrait. — Défendu par Bonaparte. — Conspiration. — Insurrection apaisée. — Lutte avec les républiques ligurienne et cisalpine. — L'expédition d'Égypte laisse le roi sans protecteur. — Nouvelle insurrection. — Le roi veut abdiquer. — Il reprend de la

vigueur. — La France protége les rebelles. — Elle exige leur grace et la citadelle de Turin. — Nouvelles insurrections. — On les réprime. — Brune s'en plaint. — Il fait chasser tous les fidèles serviteurs du roi. — Insulte au monarque. — Ginguené rappelé. — Joubert. — Grouchy. — Ses rapports confidentiels. — Toutes les places du Piémont surprises et occupées. — Le roi prisonnier. — Il signe une abdication. — Il est conduit hors de ses états. — Prétexte dont le directoire colore sa conduite.

(Page 132.)

Position désespérée de Championnet. — Capitulation inespérée. — Proclamation du général français aux Napolitains. — Promesse d'une république. — Relations avec les révolutionnaires. — Pillage du château de Caserte. — Proclamation de Pignatelli. — Arcambal envoyé à Naples. — Émeute. — Mack se réfugie au quartier général français. — Les lazzaroni. — Rapport d'un agent toscan. — Moliterno chef du peuple. — Il va trouver Championnet. — Pignatelli s'enfuit à Palerme. — Anarchie dans Naples. — Marche des lazzaroni sur Capoue. — Attaque de Naples le 21 janvier. — Sa prise le 23. — Les Français reçus comme des libérateurs. — *Te Deum.* — Saint Janvier. — Gouvernement provisoire. — Fuite de Rocca-Romana. — Moliterno ambassadeur en France. — Ses instructions. — Rapport secret. — Retraite de Macdonald. — Massacre de l'Isola.

(Page 204.)

Situation réciproque de l'Autriche et de la France. — Préparatifs de guerre. — Mort du prince d'Orange. — Plan de campagne des Français. — Vues politiques de l'empereur Paul. — Son projet de réunir les diverses communions chrétiennes. — Son caractère. — Souvoroff. — Reprise des hostilités en Allemagne. — Campagne et défaite de Jourdan. — Bataille de Vérone et de Magnano. — Arrivée de Souvoroff en Italie. — Assassinat des ministres français à Rastadt. — Lettre confidentielle à ce sujet. — Combat de Cassano. — Retraite

de Moreau. — Turin ouvre ses portes. — Prise de Pignerol, de Suse, etc. — Les Cosaques insultent le Dauphiné. — Mésintelligence entre les Autrichiens et les Russes. — Lettre de Souvoroff à Rostopchin. — Les Russes veulent rétablir le roi de Sardaigne. — La cour de Vienne s'y oppose. — Bataille sur la Trebia. — Révolution dans le gouvernement français. — Lettre d'un agent prussien. — Sieyes. — Barras. — Bernadotte. — Fouché. — Joubert. — Bataille de Novi. — Souvoroff quitte l'Italie. — Sa proclamation aux Suisses.

(Page 273.)

Déclaration de guerre de la Russie à l'Espagne. — Réponse de l'Espagne. — Adresse des Français aux soldats russes. — Opérations militaires de l'archiduc Charles. — Son inaction. — Occupation successive des deux lignes du Rhin et de la Limat. — Arrivée de Korsakoff. — Départ du prince Charles. — Bataille de Zurich. — Retraite de Souvoroff. — Indignation de l'empereur Paul. — Expédition anglo-russe de Hollande. — Batailles de Bergen et d'Alkmaar. — Capitulation des Anglo-Russes. — Lettre à Rostopchin. — Intrigues à Saint-Pétersbourg. — Bataille de Genola. — Prise de Coni. — Fin de campagne des Autrichiens. — Le cardinal Ruffo. — Lettre sur la prise de Naples. — Marche sur Rome. — Capitulation d'Ancône. — Retour de Bonaparte. — Effet qu'il produit. — Lettre confidentielle.

(Page 340.)

Blocus d'Égypte. — Sidney-Smith. — Firman du Grand-Seigneur. — Révolte du Caire; — Apaisée. — Supplices nocturnes. — Expédition de Syrie. — Levée du siége de Saint-Jean-d'Acre. — Rapports mensongers de Bonaparte. — Débarquement des Turcs. — Rapport ottoman. — Bataille d'Aboukir. — Départ de Bonaparte. — Sa lettre au grand-visir. — Lettre de Kléber au directoire. — Arrivée de Bonaparte à Paris. — — Il s'unit à Sieyes. — Tentative de négociations avec l'Angleterre. — Talleyrand. — Grenville. — Débats au parlement. — L'Autriche. — La Prusse. — Promesse

au cabinet de Berlin. — Suppression de journaux. — Pacification de la Vendée. — Agens royalistes. — Lettre de Louis XVIII. — Vernek. — Préparatifs des alliés. — Russes à Jersey. — Viomesnil. — Reprise des hostilités. — Blocus de Gênes. — Armée de réserve. — Passage du Saint-Bernard. — Bataille de Marengo. — Capitulation de Mélas. — Retour de Bonaparte à Paris.

(Page 406.)

L'amiral Keith veut occuper Gênes. — Il échoue. — Désespoir des habitans. — Arrivée à Paris du comte de Saint-Julien. — Bellegarde remplace Mélas. — Opérations militaires en Allemagne. — Victoires de Moreau. — Armistice de Parsdorf. — De l'Égypte. — Traité d'El-A'rych. — Sa rupture. — Noble conduite de Sidney-Smith. — Bataille d'Héliopolis. — Débats au parlement d'Angleterre. — Préliminaires de paix avec l'Autriche. — Refus de notification. — Traité de subsides de l'Autriche avec l'Angleterre. — Emprisonnement du comte de Saint-Julien et exil du comte de Neipperg. — Tentative de rapprochement avec la Russie. — Dumouriez à Saint-Pétersbourg. — Son caractère. — Son plan de campagne contre Bonaparte. — Rostopchin le fait renvoyer. — Ce que c'est que Rostopchin. — Koutaïtsoff. — Cobentzl. — Sa réponse à une insinuation de Panin. — Lui et Withworth quittent Pétersbourg. — Kalitcheff quitte Vienne et Woronzoff Londres. — Les troupes russes sont rappelées d'Angleterre. — Viomesnil. — Reprise des hostilités. — Hohenlinden. — Armistice de Steyer. — Début de haine entre Bonaparte et Moreau. — Situation politique de Bonaparte. — Conspirations de Ceracchi et de la machine infernale. — Effets qu'elles produisent. — Déportations. — Lois répressives. — Intrigues près de Paul Ier. — Rapprochement de Beurnonville et de Krudner. — Lucchesini. — Affaire des neutres. — Fermeté de Bernsdorff. — Irritation de Paul. — Neutralité armée. — Anecdote. — Négociations. — Paix de Lunéville. — Isolement de l'Angleterre. — Projet d'expédition contre les Anglais dans les Indes.

HISTOIRE LITTERAIRE D'ITALIE

de Ginguené,

CONTINUÉE PAR SALFI, SON COLLABORATEUR.

Le succès de cette histoire, ou plutôt de ce cours si éloquent et si riche de la littérature italienne, que son auteur avait poussé jusqu'au neuvième volume, est connu de tout le monde. Cet ouvrage a été réimprimé et traduit plusieurs fois en Italie, et deux éditions faites en France y ont été promptement épuisées. Ginguené avait à peine rempli la moitié de sa tâche; il allait entrer dans le dix-septième siècle, lorsque la mort vint le frapper. On a long-temps désespéré de voir achever le beau monument qu'il avait si heureusement commencé. Salfi, son ami, avait travaillé avec lui; et non-seulement il l'avait aidé dans ses recherches, mais il avait encore été en quelque façon initié dans les secrets de sa composition et de ses pensées. Pour remplacer cet habile critique, personne ne pouvait donc se présenter avec plus de confiance que Salfi. Aussi modeste que savant, il hésita long-temps à se charger d'une tâche si difficile; et il ne l'accepta qu'en cédant aux conseils de ses amis et à nos sollicitations réitérées. Il s'est livré exclusivement à ce travail pendant les six dernières années de sa vie; cependant il n'a pas eu le bonheur de l'achever, et il ne sera pas témoin du succès qu'il doit obtenir. Il a cessé de vivre au moment où il venait d'achever l'histoire du dix-septième siècle: ainsi nous pouvons au moins annoncer comme complète cette partie de son ouvrage. Elle se composera de cinq volumes; ce qui en fera quatorze pour arriver au dix-huitième siècle: ce n'est pas trop sans doute, si l'on songe au riche tableau, à l'immense répertoire qu'offre la littérature italienne.

Deux volumes de cette suite (10 et 11) sont déjà publiés, et se vendent séparément au prix des précédens, c'est-à-dire à 7 fr. chaque. Les trois autres seront du même prix, et ils seront publiés à de courts intervalles.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE 1813 ET 1814

En Allemagne et en France,

PAR M. LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL MARQUIS DE LONDONDERRY.

2 VOL. IN 8°, PRIX 12 FR. ET 14 FR. PAR LA POSTE.

Cet ouvrage est sans contredit un des monumens historiques de cette époque les plus importans et les plus authentiques. Il offre une relation militaire et politique de la guerre de 1813 et 1814, par le général Stewart marquis de Londonderry, qui fut à cette époque commissaire du roi d'Angleterre près les armées confédérées, et qui, par sa position, dut être initié dans tous les plans et les secrets de la coalition contre la France. On y apprendra les motifs qui firent entrer l'Autriche dans cette coalition, ceux qui firent donner au prince de Schwartzemberg le commandement général; les mobiles secrets de l'invasion de 1814, des négociations de Châtillon, du rétablissement des Bourbons; toutes les discussions qui préparèrent le traité de Paris; les prétentions du cabinet russe; enfin les discussions du congrès de Vienne où l'auteur assista également comme envoyé britannique. Son ouvrage se compose principalement d'extraits des lettres confidentielles ou des rapports qu'il adressa à lord Castlereagh, son frère, alors premier ministre.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA AT LOS ANGELES
THE UNIVERSITY LIBRARY
This book is DUE on the last date stamped below

Form L-9–20*m*-8,'37

DC
145
A44m
v.7

[Allonville]
Mémoires
tirés des
papiers
d'un homme d'état.

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 227 564 2

DC
145
A44m
v.7